Délibération N°14 2025 16

Objet : Adoption du procès-verbal des délibérations de la séance du Conseil d'Arrondissement du 20 mai 2025.

PROJET DE DELIBÉRATION

Mesdames, Messieurs,

Le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 20 mai 2025 vous est soumis pour approbation.

Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir en délibérer.

La Maire

Délibération N°14 2025 16

Objet : Adoption du procès-verbal des délibérations de la séance du Conseil d'Arrondissement du 20 mai 2025.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 20 mai 2025 vous est soumis pour approbation.

Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir en délibérer.

La Maire

14 2025 17

OBJET : Approbation du budget supplémentaire 2025

Projet de délibéré

Le Conseil d'arrondissement ;

Vu les articles L2511-41 et L.2511-45 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'avis rendu par la Commission réunie le 30 avril 2025 en application de l'article L. 2511-45 susvisé ;

Vu la délibération 2025 DFA 18 – états spéciaux d'arrondissement – budget supplémentaire 2025 – modification du montant des dotations, des 3, 4, 5 et 6 juin 2025 ;

Vu la délibération n° 14 2025 13 du Conseil du 14ème arrondissement en date du 20 mai 2025 adoptant le compte administratif 2024 ;

Vu l'exposé des motifs du projet de délibération n° 14 2025 17 du Conseil du 14ème arrondissement en date du 17 juin 2025 proposant l'approbation du budget supplémentaire 2025 ;

Sur le rapport présenté par Madame Carine PETIT, Maire du 14ème arrondissement ;

DÉLIBÈRE

Article unique :

Le budget supplémentaire de l'état spécial 2025 du 14ème arrondissement est adopté, par rubrique fonctionnelle et par nature, tel qu'il figure dans les tableaux annexés.

Votants :

Pour :

Contre :

Abstentions :

Ne prennent pas part au vote :

14 2025 17

Adoption du budget supplémentaire 2025 de l'état spécial du 14ème arrondissement

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le conseil du 14ème arrondissement, par la délibération n° 14 2025 13 votée le 20 mai 2025, a approuvé le compte administratif de l'état spécial (ESA) pour 2024, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Cette approbation ouvre la possibilité de soumettre le budget supplémentaire 2025 à la décision de notre Assemblée.

Le budget supplémentaire est un budget d'ajustement et de report qui permet de compléter ou de rectifier les prévisions et autorisations budgétaires du budget primitif, plus particulièrement en ce qui concerne le résultat de l'exécution du budget de l'exercice précédent. Il intègre ainsi les restes à réaliser tels qu'ils apparaissent au compte administratif de l'exercice précédent.

Le compte administratif de l'exercice 2024 constate l'existence de crédits à reporter de droit d'un montant brut total de 2 177 096€ dont 374 336€ sur la dotation d'animation locale (DAL), 1 492 928 € sur la dotation de gestion locale (DGL) et 309 832 € sur la dotation d'investissement (DI). Ces montants regroupent les restes libres d'emploi, c'est-à-dire les crédits qui n'ont pas fait l'objet d'un engagement juridique et les restes à réaliser, crédits qui ont fait l'objet d'un engagement juridique mais n'ont pas donné lieu à un mandatement en 2024.

Le vote du budget supplémentaire constitue également l'occasion de réaliser des transferts de l'ESA vers le budget municipal (budget général de la Ville de Paris), ainsi que des virements entre les 3 dotations qui composent l'ESA (DAL, DGL, DI). L'article L. 2511-45 du CGCT dispose en effet que, lors de l'examen du budget supplémentaire, les dotations des arrondissements peuvent être modifiées ; ces modifications doivent être approuvées, après avis d'une commission composée de la Maire de Paris et des Maires d'arrondissement, par le conseil d'arrondissement et par le Conseil de Paris.

Cette commission s'est réunie le 30 avril 2025. Outre le constat du report de plein droit sur l'exercice budgétaire 2025 du solde d'exécution de l'état spécial de 2024, elle a émis un avis favorable à l'opération de transfert suivante :

- Transfert récurrent de l'état spécial vers le budget général de la Ville pour les végétaux produits en régie par le Centre Horticole de Rungis (31 088€) et la réparation de matériel horticole (36 230€) soit un total de 67 318€.

Par ailleurs, la commission a également voté, compte tenu des contraintes budgétaires connues de toutes et tous, une désinscription budgétaire à hauteur de 50 000€ sur la dotation d'investissement et de 1,4M€ sur la dotation de gestion locale notamment en raison de :

- La reprise des crédits alloués au contrat de prestations de service du Centre Paris Anim Montparnasse dont la fermeture est effective depuis décembre 2024 ;
- La sous-exécution des crédits dédiés au fonctionnement des établissements d'accueil de la petite enfance (EATP) due principalement au gel des berceaux lié au manque d'effectifs ainsi qu'à une diminution des charges immobilières et locatives.

Lors de sa séance des 3, 4, 5 et 6 juin 2025 le Conseil de Paris a confirmé l'avis favorable de la commission réunie le 30 avril 2025. Il a adopté le montant global du Budget Supplémentaire 2025 de l'ensemble des états spéciaux, à propos duquel il convient que le Conseil d'arrondissement délibère, notamment pour fixer la répartition des crédits à l'intérieur de chaque dotation.

Les tableaux constitutifs du Budget supplémentaire du 14ème arrondissement au titre de 2025, figurent ci-dessous. Une présentation plus détaillée par rubrique fonctionnelle est en outre annexée au présent projet de délibération.

Les tableaux ci-après distinguent les crédits d'investissement pour la dotation d'investissement et les crédits de fonctionnement qui regroupent la dotation d'animation locale et la dotation de gestion locale.

Ils sont présentés en deux colonnes :

- la colonne « budget primitif » (BP) qui reprend les crédits initialement prévus pour l'exercice 2025 et qui ont fait l'objet d'un vote au Conseil de Paris au mois de décembre au Conseil de Paris 2024 ;

- la colonne « Vote du Conseil de Paris » (BS) qui reprend le montant net des crédits alloués, compte tenu des transferts réalisés et des reports automatiques de crédits ;

Ville de Paris
Exercice 2025
BUDGET SUPPLEMENTAIRE

ETAT SPECIAL DU 14 EME ARRONDISSEMENT
SECTION DE FONCTIONNEMENT

RUBRIQUES NATURES LIBELLES			Pour mémoire budget primitif précédent	Vote du Conseil de Paris
Rubrique 020	ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA COLLECTIVITÉ			
	Chapitre 002	Résultat de fonctionnement reporté		
	002	RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ	0,00	1 867 264,56
		Total Chapitre 002	0,00	1 867 264,56
	Chapitre 74	Dotations et participations		
	748711	DOTATION D'ANIMATION LOCALE REÇUE	747 929,00	0,00
	748721	DOTATION DE GESTION LOCALE REÇUE	9 489 005,00	-1 467 318,00
		Total Chapitre 74	10 236 934,00	-1 467 318,00
		Total Rubrique 020	10 236 934,00	399 946,56
		TOTAL RECETTES	10 236 934,00	399 946,56

Ville de Paris
Exercice 2025
BUDGET SUPPLEMENTAIRE

ETAT SPECIAL DU 14 EME ARRONDISSEMENT
SECTION D'INVESTISSEMENT

RUBRIQUES NATURES LIBELLES			Pour mémoire budget primitif précédent	Vote du Conseil de Paris
Rubrique 0281	DOTATION D'INVESTISSEMENT			
	Chapitre 458101	Dotation d'investissement versee		
	458101	DOTATION D'INVESTISSEMENT VERSEE	234 735,00	145 308,38
		Total Chapitre 458101	234 735,00	145 308,38
		Total Rubrique 0281	234 735,00	145 308,38
Rubrique 0381	CONSEILS DE QUARTIER			
	Chapitre 458101	Dotation d'investissement versee		
	458101	DOTATION D'INVESTISSEMENT VERSEE	30 000,00	114 523,64
		Total Chapitre 458101	30 000,00	114 523,64
		Total Rubrique 0381	30 000,00	114 523,64
		TOTAL DEPENSES	264 735,00	259 832,02

Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir approuver à présent ce budget supplémentaire 2025 qui sera soumis au Conseil de Paris des 1er, 2, 3 et 4 juillet prochains.

La Maire du 14ème arrondissement,

Carine PETIT

Conseil d'arrondissement du 14ème

Séance du 17 juin 2025

Communication relative au Bilan 2024 de la mise à disposition des salles municipales

La délibération 14 2020 votée par le conseil du 14ème arrondissement en sa séance du 21 juillet 2020 et autorisant la Maire de l'arrondissement à signer des conventions d'occupation du « domaine public relevant de la gestion du conseil d'arrondissement » précise en son article 3 que sera présentée une fois par an à cette assemblée une communication sur les occupations temporaires accordées aux associations de loi 1901 actives dans le 14e arrondissement.
C'est dans ce cadre qu'est aujourd'hui présenté le bilan des mises à disposition de locaux pour l'année 2024. Ce bilan comprend un état détaillé des occupations réalisées au sein des équipements municipaux gérés par la Mairie du 14e arrondissement soit :

- La Mairie du 14e
- L'Annexe de la Mairie
- Les salles associatives
- la Maison de la Vie Associative et Citoyenne (MVAC)

Cette dernière, en tant que structure dédiée à l'appui logistique et administratif des associations locales, constitue un levier essentiel au service du développement de la vie associative sur le territoire.

Pour rappel, le régime juridique et financier de ces occupations temporaires, tel que défini par la délibération citée plus haut, vise spécifiquement les locaux inscrits à l'inventaire des équipements de proximité à la charge de la Mairie d'Arrondissement, en application de l'article L2511-16 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Cette délibération rappelle l'obligation de conclure, pour chaque mise à disposition, une convention d'occupation temporaire du domaine public, précisant notamment les droits et obligations du bénéficiaire, ainsi que le montant de la redevance due, calculé selon une méthode définie par la délibération 2018 DDCT 82, adoptée par le Conseil de Paris lors de ses séances des 2, 3, 4 et 5 juillet 2018.
Dans le prolongement de ce cadre, les associations bénéficiaires de créneaux réguliers en salle à usage mutualisé peuvent être assujetties au paiement d'une redevance annuelle d'occupation, en application de la délibération 2023 DDCT 124, dont le montant est établi en fonction des caractéristiques de l'espace utilisé, du volume horaire attribué et en fonction de la tarification appliquée par l'association à ses adhérents.
A titre particulier, ces deux délibérations permettent d'accorder la gratuité aux « manifestations organisées par des associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général au niveau local, national et international et justifiant d'une activité régulière dans l'arrondissement».
Ceci est le cas de la totalité des mises à disposition effectuées par la MVAC.

L’analyse a été conduite sur la base du nombre de jours de réservation effectifs par salle, toutes activités confondues. Les résultats confirment un fort taux d’occupation, en particulier au sein de la mairie annexe, qui concentre une part importante des usages réguliers et événementiels.

Salles	Nombre de jours 2024	Nombre de jours 2023
Moulin des lapins	251	217
Saint Gothard	247	159
Salle Polyvalente	NC *	90
Salle des Mariages	113	125
Mairie Annexe	2470	2456
Salle des fêtes	645	NC
MVAC	490	445**
Total	**4216**	3492

*En 2024, en raison des travaux en Mairie, la salle polyvalente a été occupé plusieurs mois par les services municipaux.
**En 2023, des travaux ont eu lieu à la MVAC durant 6 mois.

En 2024, la mise à disposition des salles municipales a augmenté de 17%.

La mise en application de la délibération 2023 DDCT 124 a permis de facturer la mise à disposition des salles dans le cadre du multiusage à hauteur de 22 724€.

Il est à noter que la gratuité accordée aux associations du 14e arrondissement ayant utilisé les salles de l´Annexe est valorisée à hauteur de 433 946€ pour l’année 2024.

La municipalité a également poursuivi en 2024 le déploiement du dispositif de mutualisation de locaux vacants au sein des établissements scolaires, initié en 2022 et étendu en 2023.

Ce dispositif vise à optimiser l’utilisation des équipements publics en dehors du temps scolaire, afin de renforcer l’offre de locaux disponibles pour les associations du 14e arrondissement. Ainsi, 15 établissements scolaires participent désormais à ce dispositif, permettant à 18 associations de bénéficier de créneaux réguliers pour leurs activités. Les écoles concernées sont : Boulard, Arago, 69-71 Ouest, Sévero, Prisse d’Avennes, Maurice Rouvier, 188 Alésia et 12-14 Alésia, Asseline, Chantin, Delambre, Ripoche, P. Larousse, Jean Zay et Maindron.

Cette dynamique témoigne de l’engagement de la collectivité en faveur d’une gestion partagée et solidaire des ressources publiques, au service du tissu associatif local.

2025 DASCO 14 - Conventions annuelles d'objectifs et subventions associées (1.028.212 euros) pour des projets d'animation au titre des temps d'activités périscolaires (TAP)

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2511-1 et suivants ;

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles D521-10 et suivants ;

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

Vu le décret 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires ;

Vu le Règlement Départemental des écoles maternelles et élémentaires de Paris arrêté après consultation du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale du 19 octobre 2021 ;

Vu la convention signée le 30 septembre 2021 entre le Rectorat de Paris, la Ville de Paris, la Préfecture de Paris et la Caisse d'Allocations Familiales de Paris relative au Projet éducatif territorial parisien ;

Vu le projet de délibération en date du xx/xx/xxxx par lequel Mme la Maire de Paris lui propose la signature de conventions annuelles d'objectifs et l'attribution des subventions correspondantes à des associations et organismes ;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du xxx

Vu l'avis du Conseil du 5ème arrondissement en date du xxx

Vu l'avis du Conseil du 6ème arrondissement en date du xxx

Vu l'avis du Conseil du 7ème arrondissement en date du xxx

Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du xxx

Vu l'avis du Conseil du 9ème arrondissement en date du xxx

Vu l'avis du Conseil du 10ème arrondissement en date du xxx

Vu l'avis du Conseil du 11ème arrondissement en date du xxx

Vu l'avis du Conseil du 12ème arrondissement en date du xxx

Vu l'avis du Conseil du 13ème arrondissement en date du xxx

Vu l'avis du Conseil du 14ème arrondissement en date du xxx

Vu l'avis du Conseil du 15ème arrondissement en date du xxx

Vu l'avis du Conseil du 16ème arrondissement en date du xxx

Vu l'avis du Conseil du 17ème arrondissement en date du xxx

Vu l'avis du Conseil du 18ème arrondissement en date du xxx

Vu l'avis du Conseil du 19ème arrondissement en date du xxx

Vu l'avis du Conseil du 20ème arrondissement en date du xxx

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6ème Commission,

Délibère :

Article 1 : Au titre de l'année scolaire 2025-2026, Madame la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs avec chaque organisme auquel une subvention est attribuée par les articles 2 à 86 de la présente délibération, pour la mise en œuvre de projets d'animation sur les temps d'activités périscolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques parisiennes.

Article 2 : Une subvention de 5 960 euros est attribuée à l'organisme AMBASSADE DE TURQUIE (N°199848 - 2024_12773), dont le siège social est situé au 102 AV DES CHAMPS ELYSEES 75008 - PARIS

Article 3 : Une subvention de 5 895 euros est attribuée à l'association ART' ECO (N°187615 - 2024_12779), dont le siège social est situé au 48 RUE RASPAIL 93100 - MONTREUIL.

Article 4 : Une subvention de 42 120 euros est attribuée à l'association ART ET CAETERA (N°190252 - 2025_07463), dont le siège social est situé au 118-130 AVENUE JEAN JAURÈS 75019 - PARIS.

Article 5 : Une subvention de 22 914 euros est attribuée à l'association ART EXPRIM 18EME (N°9971 - 2025_07669), dont le siège social est situé au 87 RUE MARCADET 75018 - PARIS.

Article 6 : Une subvention de 34 560 euros est attribuée à l'organisme ARTORA (N°201986 - 2025_07490), dont le siège social est situé au 69 RUE MARX DORMOY 75018 - PARIS.

Article 7 : Une subvention de 19 200 euros est attribuée à l'association COMPAGNIE CAMBALACHE (N°74621 - 2025_07455), dont le siège social est situé au 10 RUE DES GARDES 75018 - PARIS.

Article 8 : Une subvention de 12 408 euros est attribuée à l’ASSOCIATION CULTURE 2 + (N°13485 - 2025_07549), dont le siège social est situé au 5 BIS RUE JEAN COTTIN 75018 - PARIS.

Article 9 : Une subvention de 5 900 euros est attribuée à l’ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO-JAPONAISE TALACHINÉ (N°183195 - 2025_07560), dont le siège social est situé au 22 RUE DEPARCIEUX 75014 - PARIS.

Article 10 : Une subvention de 11 000 euros est attribuée à l’ASSOCIATION FLORIMONT (N°12706 - 2025_07466), dont le siège social est situé au 5-9 PLACE MARCEL PAUL 75014 - PARIS.

Article 11 : Une subvention de 2 100 euros est attribuée à l’ASSOCIATION JUDO AMICALE PARIS XX "AJA PARIS XX" (N°23 - 2025_07685), dont le siège social est situé au 4-12 RUE DESNOYER 75020 - PARIS.

Article 12 : Une subvention de 19 440 euros est attribuée à l’ASSOCIATION REGIONALE SPORTS ET VIE SOCIALE (N°199959 - 2025_07688), dont le siège social est situé au 83 AVENUE DE NEUILLY 94120 - FONTENAY-SOUS-BOIS.

Article 13 : Une subvention de 21 420 euros est attribuée à l’association GOOD MORNING LITTLE FRIENDS (N°194805 - 2025_07489), dont le siège social est situé au 3 VILLA CLOTHILDE 93400 - SAINT-OUEN-SUR-SEINE.

Article 14 : Une subvention de 4 000 euros est attribuée à l’ASSOCIATION SCIENCE TECHNOLOGIE ET SOCIETE (ASTS) (N°12948 - 2025_07627), dont le siège social est situé au 54 AVENUE EDISON 75013 - PARIS.

Article 15 : Une subvention de 23 520 euros est attribuée à l'association ATELIER DE PARIS CAROLYN CARLSON (N°20428 - 2025_07619), dont le siège social est situé au 2 ROUTE DU CHAMP DE MANOEUVRE 75012 - PARIS.

Article 16 : Une subvention de 3 900 euros est attribuée à l'association BELLEVILLE SANKALPA (N°201785 - 2025_05719), dont le siège social est situé au 4 RUE FRANCIS PICABIA 75020 - PARIS.

Article 17 : Une subvention de 4 105 euros est attribuée à l'association BIEN HÊTRE (N°196960 - 2025_07483), dont le siège social est situé au 158 RUE JEAN MERMOZ 95230 - SOISY-SOUS-MONTMORENCY.

Article 18 : Une subvention de 15 000 euros est attribuée à l'association CAPOEIRA VIOLA COMPAGNIE LE SOMMET DE L'ABRICOTIER (N°300 - 2025_07616), dont le siège social est situé au 18 RUE TCHAÏKOVSKI 75018 - PARIS.

Article 19 : Une subvention de 4 450 euros est attribuée à l'association CENTRE CULTUREL DANSE DU ZÈBRE (N°134461 - 2025_06225), dont le siège social est situé au 35 RUE ETIENNE DOLET 75020 - PARIS.

Article 20 : Une subvention de 13 480 euros est attribuée à l'association CENTRE MANDAPA (N°20683 - 2025_07662), dont le siège social est situé au 6 RUE WURTZ 75013 - PARIS.

Article 21 : Une subvention de 12 700 euros est attribuée à l'organisme CINEPOQUE (N°181241 - 2025_07673), dont le siège social est situé au 7 RUE DES PETITES ECURIES 75010 - PARIS.

Article 22 : Une subvention de 9 000 euros est attribuée à l'association COMPAGNIE ANKREATION (N°183442 - 2025_07648), dont le siège social est situé au 155 RUE DU 19 MARS 1962 19360 - COSNAC.

Article 23 : Une subvention de 8 500 euros est attribuée à l'association COMPAGNIE DES ANIMAUX BIZARRES ET VÉHÉMENTS (N°197808 - 2025_06124), dont le siège social est situé au 73 AVENUE DE GRAMMONT 37000 - TOURS.

Article 24 : Une subvention de 5 000 euros est attribuée à l'association COMPAGNIE DES INACHEVES (N°181137 - 2025_07569), dont le siège social est situé au 218 RUE SAINT JACQUES 75005 - PARIS.

Article 25 : Une subvention de 22 496 euros est attribuée à l'association COMPAGNIE DU BELVEDERE 99 (N°19171 - 2025_07659), dont le siège social est situé au 8 ALL DE L'EUROPE 92110 - CLICHY.

Article 26 : Une subvention de 3 315 euros est attribuée à l'association COMPAGNIE GRAINES DE SOLEIL (N°13365 - 2025_07657), dont le siège social est situé au 35 RUE LEON 75018 - PARIS.

Article 27 : Une subvention de 5 445 euros est attribuée à l'association COMPAGNIE L'AIR DU VERSEAU (N°20211 - 2025_07630), dont le siège social est situé au 8 RUE DU GENERAL RENAULT 75011 - PARIS.

Article 28 : Une subvention de 11 830 euros est attribuée à l'association COMPAGNIE SANS EDULCORANT (N°13587 - 2025_07654), dont le siège social est situé au 8 RUE DU GÉNÉRAL RENAULT 75011 - PARIS.

Article 29 : Une subvention de 3 790 euros est attribuée à l'association COMPAGNIE SEMAPHORE (N°150001 - 2025_06226), dont le siège social est situé au 18 RUE CHANZY 92600 - ASNIÈRES-SUR-SEINE.

Article 30 : Une subvention de 9 360 euros est attribuée à l'association COMPAGNIE VAHRAM ZARYAN (N°76561 - 2025_07649), dont le siège social est situé au 18 RUE RAMUS 75020 - PARIS.

Article 31 : Une subvention de 50 400 euros est attribuée à l'association CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT DE PARIS (CAUE) (N°31222 - 2025_07634), dont le siège social est situé au 20 RUE DE PARADIS 75010 - PARIS.

Article 32 : Une subvention de 7 646 euros est attribuée à l'association COULEUR DE TEMPS (N°194277 - 2025_07689), dont le siège social est situé au 54 RUE PELLEPORT 75020 - PARIS.

Article 33 : Une subvention de 5 000 euros est attribuée à l'association CURIAL BOXING TEAM (N°57082 - 2025_07668), dont le siège social est situé au 3 VILLA SAINT FARGEAU 75020 - PARIS.

Article 34 : Une subvention de 29 140 euros est attribuée à l'association D'UNE LANGUE A L'AUTRE DULALA (N°8045 - 2025_07639), dont le siège social est situé au 60 RUE FRANKLIN 93100 - MONTREUIL.

Article 35 : Une subvention de 35 090 euros est attribuée à l'organisme NEOSPORT (N°189620 - 2025_07591), dont le siège social est situé au 10 RUE DE PENTHIEVRE 75008 - PARIS.

Article 36 : Une subvention de 18 976 euros est attribuée à l'association LOUISE ROSIER (N°186985 - 2025_07609), dont le siège social est situé au 206 QUAI DE VALMY 75010 – PARIS.

Article 37 : Une subvention de 12 000 euros est attribuée à l'association DANS LES YEUX DE LA KOLO (N°201654 - 2025_07658), dont le siège social est situé au 1 RUE MARCELIN BERTHELOT 93100 - MONTREUIL.

Article 38 : Une subvention de 7 400 euros est attribuée à l'association DAYMA (N°1841 - 2025_07533), dont le siège social est situé au 15 PAS RAMEY 75018 - PARIS.

Article 39 : Une subvention de 10 500 euros est attribuée à l'association DEBROUILLE COMPAGNIE (N°5166 - 2025_07637), dont le siège social est situé au 4 RUE DE LA SOLIDARITÉ 75019 - PARIS.

Article 40 : Une subvention de 8 984 euros est attribuée à l'association DES CRIS DES VILLES (N°196554 - 2025_07614), dont le siège social est situé au 23 RUE DU DOCTEUR POTAIN 75019 - PARIS.

Article 41 : Une subvention de 9 370 euros est attribuée à l'association DESSINE L'ESPOIR DESIGNING HOPE (N°194485 - 2025_07697), dont le siège social est situé au 102 BOULEVARD DIDEROT 75012 - PARIS.

Article 42 : Une subvention de 20 844 euros est attribuée à l'association ENGLISH AT SCHOOL (N°187985 - 2025_07694), dont le siège social est situé au 54 RUE DES SAINTS PERES 75007 - PARIS.

Article 43 : Une subvention de 13 200 euros est attribuée à l'association JUDO FRANCE PARIS (N°1605 - 2025_07620), dont le siège social est situé au 127 AVENUE DE FLANDRES 75019 - PARIS.

Article 44 : Une subvention de 32 000 euros est attribuée à l'association LA COMPAGNIE KABUKI (N°82861 - 2025_07621), dont le siège social est situé au 5 RUE HENNER 75009 - PARIS.

Article 45 : Une subvention de 22 560 euros est attribuée à l'association ENGLISH FUN FOR CHILDREN (N°190194 - 2025_07532), dont le siège social est situé au 120 RUE LECOURBE 75015 - PARIS.

Article 46 : Une subvention de 4 280 euros est attribuée à l'association FONDS REGIONAL D'ART CONTEMPORAIN ILE - DE - FRANCE (N°20104 - 2025_07632), dont le siège social est situé au 33 RUE DES ALOUETTES 75019 - PARIS.

Article 47 : Une subvention de 4 250 euros est attribuée à l'organisme FRANCINE VALMIER (N°206505 - 2025_07690), dont le siège social est situé au 12 PASSAGE BRIARE 75009 - PARIS.

Article 48 : Une subvention de 5 000 euros est attribuée à l'association HUSTLE PARIS - HP (N°195673 - 2025_07663), dont le siège social est situé au 1 RUE SOPHIE GERMAIN 75014 - PARIS.

Article 49 : Une subvention de 5 740 euros est attribuée à l'association INTERNATIONAL VISUAL THEATRE IVT (N°20064 - 2025_07454), dont le siège social est situé au 7 CITE CHAPTAL 75009 - PARIS.

Article 50 : Une subvention de 2 975 euros est attribuée à l'association L'AQUILONE (N°11005 - 2025_07684), dont le siège social est situé au 18 RUE RAMUS 75020 - PARIS.

Article 51 : Une subvention de 7 440 euros est attribuée à l'association LA PETITE ROCKETTE (N°59841 - 2025_07465), dont le siège social est situé au 125 RUE DU CHEMIN VERT 75011 - PARIS.

Article 52 : Une subvention de 6 098 euros est attribuée à l'association LA RESSOURCERIE CREATIVE (N°183590 - 2025_07562), dont le siège social est situé au 82 AVENUE DENFERT-ROCHEREAU 75014 - PARIS.

Article 53 : Une subvention de 13 000 euros est attribuée à l'association LAB MOBILE (N°192883 - 2025_07531), dont le siège social est situé au 6 ALLEE DES MESANGES 93230 - ROMAINVILLE.

Article 54 : Une subvention de 14 624 euros est attribuée à l'organisme LANGUAGE CONNEXION FRANCE (N°204203 - 2025_07568), dont le siège social est situé au 20 RUE DE BILLANCOURT 92100 - BOULOGNE BILLANCOURT.

Article 55 : Une subvention de 35 000 euros est attribuée à l'association ROSETTA (N°200162 - 2025_07642), dont le siège social est situé au 181 AVENUE DAUMESNIL 75012 - PARIS.

Article 56 : Une subvention de 33 500 euros est attribuée à l'organisme LE 100 ETABLISSEMENT CULTUREL SOLIDAIRE (N°181247 - 2025_07664), dont le siège social est situé au 100 RUE DE CHARENTON 75012 - PARIS.

Article 57 : Une subvention de 5 400 euros est attribuée à l'association LE GENIE DE LA BASTILLE (N°14466 - 2025_07626), dont le siège social est situé au 126 RUE DE CHARONNE 75011 - PARIS.

Article 58 : Une subvention de 9 150 euros est attribuée à l'association LE MEXIQUE DANSE EN FRANCE (MEDAFRA) (N°14525 - 2025_07563), dont le siège social est situé au 20 RUE EDOUARD PAILLERON 75019 - PARIS.

Article 59 : Une subvention de 4 703 euros est attribuée à l'association CAFE SAWA (N°195671 - 2025_07651), dont le siège social est situé au 125 RUE DU CHEMIN VERT 75011 - PARIS.

Article 60 : Une subvention de 4 000 euros est attribuée à l'association LE PETIT NEY (N°10506 - 2025_07519), dont le siège social est situé au 10 AVENUE DE LA PORTE DE MONTMARTRE 75018 - PARIS.

Article 61 : Une subvention de 7 700 euros est attribuée à l'association LE VOEU DU COQUELICOT (N°199951 - 2025_07589), dont le siège social est situé au 7 RUE GABRIEL PÉRI 94200 - IVRY-SUR-SEINE.

Article 62 : Une subvention de 6 230 euros est attribuée à l'association ARTISTIC (N°8024 - 2025_07656), dont le siège social est situé au 183 RUE SAINT DENIS 75002 - PARIS.

Article 63 : Une subvention de 5 500 euros est attribuée à l'association LES BOUT'CHOUX DU 19EME (N°199751 - 2025_07451), dont le siège social est situé au 28 RUE DE LA PRÉVOYANCE 75019 - PARIS.

Article 64 : Une subvention de 5 000 euros est attribuée à l'association LES PASSEURS DE CURIOSITES (N°192272 - 2025_07660), dont le siège social est situé au 20 RUE EDOUARD PAILLERON 75019 - PARIS.

Article 65 : Une subvention de 22 375 euros est attribuée à l'association LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FEDERATION DEPARTEMENTALE DE PARIS MOUVEMENT D'EDUCATION POPULAIRE FEDERATION DE PARIS DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT (N°17156 - 2025_07570), dont le siège social est situé au 167 BOULEVARD DE LA VILLETTE 75010 - PARIS.

Article 66 : Une subvention de 27 600 euros est attribuée à l'association LILY SCHOOL PARIS (N°184419 - 2025_07492), dont le siège social est situé au 55 RUE PAUL BARRUEL 75015 - PARIS.

Article 67 : Une subvention de 4 900 euros est attribuée à l'association M - C- ART (N°150081 - 2025_07446), dont le siège social est situé au 10 RUE HOUDART 75020 - PARIS.

Article 68 : Une subvention de 2 500 euros est attribuée à l'association MONTPAR BOXING CLUB (N°284 - 2025_07646), dont le siège social est situé au 33 RUE DE LA SABLIÈRE 75014 - PARIS.

Article 69 : Une subvention de 4 700 euros est attribuée à l'association LE PETIT ESCARGOT (N°188085 - 2025_07665), dont le siège social est situé au PLACE DE L HOTEL DE VILLE 17160 - MATHA.

Article 70 : Une subvention de 3 670 euros est attribuée à l'association SIXIEME MUR (N°203700 - 2025_07666), dont le siège social est situé au 29 RUE JACQUES LEMERCIER 78000 - VERSAILLES.

Article 71 : Une subvention de 4 150 euros est attribuée à l'association CPN CONNAITRE ET PROTEGER LA NATURE DU VAL DE SEINE (N°16639 - 2025_07667), dont le siège social est situé au 29 RUE DE BABYLONE 75007 - PARIS.

Article 72 : Une subvention de 7 548 euros est attribuée à l'association NOVIS EDUCATION & CO (N°154442 - 2025_07640), dont le siège social est situé au 5 SQ DE LA GASCOGNE 75020 - PARIS.

Article 73 : Une subvention de 7 500 euros est attribuée à l'organisme PLAY-WELL TEKNOLOGIES FRANCE (N°194878 - 2025_07670), dont le siège social est situé au 27 BD DE PORT ROYAL 75013 - PARIS.

Article 74 : Une subvention de 5 363 euros est attribuée à l'association RACONTE-NOUS DES HISTOIRES (N°203887 - 2025_07644), dont le siège social est situé au 2 RUE JEAN MONNET 94130 - NOGENT-SUR-MARNE.

Article 75 : Une subvention de 13 800 euros est attribuée à l'association RESEAU MÔM'ARTRE (N°19394 - 2025_07439), dont le siège social est situé au 204 RUE DE CRIMÉE 75019 - PARIS.

Article 76 : Une subvention de 4 800 euros est attribuée à l'association LES AMIS RECYCLEURS (N°181126 - 2025_07678), dont le siège social est situé au 60 RUE BELLIARD 75018 - PARIS.

Article 77 : Une subvention de 10 800 euros est attribuée à l'association RIBAMBELLES ET COMPAGNIE (N°192480 - 2025_07564), dont le siège social est situé au 37 RUE MIRABEAU 94300 - VINCENNES.

Article 78 : Une subvention de 7 766 euros est attribuée à l'organisme SAM EVENTS (N°183858 - 2025_07650), dont le siège social est situé au 231 RUE SAINT HONORE 75001 - PARIS.

Article 79 : Une subvention de 3 000 euros est attribuée à l'association SIRIUS PRODUCTIONS (N°4681 - 2025_07525), dont le siège social est situé au 16 RUE CAMILLE FLAMMARION 75018 - PARIS.

Article 80 : Une subvention de 9 600 euros est attribuée à l'association SLASHFIT (SF) (N°186990 - 2025_07522), dont le siège social est situé au 74 RUE DE LA CHAPELLE 75018 - PARIS.

Article 81 : Une subvention de 4 800 euros est attribuée à l'organisme SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DU CARREAU DU TEMPLE (N°168163 - 2025_07497), dont le siège social est situé au 2 RUE PERREE 75003 - PARIS.

Article 82 : Une subvention de 8 000 euros est attribuée à l'association SON ET IMAGE (N°199855 - 2025_07641), dont le siège social est situé au 23 RUE EMILE RASPAIL 94110 - ARCUEIL.

Article 83 : Une subvention de 6 100 euros est attribuée à l'association THEATRE DE LA COUPE (N°9509 - 2025_07672), dont le siège social est situé au 25 RUE LANTIEZ 75017 - PARIS.

Article 84 : Une subvention de 8 280 euros est attribuée à l'association UGOP UNE GOUTTE D'ORGANISATION PRODUCTIONS (N°17407 - 2025_07696), dont le siège social est situé au 14 RUE EDOUARD ROBERT 75012 - PARIS.

Article 85 : Une subvention de 5 500 euros est attribuée à l'association VENI VERDI (N°43801 - 2025_07477), dont le siège social est situé au 18 -20 RUE RAMUS 75020 - PARIS.

Article 86 : Une subvention de 29 952 euros est attribuée à l'organisme ZAMIZEN (N°203878 - 2025_07698), dont le siège social est situé au 40 RUE CHEF DE BAIE 17000 - LA ROCHELLE.

Article 87 : La dépense globale correspondante, d’un montant de 1 028 212 euros sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l’exercice 2025 et de l’exercice suivant sous réserve de la décision de financement.

Direction des Affaires Scolaires

2025 DASCO 14 - Conventions annuelles d'objectifs et subventions associées (1 028 212 euros) pour des projets d'animation au titre des temps d'activités périscolaires (TAP)

PROJET DE DELIBERATION
EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre des rythmes scolaires parisiens, des temps d'activités périscolaires sont organisés chaque semaine, le mardi et le vendredi, dans l'ensemble des écoles maternelles et élémentaires municipales.

L'organisation de ces temps répond aux ambitions et objectifs du Projet éducatif territorial (PEDT) 2021-2026 de Paris cosigné avec l'Éducation nationale, la Préfecture et la Caisse d'allocations familiales de Paris. Elle vise à proposer des ateliers ludo-éducatifs favorisant la curiosité, l'ouverture, l'esprit critique des enfants et le développement dès le plus jeune âge des compétences psycho-sociales, facteur de bien-être de l'enfant.

Pour l'année scolaire 2024-2025, plus de 11 000 activités ont été proposées dans les écoles parisiennes, dont près de 70% par nos animateurs. La mobilisation de la direction des affaires culturelles et de la direction de la jeunesse et des sports permet de proposer des activités musicales et sportives. Cette diversité d'activité est complétée par un marché public et un appel à projet annuel d'animations culturelles, scientifiques ou artistiques, pilotés par la DASCO.

Cet appel à projets permet de constituer une offre d'ateliers répondant aux besoins spécifiques aux publics et à leur environnement, définis par le projet d'école et par le projet pédagogique porté par l'équipe d'animation. Dans cette perspective, les ateliers de l'appel à projets sont co-construits entre le porteur de projet et le responsable éducatif ville de chaque école, sur une thématique au libre choix du porteur de projet.

Pour l'année scolaire 2025-2026, une nouvelle édition de l'appel à projets a été ouverte du 4 novembre 2024 au 6 janvier 2025. Les projets ont fait l'objet d'une analyse pédagogique complétée d'un examen administratif, juridique et financier afin d'évaluer la viabilité des candidatures. Des commissions d'arrondissements, réunissant représentants de la mairie d'arrondissement et services de la Ville ont ensuite émis des avis sur chaque projet recevable.

A l'issue de cette commission, 85 organismes et associations ont été retenus. Leurs projets d'ateliers sont complémentaires aux autres TAP et s'inscrivent dans les ambitions du PEDT et de ses volets territoriaux. Par des méthodes pédagogiques innovantes ou des thématiques d'ateliers émergentes, ils permettent de renforcer la cohérence des temps scolaires et périscolaires, de développer les compétences psycho-sociales et de renforcer l'apprentissage des valeurs du vivre ensemble et de l'égalité entre les filles et les garçons.

Cette année, 80 projets sont retenus en maternelles et 124 en élémentaires dans près de 176 écoles.

Les projets innovants proposés pour les enfants d'âge maternel font l'objet d'une attention particulière. Ces ateliers ludo-éducatifs doivent garantir le libre-choix ainsi que la libre circulation en leur sein. Plusieurs activités simultanées doivent être proposées au sein de l'atelier. L'évolution de l'atelier au cours de l'année doit prendre en compte l'âge des enfants, leurs besoins spécifiques, en alternant production et phases d'activité libre.

Afin d'assurer la mise en œuvre de ces ateliers dans les écoles parisiennes, il vous est proposé d'autoriser :

- La signature avec chaque association et organisme retenu à l'issue de l'appel à projets d'une convention annuelle d'objectifs, conforme au modèle joint au présent projet de délibéré
- L'attribution d'une subvention aux associations et organismes dont la liste figure en annexe du projet de délibéré ci-joint, étant précisé que le montant de la subvention est inférieur ou égal à 85% du coût total des projets sélectionnés.

Je vous remercie Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en délibérer.

La Maire de Paris

2025 DASCO 38 - Subventions d'investissement (315.635 euros) à 29 collèges au titre du Budget Participatif des Collèges - Édition 2024/2025.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Education ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'octroi d'une subvention d'investissement à 29 collèges au titre du Budget Participatif des Collèges, édition 2024/2025 ;

Vu l'avis du conseil d'arrondissement de Paris Centre en date du ;
Vu l'avis du conseil du 5e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 6e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 12e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 13e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 16e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 17e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 18e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6ème Commission et par Mme Anouch TORANIAN, au nom de la 7ème Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'investissement est attribuée au titre du Budget Participatif des Collèges 2024/2025 aux 29 collèges suivants :

- Une subvention d'investissement de 9 871 euros est attribuée au collège Montgolfier (3e)
- Une subvention d'investissement de 14 425 euros est attribuée au collège Lavoisier (5e)
- Une subvention d'investissement de 14 985 euros est attribuée au collège Montaigne (6e)
- Une subvention d'investissement de 6 678 euros est attribuée au collège Valmy (10e)
- Une subvention d'investissement de 9 923 euros est attribuée au collège Lucie et Raymond Aubrac (11e)

- Une subvention d'investissement de 9 984 euros est attribuée au collège Beaumarchais (11e)
- Une subvention d'investissement de 11 955 euros est attribuée au collège Voltaire (11e)
- Une subvention d'investissement de 6 000 euros est attribuée au collège Germaine Tillion (12e)
- Une subvention d'investissement de 10 000 euros est attribuée au collège Evariste Gallois (13e)
- Une subvention d'investissement de 14 798 euros est attribuée au collège Elsa Triolet (13e)
- Une subvention d'investissement de 14 746 euros est attribuée au collège Moulin des Prés (13e)
- Une subvention d'investissement de 14 995 euros est attribuée au collège Gustave Flaubert (13e)
- Une subvention d'investissement de 11 450 euros est attribuée au collège Saint-Exupéry (14e)
- Une subvention d'investissement de 10 000 euros est attribuée au collège Alberto Giacometti (14e)
- Une subvention d'investissement de 10 000 euros est attribuée au collège Camille Sée (15e)
- Une subvention d'investissement de 15 000 euros est attribuée au collège Georges Duhamel (15e)
- Une subvention d'investissement de 11 922 euros est attribuée au collège Claude Bernard (16e)
- Une subvention d'investissement de 11 996 euros est attribuée au collège Pierre de Ronsard (17e)
- Une subvention d'investissement de 9 683 euros est attribuée au collège Aimé Césaire (18e)
- Une subvention d'investissement de 10 000 euros est attribuée au collège Georges Clémenceau (18e)
- Une subvention d'investissement de 9 044 euros est attribuée au collège Marie Curie (18e)
- Une subvention d'investissement de 10 000 euros est attribuée au collège Yvonne Le Tac (18e)
- Une subvention d'investissement de 11 997 euros est attribuée au collège Suzanne Lacore (19e)
- Une subvention d'investissement de 10 000 euros est attribuée au collège Guillaume Budé (19e)
- Une subvention d'investissement de 9 992 euros est attribuée au collège Edmond Michelet (19e)
- Une subvention d'investissement de 9 883 euros est attribuée au collège Georges Brassens (19e)
- Une subvention d'investissement de 9 683 euros est attribuée au collège Georges Rouault (19e)
- Une subvention d'investissement de 10 000 euros est attribuée au collège Jean Perrin (20e)
- Une subvention d'investissement de 6 625 euros est attribuée au collège Maurice Ravel (20e)

Article 2 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer la convention, jointe à la présente délibération, pour la réalisation d'une fresque au collège Germaine

Tillion (12e) et pour la cession des droits d'auteur correspondants à la Ville de Paris.

Article 3 : Les établissements devront rendre compte de l'utilisation du crédit alloué. Tous les justificatifs (état récapitulatif des factures acquittées et la copie de ces factures justifiant de la livraison des matériels acquis ou de la réalisation d'une fresque) devront être transmis à la Mission Budget Participatif de la Direction des Affaires Scolaires dans un délai de 9 mois maximum après réception de la notification de versement de la subvention.

Article 4 : En cas de non utilisation des crédits ou de leur utilisation partielle, la subvention attribuée lors de la prochaine édition du Budget Participatif des Collèges sera minorée du montant des crédits non utilisés.

Article 5 : La dépense correspondante d'un montant total de 315 635 euros sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2025.

VILLE DE PARIS

Direction des Affaires Scolaires

2025 DASCO 38 - Subventions d'investissement (315 635 euros) à 29 collèges au titre du Budget Participatif des Collèges - Édition 2024/2025

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Le budget participatif des collèges est un dispositif initié en 2016 dont l'objectif est de contribuer à l'apprentissage de la citoyenneté à travers l'expérience du débat démocratique et du vote.

Ainsi, un catalogue de propositions de 8 projets répartis en 2 thématiques a été adressé à l'ensemble des collèges parisiens au mois de septembre 2024.

Sur la base de ce catalogue, les élèves ont choisi collectivement un projet pour leur établissement.

La présente délibération est destinée à mettre en œuvre les conditions de réalisation des projets choisis en accordant des subventions à 29 collèges qui ont d'ores et déjà produit un dossier complet.

Les collèges concernés sont :

Au titre de la thématique « Vivre ensemble » :

- Projet 1.1 « Espace Détente »
  - Le collège Montgolfier (3e) pour un montant de 9 871 euros
  - Le collège Beaumarchais (11e) pour un montant de 9 984 euros
  - Le collège Lucie et Raymond Aubrac (11e) pour un montant de 9 923 euros
  - Le collège Evariste Gallois (13e) pour un montant de 10 000 euros
  - Le collège Alberto Giacometti (14e) pour un montant de 10 000 euros
  - Le collège Camille Sée (15e) pour un montant de 10 000 euros
  - Le collège Aimé Césaire (18e) pour un montant de 9 683 euros
  - Le collège Georges Clémenceau (18e) pour un montant de 10 000 euros
  - Le collège Yvonne Le Tac (18e) pour un montant de 10 000 euros
  - Le collège Guillaume Budé (19e) pour un montant de 10 000 euros
  - Le collège Edmond Michelet (19e) pour un montant de 9 992 euros
  - Le collège Georges Brassens (19e) pour un montant de 9 883 euros
  - Le collège Jean Perrin (20e) pour un montant de 10 000 euros

- Projet 1.2 « Équiper la cour pour lire et jouer en société »
  - Le collège Lavoisier (5e) pour un montant de 14 425 euros
  - Le collège Montaigne (6e) pour un montant de 14 985 euros
  - Le collège Elsa Triolet (13e) pour un montant de 14 798 euros
  - Le collège Gustave Flaubert (13e) pour un montant de 14 995 euros
  - Le collège Claude Bernard (16e) pour un montant de 11 922 euros
  - Le collège Marie Curie (18e) pour un montant de 9 044 euros
  - Le collège Georges Rouault (19e) pour un montant de 9 683 euros

- Projet 1.3 « Une fresque pour mon collège »
  - Le collège Germaine Tillion (12e) pour un montant de 6 000 euros

- Projet 1.4 « Oxygéner la cour »
  - Le collège Moulin des Prés (13e) pour un montant de 14 746 euros
  - Le collège Georges Duhamel (15e) pour un montant de 15 000 euros

Au titre de la thématique « Le sport, l'héritage des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 » :

- Projet 2.1 : « Jeux sportifs »
  - Le collège Pierre de Ronsard (17e) pour un montant de 11 996 euros
  - Le collège Suzanne Lacore (19e) pour un montant de 11 997 euros

- Projet 2.2 : « Sports JOP Paris 2024 »
  - Le collège Voltaire (11e) pour un montant de 11 955 euros

- Projet 2.3 : « Laser run »
  - Le collège Valmy (10e) pour un montant de 6 678 euros
  - Le collège Saint-Exupéry (14e) pour un montant de 11 450 euros
  - Le collège Maurice Ravel (20e) pour un montant de 6 625 euros

La mise en œuvre de ces projets nécessite le versement d'une subvention d'équipement à ces établissements afin de leur permettre de les réaliser dans les meilleurs délais.

Les établissements rendront compte de l'utilisation du budget alloué en fournissant, dans un délai de 9 mois après réception de la notification de versement de la subvention, un état récapitulatif des factures acquittées ainsi que la copie de ces factures justifiant de la livraison des matériels acquis ou de la réalisation d'une fresque.

Enfin, en cas de non utilisation des crédits ou de leur utilisation partielle, la subvention attribuée lors de la prochaine édition du Budget Participatif des Collèges sera minorée du montant des crédits non utilisés.

Dans le cadre de la présente délibération, il vous est donc proposé d'accorder à ces collèges une subvention d'équipement pour un montant total de 315 635 € au titre du Budget Participatif des Collèges - Édition 2024/2025 et d'autoriser la

Maire de Paris à signer la convention ci-jointe pour la réalisation de la fresque du collège Germaine Tillion (12e) et la cession des droits d'auteur correspondants à la Ville.

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en délibérer.

La Maire de Paris,

Anne Hidalgo

2025 DASCO 47 - Collèges publics parisiens - Dotation complémentaire de fonctionnement (30 000 euros), subventions d'équipement (17 300 euros) et subventions pour travaux (76 276 euros).

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Education ;

Vu la délibération 2024 DASCO 35, du Conseil de Paris des 8, 9, 10 et 11 octobre 2025, fixant les dotations initiales de fonctionnement 2025 des collèges autonomes (8 699 901euros) ;

Vu la délibération 2024 DASCO 36, du Conseil de Paris des 8, 9, 10 et 11 octobre 2024, fixant les dotations initiales de fonctionnement 2025 des collèges imbriqués avec un lycée (2 708 721 euros) ;

Vu le projet de délibération, en date du , par lequel Mme la Maire de Paris, soumet à son approbation l'octroi de dotation complémentaire de fonctionnement (30 000 euros), de subventions d'équipement (17 300 euros), et de subventions pour (76 276 euros) à certains collèges publics parisiens ;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre, en date du

Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement, en date du

Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement, en date du

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement, en date du

Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement, en date du

Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement, en date du

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement, en date du

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement, en date du

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement, en date du

Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement, en date du

Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement, en date du

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement, en date du

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement, en date du

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6ème Commission,

Délibère :

Article 1 : Une dotation complémentaire de fonctionnement est attribuée au collège public parisien Jean-Baptiste SAY (16ème), pour un montant de 30 000 euros au titre des dépenses de transport vers les installations sportives.

Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2025.

Article 3 : Des subventions d'équipement sont attribuées à trois collèges publics parisiens, suivant le tableau figurant en annexe de la présente délibération, pour un montant total de 17 300 euros.

Article 4 : La dépense correspondante sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2025.

Article 5 : Des subventions pour la réalisation de travaux d'entretien sont attribuées à quatorze collèges publics parisiens, suivant le tableau figurant en annexe de la présente délibération, pour un montant total de 76 276 euros.

Article 6 : La dépense d'investissement correspondante, soit 52 442 euros, sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2025.
La dépense de fonctionnement correspondante, soit 23 834 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de l'exercice 2025.
Chaque établissement rendra compte de l'utilisation des crédits alloués (descriptif des travaux et copies des factures).

Direction des Affaires Scolaires

2025 DASCO 47 - Collèges publics parisiens - Dotation complémentaire de fonctionnement (30 000 euros), subventions d'équipement (17 300 euros) et subventions pour travaux (76 276 euros).

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Conformément au Code de l'éducation, la collectivité prend en charge le fonctionnement, l'équipement et les travaux dans les collèges publics parisiens. A ce titre, les établissements publics locaux d'enseignement (EPLE) peuvent recevoir tout au long de l'année des dotations complémentaires de fonctionnement qui sont destinées à assurer le financement de charges nouvelles ou exceptionnelles qui n'avaient pas été prises en compte dans les dotations initiales votées en octobre 2024. La collectivité peut également verser des subventions pour prendre en charge l'équipement et les travaux dans les établissements.

La dotation complémentaire de fonctionnement proposée dans la présente délibération pour un montant de 30 000 euros permettra au collège Jean-Baptiste SAY (16ème) de financer le transport vers les installations sportives, les infrastructures habituellement utilisées par l'établissement étant fermées pour travaux.

Par ailleurs, des subventions d'équipement sont proposées pour un montant total de 17 300 euros.
Elles viennent en complément du recensement annuel des besoins en matériels et mobiliers réalisé auprès de l'ensemble des collèges publics parisiens. Elles permettront à trois établissements de financer pour l'un, l'acquisition d'un distributeur de plateaux pour le réfectoire pour un montant de 7 000 €, pour un second d'acheter des chaises pour une salle de sciences pour un montant de 1 700 €.
Dans un contexte où la Ville de Paris préconise l'acquisition, et non la location, des matériels de reprographie, la présente délibération permettra au troisième établissement de financer l'achat de photocopieurs pour un montant total de 8 600 €.

Enfin, si les principaux travaux dans les collèges sont conduits par la direction des constructions publiques et de l'architecture et la direction des affaires scolaires, la collectivité a aussi mis en place un dispositif d'attribution de subventions à ces établissements, leur permettant de faire face à des travaux urgents ou ne présentant pas de technicité particulière. Les marchés publics correspondants sont passés directement par les collèges. Le montant total des subventions proposées dans la présente délibération est de 76 276 euros répartis entre quatorze établissements.

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir délibérer.

La Maire de Paris

2025 DFPE 27 Subvention (2 196 722 euros), avenant n° 1 à l'association La Croix Rouge Française (92120) pour ses 7 établissements d'accueil de la petite enfance.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants,

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 10 décembre 2024 par l'association La Croix Rouge Française et la Ville de Paris,

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association La Croix Rouge Française,

Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil du 13° arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du

Sur le rapport présenté par Madame Johanne KOUASSI au nom de la 6e Commission ;

Délibère

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association La Croix Rouge Française ayant son siège social 21/23 rue de la Vanne 92120 Montrouge, pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 2 196 722 euros est allouée à l'association La Croix Rouge Française.
(N° tiers PARIS ASSO : 08099 , N° dossier : 2025_02486).

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2025 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

Direction des familles et de la petite enfance
Sous-Direction de l'Accueil de la Petite Enfance

2025 DFPE 27 Subvention (2 196 722 euros) et avenant n° 1 avec l'association La Croix Rouge Française (92120) pour ses 7 établissements d'accueil de la petite enfance.

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Par délibération adoptée au Conseil de Paris des 19 au 22 novembre 2024, vous avez approuvé les termes de la convention d'objectifs à signer avec l'association La Croix Rouge Française, située 21/23 rue de la Vanne 92120 Montrouge, relative au fonctionnement de ses 7 établissements d'accueil de la petite enfance. La capacité d'accueil totale est de 341 places.

Cette convention, d'une durée de 3 ans, viendra à échéance le 31 décembre 2027. Elle insiste (articles 1 et 5) sur l'accueil des enfants parisiens tous les jours de la semaine, sur la participation de l'association à la commission d'attribution des places d'accueil collectif organisée par la mairie d'arrondissement, et sur l'engagement de l'association à optimiser ses taux d'occupation et de fréquentation. Elle prévoit également que la subvention annuelle pour l'ensemble des établissements de l'association est arrêtée à partir d'un coût moyen à la place sur les années 2022 et 2024, et tenant compte des hausses salariales consenties en 2024 par les conventions collectives régissant les acteurs associatifs du secteur de la petite enfance.

Pour l'année 2025, il est proposé de signer un avenant n° 1 à cette convention, qui fixe :

- La subvention municipale pour l'année 2025 ;
- L'engagement de l'association à réaliser, pour cette même année, un accueil optimal en terme de présence des enfants au regard de la capacité d'accueil de l'établissement dans un souci de bonne gestion et dans le respect de la qualité d'accueil et à mettre en œuvre les moyens destinés à atteindre ses objectifs ;

Compte tenu du cout moyen à la place de l'association calculé pour 2025, il est proposé de fixer la subvention 2025 à 2 196 722 euros. Les budgets présentés par l'association sont annexés à l'avenant.

La fiche technique, ci-jointe, détaille la situation de l'association, ses statuts, son conseil d'administration, sa situation financière et l'activité des établissements concernés.

Je vous remercie de m'autoriser à signer avec l'association La Croix Rouge Française l’avenant à la convention, ci-joint, qui fixe la subvention à 2 196 722 euros au profit des établissements.

Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir délibérer.

La Maire de Paris

2025 DFPE 84 Subvention (80 652 euros), avenant n°1 à l'association AFC St-Pierre/St-Dominique (14e) pour la crèche collective St-Pierre/St-Dominique située 12, rue des Suisses (14e).

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants,

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 10 décembre 2024 par l'association AFC St-Pierre/St-Dominique et la Ville de Paris,

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association AFC St-Pierre/St-Dominique,

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du

Sur le rapport présenté par Madame Johanne KOUASSI au nom de la 6e Commission;

Délibère

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n°1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association AFC St-Pierre/St-Dominique ayant son siège social 12, rue des Suisses (14e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 80 652 euros est allouée à l'association AFC St-Pierre/St-Dominique
(N° tiers PARIS ASSO : 41041 , N° dossier : 2025_02789).

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2025 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

Direction des familles et de la petite enfance
Sous-Direction de l'Accueil de la Petite Enfance

2025 DFPE 84 Subvention (80 652 euros), avenant n° 1 à l'association AFC St-Pierre/St-Dominique (14e) pour la crèche collective St-Pierre/St-Dominique située 12, rue des Suisses (14e).

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Par délibération adoptée au Conseil de Paris des 19 au 22 novembre 2024, vous avez approuvé les termes de la convention d'objectifs à signer avec l'association AFC St-Pierre/St-Dominique relative au fonctionnement de son établissement d'accueil du jeune enfant situé 12, rue des Suisses (14e). La capacité d'accueil est de 13 places.

Cette convention, d'une durée de 3 ans, viendra à échéance le 31 décembre 2027. Elle insiste (articles 1 et 5) sur l'accueil des enfants parisiens tous les jours de la semaine, sur la participation de l'association à la commission d'attribution des places d'accueil collectif organisée par la mairie d'arrondissement, et sur l'engagement de l'association à optimiser ses taux d'occupation et de fréquentation.

Pour l'année 2025, il est proposé de signer un avenant n°1 à cette convention, qui fixe :

- La subvention municipale pour l'année 2025 ;
- L'engagement de l'association à réaliser, pour cette même année, un taux d'occupation et un taux de fréquentation et à mettre en œuvre les moyens destinés à atteindre ses objectifs ;

Au vu du budget présenté pour 2025, annexé à l'avenant, il est proposé de fixer la subvention à 80 652 euros.

La fiche technique ci-jointe détaille la situation de l'association, ses statuts, son conseil d'administration, sa situation financière et l'activité de l'établissement concerné.

Je vous remercie de m'autoriser à signer avec l'association AFC St-Pierre/St-Dominique l'avenant à la convention ci-joint qui fixe la subvention à 80 652 euros au profit de l'établissement.

Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir délibérer.

La Maire de Paris

2025 DFPE 88 Subvention (169 980 euros), avenant n°1 à l'association GRIBOUILLE ALÉSIA (14e) pour la crèche collective, Gribouille Alésia, 11 ter/Quater rue d'Alésia Paris (14e).

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants,

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 10 décembre 2024 par l'association GRIBOUILLE ALÉSIA et la Ville de Paris,

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association GRIBOUILLE ALÉSIA,

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du

Sur le rapport présenté par Madame Johanne KOUASSI au nom de la 6e Commission;

Délibère

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n°1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association GRIBOUILLE ALÉSIA ayant son siège social 11 ter/Quater rue d'Alésia Paris (14e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 169 980 euros est allouée à l'association GRIBOUILLE ALÉSIA (N° tiers PARIS ASSO : 18428 , N° dossier : 2025_02748).

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2025 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

Direction des familles et de la petite enfance
Sous-Direction de l'Accueil de la Petite Enfance

2025 DFPE 88 Subvention (169 980 euros), avenant n° 1 à l'association GRIBOUILLE ALÉSIA (14e) pour la crèche collective, Gribouille Alésia, 11 ter/Quater rue d'Alésia Paris (14e).

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Par délibération adoptée au Conseil de Paris des 19 au 22 novembre 2024, vous avez approuvé les termes de la convention d'objectifs à signer avec l'association GRIBOUILLE ALÉSIA relative au fonctionnement de son établissement d'accueil du jeune enfant situé 11 ter/Quater rue d'Alésia Paris (14e). La capacité d'accueil est de 60 places.

Cette convention, d'une durée de 3 ans, viendra à échéance le 31 décembre 2027. Elle insiste (articles 1 et 5) sur l'accueil des enfants parisiens tous les jours de la semaine, sur la participation de l'association à la commission d'attribution des places d'accueil collectif organisée par la mairie d'arrondissement, et sur l'engagement de l'association à optimiser ses taux d'occupation et de fréquentation.

Pour l'année 2025, il est proposé de signer un avenant n°1 à cette convention, qui fixe :

- La subvention municipale pour l'année 2025 ;
- L'engagement de l'association à réaliser, pour cette même année, un taux d'occupation et un taux de fréquentation et à mettre en œuvre les moyens destinés à atteindre ses objectifs ;

Au vu du budget présenté pour 2025, annexé à l'avenant, il est proposé de fixer la subvention à 169 980 euros.

La fiche technique ci-jointe détaille la situation de l'association, ses statuts, son conseil d'administration, sa situation financière et l'activité de l'établissement concerné.

Je vous remercie de m'autoriser à signer avec l'association GRIBOUILLE ALÉSIA l'avenant à la convention ci-joint qui fixe la subvention à 169 980 euros au profit de l'établissement.

Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir délibérer.

La Maire de Paris

2025 DFPE 107 - Subventions (464 500 euros) conventions et avenant avec dix associations pour le fonctionnement et la promotion de leur service de médiation familiale dans l'ensemble des arrondissements de Paris et pour le fonctionnement de leurs espaces de rencontre parents/enfants situés dans les 9e, 10e, 11e, 13e, 15e, 18e, 19e, 20e arrondissements.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants,

Vu le projet de délibération en date des..... 2025, par lequel Madame la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention totale de 464 500 euros à dix associations et la signature de conventions et avenant,

Vu l'avis du conseil de Paris Centre en date du ;

Vu l'avis du conseil du 5e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 6e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 7e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 8e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 9e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 12e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 13e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 16e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 17e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 18e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur Patrick BLOCHE au nom de la 6e commission ;

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à verser une subvention à l'association Ligue Française pour la Santé Mentale (LFSM) ayant son siège social 11, rue Tronchet (8e), pour le fonctionnement de son service de médiation familiale et sa promotion (7e et 8e) à hauteur de 8 000 euros au titre de l'année 2025 (n° Paris asso : 18699, n° de dossier : 2025_04249).

Article 2 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association Union Départementale des Associations Familiales de Paris (UDAF) ayant son siège social 28, place Saint-Georges (9e), pour l'attribution d'une subvention totale de 31 000 euros au titre de l'année 2025 pour les projets suivants :

- Le fonctionnement de son service de médiation familiale et sa promotion (9e) à hauteur de 8 000 euros (n° tiers PARIS ASSO : 21013, n° dossier : 2025_02719).

- Le fonctionnement de son service de médiation familiale et sa promotion (15e) à hauteur de 23 000 euros (n° tiers PARIS ASSO : 44701, n° dossier : 2025_02719).

Article 3 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association ESPEREM ayant son siège social 83, rue de Sèvres (6e), pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de son service de médiation familiale et sa promotion (Paris Centre et 10e) à hauteur de 14 500 euros au titre de l'année 2025 de fonctionnement (n° tiers PARIS ASSO : 191343, n° dossier : 2025_05015).

Article 4 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association Jean Cotxet ayant son siège social au 7 boulevard de Magenta (10e), pour l'attribution d'une subvention totale de 30 000 euros au titre de l'année 2025 pour les projets suivants :

- Le fonctionnement de l'Espace de rencontre parents/enfants localisé au 75 rue de Clichy (9e) à hauteur de 15 000 € (n° tiers PARIS ASSO : 69542, n° dossier : 2025_05848),

- Le fonctionnement de l'Espace de rencontre parents/enfants localisé au 49 bis rue de Lancry (10e) à hauteur de 15 000 € (n° tiers PARIS ASSO : 69542, n° dossier : 2025_05849).

Article 5 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération, avec la Fondation OPEJ – Baron Edmond de Rothschild ayant son siège social 10, rue Théodule Ribot (17e), pour l'attribution d'une subvention globale de 18 000 euros au titre de l'année 2025, pour les projets suivants :

- Le fonctionnement de son service de médiation familiale et sa promotion (11e) : 8 000 euros (n° Paris asso : 39101, n° dossier : 2025_03760),

- Le fonctionnement de son espace de rencontre parents/enfants (11e) : 10 000 euros (n° Paris asso : 39101, n° dossier : 2025_03695).

Article 6 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association Cithéa / Centre d'Intervention Thérapeutique et d'Accompagnement famille et professionnel ayant son siège social 43, rue de Charenton (12e), pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de ses trois espaces de rencontre à Paris (11e, 13e, 15e) à hauteur de 40 000 euros au titre de l'année 2025 (n° tiers PARIS ASSO : 88041, n° dossier : 2025_06273).

Article 7 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs 2023-2025, dont le texte est joint à la présente délibération avec la Fondation Olga SPITZER ayant son siège social 9, cour des Petites Écuries (10e), pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la Maison des Liens Familiaux et la promotion de la médiation familiale (12e, 16e, 19e) à hauteur de 252 000 euros au titre de l'année 2025 (n° tiers PARIS ASSO : 10366, n° dossier : 2025_07389).

Article 8 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association Parenthèse Médiation ayant son siège social 18, boulevard Barbès (18e), pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de son service de médiation familiale et sa promotion (5e, 6e, 13e et 14e) à hauteur de 13 000 euros au titre de l'année 2025 (n° tiers PARIS ASSO : 181821, n° dossier : 2025_07318).

Article 9 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association CERAF - Médiation ayant son siège social au 236 rue Marcadet (18e), pour l'attribution d'une subvention globale de 46 000 euros au titre de l'année 2025, pour les projets suivants :

- Le fonctionnement de son service de médiation familiale et sa promotion (17e et 18e) : 23 000 euros (n° Paris asso : 11187, n° de dossier : 2025_00613).

- Le fonctionnement de son espace de rencontre parents/enfants (18e) : 23 000 euros (n° Paris asso : 11187, n° de dossier : 2025_00614).

Article 10 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association La Maison de la Médiation ayant son siège social 10, rue de Noisy-le-Sec (20e), pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de son service de médiation familiale et

sa promotion (20e) à hauteur de 12 000 euros au titre de l'année 2025 (n° tiers PARIS ASSO : 16869, n° dossier : 2025_01481).

Article 11 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2025 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

La Maire de Paris,

Anne HIDALGO

Direction des Familles et de la Petite Enfance
Mission Familles

2025 DFPE 107 - Subventions (464 500 euros) conventions et avenant avec dix associations pour le fonctionnement et la promotion de leur service de médiation familiale dans l'ensemble des arrondissements de Paris et pour le fonctionnement de leurs espaces de rencontre parents/enfants situés dans les 9e, 10e, 11e, 13e, 15e, 18e, 19e, 20e arrondissements.

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Paris décline son action en direction des familles à travers un soutien accru aux parents chaque fois que cela est nécessaire. Il s'agit notamment d'aider les parents à faire face aux évènements susceptibles de fragiliser la famille, telles que les séparations, à travers la sécurisation de la fonction parentale, l'apaisement des conflits ou encore l'organisation de temps de répit. En effet, comme toutes les grandes agglomérations, Paris se caractérise par un nombre important de séparations de couples ayant des enfants.

C'est dans ce cadre que la Ville de Paris soutient des dispositifs d'accompagnement des familles en situation de séparation dont les dispositifs de médiation familiale : un médiateur familial - tiers impartial, indépendant et qualifié - favorise, par l'organisation d'entretiens confidentiels, la communication entre les parents et l'organisation de la vie familiale après la séparation, notamment en ce qui concerne le maintien du lien entre l'enfant et ses deux parents. Une action de médiation familiale peut être initiée par l'un des parents (médiation dite « conventionnelle » ou « spontanée ») ou prescrite par le juge aux affaires familiales (médiation dite « judiciaire »). Ciblée sur les questions du couple au moment d'une séparation, la médiation familiale concerne néanmoins tous les liens familiaux et contribue aussi à la prévention des ruptures de lien entre les parents et les enfants en cas de séparation ou de recomposition de la famille, mais aussi au moment de l'adolescence.

La Ville de Paris participe au soutien des services de médiation familiale, aux côtés de la Caisse des Allocations Familiales de Paris (cheffe de file et principal

financeur, à hauteur de 75%), du Ministère de la Justice et de la MSA, Sécurité sociale agricole.
Le comité des financeurs poursuit sa volonté de renforcer et structurer les actions de promotion de la médiation familiale. Ainsi, toutes les associations ont poursuivi et poursuivent des objectifs de communication, de valorisation de leur action et de bon maillage territorial des interventions. Cela se traduit notamment par de nouvelles permanences dans les Relais Informations Familles, mises en place en partenariat étroit avec les mairies d'arrondissement. Par ailleurs, la « Semaine de la médiation » organisée par la CAF de Paris, en collaboration avec la Ville, participe à sa promotion.

Par ailleurs, la Ville de Paris a développé depuis 2022 son soutien aux Espaces de rencontres parents-enfants. Les espaces de rencontres sont des lieux qui permettent l'exercice de l'autorité parentale en toute sécurité pour l'enfant. Ils sont conçus pour préserver le lien entre le parent et son enfant, notamment en cas de séparation entre les parents. Dans les contextes familiaux fragilisés, l'espace de rencontre permet de prévenir la rupture définitive de lien entre le parent et son enfant. Il constitue un service essentiel pour le droit fondamental de l'enfant à voir ses parents, en particulier les pères, quand ils sont privés de ressources et/ou de lieux de résidence. En complément de l'offre de médiation familiale, le bon maillage territorial des espaces de rencontres permet un apport décisif dans l'exercice de la parentalité dans des contextes dégradés, avec un impact fort par la suite sur la vie des enfants de la fratrie concernée.
Les différents services constatent une hausse des situations complexes des familles, notamment la forte proportion de victimes de violences intra familiales.
La Ville a accru son soutien depuis l'automne 2024, en co-finançant deux nouveaux espaces de rencontres pour répondre au manque de places en espaces de rencontres et aux délais d'attente des familles.

Ainsi, il vous est proposé d'attribuer, pour 2025, des subventions pour le fonctionnement d'associations intervenant dans les domaines respectifs de la médiation familiale et/ou des espaces de rencontre :

L'association « **Ligue Française pour la Santé Mentale** » (LFSM) propose aux familles confrontées à un contexte conflictuel, un service de médiation familiale dans le 8e arrondissement. En 2024, la prestation de service de la CAF a financé 1 poste d'équivalent temps plein (ETP) de médiateur familial. Le service a accompagné 64 bénéficiaires dans le cadre de 31 médiations familiales terminées. 80,5% des situations concernent des divorces et séparations. Il y a eu 66 réunions d'information collective de promotion de la médiation familiale à destination de 262 bénéficiaires.

L'association « **Union Départementale des Associations Familiales** » (**UDAF 75**) propose désormais deux services de médiation familiale dans les 9e arrondissement et 15e arrondissement. En 2024, la prestation de service de la CAF a financé 2,12 postes d'équivalents temps plein (ETP) de médiateurs familiaux. L'association a accompagné 215 bénéficiaires dans le cadre de 105 médiations familiales terminées. 80 % des situations concernent des divorces et séparations. Il y a eu 37 réunions d'information collective de promotion de la médiation familiale à destination de 277 bénéficiaires.

L'association « **Jean Cotxet »** propose deux espaces de rencontre parents-enfants, l'un est localisé au 75 rue de Clichy à Paris 9e et le second est au 49 bis rue de Lancry à Paris 10e. En 2024, 123 mesures judicaires et 45 mesures non judiciaires ont été clôturées. Dans le cadre des mesures judiciaires, 698 rencontres ont été réalisées (457 visites dans les locaux, 215 visites avec sortie et 26 passages de bras) et 98 enfants ont été accueillis. A fin décembre 2024, 33 mesures judiciaires étaient en attente (c'est-à-dire que l'espace de rencontre a reçu l'ordonnance mais n'a pas encore programmé une première rencontre).

L'association « **ESPEREM** » propose aux parents qui vivent des situations conflictuelles
un accompagnement et une aide pour trouver les réponses qui contribuent à l'apaisement du conflit
et à l'épanouissement de leurs enfants, dans le 10e arrondissement. En 2024, la prestation de service de la CAF a financé 1,80 postes d'équivalents temps plein (ETP) de médiateurs familiaux. L'association a accompagné 130 bénéficiaires dans le cadre de 92 médiations familiales terminées. 69,5 % des situations concernent des divorces et séparations et 23 % concernent le maintien des relations intrafamiliales. Il y a eu 81 réunions d'information collective de promotion de la médiation familiale à destination de 350 bénéficiaires.

L'association « **Fondation OPEJ - Baron Edmond de Rothschild** » propose au sein de la Maison des Familles et des Cultures (11e) :

- Un espace de médiation familiale : pour être au plus proche des familles, l'association propose également de tenir ponctuellement des séances au siège de l'association dans le 17e. En 2024, la prestation de service de la CAF a financé 1,30 postes d'équivalents temps plein (ETP) de médiateurs familiaux. L'association a accompagné 144 bénéficiaires dans le cadre de 58 médiations familiales clôturées. 76 % des situations concernent des divorces et séparations. Il y a eu 39 réunions d'information collective de promotion de la médiation familiale à destination de 294 bénéficiaires.

- Un espace de rencontre parents/enfants. En 2024, 87 mesures judicaires et 8 mesures non judiciaires ont été clôturées. 38 mesures judiciaires sont en cours au 31/12/2024. Dans le cadre des mesures judiciaires, 678 rencontres ont été réalisées (538 visites dans les locaux, 106 visites avec sortie et 26 passages de bras et 8 visites via les nouvelles technologies) et 113 enfants ont été accueillis. A fin décembre 2024, 14 mesures judiciaires étaient en attente.

L'association « **Cithéa / Centre d'Intervention Thérapeutique et d'Accompagnement famille et professionnel** » propose des espaces de rencontres dans les 11e, 13e et 15e arrondissements. Les modalités d'accueil dans les espaces de rencontre Cithéa, dans un cadre individuel ou collectif, sont adaptées aux besoins de la famille et de l'enfant et permettent de répondre à la diversité des situations. En 2024, dans les trois espaces de rencontre, 129 mesures judiciaires et 33 mesures non judiciaires ont été clôturées. Dans le cadre des mesures judiciaires, 3 416 rencontres ont été réalisées et 345 ont été accueillies. A fin décembre 2024, il y avait 18 mesures judiciaires en attente.

L'association « **Parenthèse Médiation** » propose un espace de médiation dans le 18e et complète le maillage territorial dans les 5e, 6e, 13e et 14e arrondissements. En 2024, la prestation de service de la CAF a financé 2,10 postes d'équivalents temps plein (ETP) de médiateurs familiaux. L'association a accompagné 338 bénéficiaires dans le cadre de 147 médiations familiales terminées. 77,5 % des situations concernent des divorces et séparations et 13 % concernent des conflits intergénérationnels. Il y a eu 74 réunions d'information collective de promotion de la médiation familiale à destination de 409 bénéficiaires.

L'association « **CERAF Médiation / Centre d'Études et de Recherches pour l'Accompagnement des Familles par la Médiation** » propose dans le 18e arrondissement :

- Un service de médiation familiale : En 2024, la prestation de service de la CAF a financé 1,66 postes d'équivalents temps plein (ETP) de médiateurs familiaux. L'association a accompagné 130 bénéficiaires dans le cadre de 63 médiations familiales terminées. 63,5 % des situations concernent le maintien des relations intra-familiales et 27 % concernent les divorces et séparations. Il y a eu 59 réunions d'information collective de promotion de la médiation familiale à destination de 670 bénéficiaires.

- Un Espace de rencontre parents-enfants : En 2024, 78 mesures judicaires et 3 mesures non judiciaires ont été clôturées. Dans le cadre des mesures judiciaires, 471 rencontres ont été réalisées (391 visites dans les locaux, 60 passages de bras et 20 visites avec sortie) et 101 enfants ont été accueillis. A fin décembre 2024, 13 mesures judiciaires étaient en attente.

La Maison des Liens Familiaux de la « **Fondation Olga Spitzer** » est située au 45/47 rue Archereau dans le 19e arrondissement. C'est un lieu ressources autour du maintien des liens familiaux pour les familles et les professionnels. Elle propose des dispositifs tels que la médiation familiale, l'accompagnement à la parentalité, un espace rencontre, un accueil juridique, des évènements sur le thème du lien familial, etc. Elle propose un Espace Famille Médiation (médiation familiale, actions de soutien à la parentalité, etc.) dans les 12e et 16e arrondissements. Les différents services sont les suivants :

- Un service de médiation familiale : en 2024, la prestation de service de la CAF a financé 4 postes d'équivalents temps plein (ETP) de médiateurs familiaux. L'association a accompagné 273 personnes dans le cadre de 134 médiations familiales, dont 60,5% des situations concernent des divorces et séparations et 27% concernent le maintien des relations intrafamiliales. Il y a eu 82 réunions d'information collective de promotion de la médiation familiale à destination de 793 bénéficiaires.
- Un espace de rencontres parents-enfants : en 2024, 102 mesures judicaires et 29 mesures non judiciaires ont été clôturées. Dans le cadre des mesures judiciaires, 656 rencontres ont été réalisées (558 visites dans les locaux, 53 visites avec sortie et 45 passages de bras) et 114 enfants ont été accueillis. A fin décembre 2024, 18 mesures judiciaires étaient en attente.
- Un pôle ressources : il développe des actions collectives auprès des familles et ou des professionnels, des accompagnements individualisés et des ressources numériques pour tous. En 2024, il a reçu 447 familles.

L'association « **La Maison de la Médiation** » propose trois sites de médiation familiale : dans le 20e arrondissement et sur demande dans les 15e et 17e arrondissements. En 2024, la prestation de service de la CAF a financé 1,80 postes d'équivalents temps plein (ETP) de médiateurs familiaux. L'association a accompagné 166 bénéficiaires dans le cadre de 82 médiations familiales terminées. 66 % des situations concernent des divorces et séparations et 21 % concernent le maintien des relations intra-familiales. Il y a eu 40 réunions d'information collective de promotion de la médiation familiale à destination de 185 bénéficiaires.

Compte tenu de l'impact positif de ces actions auprès des familles parisiennes, je vous propose, Mesdames, Messieurs, d'attribuer, au titre de l'exercice 2025 une subvention globale de 464 500 euros répartis comme suit :

Association « LFSM » : 8 000 euros
Association « UDAF 75 » : 31 000 euros
Association Jean Cotxet : 30 000 euros
Association « ESPEREM » : 14 500 euros
Fondation « OPEJ - Baron Edmond de Rothschild » : 18 000 euros
Association Cithéa : 40 000 euros
Association « Parenthèse Médiation » : 13 000 euros
Association « CERAF Médiation » : 46 000 euros
Fondation Olga Spitzer : 252 000 euros
Association « La Maison de la Médiation » : 12 000 euros

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir délibérer.

La Maire de Paris

2025 DFPE 110 Subvention (3 225 000 euros), avenant n°1 avec la Fondation Léopold Bellan (8e) pour ses 8 établissements d'accueil du jeune enfant.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants,

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 10 décembre 2024 par la Fondation Léopold Bellan et la Ville de Paris,

Vu le projet de délibération en date du....., par lequel Madame la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à la Fondation Léopold Bellan,

Vu l'avis du Conseil d'arrondissement Paris Centre en date du.....
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du.....
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du.....
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du.....
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du.....
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du.....

Sur le rapport présenté par Madame Johanne KOUASSI au nom de la 6e Commission ;

Délibère

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec la Fondation Léopold Bellan ayant son siège social 64 rue du Rocher (8eme) , pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 3 225 000 euros est allouée à la Fondation Léopold Bellan.
N° tiers PARIS ASSO : 186726
N° dossier : 2025_02648

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2025 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

Direction des familles et de la petite enfance
Sous-Direction de l'Accueil de la Petite Enfance

2025 DFPE 110 Subvention (3 225 000 euros) et avenant n°1 avec la Fondation Léopold Bellan (8e) pour ses 8 établissements d'accueil du jeune enfant.

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Par délibération adoptée au Conseil de Paris des 19 au 22 novembre 2024, vous avez approuvé les termes de la convention d'objectifs à signer avec la Fondation Léopold Bellan, située 64 rue du Rocher à Paris 8ème, relative au fonctionnement de ses 8 établissements d'accueil de la petite enfance. La capacité d'accueil totale est de 337 places.

Cette convention, d'une durée de 3 ans, viendra à échéance le 31 décembre 2027. Elle insiste (articles 1 et 5) sur l'accueil des enfants parisiens tous les jours de la semaine, sur la participation de la fondation à la commission d'attribution des places d'accueil collectif organisée par la mairie d'arrondissement, et sur l'engagement de la fondation à optimiser ses taux d'occupation et de fréquentation. Elle prévoit également que la subvention annuelle pour l'ensemble des établissements de la fondation est arrêtée à partir d'un coût moyen à la place sur les années 2022 et 2024, et tenant compte des hausses salariales consenties en 2024 par les conventions collectives régissant les acteurs associatifs du secteur de la petite enfance.

Pour l'année 2025, il est proposé de signer un avenant n° 1 à cette convention, qui fixe :

- La subvention municipale pour l'année 2025 ;
- L'engagement de la fondation à réaliser, pour cette même année, un accueil optimal en termes de présence des enfants au regard de la capacité d'accueil de l'établissement dans un souci de bonne gestion et dans le respect de la qualité d'accueil et à mettre en œuvre les moyens destinés à atteindre ses objectifs ;

Compte tenu du cout moyen à la place de la fondation calculé pour 2025, il est proposé de fixer la subvention 2025 à 3 225 000 euros. Les budgets présentés par l'association sont annexés à l'avenant.

La fiche technique, ci-jointe, détaille la situation de la fondation, ses statuts, son conseil d'administration, sa situation financière et l'activité des établissements concernés.

Je vous remercie de m'autoriser à signer avec la Fondation Léopold Bellan l’avenant à la convention, ci-joint, qui fixe la subvention à 3 225 000 euros au profit des établissements.

Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir délibérer.

La maire de Paris

2025 DFPE 128 Subvention (**5 120 865 euros**), avenants n° 1 à l'association France Horizon pour ses 20 établissements d'accueil du jeune enfant.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants,

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 10 décembre 2024 par l'association France Horizon et la Ville de Paris,

Vu le traité de fusion à compter du 1er avril 2025 au profit de l'association France Horizon,

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association France Horizon,

Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du

Sur le rapport présenté par Madame Johanne KOUASSI au nom de la 6e Commission ;

Délibère

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer 3 avenants n° 1 aux conventions, dont les textes sont joints à la présente délibération avec l'association France Horizon ayant son siège social 5 place du Colonel Fabien (10e), pour l'attribution de trois subventions de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de **4 812 492 euros** est allouée à l'association France Horizon pour ses 18 établissements.
(N° tiers PARIS ASSO : 185613, N° dossier : 2025_02826

Article 3 : Une subvention de **198 280 euros** est allouée à l'association France Horizon pour son établissement situé 3, Villa Ségur dans le 7ème arrondissement de Paris
(n° tiers PARIS ASSO 185613, n° dossier 2025_02824).

Article 4 : Une subvention de **110 093 euros** est allouée à l'association France Horizon pour son établissement situé 10, passage Brulon dans le 11ème

arrondissement de Paris
(n° tiers PARIS ASSO 185613, n° dossier 2025_02825).

Article 5 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2025 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

Direction des familles et de la petite enfance
Sous-Direction de l'Accueil de la Petite Enfance

2025 DFPE 128 Subvention (**5 120 865 euros**) et avenants n° 1 avec l'association France Horizon (10e) pour ses 20 établissements d'accueil du jeune enfant.

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Par délibération adoptée au Conseil de Paris des 19 au 22 novembre 2024, vous avez approuvé les termes de la convention d'objectifs à signer avec l'association France Horizon, située 5, place Colonel Fabien, relative au fonctionnement de ses 3 établissements d'accueil de la petite enfance.

Par délibération adoptée au Conseil de Paris des 19 au 22 novembre 2024, vous avez approuvé les termes de 3 conventions d'objectifs à signer avec l'association La Maison des Bout'Chou, située 12, rue Vavin relative au fonctionnement de ses 17 établissements d'accueil de la petite enfance.

Ces conventions sont d'une durée de 3 ans, dont l'échéance sera 31 décembre 2027. Elles insistent (articles 1 et 5) sur l'accueil des enfants parisiens tous les jours de la semaine, sur la participation de l'association à la commission d'attribution des places d'accueil collectif organisée par la mairie d'arrondissement, et sur l'engagement de l'association à optimiser ses taux d'occupation et de fréquentation. Elle prévoit également que la subvention annuelle pour l'ensemble des établissements de l'association est arrêtée à partir d'un coût moyen à la place sur les années 2022 et 2024, et tenant compte des hausses salariales consenties en 2024 par les conventions collectives régissant les acteurs associatifs du secteur de la petite enfance.

En 2024, dans le cadre d'une dynamique d'alliance, l'association France Horizon s'est rapprochée de l'association La Maison des Bout'Chou, gestionnaire de 17 établissements d'accueil de la petite enfance conventionnés. Le 27 novembre 2024, France Horizon et la Maison des Bout'chou ont signé un traité de fusion portant sur l'intégration des activités petite enfance de l'association La Maison des Bout'chou dans le patrimoine de l'association France Horizon, à compter du 1er avril 2025.

Ainsi depuis le 1er avril 2025 l'association France Horizon assure la gestion de 20 établissements d'accueil du jeune enfant conventionnés (704 places), dont les arrêtés de fonctionnement ont été réactualisés.

Pour l'année 2025, il est proposé de signer un avenant n° 1 à chacune des 3 conventions du nouveau périmètre d'activité de France Horizon, et qui fixent :

- La subvention municipale pour l'année 2025 ;

- L’engagement de l’association à réaliser, pour cette même année, un accueil optimal en terme de présence des enfants au regard de la capacité d’accueil de l’établissement dans un souci de bonne gestion et dans le respect de la qualité d’accueil et à mettre en œuvre les moyens destinés à atteindre ses objectifs ;

Au vu des budgets présentés pour 2025 et annexés aux 3 avenants, il est proposé de fixer la subvention globale à **5 120 865 euros** .

Cette subvention globale comprend :

- La subvention des 18 établissements au forfait, compte tenu du cout moyen à la place de **7 325 euros, soit 4 812 492 euros**
- La subvention de l’établissement « Léo Comme 3 pommes » sis 10 passage Brulon Paris 11 de **110 093 euros**
- La subvention de l’établissement « Villa Ségur » sis 3 Villa Ségur Paris 7 de **198 280 euros** .

La fiche technique, ci-jointe, détaille la situation de l'association, ses statuts, son conseil d'administration, sa situation financière et l’activité des établissements concernés.

Je vous remercie de m'autoriser à signer avec l'association France Horizon l’avenant à la convention, ci-joint, qui fixe la subvention à **5 120 865 euros** au profit des établissements.

Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir délibérer.

La Maire de Paris

2025 DFPE 143 Délibération relative à la demande d'avis préalable adressée à la Maire de Paris et portant sur un projet de création d'un établissement d'accueil du jeune enfant, formulée par la **SAS BORN TO BE**, situé au 27 rue Ledion, 75014 Paris, en date du 12 mars 2025.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ainsi que son article D2512-3 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L. 214-1, L.214-1-2, L. 214-1-3, L 214-2, L.214-5 et L.214-7 ;

Vu le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L. 2324-1, L. 2324-1-1, R. 2324-17. et suivants ;

Vu le décret n°2021-1131 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants ;

Vu le décret n°2025-304 du 1er avril 2025 relatif aux autorisations de création, d'extension et de transformation des établissements d'accueil de jeunes enfants et à l'accueil dans les micro-crèches ;

Vu l'arrêté du 23 septembre 2021 portant création d'une charte nationale pour l'accueil du jeune enfant ;

Vu la Convention territoriale globale signée par Madame la Maire de Paris suite à la délibération de la séance du Conseil de Paris des 14, 15, 16 et 17 novembre 2023 ;

Vu la couverture moyenne du besoin d'accueil du jeune enfant sur le territoire parisien, dont le taux était de 72% en 2021;

Vu la demande d'avis préalable, relative à la création d'un établissement ou d'un service d'accueil du jeune enfant de type micro-crèche reçue par l'autorité organisatrice par la SAS BORN TO BE en date du 12 mars 2025, représenté par Monsieur Christophe DURIEUX.

Vu la demande de pièces complémentaires, adressée par la Ville de Paris à ladite SAS, représentée par l'Observatoire des Familles et de la Petite Enfance, en date du 21 mars 2025 ;

Vu la demande reçue complète en date du 15 avril 2025 ;

Vu l'avis de la Maire du 14ème arrondissement ;

Vu la délibération du Conseil du 14ème arrondissement ;

Vu les échanges entre ladite société et la Ville de Paris, représentée par l'Observatoire des Familles et de la Petite Enfance ;

Vu le taux moyen de couverture du besoin sur le territoire de la Collectivité parisienne et la cartographie afférente y compris son détail à l'échelle des quartiers administratifs ;

Considérant que le projet de création prévoit de déployer son activité au 27 rue Ledion, 75014 Paris, situé dans le quartier administratif Plaisance et projette d'accueillir 12 jeunes enfants ;

Considérant que le projet, qui prévoit de s'implanter dans un quartier administratif dont le taux de couverture projeté à horizon de 2026 est supérieur à la moyenne parisienne, ne répond pas à un besoin d'accueil identifié du jeune enfant au sein du quartier administratif d'implantation projeté, au regard des places d'accueil existantes et du nombre d'enfants de moins de trois ans y résidant ;

Qu'au surplus, ledit projet ne répond à aucun besoin spécifique, notamment en matière d'accueil des enfants porteurs de handicap, d'offre d'accueil permettant l'insertion professionnelle de familles, et ne présente aucune autre spécificité ;

Considérant par ailleurs que le projet ne répond pas aux exigences de qualité définies conformément aux référentiels mentionnés au dernier alinéa du II de l'article L. 214-1-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

Qu'ainsi, conformément aux dispositions du code de la santé publique, notamment son article L2324-1, et en cohérence avec les éléments établis par la convention territoriale globale parisienne, ledit projet ne répond à aucun besoin d'accueil identifié et ne répond pas au niveau de qualité requis par la Ville de Paris.

Vu la délibération du Conseil de Paris en date du ….

Vu l'avis du Conseil du 14ème arrondissement en date du … ;

Sur le rapport présenté par Johanne Kouassi au nom de la 6ème Commission ;

Délibère

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à émettre un avis défavorable relatif à la demande préalable de la SAS BORN TO BE ; sise 8 rue Médéric, 75017 Paris, pour son projet de création d'un établissement d'accueil du jeune enfant dont l'implantation est projetée au 27 rue Ledion, 75014 Paris ;

Article 2 : Le demande d'avis préalable formulée par la SAS BORN TO BE, reçue complète en date du 15 avril 2025 recueille un avis défavorable de la Ville de Paris, autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant ;

Direction des familles et de la petite enfance
Sous-Direction de l'Accueil de la Petite Enfance

2025 DFPE 143 Délibération relative à la demande d'avis préalable adressée à la Maire de Paris et portant sur un projet de création d'un établissement d'accueil du jeune enfant, formulée par la SAS BORN TO BE, situé au 27 rue Ledion, 75014 Paris, en date du 12 mars 2025.

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

La collectivité parisienne s'engage chaque jour pour déployer un service public de la petite enfance universel et offrir le meilleur accueil aux toutes petites Parisiennes et aux tous petits Parisiens ainsi qu'à leurs familles. Structuré notamment par une offre d'accueil collectif unique au sein du service public municipal de la petite enfance, ainsi que par un soutien toujours réaffirmé aux établissements associatifs d'accueil de la petite enfance, et par une offre d'accueil individuelle très soutenue, ce volontarisme permet aujourd'hui à Paris de proposer des capacités d'accueil importantes, qui s'établissaient à 72% du besoin d'accueil des enfants de moins de trois ans en 2021, ainsi que l'établit la Convention Territoriale Globale parisienne, et ont depuis lors progressé pour s'établir à ce jour à près de 80% de ce besoin d'accueil. Au regard des enjeux du territoire parisien, ce niveau de réponse au besoin est unique à l'échelle nationale et témoigne de l'engagement de la collectivité et de ses partenaires.

La loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 institue les collectivités de plus de 3 500 habitants « autorités organisatrices » de la petite enfance sur leur territoire et, ce faisant, leur attribue un rôle central dans le recensement, l'organisation et l'encadrement de l'accueil de la petite enfance, conformément aux articles L. 214-2 et L. 214-1-3 du code l'action sociale et des familles et l'article L. 2324-1 du code de la santé publique. Pour la Ville de Paris, ces nouvelles compétences viennent s'articuler avec l'ensemble des actions et dispositifs d'ores et déjà déployés.

Dans le cadre de ces nouvelles attributions confiées à la collectivité, tout « projet de création, d'extension ou de transformation d'un établissement

ou d'un service de droit privé accueillant des enfants de moins de six ans fait l'objet, préalablement à la demande d'autorisation mentionnée au premier alinéa, d'un avis favorable de l'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant compétente au titre du 3° du I de l'article L. 214-1-3 du code de l'action sociale et des familles ».

Dans ce cadre, SAS BORN TO BE, dont Monsieur Christophe DURIEUX est le représentant légal et dont le siège social est situé 8 rue Médéric, 75017 Paris a sollicité la Ville de Paris, en sa qualité d'Autorité organisatrice, en date du 12 mars 2025, afin de recueillir un avis préalable relatif à son projet de création d'un établissement d'accueil du jeune enfant, situé 27 rue Ledion, 75014 Paris, au sein du quartier administratif Plaisance. Cette demande était reçue complète le 15 avril 2025.

Compte tenu du taux de couverture du besoin d'accueil sur ce quartier administratif, supérieur à la moyenne du territoire parisien ; des spécificités du projet, qui ne répondent pas à une demande particulière d'offre d'accueil en termes d'accessibilité et/ou d'accompagnement de publics en situation handicap, ou dont les conditions sociales, d'emploi ou financières seraient particulièrement difficiles ; le projet présenté par la SAS BORN TO BE, ne répond pas à un besoin du territoire parisien, apprécié à l'échelle du quartier administratif au sein duquel le gestionnaire souhaite développer son projet.

Par ailleurs, au regard des exigences de qualité définies conformément aux référentiels mentionnés au dernier alinéa du II de l'article L. 214-1-1 du Code de l'action sociale et des familles, le projet présenté par la SAS BORN TO BE ne répond pas aux critères attendus.

En conséquence, ce projet ne correspond pas aux besoins du territoire d'implantation et ne répond pas au niveau de qualité requis par la Ville de Paris. Je vous propose de rendre un avis défavorable.

La fiche, ci-jointe, détaille la structure et son projet d'implantation.

Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir délibérer.

La Maire de Paris

2025 DAE 163 –Hôtel d'activités Losserand (14e) : avenant au bail à construction avec la RIVP

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2122-21 ;

Vu le code de construction et de l'habitation et notamment ses article L251-1 et suivants ;

Vu le bail à construction conclu entre la Ville de Paris et la SAGI le 26 juin 2007 et relatif à l'ensemble immobilier situé 168bis-170 rue Raymond Losserand (14e) et pour lequel la RIVP a repris les droits ;

Vu la délibération 2023 DAE 143 du Conseil de Paris en date des 4, 5, 6 et 7 juillet 2023 autorisant la maire de Paris à signer avec la Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP) un avenant au bail à construction relatif à l'immeuble Losserand ;

Vu le projet de délibération en date du , par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de l'autoriser à signer avec la Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP) un avenant au bail à construction relatif à l'immeuble Losserand ;

Vu l'avis du Conseil du Patrimoine en date du ..... ;

Vu l'avis du Service Local des Domaines en date du ..... ;

Vu l'avis de la Maire du 14e arrondissement en date du ..... ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du ..... ;

Sur le rapport présenté par Madame Pénélope Komites au nom de la 1re Commission ;

Délibère :

Article 1 : Les articles 1 et 2 de la délibération 2023 DAE 143 visée ci-dessus sont abrogés.

Article 2 : Est approuvé un avenant au bail à construction susvisé dont les principales clauses et conditions substantielles sont annexées à la présente délibération.

Article 3 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la RIVP, dont le siège social est situé 13 avenue de la Porte d'Italie (75013), l'avenant objet de l'article 2.

Article 4 : La RIVP est autorisée à déposer toutes demandes d'autorisation administrative, notamment d'urbanisme, nécessaires à la réalisation de son projet.

Article 5 : Tous les frais, droits et honoraires auxquels pourront donner lieu cet avenant seront supportés par la RIVP.

DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE ET DE L'EMPLOI

2025 DAE 163 – Hôtel d'activités Losserand (14e) : avenant au bail à construction avec la RIVP

PROJET DE DELIBERATION
EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Lors de votre séance de juillet 2023, vous avez autorisé la RIVP à réaliser dans l'immeuble d'activités Losserand, confié à la RIVP dans le cadre d'un bail à construction, des aménagements, en particulier des laboratoires, permettant d'accueillir des entreprises dans le domaine de la santé humaine et dans le secteur des biotechs.

À l'issue de ces travaux, qui ont fait l'objet d'un permis de construire délivré à l'été 2023 et qui a été purgé aujourd'hui de tout recours, cet immeuble situé 168 bis-170 rue Raymond Losserand proposera 5 000 m² à destination des entreprises dont 13 lots de laboratoires ainsi que des espaces mutualisés pour les entreprises accueillies (salles de réunion, espace de convivialité…).

L'immeuble faisant face à l'hôpital Saint-Joseph, des liens ont été tissés avec l'hôpital dans le cadre de cette opération : d'une part, des partenariats pourront être développés entre les entreprises et l'hôpital et d'autre part, le centre de santé en ophtalmologie de l'hôpital (Institut de la vue Paris Saint-Joseph) a été implanté en partie basse de l'immeuble Losserand et est opérationnel depuis 2023.

Lors de votre séance de mai 2024, vous avez également attribué une subvention de 2 millions d'euros à la RIVP qui lui permettra, avec son partenaire Paris Biotech Santé, incubateur de recherche publique, avec lequel elle exploite la pépinière Paris Santé Cochin (située dans l'enceinte de l'hôpital Cochin) de développer au sein de l'immeuble Losserand un parcours résidentiel adapté aux startups de la santé, complémentaire de celui de Paris Santé Cochin et ce dans Paris intramuros, en milieu hospitalo-universitaire, au plus près des patients et des personnels de santé.

Au cours de l'avancement des études, il a été constaté des fissurations excessives dans des locaux libérés par des entreprises : le projet s'accompagnera donc d'une reprise d'éléments porteurs dans l'existant. Ces aléas ont nécessité de réévaluer le coût des travaux et, suite au retour de l'appel d'offres travaux fin 2024, le coût de cette opération, intégrant le coût du foncier, à dû être réévalué après négociation avec les entreprises à 42,1 millions au lieu de 39,3 millions d'euros.

Afin que la RIVP puisse amortir cet aléa sans financement de la Ville, il est proposé de prolonger de 10 années supplémentaires la durée du bail à construction, soit jusqu'au 30 août 2094, pendant lesquels la Ville continuera de percevoir une redevance annuelle dont le montant est évalué autour de 1,2 millions d'euros courant.

Le projet pourrait ainsi débuter à la rentrée 2025 pour une livraison au début de l'année 2027.

En conclusion, je vous propose donc de m'autoriser à signer avec la RIVP un avenant au bail à construction relatif à l'hôtel d'activités Losserand, dont les principales clauses et conditions sont jointes en annexes, et qui consiste donc à autoriser la RIVP à réaliser son programme de travaux et à ajuster en conséquence la clause de destination ainsi qu'à prolonger la durée du bail jusqu'au 30 août 2094.

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir délibérer.

La Maire de Paris

2025 DLH 133 – 1 Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP – Garantie des prêts pour un programme de création de logements sociaux étudiants situé 12 avenue de la Porte de Vanves (14e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2021 DLH 407 du Conseil de Paris en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de création de logements sociaux réalisé par la RIVP situé 12 avenue de la Porte de Vanves (14e) ;

Vu le contrat de prêt n°171886 conclu entre la RIVP et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil de 14e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS souscrit par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n°171886, destiné à financer un programme de création de logements sociaux étudiants situé 12 avenue de la Porte de Vanves (14e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 9 225 676 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier souscrit par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n°171886, destiné à financer un programme de création de logements sociaux situé 12 avenue de la Porte de Vanves (14e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 645 246 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 3 : Au cas où la RIVP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 6 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

2025 DLH 133 – 2 Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP – Garantie des prêts pour un programme de rénovation de logements sociaux situé 18-20 rue Tlemcen, 1 à 3 et 9 à 15 passage Duris et 9 à 15 rue Duris (20e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2015 DLH 425 du Conseil de Paris en date des 14, 15 et 16 décembre 2015 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de rénovation de logements sociaux réalisé par la RIVP situé 18-20 rue Tlemcen, 1 à 3 passage Duris et 9 à 15 rue Duris (20e) ;

Vu le contrat de prêt n°172276 conclu entre la RIVP et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil de 20e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM Eco-prêt souscrit par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n°172276 destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 18-20 rue Tlemcen, 1 à 3 passage Duris et 9 à 15 rue Duris (20e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 837 500 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM souscrit par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n°172276, destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 18-20 rue Tlemcen, 1 à 3 passage Duris et 9 à 15 rue Duris (20e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 967 898 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 3 : Au cas où la RIVP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues,
la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 6 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 7 : En contrepartie de l'octroi de cette garantie d'emprunt, la Ville de Paris bénéficiera de 14 droits de réservation pour une durée de 40 ans. Ces droits de réservation feront l'objet d'une conversion en un pourcentage du flux annuel du bailleur en fonction de la convention sur la gestion en flux signée avec le bailleur.

Article 8 : Madame la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la RIVP un avenant à la convention fixant, conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris.

2025 DLH 133 – 3 Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP – Garantie des prêts pour un programme de rénovation de logements sociaux situé 97-105 rue de la Jonquière, 2-4-8-20 rue Bessières et 6-7-10 impasse du Pèlerin (17e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2015 DLH 265 du Conseil de Paris en date du 23 novembre 2015 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de rénovation de logements sociaux réalisé par la RIVP situé 97-105 rue de la Jonquière, 2-4-8-20 rue Bessières et 6-7-10 impasse du Pèlerin (17e) ;

Vu le contrat de prêt n°172285 conclu entre la RIVP et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil de 17e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM Eco-prêt souscrit par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n°172285 destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 97-105 rue de la Jonquière, 2-4-8-20 rue Bessières et 6-7-10 impasse du Pèlerin (17e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 227 500 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM souscrit par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n°172285, destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 97-105 rue de la Jonquière, 2-4-8-20 rue Bessières et 6-7-10 impasse du Pèlerin (17e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 11 137 637 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 3 : Au cas où la RIVP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues,
la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 6 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 7 : En contrepartie de l'octroi de cette garantie d'emprunt, la Ville de Paris bénéficiera de 21 droits de réservation pour une durée de 40 ans. Ces droits de réservation feront l'objet d'une conversion en un pourcentage du flux annuel du bailleur en fonction de la convention sur la gestion en flux signée avec le bailleur.

Article 8 : Madame la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la RIVP un avenant à la convention fixant, conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris.

2025 DLH 133 – 4 Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP – Garantie des prêts pour un programme de rénovation de logements sociaux situé 1-7 rue Duris, 2-8 passage Duris, 33-37 rue des Amandiers et 2-8 et 16 rue Jacques Prévert (20e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2017 DLH 245 du Conseil de Paris en date des 20, 21 et 22 novembre 2017 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de rénovation de logements sociaux réalisé par la RIVP situé 1-7 rue Duris, 2-8 passage Duris, 33-37 rue des Amandiers et 2-8 et 16 rue Jacques Prévert (20e) ;

Vu le contrat de prêt n°172279 conclu entre la RIVP et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil de 20e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM Eco-prêt souscrit par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n°172279 destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 1-7 rue Duris, 2-8 passage Duris, 33-37 rue des Amandiers et 2-8 et 16 rue Jacques Prévert (20e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 812 500 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM souscrit par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n°172279, destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 1-7 rue Duris, 2-8 passage Duris, 33-37 rue des Amandiers et 2-8 et 16 rue Jacques Prévert (20e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 454 675 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 3 : Au cas où la RIVP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues,
la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 6 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 7 : En contrepartie de l'octroi de cette garantie d'emprunt, la Ville de Paris bénéficiera de 13 droits de réservation pour une durée de 40 ans. Ces droits de réservation feront l'objet d'une conversion en un pourcentage du flux annuel du bailleur en fonction de la convention sur la gestion en flux signée avec le bailleur.

Article 8 : Madame la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la RIVP un avenant à la convention fixant, conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris.

2025 DLH 133 – 5 Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP – Garantie des prêts pour un programme de rénovation de logements sociaux situé 91-101 rue Vercingétorix et 2 et 5 rue Fernand Holweck (14e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2016 DLH 217 du Conseil de Paris en date des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de rénovation de logements sociaux réalisé par la RIVP situé 91-101 rue Vercingétorix et 2 et 5 rue Fernand Holweck (14e) ;

Vu le contrat de prêt n°172278 conclu entre la RIVP et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil de 14e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM Eco-prêt souscrit par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n°172278 destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 91-101 rue Vercingétorix et 2 et 5 rue Fernand Holweck (14e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 130 000 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM souscrit par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n°172278, destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 91-101 rue Vercingétorix et 2 et 5 rue Fernand Holweck (14e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 3 021 134 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 3 : Au cas où la RIVP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 6 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 7 : En contrepartie de l'octroi de cette garantie d'emprunt, la Ville de Paris bénéficiera de 14 droits de réservation pour une durée de 40 ans. Ces droits de réservation feront l'objet d'une conversion en un pourcentage du flux annuel du bailleur en fonction de la convention sur la gestion en flux signée avec le bailleur.

Article 8 : Madame la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la RIVP un avenant à la convention fixant, conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris.

2025 DLH 133 – 6 Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP – Garantie des prêts pour un programme de rénovation de logements sociaux situé 39 rue des Amandiers (20e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2017 DLH 202 du Conseil de Paris en date des 20, 21 et 22 novembre 2017 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de rénovation de logements sociaux réalisé par la RIVP situé 39 rue des Amandiers (20e) ;

Vu le contrat de prêt n°172284 conclu entre la RIVP et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil de 20e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM Eco-prêt souscrit par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n°172284 destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 39 rue des Amandiers (20e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 125 000 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM souscrit par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n°172284, destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 39 rue des Amandiers (20e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 375 067 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.
Article 3 : Au cas où la RIVP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;

- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues,
la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 6 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 7 : En contrepartie de l'octroi de cette garantie d'emprunt, la Ville de Paris bénéficiera de 10 droits de réservation pour une durée de 40 ans. Ces droits de réservation feront l'objet d'une conversion en un pourcentage du flux annuel du bailleur en fonction de la convention sur la gestion en flux signée avec le bailleur.

Article 8 : Madame la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la RIVP un avenant à la convention fixant, conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris.

2025 DLH 133 – 7 Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP – Garantie des prêts pour un programme de rénovation de logements sociaux situé 5-7 rue Pauline Kergomard (20e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2016 DLH 385 du Conseil de Paris en date des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de rénovation de logements sociaux réalisé par la RIVP situé 5-7 rue Pauline Kergomard (20e) ;

Vu le contrat de prêt n°172288 conclu entre la RIVP et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil de 20e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM souscrit par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n°172288 destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 5-7 rue Pauline Kergomard (20e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 3 153 117 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 2 : Au cas où la RIVP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues,
la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 4 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 5 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 6 : En contrepartie de l'octroi de cette garantie d'emprunt, la Ville de Paris bénéficiera de 10 droits de réservation pour une durée de 40 ans. Ces droits de réservation feront l'objet d'une conversion en un pourcentage du flux annuel du bailleur en fonction de la convention sur la gestion en flux signée avec le bailleur.

Article 7 : Madame la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la RIVP un avenant à la convention fixant, conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris.

2025 DLH 133 – 8 Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP – Garantie des prêts pour un programme de création de logements sociaux étudiants situé 12-14 place de la Porte de Vanves (14e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2017 DLH 358 du Conseil de Paris en date des 11, 12 et 13 décembre 2017 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de création de logements sociaux étudiants réalisé par la RIVP situé 12-14 place de la Porte de Vanves (14e) ;

Vu l'offre de prêt U146739 émanant de la Caisse des Dépôts et Consignations, jointe en annexe ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil de 14e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de création de logements sociaux étudiants situé 12-14 place de la Porte de Vanves (14e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 5 410 568 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PLUS 5 410 568 € 5 410 568 €
Durée totale :	40 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de

	0,6 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de création de logements sociaux étudiants situé 12-14 place de la Porte de Vanves (14e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 514 089 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PLUS foncier 514 089 € 514 089 €
Durée totale :	58 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où la RIVP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues, la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 6 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d’emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

2025 DLH 133 – 9 Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP – Garantie des prêts pour un programme de rénovation de logements sociaux situé 11-21 rue de Fontarabie et 74 rue de Bagnolet (20e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2015 DLH 421 du Conseil de Paris en date des 14, 15 et 16 décembre 2015 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de rénovation de logements sociaux réalisé par la RIVP situé 11-21 rue de Fontarabie et 74 rue de Bagnolet (20e) ;

Vu l'offre de prêt U149155 émanant de la Caisse des Dépôts et Consignations, jointe en annexe ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil de 20e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM Eco-prêt à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 11-21 rue de Fontarabie et 74 rue de Bagnolet (20e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 291 000 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PAM Eco-prêt 1 291 000 € 1 291 000 €
Durée totale :	16 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de

	0,45 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 11-21 rue de Fontarabie et 74 rue de Bagnolet (20e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 4 892 684 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PAM 4 892 684 € 4 892 684 €
Durée totale :	16 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où la RIVP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues, la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 6 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 7 : En contrepartie de l'octroi de cette garantie d'emprunt, la Ville de Paris bénéficiera de 27 droits de réservation pour une durée de 40 ans. Ces droits de réservation feront l'objet d'une conversion en un pourcentage du flux annuel du bailleur en fonction de la convention sur la gestion en flux signée avec le bailleur.

Article 8 : Madame la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la RIVP un avenant à la convention fixant, conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris.

2025 DLH 133 – 10 Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP – Garantie des prêts pour un programme de rénovation de logements sociaux situé 4 bis rue Clavel et 1-9 bis rue Melingue (19e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2015 DLH 438 du Conseil de Paris en date des 14, 15 et 16 décembre 2015 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de rénovation de logements sociaux réalisé par la RIVP situé 4 bis rue Clavel et 1-9 bis rue Melingue (19e) ;

Vu l'offre de prêt U145161 émanant de la Caisse des Dépôts et Consignations, jointe en annexe ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil de 19e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM Eco-prêt à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 4 bis rue Clavel et 1-9 bis rue Melingue (19e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 355 500 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PAM Eco-prêt 355 500 € 355 500 €
Durée totale :	16 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de

	0,45 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 4 bis rue Clavel et 1-9 bis rue Melingue (19e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 746 735 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PAM 1 746 735 € 1 746 735 €
Durée totale :	16 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où la RIVP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues, la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 6 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 7 : En contrepartie de l'octroi de cette garantie d'emprunt, la Ville de Paris bénéficiera de 5 droits de réservation pour une durée de 40 ans. Ces droits de réservation feront l'objet d'une conversion en un pourcentage du flux annuel du bailleur en fonction de la convention sur la gestion en flux signée avec le bailleur.

Article 8 : Madame la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la RIVP un avenant à la convention fixant, conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris.

2025 DLH 133 – 11 Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP – Garantie des prêts pour un programme de rénovation de logements sociaux situé 10-12 impasse Delépine (11e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2015 DLH 281 du Conseil de Paris en date du 23 novembre 2015 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de rénovation de logements sociaux réalisé par la RIVP situé 10-12 impasse Delépine (11e) ;

Vu l'offre de prêt U149967 émanant de la Caisse des Dépôts et Consignations, jointe en annexe ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil de 11e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM Eco-prêt à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 10-12 impasse Delépine (11e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 187 500 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PAM Eco-prêt 187 500 € 187 500 €
Durée totale :	25 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0,25 %

	Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 10-12 impasse Delépine (11e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 227 348 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PAM 1 227 348 € 1 227 348 €
Durée totale :	25 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où la RIVP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues, la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 6 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente

délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 7 : En contrepartie de l'octroi de cette garantie d'emprunt, la Ville de Paris bénéficiera de 3 droits de réservation pour une durée de 40 ans. Ces droits de réservation feront l'objet d'une conversion en un pourcentage du flux annuel du bailleur en fonction de la convention sur la gestion en flux signée avec le bailleur.

Article 8 : Madame la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la RIVP un avenant à la convention fixant, conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris.

2025 DLH 133 – 12 Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP – Garantie des prêts pour un programme de rénovation de logements sociaux situé 95/95 bis bd Richard Lenoir et 17-21 et 23 passage Saint Sébastien (11e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2020 DLH 248 du Conseil de Paris en date des 15, 16 et 17 décembre 2020 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de rénovation de logements sociaux réalisé par la RIVP situé 95/95 bis bd Richard Lenoir et 17-21 et 23 passage Saint Sébastien (11e) ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil de 11e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM Eco-prêt à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 95/95 bis bd Richard Lenoir et 17-21 et 23 passage Saint Sébastien (11e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 503 500 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PAM Eco-prêt 1 503 500 € 1 503 500 €
Durée totale :	25 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0,25 % *Révision du taux d'intérêt à chaque*

	échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 95/95 bis bd Richard Lenoir et 17-21 et 23 passage Saint Sébastien (11e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 137 677 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PAM 1 137 677 € 1 137 677 €
Durée totale :	25 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où la RIVP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues, la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 6 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 7 : En contrepartie de l'octroi de cette garantie d'emprunt, la Ville de Paris bénéficiera de 16 droits de réservation pour une durée de 40 ans. Ces droits de réservation feront l'objet d'une conversion en un pourcentage du flux annuel du bailleur en fonction de la convention sur la gestion en flux signée avec le bailleur.

Article 8 : Madame la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la RIVP un avenant à la convention fixant, conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris.

2025 DLH 133 – 13 Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP – Garantie des prêts pour un programme de rénovation de logements sociaux situé 25-31 rue du Retrait, 1-11 et 2 passage du Ruisseau de Ménilmontant et 26-28 rue Boyer (20e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2016 DLH 403 du Conseil de Paris en date des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de rénovation de logements sociaux réalisé par la RIVP situé 25-31 rue du Retrait, 1-11 et 2 passage du Ruisseau de Ménilmontant et 26-28 rue Boyer (20e) ;

Vu l'offre de prêt U149075 émanant de la Caisse des Dépôts et Consignations, jointe en annexe ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil de 20e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM Eco-prêt à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 25-31 rue du Retrait, 1-11 et 2 passage du Ruisseau de Ménilmontant et 26-28 rue Boyer (20e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 108 000 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PAM Eco-prêt 108 000 € 108 000 €
Durée totale :	27 ans
Dont durée de la phase de préfinancement :	24 mois
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0,25 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 25-31 rue du Retrait, 1-11 et 2 passage du Ruisseau de Ménilmontant et 26-28 rue Boyer (20e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 4 102 084 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PAM 4 102 084 € 4 102 084 €
Durée totale :	27 ans
Dont durée de la phase de préfinancement :	24 mois
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où la RIVP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues, la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 6 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 7 : En contrepartie de l'octroi de cette garantie d'emprunt, la Ville de Paris bénéficiera de 20 droits de réservation pour une durée de 40 ans. Ces droits de réservation feront l'objet d'une conversion en un pourcentage du flux annuel du bailleur en fonction de la convention sur la gestion en flux signée avec le bailleur.

Article 8 : Madame la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la RIVP un avenant à la convention fixant, conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris.

2025 DLH 133 – 14 Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP – Garantie des prêts pour un programme de rénovation de logements sociaux situé 21 avenue Corentin Cariou (19e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2015 DLH 415 du Conseil de Paris en date des 14,15 et 16 décembre 2015 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de rénovation de logements sociaux réalisé par la RIVP situé 21 avenue Corentin Cariou (19e) ;

Vu l'offre de prêt U149885 émanant de la Caisse des Dépôts et Consignations, jointe en annexe ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil de 19e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM Eco-prêt à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 21 avenue Corentin Cariou (19e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 45 500 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PAM Eco-prêt 45 500 € 45 500 €
Durée totale :	25 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de

	0,25 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 21 avenue Corentin Cariou (19e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 725 237 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PAM 725 237 € 725 237 €
Durée totale :	25 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où la RIVP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues, la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 6 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente

délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 7 : En contrepartie de l'octroi de cette garantie d'emprunt, la Ville de Paris bénéficiera de 2 droits de réservation pour une durée de 40 ans. Ces droits de réservation feront l'objet d'une conversion en un pourcentage du flux annuel du bailleur en fonction de la convention sur la gestion en flux signée avec le bailleur.

Article 8 : Madame la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la RIVP un avenant à la convention fixant, conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris.

2025 DLH 133 – 15 Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP – Garantie des prêts pour un programme de rénovation de logements sociaux situé 29 avenue Corentin Cariou (19e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2015 DLH 413 du Conseil de Paris en date des 14,15 et 16 décembre 2015 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de rénovation de logements sociaux réalisé par la RIVP situé 29 avenue Corentin Cariou (19e) ;

Vu l'offre de prêt U149926 émanant de la Caisse des Dépôts et Consignations, jointe en annexe ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil de 19e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM Eco-prêt à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 29 avenue Corentin Cariou (19e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 623 500 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PAM Eco-prêt 623 500 € 623 500 €
Durée totale :	25 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de

	0,25 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 29 avenue Corentin Cariou (19e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 2 080 667 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PAM 2 080 667 € 2 080 667 €
Durée totale :	25 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où la RIVP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues, la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 6 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente

délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 7 : En contrepartie de l'octroi de cette garantie d'emprunt, la Ville de Paris bénéficiera de 6 droits de réservation pour une durée de 40 ans. Ces droits de réservation feront l'objet d'une conversion en un pourcentage du flux annuel du bailleur en fonction de la convention sur la gestion en flux signée avec le bailleur.

Article 8 : Madame la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la RIVP un avenant à la convention fixant, conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris.

2025 DLH 133 – 16 Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP – Garantie des prêts pour un programme de rénovation de logements sociaux situé 102 rue de Belleville (20e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2019 DLH 104 du Conseil de Paris en date des 9, 10, 11, 12 et 13 décembre 2019 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de rénovation de logements sociaux réalisé par la RIVP situé 102 rue de Belleville (20e) ;

Vu l'offre de prêt U149090 émanant de la Caisse des Dépôts et Consignations, jointe en annexe ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil de 20e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 102 rue de Belleville (20e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 2 249 195 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PAM 2 249 195 € 2 249 195 €
Durée totale :	16 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6 %

	Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où la RIVP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues, la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 4 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 5 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : En contrepartie de l'octroi de cette garantie d'emprunt, la Ville de Paris bénéficiera de 9 droits de réservation pour une durée de 40 ans. Ces droits de réservation feront l'objet d'une conversion en un pourcentage du flux annuel du bailleur en fonction de la convention sur la gestion en flux signée avec le bailleur.

Article 7 : Madame la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la RIVP un avenant à la convention fixant, conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris.

2025 DLH 133 – 17 Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP – Garantie des prêts pour un programme de rénovation de logements sociaux situé 4-4 bis rue de l'Orme et 27 rue de Romainville (19e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2014 DLH 1274 du Conseil de Paris en date des 15,16 et 17 décembre 2014 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de rénovation de logements sociaux réalisé par la RIVP situé 4-4 bis rue de l'Orme et 27 rue de Romainville (19e) ;

Vu l'offre de prêt U149774 émanant de la Caisse des Dépôts et Consignations, jointe en annexe ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil de 19e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM Eco-prêt à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 4-4 bis rue de l'Orme et 27 rue de Romainville (19e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 924 500 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PAM Eco-prêt 924 500 € 924 500 €
Durée totale :	25 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0,25 %

	Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 4-4 bis rue de l'Orme et 27 rue de Romainville (19e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 4 115 972 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PAM 4 115 972 € 4 115 972 €
Durée totale :	25 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où la RIVP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues, la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 6 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente

délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 7 : En contrepartie de l'octroi de cette garantie d'emprunt, la Ville de Paris bénéficiera de 7 droits de réservation pour une durée de 40 ans. Ces droits de réservation feront l'objet d'une conversion en un pourcentage du flux annuel du bailleur en fonction de la convention sur la gestion en flux signée avec le bailleur.

Article 8 : Madame la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la RIVP un avenant à la convention fixant, conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris.

2025 DLH 133 – 18 Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP – Garantie des prêts pour un programme de rénovation de logements sociaux situé 105 avenue de la République (11e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2017 DLH 278 du Conseil de Paris en date des 11, 12 et 13 décembre 2017 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de rénovation de logements sociaux réalisé par la RIVP situé 105 avenue de la République (11e) ;

Vu l'offre de prêt U149285 émanant de la Caisse des Dépôts et Consignations, jointe en annexe ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil de 11e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM Eco-prêt à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 105 avenue de la République (11e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 279 000 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PAM Eco-prêt 279 000 € 279 000 €
Durée totale :	25 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0,25 %

	Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 105 avenue de la République (11e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 512 714 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PAM 1 512 714 € 1 512 714 €
Durée totale :	25 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où la RIVP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues, la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 6 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente

délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 7 : En contrepartie de l'octroi de cette garantie d'emprunt, la Ville de Paris bénéficiera de 4 droits de réservation pour une durée de 40 ans. Ces droits de réservation feront l'objet d'une conversion en un pourcentage du flux annuel du bailleur en fonction de la convention sur la gestion en flux signée avec le bailleur.

Article 8 : Madame la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la RIVP un avenant à la convention fixant, conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris.

2025 DLH 133 – 19 Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP – Garantie des prêts pour un programme de rénovation de logements sociaux situé 114 rue de Turenne (Paris Centre)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2016 DLH 406 du Conseil de Paris en date des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de rénovation de logements sociaux réalisé par la RIVP situé 114 rue de Turenne (Paris Centre) ;

Vu l'offre de prêt U149207 émanant de la Caisse des Dépôts et Consignations, jointe en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations destiné à financer un programme de rénovation de logements sociaux situé 114 rue de Turenne (Paris Centre). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 4 188 185 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PAM 4 188 185 € 4 188 185 €
Durée totale :	19 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6 %

	Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où la RIVP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues, la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 4 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 5 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : En contrepartie de l'octroi de cette garantie d'emprunt, la Ville de Paris bénéficiera de 8 droits de réservation pour une durée de 40 ans. Ces droits de réservation feront l'objet d'une conversion en un pourcentage du flux annuel du bailleur en fonction de la convention sur la gestion en flux signée avec le bailleur.

Article 7 : Madame la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la RIVP un avenant à la convention fixant, conformément à l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les modalités d'exercice des droits de réservation de la Ville de Paris.

2025 DLH 133 – 20 Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP – Garantie des prêts pour un programme de création de logements sociaux situé 41 rue Tournefort (5e)

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2024 DLH 169-2 du Conseil de Paris en date des 17, 18, 19 et 20 décembre 2024 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des prêts à contracter par la RIVP en vue du financement d'un programme de création de 91 logements sociaux PLS situé 41 rue Tournefort (5e) ;

Vu la délibération 2025 DLH 132 du Conseil de Paris en date des 3, 4, 5 et 6 juin accordant la participation financière de la Ville de Paris pour la réalisation 41 rue Tournefort (5e) d'un programme complémentaire de 11 logements PLS étudiants par la RIVP ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur Jacques BAUDRIER au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100% pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôt et Consignations, destiné à financer le programme de création de 102 logements PLS au sein d'une résidence étudiante situé 41 rue Tournefort (5e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 5 535 316 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt Montant Montant de la quotité	PLS 5 535 316 euros 5 535 316 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.11% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100% pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS complémentaire à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôt et Consignations, destiné à financer la création de 102 logements PLS au sein d'une résidence étudiante situé 41 rue Tournefort (5e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 7 072 865 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt Montant Montant de la quotité	PLS complémentaire 7 072 865 euros 7 072 865 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.11% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS complémentaire est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100% pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS foncier à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôt et Consignations, destiné à financer la création de 102 logements PLS au sein d'une résidence étudiante situé 41 rue Tournefort (5e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 10 135 785 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt Montant Montant de la quotité	PLS foncier 10 315 785 euros 10 315 785 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	82 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de *prêt + marge fixe de 1.11%* *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : Au cas où la RIVP, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- Des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- Des intérêts moratoires encourus ;
- En cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues,

La Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 5 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 6 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 7 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1 à 3 de la présente délibération et à conclure avec la RIVP la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Direction du Logement et de l'Habitat

2025 DLH 133 – Octroi et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création et de rénovation de logements sociaux réalisés par la RIVP

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Par délibérations successives, le Conseil de Paris a approuvé la participation financière de la Ville de Paris pour la réalisation de programmes de création et de rénovation de logements sociaux par la RIVP. La garantie de la Ville de Paris aux emprunts destinés à financer ces programmes devait faire l'objet d'une sollicitation ultérieure. Pour l'un des programmes, la garantie d'emprunts a déjà été délibérée : la modification porte sur le montant du prêt foncier.

La RIVP a désormais besoin de mobiliser les prêts pour financer ces opérations et sollicite donc la garantie de la Ville de Paris. L'ensemble des contrats et des offres de prêt se trouve en annexe de la présente délibération.

Je vous propose en conséquence d'accorder la garantie de la Ville de Paris aux emprunts contractés et à souscrire par la RIVP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour le financement de ces programmes de création et de rénovation de logements sociaux, pour un encours total de 97 258 071 euros.

En contrepartie de l'octroi de ces garanties d'emprunt, la Ville de Paris bénéficiera de 189 nouveaux droits de réservation.

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir délibérer.

La Maire de Paris

2025 DLH 135 – 1 : Réitération et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP – Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS pour un programme d'acquisition-amélioration de 18 logements sociaux situé 15/17 rue de Châtillon (14e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2023 DLH 380 du Conseil de Paris en date des 12, 13, 14 et 15 décembre 2023 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de conventionnement de 18 logements sociaux (6 PLAI, 6 PLUS et 6 PLS), réalisé par ELOGIE-SIEMP situé 15/17 rue de Châtillon (14e) ;

Vu le contrat de prêt n°168304 conclu entre ELOGIE-SIEMP et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP ;

Vu l'avis du Conseil de 14e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168304, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 18 logements sociaux situé 15/17 rue Châtillon (14e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 25 867 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168304, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 18 logements sociaux situé 15/17 rue Châtillon (14e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 38 447 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168304, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 18 logements sociaux situé 15/17 rue Châtillon (14e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 25 867 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168304, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 18 logements sociaux situé 15/17 rue Châtillon (14e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 38 447 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 5 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS PLSDD 2024 souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168304, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 18 logements sociaux situé 15/17 rue Châtillon (14e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 82 526 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 6 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS foncier PLSDD 2024 souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168304, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 18 logements sociaux situé 15/17 rue Châtillon (14e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 32 955 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 7 : Au cas où ELOGIE-SIEMP pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues,
la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 8 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 9 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 10 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 à 6 de la

présente délibération et à signer avec ELOGIE-SIEMP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

2025 DLH 135 – 2 : Réitération et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP – Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS pour un programme d'acquisition-amélioration de 72 logements sociaux situé 45/51 rue de la Réunion (20e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2023 DLH 382 du Conseil de Paris en date des 12, 13, 14 et 15 décembre 2023 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de conventionnement de 72 logements sociaux (25 PLAI, 25 PLUS et 22 PLS) réalisé par ELOGIE-SIEMP situé 45/51 rue de la Réunion (14e) ;

Vu le contrat de prêt n°168334 conclu entre ELOGIE-SIEMP et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP ;

Vu l'avis du Conseil de 20e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168334, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 72 logements sociaux situé 45/51 rue de la Réunion (14e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 149 760 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168334, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 72 logements sociaux situé 45/51 rue de la Réunion (14e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 2 022 371 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168334, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 72 logements sociaux situé 45/51 rue de la Réunion (14e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 149 760 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168334, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 72 logements sociaux situé 45/51 rue de la Réunion (14e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 2 022 371 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 5 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS PLSDD 2024 souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168334, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 72 logements sociaux situé 45/51 rue de la Réunion (14e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 231 128 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 6 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS foncier PLSDD 2024 souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168334, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 72 logements sociaux situé 45/51 rue de la Réunion (14e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 733 461 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 7 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS complémentaire souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168334, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 72 logements sociaux situé 45/51 rue de la Réunion (14e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 754 380 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 8 : Au cas où ELOGIE-SIEMP pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues,
la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 9 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 10 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 11 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 à 7 de la présente délibération et à signer avec ELOGIE-SIEMP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

2025 DLH 135 – 3 : Réitération et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP – Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS pour un programme d'acquisition-amélioration de 16 logements sociaux situé 119/127 rue Brancion (15e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2023 DLH 381 du Conseil de Paris en date des 12, 13, 14 et 15 décembre 2023 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de conventionnement de 16 logements sociaux (6 PLAI, 6 PLUS et 4 PLS), réalisé par ELOGIE-SIEMP situé 126/130 rue Brancion et 165-167 boulevard Lefebvre, 117 à 143 rue Brancion, 2 rue Chauvelot et 169/169 bis/169 ter boulevard Lefebvre (15e) ;

Vu le contrat de prêt n°168308 conclu entre ELOGIE-SIEMP et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP ;

Vu l'avis du Conseil de 15e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168308, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 16 logements sociaux situé 119/127 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 194 045 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168308, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 16 logements sociaux situé 119/127 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 465 286 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168308, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 16 logements sociaux situé 119/127 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 194 045 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168308, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 16 logements sociaux situé 119/127 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 465 286 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 5 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS PLSDD 2024 souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168308, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 16 logements sociaux situé 119/127 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 53 175 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 6 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS foncier PLSDD 2024 souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168308, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 16 logements sociaux situé 119/127 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 398 817 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 7 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS complémentaire souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168308, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 16 logements sociaux situé 119/127 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 113 149 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 8 : Au cas où ELOGIE-SIEMP pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 9 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 10 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 11 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 à 7 de la présente délibération et à signer avec ELOGIE-SIEMP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

2025 DLH 135 – 4 : Réitération et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP – Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS pour un programme de création de 34 logements sociaux situé ZAC Paris Rive Gauche - lot A8B (13e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2019 DLH 353 du Conseil de Paris en date des 9, 10, 11, 12 et 13 décembre 2019 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de construction de 34 logements sociaux (10 PLAI, 14 PLUS et 10 PLS), de 107 logements intermédiaires et d'une résidence étudiante de 81 logements PLUS réalisé par ELOGIE-SIEMP situé ZAC Austerlitz Paris Rive Gauche - Lot A8B (13e) ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de création de 34 logements sociaux situé ZAC Paris Rive Gauche - lot A8B (13e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 865 740 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PLAI 1 865 740 € 1 865 740 €
Durée totale :	42 ans
Dont durée de la phase de préfinancement :	24 mois
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de

	0,2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier, à souscrire par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de création de 34 logements sociaux situé ZAC Paris Rive Gauche - lot A8B (13e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 178 124 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PLAI foncier 1 178 124 € 1 178 124 €
Durée totale :	52 ans
Dont durée de la phase de préfinancement :	24 mois
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0,2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de création de 34 logements sociaux situé ZAC Paris Rive Gauche - lot A8B (13e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 2 618 812 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PLUS 2 618 812 € 2 618 812 €
Durée totale :	42 ans
Dont durée de la phase de préfinancement :	24 mois

Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier, à souscrire par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de création de 34 logements sociaux situé ZAC Paris Rive Gauche - lot A8B (13e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 611 618 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PLUS foncier 1 611 618 € 1 611 618 €
Durée totale :	52 ans
Dont durée de la phase de préfinancement :	24 mois
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 5 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de création de 34 logements sociaux situé ZAC Paris Rive Gauche - lot A8B (13e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 961 552 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt :	PLS 1 961 552 €

Montant de la quotité garantie :	1 961 552 €
Durée totale :	42 ans
Dont durée de la phase de préfinancement :	24 mois
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1,11 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 6 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS foncier, à souscrire par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de création de 34 logements sociaux situé ZAC Paris Rive Gauche - lot A8B (13e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 082 689 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PLS foncier 1 082 689 € 1 082 689 €
Durée totale :	52 ans
Dont durée de la phase de préfinancement :	24 mois
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1,11% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 7 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, ELOGIE-SIEMP ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 8 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 9 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunts seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 10 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 à 6 de la présente délibération et à signer avec ELOGIE-SIEMP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

2025 DLH 135 – 5 : Réitération et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP – Garantie des prêts PLI pour un programme de création de 107 logements intermédiaires situé ZAC Paris Rive Gauche - lot A8B (13e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2019 DLH 353 du Conseil de Paris en date des 9, 10, 11, 12 et 13 décembre 2019 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de construction de 34 logements sociaux (10 PLAI, 14 PLUS et 10 PLS), de 107 logements intermédiaires et d'une résidence étudiante de 81 logements PLUS réalisé par ELOGIE-SIEMP situé ZAC Austerlitz Paris Rive Gauche - Lot A8B (13e) ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 50 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLI, à souscrire par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de création de 107 logements intermédiaires situé ZAC Paris Rive Gauche (lot A7A8) (13e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 5 911 404,50 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PLI 11 822 809 € 5 911 404,50 €
Durée totale :	37 ans
Dont durée de la phase de préfinancement :	24 mois
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de

	1,4% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 50 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLI foncier, à souscrire par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de création de 107 logements intermédiaires situé ZAC Paris Rive Gauche (lot A7A8) (13e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 6 866 781 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PLI foncier 13 733 562 € 6 866 781 €
Durée totale :	52 ans
Dont durée de la phase de préfinancement :	24 mois
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1,4% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, ELOGIE-SIEMP ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunts seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 6 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec ELOGIE-SIEMP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

2025 DLH 135 – 6 : Réitération et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP – Garantie des prêts PLUS pour un programme de création d'une résidence étudiante de 81 logements PLUS situé ZAC Paris Rive Gauche - lot A8B (13e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2019 DLH 353 du Conseil de Paris en date des 9, 10, 11, 12 et 13 décembre 2019 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de construction de 34 logements sociaux (10 PLAI, 14 PLUS et 10 PLS), de 107 logements intermédiaires et d'une résidence étudiante de 81 logements PLUS réalisé par ELOGIE-SIEMP situé ZAC Austerlitz Paris Rive Gauche - Lot A8B (13e) ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de création d'une résidence étudiante de 81 logements PLUS situé ZAC Paris Rive Gauche - Lot A8B (13e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 2 043 797 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PLUS 2 043 797 € 2 043 797 €
Durée totale :	42 ans
Dont durée de la phase de préfinancement :	24 mois
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de

	0,6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier, à souscrire par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de création d'une résidence étudiante de 81 logements PLUS situé ZAC Paris Rive Gauche - Lot A8B (13e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 2 805 651 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé. Les caractéristiques principales de cette ligne de prêt sont les suivantes :

Type de prêt : Montant du prêt : Montant de la quotité garantie :	PLUS foncier 2 805 651 € 2 805 651 €
Durée totale :	52 ans
Dont durée de la phase de préfinancement :	24 mois
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, ELOGIE-SIEMP ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunts seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 6 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec ELOGIE-SIEMP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

2025 DLH 135 – 7 : Réitération et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP – Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS pour un programme d'acquisition-amélioration de 3 logements sociaux situé 121 rue Brancion (15e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2023 DLH 381 du Conseil de Paris en date des 12, 13, 14 et 15 décembre 2023 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de conventionnement de 3 logements sociaux (1 PLAI, 1 PLUS et 1 PLS) à conventionner, réalisé par ELOGIE-SIEMP situé 126/130 rue Brancion et 165-167 boulevard Lefebvre, 117 à 143 rue Brancion, 2 rue Chauvelot et 169/169 bis/169 ter boulevard Lefebvre (15e) ;

Vu le contrat de prêt n°168309 conclu entre ELOGIE-SIEMP et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP ;

Vu l'avis du Conseil de 15e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168309, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 3 logements sociaux situé 121 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 50 693 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168309, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 3 logements sociaux situé 121 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 82 307 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.

Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168309, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 3 logements sociaux situé 121 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 50 693 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168309, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 3 logements sociaux situé 121 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 82 307 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 5 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168309, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 3 logements sociaux situé 121 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 9 411 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 6 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS foncier souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168309, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 3 logements sociaux situé 121 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 70 542 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 7 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS complémentaire souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168309, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 3 logements sociaux situé 121 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 34 052 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 8 : Au cas où ELOGIE-SIEMP pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 9 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 10 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 11 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 à 7 de la présente délibération et à signer avec ELOGIE-SIEMP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

2025 DLH 135 – 8 : Réitération et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP – Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS pour un programme d'acquisition-amélioration de 29 logements sociaux situé 126/130 rue Brancion (15e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2023 DLH 381 du Conseil de Paris en date des 12, 13, 14 et 15 décembre 2023 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de conventionnement de 29 logements sociaux (10 PLAI, 10 PLUS et 9 PLS), réalisé par ELOGIE-SIEMP situé 126/130 rue Brancion et 165-167 boulevard Lefebvre, 117 à 143 rue Brancion, 2 rue Chauvelot et 169/169 bis/169 ter boulevard Lefebvre (15e) ;

Vu le contrat de prêt n°168305 conclu entre ELOGIE-SIEMP et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP ;

Vu l'avis du Conseil de 15e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168305, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 29 logements sociaux situé 126/130 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 376 575 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168305, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 29 logements sociaux situé 126/130 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 171 242 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168305, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 29 logements sociaux situé 126/130 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 376 575 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168305, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 29 logements sociaux situé 126/130 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 171 242 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 5 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS PLSDD 2024 souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168305, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 29 logements sociaux situé 126/130 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal 133 853 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 6 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS foncier PLSDD 2024 souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168305, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 29 logements sociaux situé 126/130 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 003 903 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 7 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS complémentaire souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168305, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 29 logements sociaux situé 126/130 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 188 918 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 8 : Au cas où ELOGIE-SIEMP pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 9 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 10 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 11 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 à 7 de la présente délibération et à signer avec ELOGIE-SIEMP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

2025 DLH 135 – 9 : Réitération et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP – Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS pour un programme d'acquisition-amélioration de 29 logements sociaux situé 135/137/141 rue Brancion (15e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2023 DLH 381 du Conseil de Paris en date des 12, 13, 14 et 15 décembre 2023 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de conventionnement de 29 logements sociaux (10 PLAI, 10 PLUS et 9 PLS), réalisé par ELOGIE-SIEMP situé 126/130 rue Brancion et 165-167 boulevard Lefebvre, 117 à 143 rue Brancion, 2 rue Chauvelot et 169/169 bis/169 ter boulevard Lefebvre (15e) ;

Vu le contrat de prêt n°168306 conclu entre ELOGIE-SIEMP et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP ;

Vu l'avis du Conseil de 15e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168306, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 29 logements sociaux situé 135/137/141 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 606 529 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168306, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 29 logements sociaux situé 135/137/141 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 221 789 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.

Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168306, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 29 logements sociaux situé 135/137/141 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 606 529 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168306, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 29 logements sociaux situé 135/137/141 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 221 789 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 5 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS PLSDD 2024 souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168306, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 29 logements sociaux situé 135/137/141 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal 139 458 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 6 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS foncier PLSDD 2024 souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168306, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 29 logements sociaux situé 135/137/141 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 047 514 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 7 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS complémentaire souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168306, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 29 logements sociaux situé 135/137/141 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 379 964 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 8 : Au cas où ELOGIE-SIEMP pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 9 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 10 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 11 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 à 7 de la présente délibération et à signer avec ELOGIE-SIEMP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

2025 DLH 135 – 10 : Réitération et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP – Garantie des prêts PLAI et PLUS pour un programme d'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux situé 169 bis boulevard Lefebvre et 117/143 rue Brancion (15e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2252 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2288 à 2320 ;

Vu la délibération 2023 DLH 381 du Conseil de Paris en date des 12, 13, 14 et 15 décembre 2023 accordant la participation de la Ville de Paris au financement d'un programme de conventionnement de 79 logements sociaux, réalisé par ELOGIE-SIEMP situé 126/130 rue Brancion et 165-167 boulevard Lefebvre, 117 à 143 rue Brancion, 2 rue Chauvelot et 169/169 bis/169 ter boulevard Lefebvre (15e) ;

Vu le contrat de prêt n°168307 conclu entre ELOGIE-SIEMP et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et modifier la garantie de la Ville de Paris aux emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP ;

Vu l'avis du Conseil de 15e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168307 destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux situé 169 bis boulevard Lefebvre et 117/143 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 209 242 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168307, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux situé 169 bis boulevard Lefebvre et 117/143 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est

accordée à hauteur de la somme en principal de 238 456 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168307, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux situé 169 bis boulevard Lefebvre et 117/143 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 139 496 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, à hauteur de 100 % pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier souscrit par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par le contrat de prêt n° 168307, destiné à financer un programme d'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux situé 169 bis boulevard Lefebvre et 117/143 rue Brancion (15e). La garantie de la Ville de Paris est accordée à hauteur de la somme en principal de 158 970 euros, augmentée des intérêts, des intérêts de retard et s'il y a lieu, des indemnités de remboursement anticipé.
Le contrat de prêt est annexé à la présente délibération et en fait partie intégrante.

Article 5 : Au cas où ELOGIE-SIEMP pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités de remboursement anticipé éventuellement dues,
la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 6 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront financées le cas échéant par prélèvement sur les ressources générales du budget de la Ville, sans que celle-ci ne puisse exciper de leur insuffisance pour en refuser ou en retarder le paiement.

Article 7 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

Article 8 : Madame la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 à 4 de la présente délibération et à signer avec ELOGIE-SIEMP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

VILLE DE PARIS

Direction du Logement et de l'Habitat

2025 DLH 135 - Réitération et modification de garanties d'emprunts finançant divers programmes de création de logements sociaux et intermédiaires réalisés par ELOGIE-SIEMP

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Par délibérations successives, le Conseil de Paris a approuvé la participation financière de la Ville de Paris pour la réalisation de programmes de création de logements sociaux et intermédiaires par ELOGIE-SIEMP et a accordé la garantie des emprunts destinés à financer ces projets.

ELOGIE-SIEMP a désormais besoin de mobiliser les prêts pour financer ces opérations, et sollicite ainsi la réitération de la garantie de la Ville en cas de caducité des délibérations initiales de garantie et la modification de la garantie initiale pour l'adapter aux conditions définitives des prêts. Les contrats de prêt se trouvent en annexe de la présente délibération.

Je vous propose en conséquence d'accorder la modification et la réitération de la garantie de la Ville de Paris aux emprunts contractés et à souscrire par ELOGIE-SIEMP auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour le financement de ces programmes de création de logements sociaux et intermédiaires, pour un encours total de 68 112 546 €.

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir délibérer.

La Maire de Paris

DIRECTION DE LA DEMOCRATIE, DES CITOYEN.NE.S ET DES TERRITOIRES
Service Politique de la Ville

2025 DDCT 111 DAC-DASCO-DSP-DEVE–DPE-DAE Subventions (120 000 euros) à 41 associations pour le financement de 57 projets dans les quartiers politique du 14e arrondissement (2ème enveloppe)

Mme Melody TONOLLI, rapporteure

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son Article L2511-14 ;
Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris soumet à son approbation les modalités d'attribution de subventions de fonctionnement et d'investissement à différentes associations œuvrant pour la Politique de la Ville ;
Vu la délibération 2024 DDCT 65, par laquelle il autorise Madame la Maire de Paris à signer le contrat de ville parisien 2024-2030 ;
Vu la délibération 2024 DDCT 100, par laquelle il adopte la carte parisienne des quartiers populaires 2024-2030 ;

Vu l'avis du Conseil du 14ème arrondissement de Paris en date du

Sur le rapport présenté par :
Mélody TONOLLI, au nom de la 5ème Commission ;
Afaf GABELOTAUD au nom de la 1ère Commission ;
Carine ROLLAND au nom de la 2ème Commission ;
Anne-Claire BOUX au nom de la 4ème Commission ;
Patrick BLOCHE au nom de la 6ème commission
Anouch TORANIAN au nom de la 7ème Commission ;
Audrey PULVAR, Antoine GUILLOU et Christophe NAJDOVSKI au nom de la 8ème commission

Délibère,

Article 1 : Une subvention globale de 4000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ART SOUS X PARIS14 (185052) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « arts visuels jeunes artistes émergents en résidence dans la cité (14é) » (2025_01212/DAC/2000 €) (2025_01213/DDCT_SPV/2000 €)

Article 2 : Une subvention globale de 3500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ARTMELE (190027) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante:

- « Accès au cinéma pour les habitants de Didot Porte de Vanves 2024 » (2025_00542/DDCT_SPV/2000 €) (2025_10035/DDCT_SECA/1500 €)

Article 3 : Une subvention globale de 1000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ARZAZOU (88301) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « ATELIERS INTERGENERATIONNELS VEGETALISATION/CREATION ARTISTIQUE » (2025_01832/DDCT_SPV/1000 €)

Article 4 : Une subvention globale de 1000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE AFEV (19603) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « 25 élèves accompagnés vers la lecture dans 5 écoles maternelles du 14ème et 15ème arrondissement » (2025_00820/DASCO/1000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant aux projets mentionnés.

Article 5 : Une subvention globale de 7500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ASSOCIATION FLORIMONT (12706) (14e) pour lui permettre d'assurer ses actions suivantes :

- « Accompagnement collectif des associations (13e et 14e) dans leur recrutement et leur développement » (2025_01181/DDCT_SECA/2500 €) (2025_10469/DAE/1000 €)
- « Net'Ethic (ex Web'écrans) » (2025_09290/DSP/4000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant aux projets mentionnés.

Article 6 : Une subvention globale de 3500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association BARRIO 14 (204613) (14e) pour lui permettre d'assurer ses actions suivantes :

- « Cours d'anglais » (2025_01291/DDCT_SPV/1500 €)
- « Addict' O Sport » (2025_01295/DDCT_SPV/1000 €) (2025_09291/DSP/1000 €)

Article 7 : Une subvention globale de 1000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association CARNETS DU PASSAGE (192573) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Mes mots, tes mots - Atelier d'écriture » (2025_11315/DDCT_SECA/1000 €)

Article 8 : Une subvention globale de 2500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association CARREFOUR 14 (9966) (14e) pour lui permettre d'assurer ses actions suivantes :

- « LES TERRASSES DIDOT » (2025_01584/DDCT_SPV/1000 €)
- « RENTREE PARTAGEE 14 » (2025_10037/DDCT_SECA/1500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant aux projets mentionnés.

Article 9 : Une subvention globale de 1000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association COMPAGNIE A FORCE DE RÊVER (12025) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Jouer sur les mots, un cycle datelier de mise en voix à destination dadultes apprenant le français » (2025_02124/DDCT_SPV/1000 €)

Article 10 : Une subvention globale de 4000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association COMPAGNIE LES ÉCRIÉS (195788) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Bar à Lectures » (2025_11318/DDCT_SECA/2000 €) (2025_11319/DAC/2000 €)

Article 11 : Une subvention globale de 1000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association COOPERATIVE D ACTIVITES ET D EMPLOI - COOPERATIVE DE LIAISONS DES ACTIVITES ET DES RESSOURCES ARTISTIQUES (180731) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Faire Patrimoine _ (Re)découverte du vitrail - PDV» (2025_02077/DDCT_SPV/1000 €)

Article 12 : Une subvention globale de 1500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association DIXLESIC AND CO (41841) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « MANIFESTES des Quartiers : RDV INTER-G aux Institutions (Nouveau)» (2025_01770/DDCT_SPV/1500 €)

Article 13 : Une subvention globale de 1000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ETOILE ET COMPAGNIE (163841) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Interroger et accompagner les adolescents du QPV Didot-Vanves sur la Laicité avec le théâtre Forum » (2025_01759/DDCT_SPV/1000 €)

Article 14 : Une subvention globale de 3000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE (111181) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « CDV 2025 - Un vélo pour 10 ans - Goutte d'OR - Paris 14e » (2025_02231/DDCT_SPV/2000 €) (2025_11320/DASCO/1000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant aux projets mentionnés.

Article 15 : Une subvention globale de 3500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association FEMME D'AUJOURD'HUI - FDA (191264) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « LA BONNE ASSIETTE » (2025_11321/DEVE/1500 €) (2025_09292/DSP/2000€)

Article 16 : Une subvention globale de 1500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association FIGURES DU XIVE ARRONDISSEMENT PARIS (199659) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Participation à l'éducation citoyenne des jeunes en difficultés dans les quartiers sensibles» (2025_00525/DDCT_SPV/1500€)

Article 17 : Une subvention globale de 2000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association FLORA TRISTAN LA REGIE DE QUARTIER DU 14EME (13085) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Redonner vie à la rue Paradol » (2025_11322/DDCT_SECA/2000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant aux projets mentionnés.

Article 18 : Une subvention globale de 2500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association HUSTLE PARIS - HP (195673) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « ESPRIT LIBRE JEUNES » (2025_09293/DSP/1000 €) (2025_01140/DDCT_SPV/1500€)

Article 19 : Une subvention globale de 4000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LA CANTINE LE MONDE BOUGE ' CLMB (182772) (14e) pour lui permettre d'assurer ses actions suivantes :

- « La santé et l'inclusion par la cuisine» (2025_01632 /DDCT_SPV/2000€)
- « (Re)tisser le lien de voisinage à la Porte d'Orléans » (2025_01616/DDCT_SPV/2000€)

Article 20 : Une subvention globale de 1500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LA COMPAGNIE A L'AFFUT (9519) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Mon premier Prototype : De la conception au festival » (2025_11437/ DDCT_SPV/1500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant aux projets mentionnés.

Article 21 : Une subvention globale de 1500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LA LIGUE EXTRAORDINAIRE DES AUTEURICES FRANCILIENS (204729) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Mon premier Prototype : De la conception au festival » (2025_02200/DASCO/1500 €)

Article 22 : Une subvention globale de 3000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LA RESSOURCERIE CREATIVE (183590) (14e) pour lui permettre d'assurer ses actions suivantes :

- « Victimes de la mode : c'est fini ! Découverte de l'upcycling et de la mode durable » (2025_02001/DDCT_SPV/1500 €)
- « ALLER VERS... invitation à la culture » (2025_02009/DDCT_SPV/1500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant aux projets mentionnés.

Article 23 : Une subvention globale de 2500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LA SIRENE DE PARIS (180572) (14e) pour lui permettre d'assurer ses actions suivantes :

- « Chanter le Jazz de Nougaro, un Pont entre Générations » (2025_01853/DDCT_SPV/1000 €)
  (2025_10042/DAC/1500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant aux projets mentionnés.

Article 24 : Une subvention globale de 1500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LA TABLE DES MATIERES (184123) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Ateliers de sensibilisation au réemploi, loisirs créatifs et accès à la lecture (5/12ans) » (2025_01519/DASCO/1500 €)

Article 25 : Une subvention globale de 3000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LE MOULIN (16410) (14e) pour lui permettre d'assurer ses actions suivantes :

- « Le Conseil des Parents » (2025_01053/DDCT_SPV/1500 €)
- « CPJ - Construction de Projets avec les Jeunes » (2025_01059/DASCO/1500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant aux projets mentionnés.

Article 26 : Une subvention globale de 9000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LEO LAGRANGE NORD - ILE-DE-FRANCE (185552) (14e) pour lui permettre d'assurer ses actions suivantes :

- « Zik 14 : la fête de la musique par les jeunes et pour tous » (2025_01153/DDCT_SPV/2500 €)
- « Programme Deuxième Souffle » (2025_01161/DDCT_SPV/1000 €)
- « Réappropriation de l'espace public par les habitants - Collectif Porte de Vanves » (2025_01165/DDCT_SPV/2500 €)
- « Des vacances en familles pour tous ! » (2025_01182/DDCT_SPV/1500 €)
- « La danse comme outil de construction citoyenne et d'émancipation des jeunes » (2025_02134/DDCT_SPV/1500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant aux projets mentionnés.

Article 27 : Une subvention globale de 1000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LES DERNIERS NÉS (205934) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Projet ELLS: Escrime Ludique et Lien Social » (2025_02187/DDCT_SPV/1000 €)

Article 28 : Une subvention globale de 1500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LES PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE (19670) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « 2025 - 75 - Paris - Des sciences avec les Petits Débrouillards dans le 14e» (2025_00397/DASCO/1500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant aux projets mentionnés.

Article 29 : Une subvention globale de 4000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LES JARDINS NUMERIQUES (13732) (14e) pour lui permettre d'assurer ses actions suivantes :

- « Café-rue 14e » (2025_02272/DDCT_SPV/2000 €)
- « Ateliers participatifs maintenance reconditionnement informatique 14e » (2025_11325/DPE/2000 €)

Article 30 : Une subvention globale de 4000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association L'OPEN BAR ENTREPRENEURS (204145) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « GRAINE DE GANGSTAPRENEURS - ACCOMPAGNEMENT JEUNES 18-24 A L'ENTREPRENEURIAT » (2025_02351/DDCT_SPV/2000 €) (2025_10482/DAE/2000 €)

Article 31 : Une subvention globale de 7000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association MA PARTITION DE VIE (MPDV) (194136) (14e) pour lui permettre d'assurer ses actions suivantes :

- « Voyage à travers les cultures » (2025_10046/DDCT_SPV/2000
- « Voyage à travers les lectures en français et en langues étrangères » (2025_02265/DDCT_SECA/2000€)
- « Seconde vie pour nos objets du quotidiens et création naturelle de produits » (2025_02258/DPE/2000€)
- « La faune, la flore et l'urbain »(2025_02241/DEVE/1000€)

Article 32 : Une subvention globale de 5000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association O COEUR DE LA RUE (195234) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Le resto» (2025_11332/DDCT_SPV/2500 €) (2025_11333/DEVE/2500 €)

Article 33 : Une subvention globale de 1500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ORCHESTRE DE CHAMBRE DE PARIS (20963) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Le laboratoire musical - projet de découverte et dexpérience avec l'Orchestre de chambre de Paris14 » (2025_11336/DAC/1500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant aux projets mentionnés.

Article 34 : Une subvention globale de 2500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association PARIS LET'S GO « PLG » (199239) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante:

- « Festival multiculturel les foussouleys 2.0 - 2ème edition » (2025_01186/DDCT_SPV/2500 €)

Article 35 : Une subvention globale de 1500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association PIECES A EMPORTER (186219) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Pièces à emporter, spectacle hors les murs Paris 14 » (2025_01032/DDCT_SPV/1500 €)

Article 36 : Une subvention globale de 2000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association RELIEF (13949) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Expression Artistique des seniors sur leur environnement urbain » (2025_01045/DDCT_SPV/2000 €)

Article 37 : Une subvention globale de 1000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association RESEAU MÔM'ARTRE (19394) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Valorisation des quartiers et renforcement du lien social dans les QPV » (2025_11397/DDCT_SPV/1000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant aux projets mentionnés.

Article 38 : Une subvention globale de 1500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association RUGBY CLUB PARIS 15 (304) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « RCP15 - Jour de Rugby - QPV 14 » (2025_10475/DAE/1500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant aux projets mentionnés.

Article 39 : Une subvention globale de 2500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association UP SPORT ! UNIS POUR LE SPORT (186722) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « TIPS (Tandems pour l'Insertion Professionnelle par le Sport) » (2025_10487/DAE/2500 €)

Article 40 : Une subvention globale de 6000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association V.R.A.C. VERS UN RÉSEAU D'ACHAT EN COMMUN PARIS (191806) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- « Apprendre, comprendre et faire ensemble pour sa santé et son quartier: promouvoir le pouvoir d'agir EDL 14 » (2025_10612/DSP/3000 €) (2025_11028/DSP/3000 €)

Article 41 : Une subvention globale de 8500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association YACHAD (39964) (14e) pour lui permettre d'assurer ses actions suivantes :

- « FEMMES SOUS UN AUTRE JOUR : Veille de la fête des mères » (2025_01307/DDCT_SPV/1500 €)
- « SANTE COMMUNAUTAIRE POUR LES FAMILLES MONOPARENTALES » (2025_01313/DDCT_SPV/1000 €) (2025_09296/DSP/1000 €)
- « LA MAISON DE LA PARENTALITE » (2025_10655/DFPE/5000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant aux projets mentionnés.

Article 42 : Les dépenses correspondantes aux projets s'élèvent au total à 120 000 euros et seront imputées aux budgets de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2025, sous réserve de la décision de financement dont :

- 56 500 € de la DDCT-SPV
- 12500 € de la DDCT-SECA
- 7000 € de la DAC
- 8000 € DASCO
- 5000 € DEVE
- 4000 € DPE
- 15000 € de la DSP

- 5000 € de la DFPE
- 7000 € de la DAE

DIRECTION DE LA DEMOCRATIE, DES CITOYEN.NE.S ET DES TERRITOIRES

Service Politique de la Ville

2025 DDCT 111 DAC-DASCO-DSP -DEVE–DPE-DAE Subventions (120 000 euros) à 41 associations pour le financement de 57 projets dans les quartiers politique du 14e arrondissement (2ème enveloppe)

PROJET DE DÉLIBÉRATION

EXPOSÉ DES MOTIFS

La Ville de Paris s'est dotée d'un Pacte parisien pour les quartiers populaires, qui traduit l'ambition de la Ville à « faire plus, faire mieux et faire ensemble » et apporter des réponses concrètes dans chacun des 35 quartiers populaires qui ont été identifiés à partir de 12 indicateurs de vulnérabilité comme nécessitant une intervention renforcée des pouvoirs publics.

Dans le même temps, la Ville de Paris a conclu un contrat de ville avec l'État, les organismes de sécurité sociale (Caf, CNAV, CPAM), la Banque des territoires, les bailleurs sociaux, l'Académie de Paris, l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France, la Préfecture de Police, le Parquet de Paris, France Travail, la Mission locale de Paris, l'EPEC, la Chambre de Commerces et d'Industries de Paris et La Poste. Ces partenaires s'engagent à mettre en œuvre et à soutenir des actions concourant à l'amélioration des conditions de vie des habitantes et des habitants des quartiers politique de la ville, dont la liste de ces derniers est fixée par le décret ministériel n° 2023-1314 du 28 décembre 2023.

Dans ce cadre, la Ville et ses partenaires soutiennent massivement les associations de quartier, formant un réseau de partenaires solide et essentiel, qui agit au quotidien auprès des parisiennes et parisiens les plus fragiles, et qui fait vivre concrètement le lien social et les solidarités de proximité. Chaque année, un appel à projets commun est lancé pour soutenir les actions associatives participant à la réalisation des objectifs du Contrat de Ville. En 2024, plus de 5 millions d'euros des différentes directions de la Ville ont été votés pour soutenir près de 1200 projets associatifs dans les quartiers populaires.

En février, nous avons voté une enveloppe pour un montant global de 16 000 euros et la réalisation de 8 projets en faveur des habitantes et habitants des quartiers prioritaires du 14ème arrondissement.

Aujourd'hui il vous est proposé de voter une deuxième enveloppe pour un montant de 120 000 euros afin de permettre la réalisation de 57 projets.

Les quartiers concernés dans le 14ème arrondissement sont les suivants :

- Didot-Porte de Vanves
- Plaisance-Pernety
- Porte d'Orléans

La programmation proposée sur le 14ème arrondissement s'inscrit dans les priorités du projet de territoire, en tenant compte de l'engagement des associations et de l'ancrage local des projets dans les quartiers concernés.

L’appel à projet Politique de la ville permet donc de soutenir les actions auprès des publics précaires dont les jeunes par l’accompagnement et la valorisation de leurs compétences ainsi que des actions auprès des familles monoparentales et des seniors sur le lien social, la santé ou encore l’insertion. En outre, les actions « d’aller vers » et d’occupation de l’espace public sont à conduire prioritairement en direction des habitants des quartiers populaires, notamment sur le nouveau quartier populaire de la Porte d’Orléans.

Associations	Projets	Reconduction ou nouveau projet	Subvention proposée
ART SOUS X	**Arts visuels jeunes artistes émergents en résidence dans la cité (14e) :** Mise en place d’événements et activités (expositions, résidences, performances, ateliers, actions de médiation culturelle) et création d’un collectif d’artistes.	Reconduction	DDCT SPV : 2000 € DAC : 2000 €
ARTMELE	**Accès au cinéma pour les habitants de Didot Porte de Vanves 2024 :** Séances de cinéma ouvertes à tous dans différentes structures du quartier et en extérieur.	Reconduction	DDCT SPV : 2000 € DDCT SECA : 1500 €
ARZAZOU	**Ateliers intergénérationnels, végétalisation et créations artistiques :** ateliers intergénérationnels de jardinage et de création artistique pour renforcer les liens entre générations et végétaliser les quartiers prioritaires du 14e.	Nouveau projet	DDCT SPV : 1000 €
ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE AFEV	**25 élèves accompagnés vers la lecture dans 5 écoles maternelles du 14ème et 15ème arrondissement :** Accompagnement individuel et ateliers collectifs pour des enfants du quartier repérés par les écoles.	Reconduction	DASCO : 1000 €
ASSOCIATION FLORIMONT	**Accompagnement collectif des associations (13e et 14e) dans leur recrutement et leur développement :** Ateliers collectifs pour partager une expertise RH et renforcer le réseau entre associations.	Reconduction	DDCT SECA : 2500 € DAE : 1000 €
	Net'Ethic (ex Web'écrans) : Ateliers auprès des jeunes et des parents pour échanger sur leurs usages des écrans et d'internet afin d’appréhender les enjeux et risques de ces outils.	Reconduction	DSP : 4000 €
BARRIO 14	**Addict' O Sport :** Ateliers et projets collectifs de prévention santé, activité physique et renforcement de l'estime de soi pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes.	Nouveau projet	DDCT SPV : 1000 € DSP : 1000 €
	Cours d'anglais : Mise en place de cours d’anglais du soir à destination des jeunes de 16 à 25 ans pour renforcer leur employabilité et leur mobilité à l’international.	Nouveau projet	DDCT SPV : 1500 €

CARNETS DU PASSAGE	**Mes mots, tes mots - Atelier d'écriture :** Ateliers mensuels d'écriture intergénérationnels auprès de séniors et jeunes du quartier politique de la ville.	Reconduction	DDCT SECA : 1000 €
CARREFOUR 14	**La rentrée Partagée :** Coordonner les inscriptions des publics souhaitant s'inscrire dans les structures du 14ème proposant de la formation linguistique	Reconduction	DDCT SECA : 1500 €
	LES TERRASSES DIDOT : Animations collectives, notamment des jeux, des ateliers et des repas participatifs, pour encourager la participation citoyenne et la convivialité sur la promenade Jeanne et Paulette Nardal.	Nouveau projet	DDCT SPV : 1000 €
COMPAGNIE A FORCE DE RÊVER	**Jouer sur les mots, un cycle d'atelier de mise en voix à destination d'adultes apprenant le français :** Cycle d'ateliers ludiques pour les apprenants de français langue étrangère, utilisant l'humour et l'art pour explorer la discrimination linguistique et améliorer la maîtrise de la langue à travers des textes d'auteurs francophones.	Nouveau projet	DDCT SPV : 1000 €
COMPAGNIE LES ÉCRIÉS	**Bar à Lectures :** Lectures d'histoires par des comédiens en tête à tête sur l'espace public.	Reconduction	DDCT SECA : 2000 € DAC : 2000 €
COOPERATIVE D ACTIVITES ET D EMPLOI - COOPERATIVE DE LIAISONS DES ACTIVITES ET DES RESSOURCES ARTISTIQUES	**Faire Patrimoine - (Re)découverte du vitrail :** Cycle intergénérationnel autour du vitrail, incluant des visites culturelles, des ateliers créatifs et un séjour à Troyes, avant une exposition publique pour valoriser les créations des participants.	Nouveau projet	DDCT SPV : 1000 €
DIXLESIC AND CO	**MANIFESTES des Quartiers - RDV INTER-G aux Institutions :** Réalisation de manifestes par les habitants de tout âge et présentation dans des institutions emblématiques. Une plateforme numérique sera également créée pour diffuser des textes sous forme de podcasts.	Nouveau projet	DDCT SPV : 1500 €
ETOILE ET COMPAGNIE	**Interroger et accompagner les adolescents du QPV Didot-Vanves sur la Laïcité avec le théâtre Forum :** Ateliers théâtre-forum pour adolescents sur les questions de laïcité qui amènent à des échanges, l'écriture et la représentation théâtrale.	Reconduction	DDCT SPV : 1000 €
ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE	**Un vélo pour 10 ans :** Permettre aux enfants issus du quartier populaire de bénéficier d'un vélo d'occasion offert évolutif jusqu'à 10 ans et être accueillis et	Reconduction	DDCT SPV : 1500 €

	accompagnés à l'atelier pour apprendre à entretenir et réparer leur vélo.		DASCO : 1000 €
FEMME D'AUJOURD'HUI - FDA	**LA BONNE ASSIETTE :** Actions d'aller vers prenant la forme d'ateliers et de transmission d'outils pédagogiques pour les populations les plus éloignées des messages de prévention santé.	Nouveau projet	DSP : 2000 € DEVE: 1500 €
FIGURES DU XIVE ARRONDISSEMENT PARIS	**Participation à l'éducation citoyenne des jeunes en difficulté dans les quartiers sensibles :** création de films et portraits d'habitants du 14ème avec des jeunes dans le but d'apprendre les techniques de réalisation vidéo et d'illustration graphique.	Nouveau projet	DDCT SPV : 1500 €
FLORA TRISTAN LA REGIE DE QUARTIER DU 14EME	**Redonner vie à la rue Paradol :** Collectif composé d'associations, institutionnels et habitants coordonné par la Régie14, organisant 4 fêtes de quartier / an sur la rue Paradol.	Reconduction	DDCT SECA : 2000 €
HUSTLE PARIS - HP	**ESPRIT LIBRE JEUNES :** créer un espace sécurisé pour l'expression, l'échange et le soutien émotionnel, avec des groupes de parole, des ateliers de sensibilisation tout en formant les jeunes à devenir des relais de sensibilisation auprès de leurs pairs.	Nouveau projet	DDCT SPV : 1500 € DSP : 1000 €
LA CANTINE LE MONDE BOUGE ' CLMB	**La santé et l'inclusion par la cuisine :** Ateliers de cuisine hebdomadaires à destination de seniors, femmes et jeunes pour cuisiner des plats sains et durables.	Nouveau projet	DDCT SPV : 2000 €
	(Re)tisser le lien de voisinage à la Porte d'Orléans : Créer des habitants relais de proximité autonomes dans chaque cage d'escalier qui auront pour but de favoriser les échanges entre voisins et informer sur les ressources des quartiers.	Nouveau projet	DDCT SPV : 2000 €
LA COMPAGNIE A L'AFFUT	**Le Théâtre Outil - Dynamiser les quartiers du 14ème et 15ème grâce au spectacle vivant :** Actions sur l'espace public afin de favoriser des rencontres intergénérationnelles, en proposant des activités culturelles, des ateliers musicaux et des spectacles autour des valeurs de respect et d'égalité.	Reconduction	DDCT SPV : 1500 €
LA LIGUE EXTRAORDINAIRE DES AUTEURICES FRANCILIENS	**Mon premier Prototype - De la conception au festival :** Conception de jeux de société avec une classe de CM2 du le quartier Didot/Porte de Vanves et organisation du 2ème festival de jeux en mai 2025, mettant en avant les métiers du jeu.	Nouveau projet	DASCO :1500 €
LA RESSOURCERIE CREATIVE	**ALLER VERS... invitation à la culture :** Permanences hebdomadaires pour présenter et accompagner les habitants du quartier de la Porte d'Orléans à des	Nouveau projet	DDCT SPV : 1500 €

	sorties culturelles gratuites, en partenariat avec des institutions locales.		
	Victimes de la mode : c'est fini ! Découverte de l'upcycling et de la mode durable : Sensibiliser les jeunes du quartier de la Porte d'Orléans à la transition écologique dans la mode, en leur proposant des ateliers créatifs sur le réemploi textile, l'upcycling et le stylisme.	Nouveau projet	DDCT SPV : 1500 €
LA SIRENE DE PARIS	**Chanter le Jazz de Nougaro, un Pont entre Générations :** Ateliers de pratique artistique et de coaching musical à destination des habitants du quartier et en lien avec les différents acteurs culturels, socio-culturels et éducatifs.	Reconduction	DDCT SPV : 1000 € DAC : 1500 €
LA TABLE DES MATIERES	**Ateliers de sensibilisation au réemploi, loisirs créatifs et accès à la lecture (5/12ans) :** 10 ateliers de sensibilisation au réemploi et à l'économie circulaire pour les enfants, combinant activités créatives et séances de lecture pour encourager l'expression écrite et orale.	Nouveau projet	DASCO : 1500 €
LE MOULIN	**CPJ - Construction de Projets avec les Jeunes :** Ateliers et permanences bimensuelles pour développer les compétences des jeunes de 11 à 25 ans dans la création de projets individuels et collectifs.	Nouveau projet	DASCO : 1500 €
	Le Conseil des Parents : Ateliers thématiques et activités collectives pour renforcer le lien entre parents et accompagner les projets collectifs.	Nouveau projet	DDCT SPV : 1500 €
LEO LAGRANGE NORD - ILE-DE-FRANCE	**Réappropriation de l'espace public par les habitants - Collectif Porte de Vanves :** Ateliers de réflexion et de création autour de l'espace urbain pour favoriser le développement des usages avec la construction de mobilier urbain éphémère, la réalisation de fresques dans le but d'une réappropriation de l'espace public par les habitants.	Reconduction	DDCT SPV : 2500 €
	La danse comme outil de construction citoyenne et d'émancipation des jeunes : Ateliers danse pour les 12-25ans et mise en place d'actions solidaires et intergénérationnelles afin d'organiser un chantier international d'échange interculturel par la danse.	Nouveau projet	DDCT SPV : 1500 €
	Des vacances en familles pour tous : Renforcer l'accès aux vacances, par l'organisation de séjours, de sorties et informer des aides aux départs.	Nouveau projet	DDCT SPV : 1500 €
	Programme Deuxième Souffle : Pratique d'une activité physique régulière par des séances hebdomadaires, des marches urbaines et des stages, pour prévenir la	Reconduction	DDCT SPV : 1000 €

	sédentarité chez des seniors en situation de précarité.		
	Zik 14 - la fête de la musique par les jeunes et pour tous : Organisation de la fête de la musique par les jeunes avec une 1ère partie destinée à un public familial et une seconde partie à destination des jeunes.	Reconduction	DDCT SPV : 2500 €
LES DERNIERS NÉS	**Projet ELLS - Escrime Ludique et Lien Social :** Entre 10 et 15 initiations ludiques à l'escrime sont proposées à l'ensemble des associations dédiées à l'accompagnement des jeunes.	Nouveau projet	DDCT SPV : 1000 €
LES JARDINS NUMERIQUES	**Café-rue 14e :** Actions d'information, de communication et d'échanges conviviaux pour les habitants sur l'espace public en lien avec les associations des quartiers en politique de la ville.	Reconduction	DDCT SPV : 2000 €
	Ateliers participatifs maintenance reconditionnement informatique : Ateliers gratuits de maintenance et de reconditionnement informatique pour former les jeunes décrocheurs.	Nouveau projet	DPE : 2000 €
LES PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE	**Des sciences avec les Petits Débrouillards dans le 14e :** Ateliers de vulgarisation scientifique à destination des enfants.	Reconduction	DASCO : 1500 €
L'OPEN BAR ENTREPRENEURS	**GRAINE DE GANGSTAPRENEURS - ACCOMPAGNEMENT JEUNES 18-24 A L'ENTREPRENEURIAT :** Accompagnement personnalisé de jeunes pour développer des projets, avec un focus sur l'entrepreneuriat.	Nouveau projet	DDCT SPV : 2000 € DAE : 2000 €
MA PARTITION DE VIE (MPDV)	**Voyage à travers les cultures :** Atelier de découverte culturelle et culinaire, et sorties organisées avec les habitants pour découvrir les monuments historiques, des pièces, des musées, de l'opéra, ou des concerts.	Reconduction	DDCT SPV : 2000 €
	Seconde vie pour nos objets du quotidiens et création naturelle de produits : Atelier bimensuel permettant de récupérer les déchets du quotidien et de les valoriser pour leur donner une seconde vie.	Reconduction	DPE : 2000 €
	Voyage à travers les lectures en français et en langues étrangères : Ateliers de lectures bilingues (anglais, espagnol, italien...) avec les jeunes et des sorties culturelles.	Reconduction	DCCT SECA : 2000 €
	La faune, la flore et l'urbain : Le projet vise à encourager l'observation et la découverte des animaux et végétaux dans l'environnement proche. Il permet de comprendre comment des animaux parfois sauvages cohabitent avec l'activité humaine et ses	Reconduction	DEVE : 1000€

	infrastructures.		
O COEUR DE LA RUE	**Le Resto :** Local associatif en cœur de quartier QPV visant à donner accès, à une alimentation durable aux personnes en situation de précarité grâce notamment à la mobilisation des jeunes et des habitants.	Nouveau projet	DDCT SPV : 2500 € DEVE : 2500 €
ORCHESTRE DE CHAMBRE DE PARIS	**Le laboratoire musical - projet de découverte et d'expérience avec l'Orchestre de chambre de Paris :** Favoriser l'accès à la musique pour les habitants de la Porte d'Orléans en organisant des ateliers d'initiation musicale intergénérationnelle et participative.	Nouveau projet	DAC : 1500 €
PARIS LET'S GO « PLG »	**Festival multiculturel les foussouleys 2.0 - 2ème edition :** Festival multiculturel de musique et danse pour et par les jeunes avec un forum de sensibilisation et de prévention sur les addictions, la santé mentale, la lutte contre les IST, et la lutte contre le harcèlement scolaire et de rue.	Nouveau projet	DDCT SPV : 2500 €
PIECES A EMPORTER	**Pièces à emporter, spectacle hors les murs:** Représentations artistiques pluridisciplinaires sur l'espace public ou dans des structures du territoire.	Reconduction	DDCT SPV : 1500 €
RELIEF	**Expression Artistique des seniors sur leur environnement urbain :** Accompagner un groupe de seniors isolés dans la réalisation d'un projet artistique visant à créer des cartes postales personnalisées qui refléteront leur expérience du quartier.	Reconduction	DDCT SPV : 2000 €
RESEAU MÔM'ARTRE	**Valorisation des quartiers et renforcement du lien social dans les QPV :** Animer les quartiers en développant des actions dans l'espace public, contribuant à l'embellissement du cadre de vie et encourageant les habitants à mieux connaître et s'approprier leur quartier.	Reconduction	DDCT SPV : 1000 €
RUGBY CLUB PARIS 15	**RCP15 - Jour de Rugby :** Journées de découverte du rugby dans les Quartiers Prioritaires, avec des initiations, des animations festives pour promouvoir les valeurs du sport.	Nouveau projet	DAE : 1500 €
UP SPORT ! UNIS POUR LE SPORT	**TIPS (Tandems pour l'Insertion Professionnelle par le Sport) :** Programme de parrainage intergénérationnel afin de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes éloignés de l'emploi, grâce à des tournois sportifs et un accompagnement personnalisé pour le développement de projets professionnels.	Nouveau projet	DAE : 2500 €
V.R.A.C. VERS UN RÉSEAU D'ACHAT EN COMMUN PARIS	**Apprendre, comprendre et faire ensemble pour sa santé et son quartier - promouvoir le pouvoir d'agir :** Formations, ateliers culinaires participatifs et séances de travail collectives afin de promouvoir une	Nouveau projet	DSP - promotion de la santé : 3000€

	alimentation saine et durable dans les QPV en impliquant les habitants dans les décisions sur l'approvisionnement en agroécologie.		DSP - santé environnementale : 3000€
YACHAD	**SANTE COMMUNAUTAIRE POUR LES FAMILLES MONOPARENTALES :** Ateliers pratiques en nutrition, séances de sport, et actions de soutien à la santé mentale pour améliorer la santé globale des participants et renforcer les liens sociaux et la solidarité.	Nouveau projet	DDCT SPV : 1000 € DSP : 1000€
	LA MAISON DE LA PARENTALITE : Lieu mutualisé mis à disposition d'autres associations afin de contribuer à la promotion de la parentalité. Des ateliers ponctuels et instants relais seront également proposés, offrant aux parents des moments de décompression.	Nouveau projet	DFPE : 5000 €
	FEMMES SOUS UN AUTRE JOUR : Veille de la fête des mères : Événement à destination des femmes du quartier proposant des activités de bien-être, des expositions et échanges.	Reconduction	DDCT SECA : 1500 €
Total	**120 000 €** (dont 56 500 DDCT SPV)		

Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir délibérer.

La Maire de Paris

DIRECTION DE LA DEMOCRATIE, DES CITOYEN.NE.S ET DES TERRITOIRES
Service Politique de la Ville

2025 DDCT 117 - DAC - DAE - DASCO - DEVE - DJS - DSOL - DSP - Soutenir et sécuriser 69 associations pour le financement de 120 projets en Conventions Pluriannuelles d'Objectifs (CPO) dans les quartiers politique de la ville parisiens (763 965 euros)

Mme Melody TONOLLI, rapporteure

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son Article L2511-14 ;
Vu le contrat de Ville voté le 10 juillet 2024 pour une durée de cinq ans (2024 - 2030) ;
Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris soumet à son approbation les modalités d'attribution de subventions de fonctionnement et d'investissement à différentes associations œuvrant pour la Politique de la Ville ;
Vue la délibération 2024 DDCT 65, par laquelle il autorise Madame la Maire de Paris à signer le contrat de ville parisien 2024-2030 ;
Vue la délibération 2024 DDCT 100, par laquelle il adopte la carte parisienne des quartiers populaires 2024-2030 ;

Vu l'avis du Conseil du 10ème arrondissement de Paris en date du
Vu l'avis du Conseil du 11ème arrondissement de Paris en date du
Vu l'avis du Conseil du 13ème arrondissement de Paris en date du
Vu l'avis du Conseil du 14ème arrondissement de Paris en date du
Vu l'avis du Conseil du 17ème arrondissement de Paris en date du
Vu l'avis du Conseil du 18ème arrondissement de Paris en date du
Vu l'avis du Conseil du 19ème arrondissement de Paris en date du
Vu l'avis du Conseil du 20ème arrondissement de Paris en date du

Sur le rapport présenté par Mélody TONOLLI, au nom de la 5ème commission,
Patrick BLOCHE, au nom de la 6ème commission,
Anne-Claire BOUX, Léa FILOCHE et Jean-Luc ROMERO-MICHEL au nom de la 4ème commission,
Afaf GABELOTAUD au nom de la 1ere commission,
Audrey PULVAR, Christophe NAJDOVSKI au nom de la 8ème commission,
Carine ROLLAND au nom de la 2ème commission
Anouch TORANIAN et Pierre RABADAN au nom de la 7ème commission.
Lamia El AARAJE au nom de la 5ème commission

Délibère,

Article 1 : Une subvention globale de 29000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ACCUEIL LAGHOUAT (7626) (18e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :
- Renouv. CPO : Accompagner à la transition numérique pour garantir l'accès et le maintien des droits (2025_00988/DDCT SPV/4500 € et 2025_10921/DSOL/1000 €)

- Renouv CPO : des ateliers linguistiques pour accompagner vers l'insertion sociale et professionnelle (2025_00989/DDCT SPV/7000 €, 2025_02539/DDCT SEII/4000 € et 2025_11114/DSOL/8500 €)
- Renouv. CPO : Un service global de domiciliation administrative e médiation pour l'accès aux droits (2025_02540/DDCT SEII/4000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 2 : Une subvention globale de 4000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association AMICALE DAX (10585) (18e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :
- CPO LCD GENERATION (2025_00494/DDCT SPV/4000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 3 : Une subvention globale de 8500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ANTANAK (183663) (18e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :
- NOUVELLE CPO - APPROPRIATIONS NUMÉRIQUES (2025-2027) (2025_00510/DDCT SPV/8500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 4 : Une subvention globale de 6000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ARBP - ASSOCIATION RUNGIS BRILLAT PEUPLIERS (6381) (13e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :
- CPO Passerelle Citoyenne (2025_00082/DDCT SECA/2000 €)
- CPO Elan Culturel pour la réussite éducative (2025_02715/DDCT SPV/2000 €)
- CPO Ateiers des savoirs (2025_02716/DDCT SECA/2000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 5 : Une subvention globale de 17500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ART EXPRIM 18EME (9971) (18e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :
- CPO : Interventions artistiques participatives dans les quartiers politiques de la ville (2025_11116/DDCT SPV/12000 € et 2025_11117/DAC/5500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 6 : Une subvention globale de 5000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ARTAXE (186505) (13e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :
- Gym Douce pour les femmes 75013 (2025_00778/DDCT SPV/2000 €, 2025_09284/DSP/2000 € et 2025_10813/DJS/1000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 7 : Une subvention globale de 69000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE AFEV (19603) (13e, 18e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- CPO - Accompagner vers la lecture 50 élèves des quartiers Poissonniers et Goutte d'Or (2025_01030/DDCT SPV/4000 € et 2025_11123/DASCO/1000 €)
- S'engager et vivre une expérience étudiante réussie : 700 étudiant.es engagé.es dans les quartiers ! (2025_01453/DAE/50000 €)
- Kaps à Paris : actions solidaires d'étudiants engagés vers les habitants des quartiers populaires (2025_10817/DDCT SPV/4000 €, 2025_11121/DDCT SECA/2000 €, 2025_11120/DDCT SPV/6000 € et 2025_10818/DDCT SECA/2000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 8 : Une subvention globale de 6000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ASSOCIATION JEUNESSE EDUCATION (15565) (20e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :
- Lutte contre le décrochage scolaire pour collégiens et lycéens- axes 4 (2025_01663/DDCT SPV/2000 €)
- Remobilisation et construction du projet professionnel-axe 1 (2025_01666/DAE/1500 €)
- Co-construction et accompagnement d'un groupe d'étudiants - axe 2 (2025_01668/DAE/2500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 9 : Une subvention globale de 4500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ASSOCIATION POUR LA GESTION D'ESPACES TEMPORAIRES ARTISTIQUES (AGETA) (89541) (18e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :
- Renouvellement de CPO : Fabrique ton Festival (2025_10965/DDCT SPV/4500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 10 : Une subvention globale de 2000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ATELIER DES EPINETTES ADE (1062) (17e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :
- ADE_CPO_FEC (2025_01822/DDCT SPV/2000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 11 : Une subvention globale de 29500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association CENTRE ALPHA CHOISY (9865) (13e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :
- CPO-Français d'insertion sociale 2025 (2025_01538/DDCT SPV/1500 €, 2025_11394/DSOL/8000 €)
- CPO Mutualisation 2025 (2025_01542/DDCT SPV/4500 €, 2025_07742/DDCT SEII/6500 €)
- CPO Médiation sociale 2025 (2025_01560/DDCT SPV/2000 €, 2025_10703/DSOL/7000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 12 : Une subvention globale de 4500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association CIE BOUCHE A BOUCHE (12107) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :
- CPO : Les habitants porteur d'histoire // Volet 3 : Les Apaches (2025_01355/DDCT SPV/3000 € et 2025_11370/DAC/1500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 13 : Une subvention globale de 4000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association CLICHES URBAINS (12649) (19e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :
- CPO _ EXPOSITIONS (animations visuelles) (2025_01514/DDCT SPV/1500 €, 2025_10230/DDCT SECA/1500 € et 2025_10231/DAC/1000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 14 : Une subvention globale de 20500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association COLLECTIF CAFE CULTURE CUISINE (COLLECTIF 4C) (185029) (18e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :
- LA SOUPE AUX CAILLOUX et ses déclinaisons autour de la nutrition dans l'espace public (2025_01328/DDCT SPV/2500 €)
- LES INTERVENTIONS CULINAIRES DU 4C : ateliers découverte, visites/conférences, conseils (2025_01363/DDCT SPV/2500 €, 2025_09305/DSP/1000 €, 2025_11153/DEVE/3000 €)
- CUISINE COMMUNE (2025_01392/DDCT SPV/1000 €, 2025_11154/DEVE/2000 €)
- Remobilisation des personnes éloignées de l'emploi par le biais d'actions culinaires (2025_01464/DDCT SPV/2500 €, 2025_10477/DAE/2000 €)
- Ateliers nutrition du 4C : comment bien manger et préserver son capital santé (2025_09306/DSP/2000 € et 2025_11155/DEVE/2000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 15 : Une subvention globale de 5500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association COLLECTIF INDEPENDANT DES LOCATAIRES DE LA RESIDENCE DE TANGER (CIRT) (114641) (19e, 20e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- 2025-Contribuer et accroître le lien social et le cadre de vie dans la cité et dans le quartier Riqu (2025_01102/DDCT SPV/2000 €)
- 2025-Favoriser l'épanouissement des enfants de 6 à 15 ans de la cité Tanger (2025_01155/DDCT SPV/3500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 16 : Une subvention globale de 11000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association COMPAGNIE A FORCE DE RÊVER (12025) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :
- CPO SPV- Compagnie à force de rêver - Le Laboratoire à Théâtre - Jeunes en difficulté et handicapés (2025_02104/DDCT SPV/4500 €, 2025_11377/DSOL/3000 €, 2025_11379/DASCO/2000 €, 2025_11380/DAC/1500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 17 : Une subvention globale de 6000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association COMPAGNIE LA DEFERLANTE (13065) (19e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CPO - Causeries citoyennes, expression théâtrale et lecture sur le thème de l'égalité femmes-hommes (2025_00648/DDCT SPV/5000 € et 2025_10233/DAC/1000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 18 : Une subvention globale de 10000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association CROISÉE DES LANGUES (200993) (13e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :
- Au coeur de Kellermann : linguistique et parentalité (2025_01427/DDCT SPV/3000 €, 2025_10737/DSOL/1000 €)
- Au coeur de Kellermann : vie associative et citoyenne et implication intergénérationnelle (2025_10705/DDCT SPV/3000 €, 2025_10706/DDCT SECA/3000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 19 : Une subvention globale de 6500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association CULTURE PRIORITAIRE (173521) (17e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CPO - Egalité des chances dans le 17ème ar. : culture générale et culture des métiers (2025_01992/DDCT SPV/6500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 20 : Une subvention globale de 2000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association DEBROUILLE COMPAGNIE (5166) (13e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- Le 13ème Récup' (2025_02068/DDCT SPV/2000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 21 : Une subvention globale de 3000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association DES CRIS DES VILLES (196554) (20e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- A la reconquête de l'espace public : ville inclusive et hospitalière aux Amandiers (2025_01831/DDCT SPV/3000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 22 : Une subvention globale de 7500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association DOUBLE FACE (64361) (20e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- CPO SPV-2024-DAVOUT à NOUS, un média dans le quartier de La Tour du Pin (2025_00980/DDCT SPV/2500 €) (2025_09914/DAC/2000 €)
- CPO-SPV- 2025-Objets réinventés Découverte des arts plastiques et sensibilisation à l'environnement (2025_01044/DDCT SPV/3000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 23 : Une subvention globale de 13500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ECHOMUSEE (10827) (18e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CPO SPV - Galerie Echomusée tiers-espace d'initiatives culturelles- PV (2025_01276/DDCT SPV/7500 €, 2025_11158/DAC/4000 €, 2025_11159/DDCT SECA/2000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 24 : Une subvention globale de 2000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ENSEMBLE ET SOLIDAIRES-UNION NATIONALE RETRAITES ET PERSONNES ÂGÉES-FÉDÉRATION DE PARIS (21175) (20e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- Ateliers nutrition santé intergénérationnels EDL 20 (2025_10610/DSP/2000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 25 : Une subvention globale de 8000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ESPOIRS 19 (EP 19) (18096) (19e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- CPO SPV - Atelier de football de mercredi, samedi, dimanche et sorties (2025_01765/DDCT SPV/4000 €)
- CPO SPV TOURNOI DE FOOT (2025_01766/DDCT SPV/2000 € et 2025_10234/DJS/2000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 26 : Une subvention globale de 3000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ESPRIT, SAVOIR, SPORT ET EQUITE - E.S.S.E. (174421) (19e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CPO-2024-Sport et Estime de Soi (2025_01387/DJS/3000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 27 : Une subvention globale de 3000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ÉTONNANT CINÉMA (187708) (10e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CPO - Mon petit cinéma (2025_01325/DDCT SPV/1500 € et 2025_10346/DAC/1500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 28 : Une subvention globale de 1000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association FABRICATION MAISON (15446) (19e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CHANTIER GRAPHIQUE - CHAUFOURNIERS (2025_10362/DAC/1000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 29 : Une subvention globale de 9000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association FRANCOPHONIE ET CULTURES PARTAGEES FCP (11127) (11e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- CPO Familles du Quartier: sorties culturelles et rencontres festives (2025_02308/DDCT SPV/2500 €)
- CPO Femmes du Quartier , accès aux droits et à la santé (2025_02323/DDCT SPV/3000 €, 2025_09282/DSP/2000 €)
- CPO accompagnement à la scolarité primaire et collège (2025_02340/DSOL/1500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 30 : Une subvention globale de 7500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association GABY SOURIRE (1188) (18e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CPO - QUAND UNE COMPAGNIE DE THEATRE S'INVITE DANS VOTRE IMMEUBLE (2025_01956/DDCT SPV/4500 €, 2025_11166/DAC/2000 € et 2025_11168/DDCT SECA/1000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 31 : Une subvention globale de 10000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association GROUPE D'AIDE ETHNOPSYCHOLOGIQUE CHARLES HERMITE GAEP (19916) (18e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- Accompagnement des enfants de familles migrantes en difficulté d'intégration scolaire. (2025_00977/DDCT SPV/6000 € et 2025_09309/DSP/4000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 32 : Une subvention globale de 4500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association GROUPE D'ENTRAIDE REGIONAL POUR MIEUX APPRENDRE ENSEMBLE (12005) (13e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- GERMAE - ATELIERS DE COMMUNICATION ORALE ET ECRITE POUR ADULTES IMMIGRES - GERMAE PARIS 13ème (2025_01641/DDCT SPV/1000 €, 2025_02597/DSOL/2500 € et 2025_11363/DDCT SEII/1000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 33 : Une subvention globale de 12500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association HALAYE (184696) (18^{e}, 19e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- CPO Cafés Débats Numériques 19e (2025_00907/DDCT SPV/1000 €)
- Permanences Numériques 18e (2025_00908/DDCT SPV/3000 €)
- CPO Cafés Débats Numériques 18e (2025_10616/DDCT SPV/1500 €)
- CPO Paris Pieds d'Immeuble Numériques QPV parisiens (2025_10978/DDCT SPV/2500 € et 2025_11170/DDCT SECA/2000 €)
- Permanences Numériques 19e (2025_11179/DDCT SPV/2500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 34 : Une subvention globale de 8500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association KASBAH-SUR-SCENE (111742) (19e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- CPO : CREATION et PARCOURS RYTHMIQUE et MUSICAL (Music-Halls Jrs) (2025_02368/DDCT SPV/4000 €, 2025_10236/DAC/2000 €)
- CPO : « Passer'Elles » : Femmes-Mémoire-Culture-Intégration (2025_02430/DDCT SPV/1500 €, 2025_10237/DAC/1000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 35 : Une subvention globale de 1500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association KORHOM (47682) (19e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CPO 2024-2026 - Programme de formation (2025_10495/DASCO/1500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 36 : Une subvention globale de 7000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association KTHA COMPAGNIE (20192) (20e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- Projet de Transformation Temporaire de la rue des Amandiers (PTT) (2025_02282/DDCT SPV/3000 €, 2025_09977/DAC/2000 €)
- La ZEF - Zone d'Expérimentations Facilitées, projet du BEA-BA (2025_02293/DDCT SPV/2000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 37 : Une subvention globale de 13500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LA BANDE À GODOT (106661) (18e, 19e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- CPO Moi, mon quartier, ma ville : atelier annuel parole théâtre improvisation (2025_01656/DDCT SPV/2000 €, 2025_10238/DAC/1500 €)
- CPO Nous Sommes Tous des Acteurs stage nomade de parole, improvisation, théâtre / thème Egalité F/H (2025_01724/DDCT SPV/5000 €)
- CPO Moi, mon quartier, ma ville : atelier annuel parole théâtre improvisation 18e (2025_11189/DDCT SPV/3000 €, 2025_11192/DAC/2000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 38 : Une subvention globale de 5000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LA COMPAGNIE A L'AFFUT (9519) (13e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- Femme / Homme: lutter contre les inégalité et les violences faites aux femmes dans le 13 et le 14ème (2025_01874/DDCT SPV/2000 €)
- le théâtre outil d'éducation et de socialisation pour les enfants (2025_02030/DDCT SPV/1000 €, 2025_10757/DASCO/2000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 39 : Une subvention globale de 7500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LA COMPAGNIE DES REVES AYEZ (158521) (18e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CPO LES JEUNES DU 7EME ART 2024 (2025_02232/DDCT SPV/5500 € et 2025_11202/DAC/2000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 40 : Une subvention globale de 6000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LA FABRIQUE DES PETITS HASARDS (11246) (17e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- CPO THÉÂTRE ET PROXIMITÉ INTERGÉNÉRATIONNEL ET CITOYENNETÉ-CRÉER DU LIEN SOCIAL AUTOUR D'UN PROJET (2025_00987/DDCT SPV/3000 €)
- CPO - LE THÉÂTRE COMME OUTIL DE PAROLE ET RÉUSSITE SCOLAIRE AU LYCÉE - MIXITÉ - CULTURE ET CITOYENNE (2025_02099/DDCT SPV/3000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 41 : Une subvention globale de 20000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LA FABRIQUE DOCUMENTAIRE (138941) (20e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- CINÉ-JARDINS 2025 : Festival de cinéma en plein air et d'écologie (11e édition) (2025_02034/DEVE/11000 €)
- Festival Ciné-Voisins 2025 (2025_09915/DDCT SPV/4000 €, 2025_09916/DAC/2000 € et 2025_09917/DDCT SECA/2000 €)
- Cinéma dans mon Quartier Pyhton-Duvernois/Aretha Franklin - Séverine - Square d'Amiens (2025_09918/DAC/1000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 42 : Une subvention globale de 21200 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LA SIERRA PROD (8462) (18e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- CPO ATELIERS DE CRÉATION ARTISTIQUE AUDIOVISUELLE ET MUSICALE (2025_02027/DDCT SPV/4000 €, 2025_11208/DAC/5000 €, 2025_11209/DASCO/1000 €)
- CPO Accompagnement de projets (2025_02031/DDCT SPV/5000 €)

- CPO ATELIERS D'ÉDUCATION AUX MÉDIAS ET AUX IMAGES (2025_11203/DDCT SECA/1500 €, 2025_11204/DASCO/1500 € et 2025_11205/DAC/3200 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 43 : Une subvention globale de 4000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LABOMATIQUE (3521) (19e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CPO - Actions socioculturelles à Chaufourniers et Stalingrad-Riquet (2025_01334/DDCT SPV/4000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 44 : Une subvention globale de 2000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association L'AIRE A MOTS (12366) (10e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- CPO : ASL/FLE/ALPHA Ateliers socio-linguistiques un accompagnement linguistique, numérique, culturel (2025_02542/DDCT SEII/1000 €)
- Atelier ré-créatif d'écriture inventive, d'arts plastiques,visuels (enfants6-11 ans): objectif livre (2025_11423/DAC/1000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 45 : Une subvention globale de 2000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LE MARCHE SOLIDAIRE (29141) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CPO Atelier cuisine (2025_01026/DDCT SPV/1000 € et 2025_09294/DSP/1000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 46 : Une subvention globale de 17900 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LE PICOULET - MISSION POPULAIRE XIE (8561) (11e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- CPO - FETE DE QUARTIER BELLEVILLE FONTAINE AU ROI (2025_01557/DDCT SPV/2000 €)
- CPO: Santé à tout âge (2025_01567/DDCT SPV/1000 €)
- CPO: Pour la culture accessible à tou.te.s (2025_01595/DDCT SPV/4000 €)
- DJS-DPMP-DDCT: CPO CS- Education Populaire au service des jeunes et coordination VVV (2025_05033/DDCT SPV/7500 €)
- CPO: Rue aux enfants, Rue pour tou.te.s (2025_11360/DDCT SPV/3400 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 47 : Une subvention globale de 10250 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LE TATOU THEATRE (188946) (14e, 18e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- CPO : théâtre et témoignages (2025_01702/DDCT SPV/2500 €, 2025_07748/DDCT SEII/1000 €)

- CPO : Conté-Partagé 14e (2025_01708/DDCT SPV/2500 €, 2025_11193/DAC/750 €)
- CPO : Conté-Partagé 18e (2025_11196/DDCT SPV/2500 €, 2025_11197/DAC/1000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 48 : Une subvention globale de 3000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LES ENFANTS DU CAP-VERT (182059) (20e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :
- CPO SPV - Atelier de bien-être et de lien social (2025_01178/DDCT SPV/3000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 49 : Une subvention globale de 12500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LES MEDIATEURS ET LES MEDIATRICES DU 20 EME "LES MEDIATEURS ET MEDIATRICES SOCIAUX ET CULTURELLES" (184803) (20e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- CPO DSOL: 2025 - accès aux droits -lien social-réseau interculturel (2025_01082/DDCT SPV/3000 €, 2025_07971/DDCT SEII/1000 € et 2025_11151/DSOL/5000 €)
- 2025 - Cours de Français en alphabétisation et à visée professionnelle pour public en difficulté (2025_02688/DDCT SPV/1500 € et 2025_07750/DDCT SEII/2000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 50 : Une subvention globale de 8500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LES PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE (19670) (18e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- 2025 - 75 - Paris - Des sciences avec les Petits Débrouillards sur Les Portes du 18e (2025_00399/DDCT SPV/8500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 51 : Une subvention globale de 6500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LIFI - L'IMPROVISATION THÉÂTRALE - LIGUE FRANÇAISE D'IMPROVISATION / ÉGALEMENT SURNOMMÉE : LA LIGUE D'IMPRO (18265) (19e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- Confiance Emploi Improvisation (2025_00780/DDCT SPV/2500 € et 2025_10239/DAE/4000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 52 : Une subvention globale de 9500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association L'INTESTINE (185529) (18e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CPO 2025-POL-VILLE-La Permanence Chorégraphique Vivre les espaces publics et sociaux depuis la danse (2025_01922/DDCT SPV/4500 € et 2025_11225/DAC/5000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 53 : Une subvention globale de 2500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association MAMANS ASSOCIATION GRANGES AUX BELLES (193733) (10e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CPO Les mamans au service des habitants (2025_01730/DDCT SPV/1000 € et 2025_10223/DDCT SECA/1500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 54 : Une subvention globale de 7000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association MIGRANTS PLAISANCE (18119) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CPO MIGRANTS PLAISANCE (2025_00658/DDCT SPV/3000 € et 2025_10871/DSOL/4000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 55 : Une subvention globale de 9000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association PARABOLE (12385) (19e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- Français langue étrangère, alphabétisation et sensibilisation à la culture française (2025_01643/DSOL/2500 € et 2025_02606/DDCT SEII/1500 €)
- Parabole Solidarité Loisirs (2025_01648/DDCT SPV/3000 €)
- Assistance administrative, sociale et juridique à destination des migrants et habitants des QPV (2025_02605/DDCT SEII/2000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 56 : Une subvention globale de 4000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association PETITS FRERES DES PAUVRES - ASSOCIATION DE GESTION DES ETABLISSEMENTS PFP-AGE (186757) (13e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CPO - 2025 : Soutenir l'action du café social T-Kawa - activités manuelles et espace de lien social (2025_01661/DDCT SPV/4000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 57 : Une subvention globale de 9000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association PIECES MONTEES (13286) (20e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- CPO Pièces-montées - ateliers artistiques et médiation culturelle aux portes du 20e (2025_01942/DDCT SPV/4000 € et 2025_09920/DAC/3000 €)
- Femmes, Vie, Sciences, Egalité : animation sociale et culturelle de l'espace public QPV Portes 20e (2025_09921/DDCT SECA/2000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 58 : Une subvention globale de 2500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association RAPTZ RAPPORTEUZ (183594) (18e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CPO- Habitants de tous âges. Reporters des quartiers. RapTz - Diffuseuse de culture (2025_11226/DDCT SECA/2500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 59 : Une subvention globale de 1500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ROSA-PARKS (PARIS) (183499) (18e, 19e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CPO - Rue aux enfants 18e/19e (Charles Hermite/Emile Bollaert/Macdonald) (2025_01321/DDCT SPV/1500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 60 : Une subvention globale de 171615 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association SALLE SAINT BRUNO (12109) (18e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- Animation locale, soutien aux initiatives collectives en QPV (2025_01553/DDCT SPV/52615 €, 2025_11242/DDCT SECA/5000 €)
- Insertion socioprofessionnelle - l'Espace Proximité Emploi (2025_01608/DDCT SPV/47000 €, 2025_10473/DAE/24000 €)
- Numérique solidaire en QPV - La Goutte d'Ordinateur (SSB) (2025_01872/DDCT SPV/34000 €)
- Goutte d'Or en Fête (2025_11237/DAC/9000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 61 : Une subvention globale de 2000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association SOS CASAMANCE (11270) (18e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- Lutter contre le décrochage Scolaire par l'accompagnement à la scolarité (2025_01861/DDCT SPV/2000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 62 : Une subvention globale de 6000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association SPORT DANS LA VILLE (139041) (19e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- Développement des programmes « Sport et Découverte », « Job dans la Ville » et « L dans la Ville » (2025_01993/DDCT SPV/3000 € et 2025_10374/DAE/3000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 63 : Une subvention globale de 26000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association TATANE (185433) (11e, 14e, 19e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- CPO- Tatane - 14ème Arrondissement (2025_00937/DDCT SPV/2000 €)
- CPO: Citizen Foot - TATANE - 19ème (2025_01015/DDCT SPV/3000 € et 2025_10241/DJS/500 €)
- CPO : CITIZEN FOOT « BELLEVILLE » (11e/20e) : programme annuel « football, lien social et fête de qu (2025_01350/DDCT SPV/10000 € et 2025_11231/DJS/10500 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 64 : Une subvention globale de 5000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association THEATRE AUX MAINS NUES (19565) (20e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- Les marionnettes à la rencontre du XXème (2025_00823/DDCT SPV/2000 € et 2025_00824/DAC/3000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 65 : Une subvention globale de 8500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ZARTS PROD (12665) (20e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- Z'ATELIERS : THÉÂTRE ET SORTIES (2025_01077/DDCT SPV/2500 €)
- TOURNAGES DE COURTS-MÉTRAGES (2025_01079/DDCT SPV/3000 € et 2025_09923/DAC/3000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 68 : Une subvention globale de 2000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LA MAISON DES FOUGERES (128781) (20e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- Mobilisation des habitant.e.s et actions de convivialité (2025_10647/DDCT SECA/2000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 69 : Une subvention globale de 2000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association CEFIA (CENTRE SOCIAL DES EPINETTES FAMILLE INSERTION ACCUEIL) (3001) (17e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CPO CS - [Bien] vivre ensemble aux épinettes (2025_11466/DDCT SPV/2000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 70 : Une subvention globale de 1000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ACP LA MANUFACTURE CHANSON (181331) (11e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CPO – ACP la Manufacture Chanson - FAR ELEVEN DISTRICT (2025_11424/DAC/1000 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 71 : Une subvention globale de 2500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association NGAMB ART (6881) (10e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- CPO : COUP DE POUCE - NGAMB'ART- Redynamiser le quartier, ne plus l'associer à une zone de non-droit (2025_11331/DDCT SECA/2500€)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention pluriannuelle d'objectifs pour le(s) projet(s) mentionné(s).

Article 72 : Les dépenses correspondantes aux projets s'élèvent au total à 763 965 euros et seront imputées aux budgets de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2025, sous réserve de la décision de financement dont :

- 69450 € de la DAC
- 87000 € de la DAE
- 9000 € de la DASCO
- 36500 € de la DDCT SECA
- 24000 € de la DDCT SEII
- 445015 € de la DDCT SPV
- 18000 € de la DEVE
- 17000 € de la DJS
- 44000 € de la DSOL
- 14000 € de la DSP

DIRECTION DE LA DEMOCRATIE, DES CITOYEN.NE.S ET DES TERRITOIRES
Service Politique de la Ville

2025 DDCT 117 - DAC-DAE-DASCO-DEVE-DJS-DSOL-DSP – Soutenir et sécuriser 69 associations pour le financement de 120 projets en Conventions Pluriannuelles d'Objectifs (CPO) dans les quartiers politique de la ville parisiens (763 965 euros).

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

La sécurisation financière des associations et la simplification de leurs démarches administratives sont des objectifs prioritaires de la municipalité . Cette sécurisation passe par la généralisation des conventions pluriannuelles d'objectifs, engageant les associations et les différentes directions de la Ville. Ce cadre permet aux associations de développer, sur une durée de trois ans, des actions pérennes et structurantes et d'inscrire ainsi leurs projets dans la durée.

Paris se dote d'un Pacte parisien pour les quartiers populaires, qui traduit l'ambition de la Ville à « faire plus, faire mieux et faire ensemble » et apporter des réponses concrètes dans chacun des 35 quartiers populaires qui ont été identifiés comme nécessitant une intervention renforcée des pouvoirs publics. La carte parisienne de ces quartiers populaires, définie à partir de 12 indicateurs de vulnérabilité, a été présentée en séance du conseil de Paris de juin 2024.

Dans le même temps, la Ville de Paris a conclu un contrat de ville avec l'État, les organismes de sécurité sociale (Caf, CNAV, CPAM), la Banque des territoires, les bailleurs sociaux, l'Académie de Paris, l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France, la Préfecture de Police, le Parquet de Paris, France Travail, la Mission locale de Paris, l'EPEC, la Chambre de Commerces et d'Industries de Paris et La Poste. Ces partenaires s'engagent à mettre en œuvre et à soutenir des actions concourant à l'amélioration des conditions de vie des habitantes et des habitants des quartiers politique de la ville, dont la liste de ces derniers est fixée par le décret ministériel n° 2023-1314 du 28 décembre 2023.

Dans ce cadre, la Ville et ses partenaires soutiennent massivement les associations de quartier, formant un réseau de partenaires solide et essentiel, qui agit au quotidien auprès des parisiennes et parisiens les plus fragiles, et qui fait vivre concrètement le lien social et les solidarités de proximité. Chaque année, un appel à projets commun est lancé pour soutenir les actions associatives participant à la réalisation des objectifs du Contrat de Ville. En 2023, plus de 5 millions d'euros des différentes directions de la Ville ont été votés pour soutenir près de 1200 projets associatifs dans les quartiers populaires.

En 2024, 1 516 326 euros des crédits du service Politique de la ville ont permis de financer 103 CPO pour des associations des quartiers populaires et la réalisation de 236 actions.

Au mois de février, une première délibération a permis de financer 64 associations pour un montant de 1 424 036 €. Aujourd'hui il vous est proposé de voter des subventions pour 69 associations, pour un montant total de 763 965 euros dont 445 015 euros de la Politique de la Ville. Ces associations ont toutes été reçues dans le cadre d'un comité de pilotage en présence des différents services financeurs de la Ville et des Mairies d'arrondissement. Ces réunions permettent de dresser les bilans de 3 années d'actions menées dans les quartiers populaires et de travailler avec eux les perspectives tenant compte des nouvelles priorités des territoires.

À ce titre, je vous propose de subventionner les actions suivantes :

Pour les Quartiers Populaires du 10ème arrondissement

Étonnant Cinéma :

L'association propose une éducation critique aux images grâce à une sensibilisation au langage cinématographique et à ses enjeux. A partir d'un cycle de projections de films jeune public, elle met en place un atelier-débat dédié à l'éducation à l'image et anime également deux stages de pratique artistique pour les enfants et les familles.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Mon petit cinéma	1 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	1 500 €	DAC
TOTAL	**3 000 €**	

Mamans Association Granges aux Belles :

L'association a pour objectif de venir en aide et d'accompagner les enfants du quartier de la Grange aux Belles. Pour cela, elle organise diverses actions et évènements visant à renforcer le lien social sur le quartier et à amener les habitants de tout âge à se rencontrer et à mieux vivre ensemble.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Les mamans au service des habitants	1 000 €	DDCT-Service politique de la Ville
	1 500 €	DDCT- Service de

		l'Engagement Citoyen et Associatif
TOTAL	**2 500 €**	

Ngamb'art :

L'association a pour objectif de faire valoir la culture à travers le monde et de promouvoir et diffuser les arts de la scène, la danse, le théâtre, la musique et le conte. Pour cela, elle mène des actions pour renforcer la cohésion sociale du quartier notamment en direction des jeunes.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
COUP DE POUCE - NGAMB'ART- Redynamiser le quartier, ne plus l'associer à une zone de non-droit	2 500 €	DDCT- Service de l'Engagement Citoyen et Associatif
TOTAL	**2 500 €**	

L'Aire à mots :

L'association propose des stages thématiques et des ateliers autour de l'écriture, ainsi que des événements, des expositions en partenariat avec des structures institutionnelles, culturelles ou associatives et des artistes partenaires.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Atelier ré-créatif d'écriture inventive, d'arts plastiques, visuels : objectif livre	1 000 €	DAC
ASL/FLE/ALPHA : Ateliers sociolinguistiques un accompagnement linguistique, numérique, culturel	1 000 €	DDCT-SEII
TOTAL	**2 000 €**	

Pour les Quartiers Populaires du 11ème arrondissement

ACP La Manufacture Chanson :

L’organisme propose un lieu dédié à la chanson : centre de formation, salle de concerts, mise à disposition de salles, ainsi que des actions artistiques et culturelles pour les habitants des quartiers populaires et l’insertion professionnelle d'artistes.

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
FAR eleven district (prolongement de comédie musicale et FAR vocal crew)	1 000 €	DAC
TOTAL	**1 000 €**	

Francophonie et Cultures partagées :

L’association s’attache à promouvoir la francophonie par des activités culturelles et sociales et mène en direction des familles immigrées des actions d'aide et de soutien à l'intégration par la connaissance de la langue et de la culture française.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Femmes du quartier : aide et soutien, accueil social, accès aux droits et à la santé	3 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	2 000 €	Direction de la Santé Publique
Accompagnement à la scolarité primaire et collège	1 500 €	DSOL BDSL
Familles du Quartier et lien social : sorties culturelles et rencontres festives intergénérationnelles	2 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**9 000 €**	

Le Picoulet Mission Populaire 11 ème :

L’association gére le Centre Social appelé "le Picoulet", lieu de centralité essentiel au quartier populaire du 11ème arrondissement. A ce titre, elle mème une action sociale globale ayant pour principe de base de favoriser la mixité, l'autonomie et la participation des personnes auxquelles elle s'adresse. Elle organise des activités transgénérationnelles d'animation, de formation et de réflexion pour un public notamment marginalisé ou isolé. Au niveau du

quartier, elle coopère avec les personnes, associations, organismes ou administrations travaillant dans le même sens. Il est proposé d'ajouter par avenant ce projet à la convention pluriannuelle déjà votée en février.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
CPO – Fête de quartier Belleville Fontaine au Roi	2 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
CPO: Pour la culture accessible à tou.te.s	4 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
CPO: Rue aux enfants, Rue pour tou.te.s	3 400 €	DDCT- Service Politique de la Ville
CPO: Santé à tout âge	1 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
CPO CS- Éducation Populaire au service des jeunes et coordination VVV	7 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**17 900 €**	

Pour les Quartiers Populaires du 13ème arrondissement :

Artaxe :

L'objectif est de promouvoir la santé nutritionnelle et l'activité physique comme vecteur de bonne santé autour de rencontres intergénérationnelles. Ce projet permet de lutter contre la sédentarité et le surpoids des femmes en proposant une activité physique adaptée, en gratuité et à proximité ainsi que de retarder la perte d'autonomie chez les femmes séniores.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Gym Douce pour les femmes	2 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	2 000 €	Direction de la Santé Publique
	1 000 €	DJS Sports
Total	**5 000 €**	

ARBP- Association Rungis Brillat Peupliers – CPO Service de l'Engagement Citoyen et Associatif :

L'association a pour objet de fédérer les groupements, institutions et associations du 13e en suscitant, développant et promouvant le civisme républicain entre les habitants des quartiers de Rungis, Brillat et Peupliers. Elle organise pour cela des rencontres régulières entre les habitants, publie un journal trimestriel, organise des évènements à caractère festif. L'association propose également des actions pour favoriser l'éveil à la culture, l'accès aux loisirs éducatifs, la connaissance et le partage de l'espace commun.

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Ateliers des savoirs pour la réussite éducative	2 000 €	DDCT- Service de l'Engagement Citoyen et Associatif
Élan culturel pour la réussite éducative	2 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
Passerelle citoyenne	2 000 €	DDCT- Service de l'Engagement Citoyen et Associatif
TOTAL	**6 000 €**	

Centre Alpha Choisy :

Les actions de cette association ont pour objectif de faciliter l'insertion et l'autonomie des Parisiens immigrés dans la société française et dans le monde du travail.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Médiation sociale	7 000 €	DSOL BDSL
	2 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
Français d'insertion sociale	8 000 €	DSOL BDSL

	1 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
Mutualisation : vers un regroupement des moyens	6 500 €	DDCT – Service Égalité Intégration et Inclusion
	4 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**29 500 €**	

Croisée des Langues :

Les actions de cette association ont pour objectif de faciliter l'insertion et l'autonomie des Parisiens immigrés dans la société française et dans le monde du travail. Un avenant prolongeant la CPO actuelle est proposé pour une durée d'un an.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Au cœur de Kellermann : vie associative et citoyenne et implication	3 000 €	DDCT-Service politique de la Ville
	3 000 €	DDCT- Service de l'Engagement Citoyen et Associatif
Au coeur de Kellermann : linguistique et parentalité	3 000 €	DDCT-Service politique de la Ville
	1 000 €	DSOL BDSL
TOTAL	**10 000 €**	

Débrouille Compagnie :

L'association fédère des artistes, des artisans et des habitants pour créer, à partir de déchets réemployés et valorisés, des produits utilitaires ou décoratifs. Elle s'adresse principalement aux habitants des quartiers populaires des 13 ème arrondissement.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE

Le 13ème récup son quartier	2 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**2 000 €**	

Groupe D'Entraide Régional pour Mieux apprendre Ensemble (GERMAE) :

L'association par ses actions a pour but de contribuer à l'autonomie dans la vie sociale d'adultes immigrés, hommes et femmes, en particulier par une meilleure maîtrise de la langue française orale et écrite.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Ateliers de communication orale et écrite pour adultes immigrés 13ème	1 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	2 500 €	DSOL-BDSL
	1 000 €	DDCT- Service Égalité et Intégration
TOTAL	**4 500 €**	

La Compagnie à l'affût :

La compagnie propose des espaces conviviaux pour se rencontrer, partager des activités culturelles ludiques entre parents et enfants, agir culturellement dans le quotidien des habitants et faciliter le vivre ensemble.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Le théâtre outil d'éducation et de socialisation pour les enfants	1 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	2 000 €	DASCO
Femme / Homme: lutter contre les inégalités et les violences faites aux femmes dans le 13 et le 14ème	2 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville

TOTAL	**5 000 €**

Petits Frères Des Pauvres - Association De Gestion Des Établissements Pfp-Age :

Le café social T-Kawa est un tiers-lieu d'accueil, d'écoute, de partage et de convivialité, ouvert à tout public avec une mixité sociale et culturelle. Le T-Kawa souhaite porter un projet spécifique favorisant la création de lien social. Ses objectifs sont l'amélioration du cadre de vie des habitants du quartier en proposant un lieu convivial, dynamiser le quartier Bédier-Boutroux, renforcer les liens sociaux entre les habitants, donner aux habitants le pouvoir d'agir dans leur quartier, rompre l'isolement des aînés, notamment les plus précaires et développer le lien intergénérationnel ainsi que l'engagement citoyen.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Soutenir l'action du café social T-Kawa - activités manuelles et espace de lien social	4 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
Total	**4 000 €**	

Pour les Quartiers Populaires du 14ème arrondissement

Compagnie Bouche à Bouche :

L'association a pour but la création, la production, la diffusion d'œuvres théâtrales, audiovisuelles, musicales et toutes activités s'y rapportant. Elle propose de monter des spectacles réunissant et fédérant 3 groupes distincts de participants : jeunes exclus/marginalisés, familles monoparentales et personnes âgées, avec restitution en intérieur, sur l'espace public ou en vidéo.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Les habitants porteur d'histoire // Volet 3 : Les Apaches	3 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	1 500 €	DAC
Total	**4 500 €**	

La Compagnie à force de rêver :

L'association a pour but de développer des relations actives entre des artistes de tous domaines afin de produire, réaliser et diffuser des spectacles, créations, manifestations destinées aux habitants des quartiers populaires.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
CPO SPV- Compagnie à force de rêver - Le Laboratoire à Théâtre - Jeunes en difficulté et handicapés	4 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	3 000 €	DSOL SDA Handicap
	2 000 €	DASCO
	1 500 €	DAC
Total	**11 000€**	

Le Marché Solidaire :

Le marché solidaire est une épicerie sociale qui a pour objectif de lutter contre l'exclusion et de favoriser le lien social et la mixité sociale. L'association propose à des familles orientées par les services sociaux de faire des achats à moindre coût dans un espace libre-service en bénéficiant de l'appui d'une conseillère en économie sociale et solidaire.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
CPO Atelier cuisine : apprendre à composer des repas équilibrés à partir des denrées proposées par l'Épicerie.	1 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	1 000 €	Direction de la Santé Publique
Total	**2 000 €**	

Migrants Plaisance :

L'association a pour but d'aider à l'intégration des migrants du 14ème arrondissement de Paris, adultes, enfants par l'accès aux savoirs et les échanges culturels entre français et migrants notamment par la mise en œuvre d'une action accompagnement à la scolarité et des ateliers sociolinguistiques.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
CPO Migrants Plaisance : Ateliers sociolinguistiques et accompagnement à la scolarité	3 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	4 000 €	DSOL BDSL

Total	**7 000 €**

Pour les Quartiers Populaires du 17ème arrondissement

Atelier des Épinettes :

L'association propose de réunir et de soutenir des artistes et des personnes s'intéressant au dessin à la peinture et autres activités artistiques. Ceci afin d'échanger des idées et des techniques de se donner la possibilité de travailler et d'exposer ensemble, de développer et soutenir l'activité artistique, de Paris et en particulier dans les quartiers populaires.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
ADE-CPO-FEC	2 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
Total	**2 000 €**	

CEFIA (Centre Social des Épinettes Famille Insertion Accueil) :

L'association accueille écoute, informe et oriente les habitants dans un souci d'égal accès aux droits. Par ses actions d'animation au sein du centre et dans le quartier, elle favorise les rencontres et tisse du lien social et prend en compte les potentialités comme les difficultés de chacun pour faciliter l'insertion sociale et économique. Il est proposé d'ajouter par avenant ce projet à la convention pluriannuelle déjà votée en février.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
CPO CS - Bien vivre ensemble aux épinettes	2 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
Total	**2 000 €**	

Culture Prioritaire :

L'association propose des ateliers (mais aussi des sorties et des séjours) éducatifs et culturels en vue de favoriser l'orientation, la réussite scolaire et professionnelle des jeunes issus des quartiers populaires. Elle est structurante pour le quartier, travaillant en partenariat avec les établissements scolaires, la réussite éducative et les acteurs locaux.

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Egalite des chances dans le 17e : culture générale et culture des métiers pour les jeunes	6 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**6 500 €**	

La fabrique des petits hasards :

L'association propose des activités artistiques comprenant la création, la production et la diffusion de spectacles vivants, ainsi que l'organisation de formations, conférences, stages et ateliers artistiques. Enregistrement d'œuvres théâtrales sur tous types de supports sonores et visuels existants ou à venir. Édition et vente de brochures, revues, livres, affiches, documents multimédias en ligne ou sur tout autre support connu ou à venir, en lien avec le domaine du théâtre. Soutien aux jeunes auteurs de théâtre et aux comédiens.

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Théâtre et Proximité intergénérationnelle et citoyenneté : Créer du Lien Social autour d'un projet	3 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
Le théâtre comme outils de parole et réussite scolaire au lycée – Mixité – Culture et Citoyenneté-	3 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**6 000 €**	

Pour les Quartiers Populaires du 18ème arrondissement

Accueil Laghouat :

L'association a pour but d'œuvrer pour l'égalité des droits entre français et étrangers et de favoriser la promotion sociale, professionnelle, économique, politique et culturelle des habitants de toutes générations. Un avenant prolongeant la CPO actuelle est proposé pour une durée d'un an.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Accompagner à la transition numérique pour garantir l'accès et le maintien des droits	4 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	1 000 €	DSOL - BDSL
Des ateliers linguistiques pour accompagner vers l'insertion sociale et professionnelle	7 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	4 000 €	DDCT- Service Égalité, intégration et inclusion
	8 500 €	DSOL - BDSL
Un service global de domiciliation administrative et médiation pour l'accès aux droits	4 000 €	DDCT- Service Égalité, intégration et inclusion
TOTAL	**29 000€**	

AGETA – Association pour la gestion d'espaces temporaires artistiques :

L'association a pour objet de créer, promouvoir ou diffuser toutes manifestations favorisant la connaissance, l'échange, le développement et la recherche dans les domaines culturels et artistiques notamment au sein d'espaces artistiques temporaires. Elle mène pour cela des ateliers en pied d'immeuble (céramique, théâtre, couture…) pour permettre de découvrir des

pratiques artistiques, créer du lien social entre les habitants et sensibiliser à l'usage des espaces communs.

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Fabrique ton festival	4 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**4 500 €**	

Amicale Dax :

Le but de l'association est de créer du lien social intergénérationnel, lutter contre l'isolement des personnes âgées et développer des activités culturelles et de loisir. Elle propose tout au long de l'année des temps forts de rencontres festives et conviviales.

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
LCD Génération	4 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**4 000 €**	

Antanak
L'objet de l'association est de favoriser l'accès à l'informatique, en priorité aux personnes ne disposant que de faibles ressources, ainsi qu'aux différentes structures du secteur associatif, de l'économie solidaire, humanitaires et éducatives, par la tenue de permanences, la réutilisation de matériels, la promotion des systèmes d'exploitation et des contenus sous licence libre.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Appropriations numériques (2025- 2027)	8 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**8 500 €**	

Art Exprim 18ème :

L'association, créée en 2 000, a pour objet de favoriser la création et la diffusion d'œuvres d'art contemporain et de constituer via des processus de médiation artistique active, à une plus grande accessibilité à la culture. Un avenant prolongeant la CPO actuelle est proposé pour une durée d'un an.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Festival Arts en Espace Public : Interventions artistiques dans l'espace public	5 500 €	DAC
	12 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**17 500 €**	

Collectif Café Culture Cuisine – Collectif 4C :

Le Collectif 4 C met en oeuvre des projets autour de la cuisine et de la culture pour favoriser les échanges et animer le quartier, dans un esprit familial, solidaire et intergénérationnel. Il organise des ateliers et des conférences en liaison avec des structures partenaires, valorisant les patrimoines culinaires et propose des animations culturelles.

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
La soupe aux cailloux et autres actions participatives autour de la nutrition dans l'espace public	2 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
Les interventions culinaires du 4C : ateliers découverte, visites/conférences, conseils	2 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	1 000 €	DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE
	3 000 €	DEVE DAD
Cuisine commune	1 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	2 000 €	DEVE DAD
Ateliers nutrition du 4C : comment bien manger et préserver son capital santé	2 000 €	DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE
	2 000 €	DEVE DAD
Remobilisation des personnes éloignées de l'emploi par le biais d'actions culinaires	2 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	2 000 €	DAE
TOTAL	**20 500 €**	

Echomusée :
L'association fait vivre un espace d'initiatives culturelles avec une programmation régulière ouverte à tous. Elle organise également des ateliers d'apprentissage des langues et des pratiques culturelles.

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Espace d'initiatives culturelles	7 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	4 000 €	DAC
	2 000 €	DDCT- Service de l'Engagement Citoyen et Associatif
TOTAL	**13 500 €**	

Gaby Sourire :

Cette compagnie théâtrale est basée dans le quartier de la Goutte d'Or. Elle propose des créations et un atelier de pratiques artistiques (adultes, jeunes et enfants) et met en place une dynamique d'accueil par l'animation d'un groupe « Habitants ».

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Quand une compagnie de théâtre s'invite dans votre immeuble...	4 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	2 000 €	DAC
	1 000 €	DDCT- Service de l'Engagement Citoyen et Associatif
TOTAL	**7 500 €**	

Groupe d'aide Ethno psychologique Charles Hermite :

Cette association apporte, en liaison avec les écoles du quartier, une aide psychologique spécifique aux familles migrantes et à leurs enfants dans leurs difficultés d'adaptation ou d'entrée dans les apprentissages.

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Accompagnement des enfants de familles migrantes en difficulté d'intégration scolaire	6 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	4 000 €	Direction de la Santé Publique
TOTAL	**10 000 €**	

La Compagnie des Rêves Ayez :

Cette association artistique et culturelle a pour but la création et la diffusion de spectacles amateurs et professionnels. Elle propose des actions de médiation artistique en direction des publics jeunes fragilisés et éloignés des circuits culturels, par le biais de films vidéos, de spectacles amateurs et en croisant les disciplines artistiques.

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Les jeunes du 7ème Art	5 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	2 000 €	DAC
TOTAL	**7 500 €**	

La Sierra Prod :

L'objet de l'association est de développer, produire, exploiter et diffuser des projets artistiques et sociaux en lien avec la vie et la culture populaires. Elle propose différentes actions aux habitants et particulièrement à destination des collégiens : projections en plein air, ateliers d'apprentissage aux techniques audiovisuelles, à la création musicale et audiovisuelle, apprentissage de la photographie.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Accompagnement dans la création de projets audiovisuels, musicaux et photographiques	5 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
Ateliers de création artistique audiovisuelle et musicale	4 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	5 000 €	DAC
	1 000 €	DASCO
Ateliers d'éducation à l'image et aux médias	1 500 €	DASCO
	1 500 €	DDCT- Service de l'Engagement Citoyen et Associatif
	3 200 €	DAC
TOTAL	**21 200 €**	

Les petits Débrouillards Ile de France :

L'association a pour objet de développer auprès des enfants et des adolescents, l'intérêt, la connaissance et la pratique des Sciences et des Techniques expérimentales de façon ludique et à l'aide de matériels d'usage courant. Elle assure ainsi des animations de proximité en pied d'immeuble, des ateliers de rue et dans les structures d'accueil.

ACTIONS	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Actions dans le 18e : Art et sciences porte de la Chapelle	8 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**8 500 €**	

L'intestine :

L'association fait la promotion des arts vivants principalement par le biais de la création de spectacles, et notamment via des ateliers pour les enfants ou les adultes, les « pratiques dansées » (à l'ENS Torcy, la Maison Queneau, le 93 Chapelle et à Rosa Parks). Elle propose également des sorties aux spectacles et dans des expositions.

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
La Permanence Chorégraphique - Vivre les espaces publics et sociaux depuis la danse	4 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	5 000 €	DAC
TOTAL	**9 500 €**	

Raptz Rapporteuz :

L'association a pour but la diffusion, la production, la distribution, l'organisation et la promotion d'événements, d'artistes et d'actions culturelles et sociales. Radio RapTz mène notamment des actions radiophoniques d'éducation aux médias pour les jeunes et les adultes des quartiers La Chapelle à Porte de la Chapelle dans des structures socio-culturelles (ENS Torcy, Vivre au 93 Chapelle, centre social et culturel Rosa Parks, AFP 18, bibliothèque Genevoix).

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Habitants de tous âges, Reporters des quartiers	2 500 €	DDCT- Service de l'Engagement Citoyen et Associatif
TOTAL	**2 500 €**	

Salle Saint Bruno :

L'association a pour objet de promouvoir, conduire et soutenir toute initiative ayant notamment pour but l'insertion et la promotion sociale et économique des habitants du quartier de la Goutte d'Or ou répondant à des besoins précis des habitants. Elle gère et anime un Espace de proximité emploi et un Espace public numérique « La Goutte d'Ordinateur ». Elle assure également l'animation de la vie locale en soutenant les projets associatifs et les initiatives des habitants (mutualisation des ressources, mise en place d'actions et d'évènements).

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Insertion socioprofessionnelle - l'Espace Proximité Emploi	47 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	24 000 €	DAE
Numérique solidaire en QPV - La Goutte d'Ordinateur (SSB)	34 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
La Goutte d'or en fête	9 000 €	DAC

Animation locale, soutien aux initiatives collectives en QPV	52 615 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	5 000 €	DDCT- Service de l'Engagement Citoyen et Associatif
TOTAL	**171 615 €**	

Sos Casamance :

L'association intervient dans le domaine de la solidarité internationale, à travers des projets socio-économiques, éducatifs et culturels au Sénégal, précisement en Casamance. Elle mène en France des actions de soutien scolaire et tient des permanences d'accueil pour l'accès aux droits des habitants.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Lutter contre le décrochage Scolaire par l'accompagnement à la scolarité	2 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**2 000 €**	

<u>Pour les Quartiers Populaires du 19 ème arrondissement</u>

Clichés Urbains :

L'association a pour objet d'œuvrer à l'éducation citoyenne et artistique et l'ouverture socio-culturelle dans l'espace urbain, par le biais de la photographie, des échanges entre les quartiers et de toutes formes d'actions visant à favoriser le dialogue social et l'expression des habitants.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Animation visuelle	1 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	1 500 €	DDCT- SECA
	1 000 €	DAC
TOTAL	**4 000 €**	

Collectif Indépendant de la Résidence Tanger (CIRT) :

Cette association a pour objectif d'améliorer la qualité de vie des habitants de la résidence Tanger, en proposant des ateliers de soutien scolaire, en organisant des évènements intergénérationnels, notamment à l'occasion de fêtes, de sorties culturelles ou sportives ainsi que de soirées thématiques .

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Contribuer à l'orientation et à l'insertion sociale des 13-25 ans de la Cité de Tanger	3 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
Contribuer et accroître le lien social et le cadre de vie dans la cité et dans le quartier Riquet	2 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**5 500 €**	

Compagnie La Déferlante :

L'association a pour objet l'organisation de spectacles de théâtre de rue, de causeries, d'ateliers de pratique théâtrale, avec une attention particulière aux publics vulnérables et à la parole des femmes. Elle s'appuie sur un partenariat avec les structures d'accès aux droits et les organismes d'insertion socio-professionnelle.

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Causeries citoyennes, expression théâtrale et lecture sur le thème de l'égalité femmes- hommes	5 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	1 000 €	DAC
TOTAL	**6 000 €**	

Espoirs 19 :

Espoirs 19 est une association sportive et socioculturelle qui organise des ateliers de football en salle ainsi que des sorties culturelles. Elle met également en place un tournoi de football au parc Maroc Tanger Flandre avec la participation de nombreuses associations du quartier proposant diverses animations.

ACTIONS	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Atelier de football de mercredi, samedi, dimanche et sorties	4 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville

Tournoi de football	2 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	2 000 €	DJS-Service Sport
TOTAL	**8 000 €**	

ESPRIT, SAVOIR, SPORT ET EQUITE - E.S.S.E. :

L'association propose des activités ludiques et pédagogiques aux jeunes, visant à les informer sur différentes thématiques et à les accompagner dans leur épanouissement personnel. Il s'agit d'un avenant à la convention déjà votée en février.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Sport et estime de soi	3 000 €	DJS- Service Sports
TOTAL	**3 000 €**	

Fabrication Maison :

L'association a pour objet de développer la réflexion sur l'image envisagée comme un objet artistique porteur de significations et de questions culturelles et sociales et de favoriser l'éducation à l'image. L'association intervient sur la valorisation de l'image des quartiers en proposant des ateliers de création d'affiches, de campagnes de sensibilisation adaptées aux besoins du territoire, de signalétique et toujours dans une logique partenariale. Il s'agit d'un avenant à une CPO déjà votée en février.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Chantier graphique - Chaufourniers	1 000 €	DAC
TOTAL	**1 000 €**	

Kasbah sur Scène :

Cette association propose aux enfants de créer un répertoire musical autour d'instruments de musique. Un parcours culturel est proposé, ainsi que des restitutions impliquant les habitants du quartier. Elle organise également des ateliers visant à créer un répertoire de chansons avec un groupe de femmes du 19ème arrondissement, afin de mettre en valeur leur mémoire et leurs vécus.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Création et Parcours Rythmique et Musical *(pour le 19ème)*	4 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	2 000 €	DAC

Passer'Elles » : Femmes-Culture-Mémoire-Intégration *(pour le 19ème)*	1 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	1 000 €	DAC
TOTAL	**8 500€**	

Korhom :

L'association a pour objet l'éducation aux Droits de l'Homme. Elle propose en ce sens diverses actions structurantes qui s'adressent principalement aux habitants des quartiers populaires du 19ème arrondissement. Il s'agit d'un avenant à une CPO déjà votée en février.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
CPO 2024-2026 - Programme de formation	1 500 €	DASCO
TOTAL	**1 500 €**	

Labomatique :

L'objet de l'association est la production et la diffusion d'œuvres cinématographiques et d'être un tremplin pour les jeunes artistes (accompagnement à la création et diffusion). Elle s'adresse particulièrement aux personnes en difficulté d'insertion et aux publics qui n'ont pas accès à la culture.

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Actions socioculturelles à Chaufourniers et Riquet-Stalingrad	4 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**4 000 €**	

Ligue d'Improvisation Française IDF/Paris :

L'association met en œuvre des projets en direction des jeunes : ateliers d'improvisation théâtrale, spectacles et matchs d'improvisation, et anime également des ateliers avec des personnes en recherche d'emploi pour un travail sur l'expression orale et non verbale.

ACTIONS	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Confiance Emploi	2 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	4 000 €	DAE

TOTAL	**6 500 €**

Parabole :

L'association a pour but d'apporter aide et assistance à l'intégration durable, faciliter l'insertion sociale et professionnelle en France des populations venant principalement des pays de l'Europe Centrale et de l'Est, des nouveaux membres de l'Union Européenne, et de développer l'entente entre ces populations et le pays d'accueil. Elle mène notamment des projets d'alphabétisation et de mise à niveau pour les personnes illettrées et/ou n'ayant pas été scolarisées et d'assistance sociale et administrative des migrants. Elle propose également des activités conviviales aux familles, jeunes et séniors du quartier Danube- Solidarité- Marseillaise pour renforcer les liens intergénérationnels, soutenir l'insertion des parents et promouvoir des moments de répit parental.

ACTIONS	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Français langue étrangère, alphabétisation et sensibilisation à la culture française	2 500 €	DSOL BDSL
	1 500 €	DDCT- Service Égalité, intégration et inclusion
Parabole Solidarité Loisirs	3 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
Assistance administrative, sociale et juridique à destination des migrants et habitants des QPV	2 000 €	DDCT- Service Égalité, intégration et inclusion
TOTAL	**9 000 €**	

Sport dans la ville :
L'association propose un programme de soutien à l'insertion professionnelle et des sorties culturelles et de loisirs aux jeunes bénéficiaires des actions sportives de l'association dans le 19ème. L'association souhaite accentuer son action auprès des jeunes filles pour favoriser l'égalité filles/garçons.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Développement des programmes « Sport et Découverte », « Job dans la Ville » et « L dans la Ville »	3 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	3 000 €	DAE
TOTAL	**6 000 €**	

Pour les Quartiers Populaires de Belleville Amandiers (20ème)

Des Cris des Villes :

L'association propose la co-conception d'un mobilier urbain inclusif dans le quartier des Amandiers vise à valoriser l'expertise d'usage des habitants, en particulier des jeunes femmes et des personnes précarisées, tout en développant leur pouvoir d'agir à travers un cycle d'ateliers participatifs.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
A la reconquête de l'espace public : ville inclusive et hospitalière aux Amandiers	3 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**3 000 €**	

Ktha Compagnie :

La ktha intervient en soutien artistique et technique dans un espace délimité dans le quartier Banane- Amandiers dans lequel l'expérimentation de l'art dans l'espace public est facilitée.
La ktha met en place un cadre qui permet à chacun d'imaginer un projet de transformation et d'en faire un projet « sérieux », crédible, réalisable.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
La ZEF - Zone d'Expérimentations Facilitées, projet du BEA-BA	2 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
Projet de Transformation Temporaire de la rue des Amandiers (PTT)	3 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	2 000 €	DAC
TOTAL	**7 000 €**	

Pour les Quartiers Populaires des Portes du 20ème

Association Jeunesse Éducation :

L'association a pour objectif de proposer aux jeunes un accompagnement à la scolarité (dispositif spécifique d'aide aux élèves décrocheurs), à l'orientation et à l'insertion professionnelle, des loisirs éducatifs et culturels.

ACTIONS	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Lutte contre le décrochage scolaire pour lycéens et collégiens	2 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
Insertion sociale et professionnelle : Co-construction et accompagnement d'un groupe étudiant	2 500 €	DAE
Remobilisation et construction du projet professionnel	1 500 €	DAE
TOTAL	**6 000 €**	

Double Face :

L'association organise des ateliers pédagogiques, en collaboration avec des habitants, des enseignants, des artistes et des professionnels du spectacle. Elle propose de rassembler leurs réalisations sur une plateforme interactive Web TV. Elle organise également un atelier sculpture pour proposer, à travers l'utilisation d'objets recyclés, une réflexion sur la gestion des déchets et la mise en scène des objets réalisés dans une fiction théâtrale.

ACTIONS	MONTANT PROPOSE	SERVICE
DAVOUT à NOUS, un web media dans le quartier de La Tour du Pin	2 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	2 000 €	DAC
Objets réinventés	3 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**7 500 €**	

Ensemble et solidaire – UNRPA :

L'association a pour objectif d'œuvrer pour l'amélioration des droits et des intérêts des préretraités, retraités et personnes âgées ; de promouvoir toutes activités de proximité sociale, culturelle ou de loisirs afin de lutter contre la solitude, l'isolement et de prévenir la perte d'autonomie des personnes âgées. Une CPO a déjà été votée en février, pour deux autres projets. Il est proposé d'y ajouter ce financement par avenant.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Ateliers nutrition santé intergénérationnels	2 000 €	Direction de la Santé Publique

TOTAL	**2 000 €**

Les Enfants du Cap-Vert :

L'association a pour objectif le soutien et l'accompagnement des enfants et des familles en difficulté et propose des ateliers créatifs, récréatifs et un temps d'accueil « petit déjeuner » dans les locaux de la Cabane Davout trois fois par semaine.

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Ateliers de bien-être et de lien social	3 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**3 000 €**	

La Maison des Fougères :

La Maison des Fougères anime un espace de proximité convivial, intergénérationnel et multiculturel, qui a pour principe de mettre en place ses actions en co-construction avec les habitants, qui sont partie prenante dans la programmation des activités. C'est à la fois un lieu de vie et un espace ressources pour les habitants. Le projet vise à garantir l'accès aux droits pour tous et toutes avec une attention particulière à l'inclusion numérique par un accompagnement du public dans leur démarche d'accès aux droits. Une CPO a déjà été votée en février. Il est proposé d'y ajouter ce financement par avenant.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Mobilisation des habitant.e.s et actions de convivialité	2 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**2 000 €**	

Médiateurs et médiatrices du 20ème :

Cette association vise à aider à la résolution des difficultés des familles migrantes ou non migrantes, d'aider à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes adultes, adultes et seniors, participer et lutter contre les discriminations et toutes formes d'exclusions.

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Accès aux droits - lien social – réseau interculturel	3 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	5 000 €	DSOL BDSL
	1 000 €	DDCT- Service Égalité, intégration et inclusion
Cours de français en alphabétisation et à visée professionnelle pour public en difficulté	1 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	2 000 €	DDCT- Service Égalité, intégration et inclusion

TOTAL	**12 500 €**

Pièces Montées :

Cette compagnie de spectacle vivant organise des soirées de découverte culturelle et d'écriture associant jeux, ateliers d'écriture, lecture et arts vivants. Elle propose également des ateliers d'écriture et de recherche documentaire autour du Musée National de l'Immigration visant à la construction d'un projet théâtral participatif et des ateliers de danse sur le thème de la présence des femmes dans l'espace public.

ACTIONS	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Ateliers médiation : Culture de l'Egalite, Egalite en culture	4 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	3 000 €	DAC
Animation espace public	2 000 €	DDCT- Service de l'Engagement Citoyen et Associatif
TOTAL	**9 000 €**	

Théâtre aux Mains Nues :

L'association a pour objectif de promouvoir les arts de la marionnette, théâtre d'ombre et théâtre d'objet. Son projet propose un parcours dans l'espace public, avec des ateliers de construction et de manipulation de marionnettes et des spectacles en lien avec les partenaires sociaux du quartier.

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Les marionnettes à l'assaut du 20ème	2 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	3 000 €	DAC
TOTAL	**5 000 €**	

Zarts Prod :

Cette association a pour objectif de développer la pratique du théâtre, du cinéma et de l'écriture, à destination de tous, grâce à l'organisation de cours et d'ateliers et la création d'événements artistiques. Elle organise des ateliers radio itinérante pour co-construire une émission diffusée à partir des textes écrits lors de ses ateliers théâtre.

ACTIONS	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Courts-métrages : tournage et diffusion	3 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	3 000 €	DAC

Z'ateliers: ateliers hebdomadaires de théâtre pour enfants et adolescents + Sorties hors les murs	2 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**8 500 €**	

Pour les Associations œuvrant dans plusieurs Quartiers Populaires parisiens (Multisites)

AFEV- Association de la fondation étudiante pour la Ville :

L'AFEV a pour but la mobilisation d'étudiants bénévoles dans des actions de solidarité, notamment dans les quartiers populaires. Fortement implantée dans les universités et les campus, elle facilite l'engagement solidaire des étudiants parisiens, met en œuvre des partenariats avec les établissements, anime le réseau d'étudiants engagés favorisant les rencontres et luttant contre l'isolement.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
S'engager et vivre une expérience étudiante réussie : 700 étudiant.es engagé.es dans les quartiers !	50 000 €	DAE
Programme de colocations étudiantes solidaires (KAPS)	2 000 € (13ème) 2 000 € (18ème)	DDCT- Service de l'Engagement Citoyen et Associatif
	6 000 € (18ème) 4 000 € (13ème)	DDCT- Service Politique de la Ville
CPO - Accompagner vers la lecture 50 élèves des quartiers Poissonniers et Goutte d'Or	4 000 € 1 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville DASCO
TOTAL	**69 000 €**	

Halaye :

L'association s'est donnée pour objectif d'aider les personnes vulnérables à accéder aux nouvelles technologies de la communication et propose des programmes d'initiation aux outils numériques.

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Pied d'immeuble numérique dans le 18e	2 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville

Portes	2 000 €	DDCT- Service de l'Engagement Citoyen et Associatif
Permanence numérique dans le 18e	3 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
Café-débat dans le 18e	1 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
Café-débat dans le 19e	1 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
Permanence numérique dans le 19e	2 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**12 500 €**	

La Fabrique Documentaire :

L'association produit, réalise, programme et diffuse des œuvres documentaires. Elle organise, en pied d'immeubles et dans les jardins des projections constituées d'un court métrage réalisé par des habitants et d'un long métrage documentaire, à l'occasion d'un partage convivial et participatif

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Festival Ciné-Voisins 2025	4 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	2 000 €	DDCT- Service de l'Engagement Citoyen et Associatif
	2 000 €	DAC
Cinéma dans mon quartier python duvernois-Aretha Franklin-Severine-Square D'Amiens	1 000 €	DAC
Cinés jardins dans les 10e, 18e et 19e arrondissements	11 000 €	DEVE
TOTAL	**20 000 €**	

La Bande à Godot :

L'association utilise le théâtre comme médiateur pour libérer la parole et mener une réflexion citoyenne avec des personnes en apprentissage du français. Lors de ces ateliers, les participants s'expriment et témoignent sur leur quartier, jouent des scènes.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Moi, mon quartier, ma ville *(pour le 18ème)*	3 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	2 000 €	DAC
Moi, mon quartier, ma ville *(pour le 19ème)*	2 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	1 500 €	DAC
Nous Sommes Tous des Acteurs : stage nomade de parole, improvisation, théâtre / thème Égalité F/H *(pour le 19ème)*	5 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**13 500 €**	

Le Tatou Théâtre :

L'association a pour objectif de développer des projets de création, d'animation et de formation autour de l'univers théâtral et du spectacle vivant en direction des participants aux ateliers ASL et d'élèves de CM2. Elle intervient dans les 14e et 18e arrondissements.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Théâtre et témoignages", atelier théâtre groupe ASL et classe de CE2 14e	2 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	1 000 €	DDCT- Service égalité, intégration et inclusion
Conté partagé, contes interactifs du Monde 14e	2 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	750 €	DAC
Conté partagé, contes interactifs du Monde 18e	2 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
	1 000 €	DAC
TOTAL	**10 250 €**	

Rosa Parks :

L'association, créée en 2014, a pour objet d'animer et gérer le centre social et culturel situé Porte d'Aubervilliers, dans le respect des valeurs de la charte des centres sociaux de France, en s'inscrivant dans le mouvement de l'éducation populaire. Il est proposé d'ajouter ce projet à la convention pluriannuelle votée en février (délibération 2025 DSOL 8) par avenant.

ACTIONS	MONTANTS PROPOSES	SERVICE
Rue aux enfants 18e/19e (Charles Hermite/Emile Bollaert/Macdonald)	1 500 €	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**1 500 €**	

Tatane :

Cette association développe son activité sur plusieurs arrondissements :

- **Au gymnase Berlemont dans le 11ème arrondissement** , avec pour objectif de permettre aux jeunes de se réapproprier un espace public et d'apaiser les tensions à travers la pratique d'activités sportives et culturelles mixtes. Tatane intervient également depuis plusieurs années dans les résidences séniors en organisant des tournois de baby-foot intergénérationnels.
- **Dans le 14ème arrondissement** avec la mise en place d'ateliers sportifs et sociaux-culturels, au sein des gymnases Auguste Renoir et Jules Noël, où sont notamment proposés des activités autour du football, du baby-foot, sport, des tournois etc... L'objectif est de développer l'imaginaire et la créativité des jeunes, pour cultiver une appréhension du monde sensible et personnelle et de s'approprier des savoir-faire et des techniques,
- **dans le 19ème arrondissement** par le biais d'une pratique du football populaire et mixte pour permettre aux jeunes de se réapproprier leur espace, y apaiser les tensions, développer la créativité, encourager les échanges en favorisant le lien social et la citoyenneté.

ACTION	MONTANT PROPOSE	SERVICE
Citizen Foot Belleville 11e	10 500 €	DJS-Service Sport
	10 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
Actions Tatane 14ème	2 000 €	DDCT- Service Politique de la Ville
Citizen Foot 19e	500 €	DJS-Service Sport
	3 000	DDCT- Service Politique de la Ville
TOTAL	**26 000 €**	

Je vous prie, Mesdames Messieurs de bien vouloir délibérer

La Maire de Paris

DIRECTION DE LA DEMOCRATIE, DES CITOYEN.NE.S ET DES TERRITOIRES
Service Politique de la Ville

2025 DDCT 122 DFPE – Soutien aux réseaux de familles monoparentales dans les quartiers populaires - Subventions (106 000 euros) pour 8 associations (11e, 13e, 14e, 15e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements)

Mme Melody TONOLLI, rapporteure

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son Article L2511-14 ;
Vu le contrat de Ville voté le 10 juillet 2024 pour une durée de cinq ans ;
Vu le projet de délibération en date du , par lequel Madame la Maire de Paris soumet à son approbation les modalités d'attribution de subventions de fonctionnement et d'investissement à différentes associations œuvrant pour la Politique de la Ville ;
Vu la délibération 2024 DDCT 65, par laquelle il autorise Madame la Maire de Paris à signer le contrat de ville parisien 2024-2030 ;
Vu la délibération 2024 DDCT 100, par laquelle il adopte la carte parisienne des quartiers populaires 2024-2030 ;

Vu l'avis du Conseil du 11ème arrondissement de Paris en date du
Vu l'avis du Conseil du 13ème arrondissement de Paris en date du
Vu l'avis du Conseil du 14ème arrondissement de Paris en date du
Vu l'avis du Conseil du 15ème arrondissement de Paris en date du
Vu l'avis du Conseil du 17ème arrondissement de Paris en date du
Vu l'avis du Conseil du 18ème arrondissement de Paris en date du
Vu l'avis du Conseil du 19ème arrondissement de Paris en date du
Vu l'avis du Conseil du 20ème arrondissement de Paris en date du

Sur le rapport présenté par Mélody TONOLLI, au nom de la 5ème commission et Patrick BLOCHE, au nom de la 6ème commission.

Délibère,

Article 1 : Une subvention globale de 6000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association 13 AVENIR (188600) (13e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- Réseaux de solidarités de voisinage des familles monoparentales 13e (2025_10204/DDCT-SPV/3000 € et 2025_09748/DFPE/3000 €)

Article 2 : Une subvention globale de 12500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ADAGE ASSOCIATION D'ACCOMPAGNEMENT GLOBAL CONTRE L'EXCLUSION (8382) (17e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- Réseau des familles monoparentales (2025_10164/DDCT-SPV/6250 € et 2025_09760/DFPE/6250 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention annuelle d'objectifs pour les projets mentionnés.

Article 3 : Une subvention globale de 12500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association ASSOCIATION POUR L'ACCUEIL, LE SOUTIEN ET L'ORIENTATION (APASO) (12345) (14e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- Espace Entraide (2025_02643/DFPE/6250 € et 2025_10166/DDCT-SPV/6250 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention annuelle d'objectifs pour les projets mentionnés.

Article 4 : Une subvention globale de 12500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association CRESCENDO (9608) (20e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- Réseau de Familles monoparentale 2024 (2025_09942/DFPE/6250 € et 2025_09943/DDCT-SPV/6250 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention annuelle d'objectifs pour les projets mentionnés.

Article 5 : Une subvention globale de 12500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LE PICOULET - MISSION POPULAIRE XIE (8561) (11e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- Réseau MonoFam- Réseau de solidarité des familles monoparentales en hôtel social (2025_09753/DDCT-SPV/6250 € et 2025_09754/DFPE/6250 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention annuelle d'objectifs pour les projets mentionnés.

Article 6 : Une subvention globale de 12500 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association LE VILLAGE (203367) (15e) pour lui permettre d'assurer l'action suivante :

- Accompagnement et soutien aux familles monoparentales (2025_09740/DFPE/6250 € et 2025_09741/DDCT-SPV/6250 €)

Article 7 : Une subvention globale de 25000 euros au titre de l'année 2025 est attribuée à l'association PROJETS 19 (11085) (18e et 19e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- Parcours d'Elles 19 (2025_01614/DDCT-SPV/6250 € et 2025_09231/DFPE/6250 €)
- Parcours d'Elles 18 (2025_01611/DDCT-SPV/6250 € et 2025_09233/DFPE/6250 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention annuelle d'objectifs pour les projets mentionnés.

Article 8 : Une subvention globale de 12500 euros au titre de l'année 2024 est attribuée à l'association RESEAU MÔM'ARTRE (19394) (20e) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :

- Solidarité en famille : Briser l'isolement et renforcer les liens 2025 (anciennement Môm'café) (2025_10168/DDCT-SPV/6250 € et 2025_04690/DFPE/6250 €)

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant ou la convention annuelle d'objectifs pour les projets mentionnés.

Article 9 : Les dépenses correspondantes aux projets s'élèvent au total à 106 000 euros et seront imputées aux budgets de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2025, sous réserve de la décision de financement dont :

- 53 000 € de la DDCT-SPV
- 53 000 € de la DFPE

Direction de la Démocratie, des Citoyens.ne.s et des Territoires
Direction des Familles et de la Petite Enfance

2025 DDCT 122 DFPE - Soutien aux réseaux de familles monoparentales dans les quartiers populaires - subventions (106 000 euros) pour 8 associations (11e, 13e, 14e, 15e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements)

PROJET DE DELIBERATION
EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

En France, 2 millions de familles sont monoparentales au sens de la définition de l'INSEE, soit comprenant un parent isolé et un ou plusieurs enfants célibataires (n'ayant pas d'enfant). Le nombre de familles monoparentales est en augmentation continue et représente aujourd'hui un quart des familles.

A Paris, cette configuration familiale est surreprésentée par rapport au reste de la France. Ainsi en 2019, trois familles parisiennes sur dix (30 %) sont des foyers monoparentaux. Dans les QPV parisiens, le chiffre est encore plus important : les familles monoparentales représentent près de 38% des familles, et même plus de 60% dans certains quartiers comme la Porte de Vanves [1]. Dans 82% des cas, la vie familiale est essentiellement organisée autour des mères, et cette matrifocalité est encore plus forte dans les QPV où 88% des parents isolés sont des femmes.
Selon la configuration familiale, la pauvreté est plus répandue parmi les familles monoparentales (23 % d'entre elles sont en situation de pauvreté à Paris, contre 13 % seulement des couples avec enfants). [2]

Avec un parent portant seul la charge de la soutenabilité économique du foyer et la vie domestique et parentale, ces familles sont plus exposées à des risques de décrochage social et professionnel, à une vulnérabilité psychosociale, et peinent parfois à accéder à leurs droits. Souvent stigmatisées ou craignant de l'être, la tendance à l'isolement est accrue en cas de violences intrafamiliales. Les difficultés d'accès à l'emploi à des horaires conciliables avec une vie de famille sont pour elles une priorité. Également, les situations de handicap sont plus fréquentes au sein des familles monoparentales, ce qui complexifie leur engagement dans un parcours d'insertion socio-professionnelle, et réduit davantage les moments de répit et de loisirs.

C'est pourquoi, la Ville de Paris finance un dispositif d'accompagnement global des familles monoparentales dans les quartiers populaires depuis 2011.

Ce dispositif repose sur des principes d'action forts qui fondent sa spécificité : une articulation entre des temps individuels et des temps collectifs, permettant

1 Source : Familles, modes d'accueil et parentalité à Paris, APUR, Avril 2022

2 Source : Apur, Observatoire des quartiers parisiens de la politique de la ville (données au périmètre statistique des IRIS) – Insee, recensement de la population 2014-2020

à la fois d'avancer sur les situations particulières et d'initier une dynamique de solidarité entre pairs ; une souplesse dans l'élaboration du panel d'activités pour être en adéquation avec les besoins des femmes et des familles ; une proposition d'activités de loisirs à côté de l'accompagnement social et à l'emploi afin de permettre aux familles d'investir leur place de citoyens et d'habitants ; un partenariat local fort afin que les familles bénéficient des ressources de leur quartier pendant et après leur sortie du dispositif. La confiance établie avec les familles permet en outre de travailler des sujets délicats comme la santé psychique.

En 2024, 6 associations locales ont été soutenues pour développer ces actions de lutte contre l'isolement des familles dans les 11e, 14e, 15e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements. Le bilan global 2024 de l'ensemble des porteurs de projets dans le cadre de ce dispositif est positif. La mobilisation des familles se renforce, grâce à des stratégies d'aller-vers les familles et à l'inscription du dispositif dans un tissu partenarial permettant le repérage et l'orientation des familles monoparentales.

Au total, ces actions ont permis d'impliquer 295 familles en 2024 (pour 8 réseaux actifs) et, en 13 années d'existence de ce dispositif, presque 4265 personnes ont été accompagnées. Il est proposé de renouveler les soutiens à ces 8 réseaux, et d'étendre ce dispositif aux familles habitant les QPV du 13ème arrondissement, avec une nouvelle action en 2025, portée par l'Entreprise à but d'emploi 13 Avenir.

Pour le 11ème arrondissement :
Le Centre social le Picoulet a développé son projet depuis 2019 autour des familles hébergées dans les hôtels sociaux, nombreux dans cet arrondissement, avec la volonté que ces familles, dont plusieurs sont sans papiers, se sentent véritablement habitantes du quartier. Le partenariat avec le Samu Social permet au centre social de cibler ces familles avec des rencontres en porte à porte. L'objectif est de lutter contre l'isolement social de ces familles monoparentales en les aidant à faire réseau avec des familles qui fréquentent les accueils habituels du centre social, de leur offrir des temps de répit et d'aborder dans leur globalité les situations individuelles par l'utilisation des ressources du centre (accès aux droits, ateliers sociolinguistiques, santé, éducation...) et du territoire (Palais de la femme, PMI, Service social scolaire, EPS, CAF, etc.). Un accompagnement individuel a été mis en place, assuré par le centre social en lien avec les ressources de proximité (soutien psychologique, insertion professionnelle, linguistique, activités sportives etc.). En 2024, des groupes de parole ont été mis en œuvre, des activités sportives et de bien-être également afin de construire une dynamique collective. Enfin, des ateliers hors-les-murs (cuisine, rue aux enfants etc.) ont été réalisés pour favoriser l'« aller vers » les familles, et une garde d'enfant a été mise en place pour permettre l'accès aux ateliers socio-linguistiques des familles. Au total, 65 familles dont 52 en situation de monoparentalité ont bénéficié de cet accompagnement.
En 2025, l'association aimerait mettre plus l'accent sur des actions favorisant l'accès à la santé des familles monoparentales.

Pour le 13ème arrondissement :
A la suite de l'arrêt des actions portées jusqu'en 2023 par l'association Esperem, **l'entreprise à but d'emploi « 13 Avenir »** propose un **nouveau projet** de réseau et d'entraide pour les familles monoparentales du 13ème arrondissement.

Forte d'un ancrage en cœur de quartier prioritaire dans les quartiers Bédier et Oudiné-Chevaleret, qui concentrent de nombreuses familles monoparentales en situation de précarité, l'association propose des actions « d'aller-vers » les familles afin de les mobiliser : goûters des mercredis et des samedis, animation des « rues aux enfants » pendant les vacances scolaires et organisation d'événements fédérateurs à leur attention. Elle souhaite réaliser des enquêtes pour identifier les besoins spécifiques des familles monoparentales et permettre d'ajuster finement leurs propositions d'action. Le projet permettra également l'accès facilité à des services utiles et de répit : facilité d'accès à la boutique de l'association et à ses services (beauté, bien-être, café social, etc.) avec le souhait de mettre en place un groupe de parents relais pour élargir la communauté et faire connaitre les actions. Des accompagnements individuels pourront être proposés pour des situations urgentes (accès aux droits, logement, parentalité), avec l'appui des partenaires locaux.

Pour cette première année d'expérimentation, l'action commencera à l'été 2025.

Pour le 14ème arrondissement :

L'association APASO propose depuis 2012 le projet « Espace Entraide ». Il vise à rompre l'isolement des familles monoparentales, à créer une dynamique de groupes entre elles par des rencontres régulières et à « aller vers » les structures locales (sociales, médicales et culturelles) et au-delà, afin de se familiariser avec les lieux et être en capacité de les investir de manière autonome. Le groupe se réunit tous les mardis matin, accompagné par une psychologue de l'association. Les séances se sont organisées en 2024 autour de deux axes principaux :

- La réalisation de sorties culturelles dans Paris pour étendre les possibilités d'exploration et d'inscription dans la ville des familles,
- La remobilisation par l'activité physique et de médiation corporelle (Yoga, relaxation, exercices corporels ludiques et collectifs) afin d'apaiser, apprendre à écouter son corps et échanger sur l'hygiène de vie pour réserver sa santé. La possibilité de participer à la course de La Parisienne comme défi individuel et collectif permettra de trouver un temps de parenthèse en marge de la charge parentale.

L'Espace Entraide bénéficie par ailleurs sur le plan individuel de l'approche pluridisciplinaire d'APASO. Il est conçu comme un espace au carrefour des dimensions familiales, interpersonnelles, sociales, juridiques, professionnelles et psychologiques, touchant ses usagers. En 2024, 21 mères, 1 père et 11 enfants ont fréquenté l'Espace Entraide.

APASO souhaite poursuivre l'Espace Entraide en 2025 toujours avec cette approche au plus près des besoins des mères et des pères en délocalisant une partie des ateliers au centre social et culturel Didot en cœur de QPV à des horaires les plus adaptés aux contraintes familiales.

Pour le 15ème arrondissement :

Deux quartiers politique de la ville dans le 15e sont entrés dans la géographie prioritaire en 2024. Implantée dans le quartier Brancion-Bartholomé, l'association de mères habitant ces quartiers, **le Village** , développe un nouveau réseau afin de fédérer une communauté de parents autour des questions d'éducation et de parentalité. Son projet à destination des familles monoparentales s'organise autour de deux volets : les actions accessibles à toutes et tous (rendez-vous mensuel thématique, temps festif, temps de jeux Parents-Enfants, accompagnement au départ en vacances, accompagnement à l'accès aux droits) et les actions à destination spécifiquement des familles

monoparentales (réseau de babysitting mis à disposition une fois par mois pour du répit, ateliers autour du bien-être, ateliers autour de la gestion de la charge mentale et de l'organisation familiale). En 2024, l'association a accompagné 52 familles dont 23 de manière individuelle. Une majorité d'entre elles sont des femmes élevant seules leurs enfants et ayant la garde exclusive de ces derniers.

Pour le 17ème arrondissement :

L'association ADAGE met en œuvre depuis 2017 un réseau de solidarité des familles monoparentales précaires, s'articulant autour de deux volets :

- des groupes de parole dans les écoles maternelles Bréchet et Epinettes et à l'école élémentaire Epinettes où Adage fait le lien entre les associations, les institutions et les habitants, partage les ressources du quartier et leurs activités (centres sociaux, PMI, lieux d'accueil enfants-parents, bibliothèques, samedis en famille…), facilitant ainsi le lien social et l'intégration dans le quartier. C'est également un temps d'information sur les réseaux de formation et d'insertion professionnelle et sur les actions proposées par l'association. Formée à la systémie et à la thérapie familiale, l'association contribue également aux échanges autour de la parentalité. En 2024, ces groupes de parole ont été étendus aux écoles maternelles Bessières et Cité des Fleurs. Ils ont touché 35 femmes en 2024.
- des ateliers d'expression sont également proposés aux enfants des familles accompagnées : des stages de cinéma, des stages d'écriture et d'improvisation, des expositions photos et ateliers théâtre sont proposés. Ces ateliers contribuent à offrir aux enfants des espaces d'expression et un accès renforcé à la culture, bien souvent difficile d'accès pour ces familles. Cela permet également d'acquérir les règles du vivre ensemble et par la même occasion, des temps libres pour leur parent durant ces ateliers, les samedis et un dimanche par mois. 33 enfants ont participé en 2024 à ces activités. L'association souhaite poursuivre son action pour 2025 et organiser un festival avec les enfants.

Pour le 18ème arrondissement :

L'association PROJETS 19 poursuit sa récente implantation de réseau de solidarité des familles monoparentales dans le 18ème, initiée fin 2023.

A l'instar du projet de réseau du 19ème arrondissement, Projets 19 développe son ancrage dans le 18ème auprès des partenaires de l'insertion socio-professionnelle et de l'accompagnement à la parentalité, les écoles, les bailleurs sur le secteur Valentin Abeille et Charles Hermite et les partenaires du champ social afin de repérer et accompagner des familles monoparentales.

En 2024, l'association a maintenu des permanences et pieds d'immeubles une fois par mois, en dépit du départ de la référente du projet en cours d'année, remplacée en septembre. L'association s'est investie activement pour promouvoir son action auprès des partenaires et maintenir la dynamique dans le 18eme, permettant d'accompagner à l'emploi trois nouvelles femmes. Afin de développer ses actions, l'association envisage en 2025 d'élargir le périmètre d'intervention aux QPV du 18ème afin de toucher davantage de familles, tout en maintenant ses actions d'aller-vers dans les quartiers.

Pour le 19ème arrondissement :

Le projet Parcours d'Elles, de **l'association PROJETS 19**, a pour vocation de faciliter l'accès à un parcours d'insertion sociale et professionnelle pour des femmes en situation de monoparentalité demeurant dans le 19ème. L'action s'articule autour de deux axes : des entretiens individuels et des temps collectifs réguliers qui prennent en compte la personne dans sa globalité et proposent une approche personnalisée. Cela signifie prendre en compte les freins

périphériques que rencontrent ces femmes en situation de monoparentalité comme la gestion du temps, du budget, de l'informatique, de l'administratif et les enfants en bas-âge. Ce sont aussi des moments dédiés à la rencontre avec des professionnels de la santé, de l'emploi, de la culture et des loisirs. En 2024, 39 femmes ont bénéficié d'un accompagnement global, personnalisé et renforcé sur les dimensions professionnelles, sociales, pédagogiques, administratives, contre 27 en 2023.

Pour le 20ème arrondissement - quartier des Portes :

L'association Réseau Môm'Artre (antenne Mom'Ganne) met en place un espace convivial de rencontres et d'échanges pour les familles monoparentales isolées (également ouvert à toutes les familles) du quartier Python-Duvernois. Elle permet un accueil souple et modulable selon les besoins des familles, des activités partagées parents enfants, des groupes de parole et un accès privilégié pour les familles monoparentales à l'ensemble de ses activités. L'accueil est possible chaque soir après l'école pour les enfants de familles monoparentales.
Le projet de l'association repose sur une offre de services de proximité aux familles, permettant aux femmes de pouvoir assurer une activité professionnelle en leur proposant une solution de garde globale, adaptée et abordable pour leurs enfants, un éveil des enfants à l'art et à la culture, une animation du lieu de vie le « jardin Insolite », situé dans le square Louis Lumière.
En 2024, 21 familles monoparentales ont été accompagnées et 26 enfants ont pu bénéficier des accueils le soir après l'école. L'association projette en 2025 des actions en partenariat avec l'association Activ'Action afin de permettre aux parents en insertion socio-professionnelle de proposer des ateliers de recherche d'emploi et reprise de confiance en soi. Elle envisage également développer des actions de parentalité en s'appuyant sur son projet lié aux 1000 premiers jours (groupes de parole sur l'organisation de la vie familiale, des échanges avec des profesionnel.le.s de la petite enfance et ateliers d'art-thérapie).

Pour le 20ème arrondissement - quartier Belleville Amandiers :

Le projet porté par le **centre social Crescendo** depuis fin 2019 s'articule autour :
- d'un accompagnement individuel : accueil et orientation individualisés, développement de permanences gratuites (démarches administratives, psychologue, ostéopathe, accompagnement juridique, emploi, violences faites aux femmes, gestion budgétaire, etc.).
- d'une dynamique autour d'un « espace express bien-être » hebdomadaire : cycles d'ateliers artistiques, groupes de parole entre pairs avec des professionnel.le.s sur les thématiques qui émergent des liens individuels et du collectif, sorties culturelles et conviviales, en famille ou entre adultes.

L'accompagnement individuel permet l'orientation de nombreuses femmes vers des associations spécialisées effectuant des permanences au centre social et vers des structures de droit commun et spécialisées. Elle permet également d'accompagner dans les démarches administratives et les prises de rendez-vous, quand la personne a besoin d'appui. Concernant les dynamiques collectives, l'atelier « express bien-être » constitue le cœur de ce projet. Il permet aux femmes, en situation familiale matrifocale pour la quasi-totalité d'entre elles, de prendre une pause dans la semaine. Cet espace constitue une première porte d'entrée pour de nombreuses femmes, auprès de qui l'association peut ensuite enclencher un accompagnement global (séjour en familles, accès aux droits, psychologique, santé, logement, emploi/formation, parentalité …).
En 2024, l'action a permis l'accompagnement de 38 mères de familles matrifocales. Pour 2025, l'association projette de prolonger l'action avec un axe

qu'elle souhaite renforcer pour l'accès à la santé des familles concernées, en s'appuyant sur ses ressources internes et un projet d'implantation de Kiosque Santé dans le quartier.

En raison de l'utilité de ces actions de lutte contre l'isolement des familles monoparentales et afin de consolider ces réseaux de solidarité, je vous propose, Mesdames, Messieurs, d'attribuer une subvention à ces associations d'un montant total de 106 000 €, répartis à hauteur de 53 000 € pour la DDCT (Service Politique de la Ville) et 53 000 € pour la DFPE selon la répartition suivante :

- Association « Le Picoulet » : 12 500€
- Entreprise à but d'emploi « 13 avenir » : 6 000€
- Association « Apaso » : 12 500€
- Association « Le Village » : 12 500€
- Association « Adage » : 12 500€
- Association « Projets 19 » : 25 000€
- Association « Môm'Artre » : 12 500€
- Association « Crescendo » : 12 500€

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir délibérer.

La Maire de Paris

2025 DSOL 87 DSP: Subventions (4 089 849 euros) à 10 associations et 1 organisme pour le fonctionnement de 15 Espaces Solidarités Insertion (ESI) à destination des personnes et des familles en situation de grande précarité et d'exclusion à Paris et un accueil de jour. Conventions pluriannuelles 2025-2027 et une CPO 2023-2025 (pour le CAMRES).

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13 et suivants ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L.345-2 et D.345-8,

Vu la convention du 1er janvier 2019 conclue entre la Ville de Paris, l'État et la Régie Autonome des Transports Parisiens relative au dispositif des Espaces Solidarité Insertion,

Vu le projet de délibération **2025 DSOL 87 DSP……** par lequel Madame la Maire de Paris propose d'attribuer, au titre de l'exercice 2025, 18 subventions en fonctionnement (pour un total de **4 089 849 €** à neuf associations et un organisme, relatives à la gestion de 15 Espaces Solidarité Insertion (ESI) et un accueil de jour à destination des personnes et familles en situation de précarité et de grande exclusion à Paris,

Vu l'avis du conseil d'arrondissement de Paris Centre, en date du……. ;

Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement, en date du ……. ;

Vu l'avis du conseil du 12e arrondissement, en date du……. ;

Vu l'avis du conseil du 13e arrondissement, en date du……. ;

Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement, en date du ……. ;

Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement, en date du ……. ;

Vu l'avis du conseil du 16e arrondissement, en date du ……. ;

Vu l'avis du conseil du 18e arrondissement, en date du ……. ;

Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement, en date du ……. ;

Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement, en date du ……. ;

Sur le rapport présenté par Léa Filoche et Anne-Claire BOUX au nom de la 4ème Commission,

Délibère :

Article 1 : Les subventions maximum allouées, au titre de l'année 2025, par la Ville de Paris aux gestionnaires des Espaces Solidarité Insertion sont fixées de la manière suivante :

- Centre d'Action sociale Protestant (CASP), dont le siège social est situé au 20, rue Santerre, 75012 Paris – (n° Paris Asso 48161) :

  - ESI « Bonne Nouvelle », (9 rue Thorel 75002 Paris) : **255 485 €** (n° de dossier 2025_03849) ;

  - ESI « La Maison dans la Rue » (18, rue de Picpus 75012 Paris) : **264 754 €** (n° de dossier 2025_03846) ;

- La Société Philanthropique, dont le siège social est situé 15 rue de Bellechasse Paris 07 (N° Paris Asso 167181 et n° de dossier 2025_11278) :

  - ESI Georgette Agutte, 9-11 rue Georgette Agutte Paris 18 : **255 958 €**, avec un débasage de 5 000 € proposé pour 2025 et une reprise d'excédent de 20 400 € pour 2025.

- Aurore, dont le siège social est situé au 34, Boulevard Sébastopol- 75004 Paris (n° Paris Asso 2541) :

  - ESI « Halte Femmes » (16-18, Passage Raguinot- 75012 Paris) : **265 919 €** (n° de dossier 2025_04327)

  - ESI « Clos Feuquières », (20, Rue du Clos Feuquières 75015 Paris) : **291 903 €** (n° de dossier 2025_03696)

- Aux Captifs, la Libération, dont le siège social est situé au 33 Avenue Parmentier – 75011 Paris (n° Paris Asso 17393 et n° de dossier 2025_09198) :

  - ESI « Chez Monsieur Vincent » (10, rue Rocroy 75010 Paris) : **203 471 €**

- Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris (CASVP) - 5, boulevard Diderot - 75012 Paris (n° Paris Asso 190343) :

  - ESI « René Coty » (6, avenue René Coty 75014 Paris) et ESI « Halle Saint Didier » (23, rue Mesnil 75016 Paris) : **444 540 €** (n° de dossier 2025_07359).

- Emmaüs Solidarité, dont le siège social est situé au 32, rue des Bourdonnais – 75001 Paris (n° Paris Asso 24921 et n° de dossier 2025_06739) : **1 100 720 €** (Montant Global de la Subvention des 4 ESI Emmaüs, répartie comme suit) :

  - ESI « Boutique Solidarité Bichat - La Maison dans la Rue » (35, rue Bichat 75010 Paris) : **212 577 €** (n° de dossier 2025_06739)

- ESI « Agora » (32, rue des Bourdonnais 75001 Paris) : **364 158 €** (n° de dossier 2025_06739)

- ESI « Traversière » (15 rue traversière 75012 Paris) : **238 386 €** (n° de dossier 2025_06739)

- ESI « Familles » (2/4, rue Georges Pitard 75015 Paris) : **285 599 €** (n° de dossier 2025_06739), incluant pour 2025 un rebasage de 5 000€ et 20 400 € de crédits non reconductibles.

- Fondation Armée du Salut (FADS), dont le siège social est situé 32, Rue Bouret- 75019 PARIS (n° Paris Asso 202904 et n° de Dossier 2025-05006 et n° 2025_05011) :

  - ESI « Maison du Partage » (32, rue Bouret- 75019 PARIS) : **289 066€**

  - Domiciliation Saint-Martin (32, rue Bouret- 75019 PARIS) : **38 000 €**

- HAFB, dont le siège social est situé au 14 rue Mendelssohn Paris 20 – 75020 Paris (n° Paris Asso : 63322 et n° de dossier 2025_04862) :

  - ESI « Espace solidarité HAFB » (17 rue Mendelssohn Paris 20) : **213 033 €**, incluant un rebasage de + 5 000 €.

- Les Œuvres de la Mie de Pain, dont le siège social est situé au 18, rue Charles Fourier – 75013 Paris (n° Paris Asso 2569 et n° de dossier 2025_05509) :

  - ESI « L'Arche d'Avenirs » (113, rue Regnault 75013 Paris) : **345 000 €**, avec un débasage de 5 000 € pour 2025.

- Le CAMRES, dont le siège social est situé au 11, Passage Dubail Paris 10 (n° Paris Asso : 13545 et n° de Dossier 2025_09157 et 2025_03595) :

  - Subvention au titre de la DSOL : Accueil de Jour CAMRES (11, Passage Dubail 75010 Paris) : **118 000 €**
  - Subvention au titre de la DSP SDSEP: CPO : Des chemins d'arc-en-ciel : égalité des droits, à la santé, à la création, à la culture (11, Passage Dubail 75010 PARIS) : **4 000 €**

Article 2 : le versement des subventions à l'ensemble des ESI est subordonné à la conclusion de conventions pluriannuelles (2025-2027) avec ces associations.
Ces documents que Madame la Maire de Paris est autorisée à signer sont présentés en annexe du présent délibéré.

Article 3 : les dépenses mentionnées à l'article 1 sont imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour les exercices 2025 et suivants, sous réserve de la décision de financement.

Direction des Solidarités
Sous-direction de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion
Service de la lutte contre l'exclusion

2025 DSOL DSP 87 : Subventions à 10 associations et 1 organisme pour le financement de 15 Espaces Solidarité Insertion (ESI) et 1 Accueil de Jour, à destination des personnes en situation de grande précarité et d'exclusion à Paris (**4 089 849€**)

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Le 3 juillet 1996 la Ville de Paris, l'État, et la Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP) signaient une convention tripartite afin de formaliser le dispositif des Espaces Solidarité Insertion (ESI), réseau d'accueils de jour parisiens destinés à recevoir, de manière inconditionnelle, tous ceux que les difficultés de l'existence ont conduit à un état de très grande précarité et de grande exclusion. L'application et le suivi de cette convention sont assurés par un comité tripartite mis en place entre la Ville de Paris, l'État et la RATP.

Renouvelée en 2013 puis en 2018, la convention tripartite fixe les modalités de fonctionnement et de financement du dispositif. Elle prévoit une participation paritaire de l'État et de la Ville de Paris aux dépenses de fonctionnement des ESI, ainsi que la participation de la RATP à leurs dépenses d'investissement et d'équipement. Y est annexé un cahier des charges définissant les conditions générales de fonctionnement et les modalités de l'accueil du public dans ces structures. Enfin, des conventions bilatérales entre la Ville de Paris et chaque gestionnaire d'ESI déclinent la convention tripartite de façon opérationnelle.

Devenu acteur essentiel de la prise en charge de l'urgence sociale dans la capitale, le réseau des ESI s'est développé en cohérence avec les objectifs du Pacte parisien 1 de lutte contre la grande exclusion, en particulier de son engagement intitulé « mieux répondre aux besoins des personnes en situation de rue ». En effet le Pacte parisien de lutte contre la grande exclusion (2015-2020) a permis d'accélérer et de développer l'offre et les prestations des ESI, notamment en promouvant les consultations de santé ou juridiques pour assurer un premier accès aux droits dans ces structures ou en apportant une réponse à la situation des familles en situation de rue par la création, en 2017, d'un second ESI famille, puis d'un troisième en décembre 2019. Le développement de l'offre s'est aussi matérialisé par l'ouverture, en juin 2021, du nouvel ESI « Clos Feuquières », géré par l'association Aurore. Le nouveau pacte parisien prolonge la volonté de mises en place d'actions spécifiques à l'intention des publics précaires.

Destinés à accueillir, proposer des prestations de première nécessité (repos, douches, soins…) et accompagner des personnes, souvent fortement désocialisées, dans la reconstruction de leur identité et de leur projet, l'objectif des Espaces Solidarité Insertion est aussi de réorienter, le moment venu, ces publics vers les services de droit commun. Dans l'intervalle, ces structures offrent des prestations d'hygiène, sanitaire et/ou médicale, d'accompagnement social, adaptées aux besoins des personnes reçues. Au cours de l'année 2024, le dispositif a globalement comptabilisé plus de 496 000 passages d'usagers (donnée stable), plus de 68 000 douches (-12%), plus de 20 800 lessives (+1%), et plus de 19 700 entretiens sociaux formalisés (stable). Nous constatons que l'activité des ESI a été relativement stable en 2024 par rapport à 2024 malgré l'impact certain des Jeux Olympiques sur les publics usagers.

À ce jour, seize accueils de jour sont labellisés « Espace Solidarité Insertion » par le comité tripartite. Trois ESI sont spécifiquement dédiés à l'accueil des familles : Pitard, Georgette Agutte et Bonne nouvelle.
Par ailleurs, deux ESI sont dédiés à l'accueil des femmes : Halte femmes et Halte aide aux femmes battues.

Ce projet de délibération porte sur quinze des seize ESI, auquel s'ajoute l'accueil de Jour du CAMRES.

L'enveloppe dédiée au financement des quinze ESI est en reconduction par rapport à 2024, le montant des subventions variant légèrement à la hausse ou à la baisse eu vu des résultats comptables et de l'activité.

Le Centre d'accueil et de médiation relationnelle, éducative et sociale (CAMRES), créé en 1992, gère un accueil de jour situé dans le 10ème arrondissement, destiné au public en situation de grande précarité. Il est proposé de soutenir cette action en 2025 par une subvention de fonctionnement d'un montant de **118 000 €.** Par ailleurs, il est proposé de soutenir 1 projet mené par l'association dans le cadre d'une convention interdirection :
- **Projet « Égalité des droits à la santé, à la création, à la culture »**
Le volet santé de cette action « Santé : tournée générale » vise à répondre de la manière la mieux adaptée aux besoins en santé des personnes et à favoriser l'accès aux dispositifs de droit commun. Les professionnels du CAMRES prennent en compte les problèmes de santé, somatiques ou psychiques, aigus et chroniques, repérés dans le cadre des accueils collectifs et des entretiens individuels ou exprimés par les personnes accueillies.
Il est proposé de soutenir cette action à travers l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de **4 000 €.**
Le montant global de la subvention proposée pour le CAMRES est donc de **122 000** € au titre de 2025 dans le cadre de la convention pluriannuelle 2023 – 2025.

Compte tenu de ces éléments, je vous propose de fixer à **4 089 849 €** le montant des subventions de fonctionnement allouées par la Ville de Paris aux gestionnaires des 15 ESI à au titre de l'année 2025 pour les structures suivantes : « Aurore -Halte Femmes » (reconduction), « HAFB-Espace solidarité Halte aux femmes battues » (reconduction), « Aux captifs la libération - Chez Monsieur Vincent » (reconduction), « CASP-La Maison dans la Rue » (Reconduction) , « CASVP-René

Coty et Halle Saint- Didier » (Reconduction) , « Emmaüs Solidarité - Agora » (Diminution), «Emmaüs Solidarité - Boutique Solidarité Bichat » (Diminution), « Emmaüs Solidarité - Traversière » (Diminution), « Emmaüs Solidarité - Familles Pitard » (Diminution), « Société philanthropique - Familles Georgette Agutte » (diminution), « CASP - Familles Bonne nouvelle (Reconduction) », « Mie de Pain - ESI L'Arche d'Avenirs » (Reconduction), « Aurore - Clos Feuquières » (reconduction) et « FADS - la maison du partage » (reconduction) et CAMRES (Diminution).

Je vous prie, Mesdames, Messieurs , de bien vouloir délibérer.

La Maire de Paris

2025 DSP 23 DFPE DDCT - Subventions (177 020 euros) à l'association L.I.R.E et avenant pour des actions de promotion de la lecture dans les PMI, les Relais Petite-Enfance et quartiers Politique de la Ville (10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 18e, 19e, 20e)

Le Conseil de Paris

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13, L 2511-14 ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques **;**

Vu la convention pluriannuelle 2023-2025 avec l'association « L.I.R.E, le Livre pour l'Insertion et le Refus de l'Exclusion » en date du 20 mars 2023 modifiée par avenant du 24 juillet 2024 ;

Vu le projet de délibération en date des par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution de subventions et la signature d'un avenant numéro 2 à la convention pluriannuelle 2023-2025 avec l'association « L.I.R.E, le Livre pour l'Insertion et le Refus de l'Exclusion », sise 69, rue Curial à Paris (19e), relative aux séances de lecture organisées dans les centres de PMI et dans les quartiers politique de la Ville du 10e, 13e, et 19e arrondissements, aux actions de lecture et de formation dans les Relais Petite Enfance (R.P.E.) et auprès des publics éloignés du livre ;

Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 13e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 18e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Madame Anne-Claire BOUX au nom de la 4e commission,

Sur le rapport présenté par Madame Melody TONOLLI au nom de la 5e Commission,

Sur le rapport présenté par Monsieur Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association « L.I.R.E, le Livre pour l'Insertion et le Refus de l'Exclusion », dont le siège social est situé 69, rue Curial à Paris (19e), un avenant numéro 2 à la convention pluriannuelle d'objectifs 2023-2025, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : Une subvention globale d'un montant de 177 020 € est attribuée à l'association « L.I.R.E, le Livre pour l'Insertion et le Refus de l'Exclusion » (n° Paris Asso 16396) au titre de l'année 2025 pour les projets suivants :

- Au titre de la protection maternelle et infantile (DSP) :
  - « Séances de lecture dans les centres de P.M.I » : 92 000 € (2025_04200) ;

- Au titre des familles et de la petite enfance (DFPE) :
  - « Actions de lecture et formation dans les Relais Petite Enfance (R.P.E.) et auprès des publics éloignés du livre » : 71 020 € (2025_04226) ;

- Au titre de la politique de la ville (DDCT : montant total 14 000 €) :
  - « Lectures partagées avec les familles des quartiers Buisson-St-Louis et Grange-aux-Belles » (10e) : 1 500 € (2025_01348) ;
  - « Lectures partagées avec les familles dans les quartiers Michelet-Rosa Parks » (19e) : 5 000 € (2025_01246) ;
  - « Lectures pour tous dans le quartier Danube-Marseillaise » (19e) : 3 500 € (2025_01248) ;
  - « Lectures pour tous dans les quartiers Chevaleret – Bédier (13e) : 4 000 € (2025_01234).

Article 3 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2025 et suivants, sous réserve de la décision de financement.

Direction de la Santé Publique
Sous-Direction Santé des Enfants, Parentalité, Santé sexuelle
Pôle Partenariats et budget

2025 DSP 23 DFPE DDCT - Subventions (177 020 euros) à l'association L.I.R.E et avenant pour des actions de promotion de la lecture dans les PMI, les Relais Petite-Enfance et quartiers Politique de la Ville (10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 18e, 19e, 20e)

PROJET DE DÉLIBÉRATION

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre des politiques de protection maternelle et infantile et d'accompagnement des familles, en particulier auprès de publics vulnérables ou éloignés du livre, il est proposé de poursuivre le partenariat de la Ville de Paris avec l'association L.I.R.E concernant des actions de promotion de la lecture.

L'association « L.I.R.E, le Livre pour l'Insertion et le Refus de l'Exclusion » intervient depuis 1999 dans les structures de la petite enfance, de la culture, du social et de la santé, auprès des jeunes enfants et de leurs parents, afin de mettre en œuvre une action d'éveil au livre. Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Lutter contre l'illettrisme et l'analphabétisme,
- Familiariser aux livres, aux images et aux textes, en donner le goût dès la petite enfance,
- Contribuer au développement de la personnalité et prévenir l'échec scolaire,
- Favoriser l'insertion des enfants et des familles les plus démunies, fonder cet accompagnement social par une démarche culturelle,
- Développer des actions de formation en liaison avec les points précédents.

Depuis 2019, les projets mis en œuvre par l'association « L.I.R.E, le Livre pour l'Insertion et le Refus de l'Exclusion » sur le territoire parisien sont regroupés au sein d'une convention pluriannuelle d'objectifs au titre de la santé publique, des familles et de la petite enfance, et de la démocratie, des citoyen.ne.s et des territoires.

➢ DSP : Séances de lecture dans les centres de PMI

L'association « L.I.R.E» propose d'animer des séances de lectures dans plusieurs centres de protection maternelle et infantile. Ces séances ont pour objectif d'éveiller les enfants au livre et de partager ce moment avec l'adulte qui les accompagne. Les séances se tiennent en salle d'attente, permettant aux lecteurs de sensibiliser les parents à l'intérêt du livre dans l'éveil de leur enfant et de favoriser la construction du lien parent/enfant.

De 2017 à 2024, cette offre était uniquement mise en œuvre dans les PMI en délégation ; à partir de 2025, le service de PMI souhaite rééquilibrer l'offre entre les structures associatives et en régie, et dans une logique de maillage territorial et de dynamique de réseau.
En 2024, les lecteurs de l'association ont organisé 332 séances en centre de P.M.I. en délégation dont 34 accompagnements en bibliothèque touchant ainsi 2214 enfants et 2093 parents.
Les professionnels de l'association ont également participé à des projets plus spécifiques des équipes de PMI en délégation comme un ouvrage collectant des recettes familiales.
L.I.R.E. est intervenue lors d'événements (conférence sur l'éveil artistique et la santé culturelle, table-ronde sur les comptines) favorisant les partenariats et les actions de médiation sur la lecture.

L.I.R.E. souhaite poursuivre le partenariat dans les P.M.I. à raison de 389 séances en 2025.

C'est pourquoi je vous propose de valoriser l'activité réalisée dans les PMI en reconduisant la subvention à hauteur 92 000 €.

- DFPE : Actions de lecture et formation dans les Relais Petite Enfance (R.P.E.) et auprès des publics (jeunes enfants et leur famille) éloignés du livre

L'action de l'association s'articule autour de trois axes :

- Accompagner la professionnalisation des professionnel-le-s de l'accueil individuel (assistant.e-s maternel.le.s et gardes d'enfant à domicile) ;
- Action de sensibilisation des professionnel-le-s de la petite enfance à travers les comités de lecture en bibliothèque ;
- Favoriser l'accès aux livres des publics (jeunes enfants et leur famille) qui en sont éloignés.

Dans l'axe « accompagnement des professionnel-le-s de l'accueil individuel », l'association intervient selon deux modalités :
- En relais petite enfance (R.P.E.), l'association a élaboré un projet spécifique destiné aux assistantes maternelles employées par des particuliers. Ce projet spécifique a évolué pour intégrer un nouveau public de professionnel.le.s, les auxiliaires parentales-aux ou gardes d'enfants à domicile (qui gardent les enfants au domicile des parents en garde simple ou partagée).
  Au cours des séances de lecture, le lecteur accompagne les enfants dans la découverte des livres et répond aux attentes des professionnel-le-s, dans une démarche de professionnalisation, sur le choix des livres et la pratique de la lecture aux tout-petits.

En 2024, plus de 772 bénéficiaires (présences et non personnes différentes) ont pu prendre part à l'une ou plusieurs des 209 séances proposées dans 44 sites différents.
- En complément des interventions dans le cadre des ateliers de R.P.E., l'association a développé depuis 2023 des actions de formation et sensibilisation des professionnel-le-s sans la présence des enfants au travers de conférence, d'ateliers « pratiques professionnelles » et d'actions collectives localisées.

En 2024, près d'une trentaine d'assistant.e.s maternel.le.s ont pris part à une conférence sur le thème « Abécédaire amoureux de la lecture avec les bébés », 4 séances d'ateliers (demi-journée) ont été organisées pour une trentaine de stagiaires (gardes à domicile et assistant-e-s maternel-le-s).

Dans l'axe « sensibilisation des professionnel-le-s de la petite enfance à travers les comités de lecture en bibliothèque », l'association co-anime les comités avec les

bibliothécaires. L'association apporte son expérience sur les pratiques de lecture et analyses d'observations d'enfants en situation de lecture afin de permettre aux bibliothécaires et au personnel petite enfance d'enrichir leurs actions autour des livres avec les enfants et les parents.
En 2024, 564 bénéficiaires professionnel-le-s de la petite enfance ont pris part à l'une ou plusieurs des 34 séances organisées dans 27 bibliothèques municipales.

Enfin sur le troisième axe, l'association a développé des interventions auprès de public notamment en structures d'hébergement et logements d'insertion. Ces actions se font sur la base d'un projet commun avec la structure accueillante et prend par exemple, la forme d'ateliers de lecture individualisée en présence de l'équipe, l'objectif étant d'encourager la participation des parents et d'ouvrir vers les ressources des quartiers.
En 2024, 44 séances ont été organisées dans 5 Centres d'hébergement d'urgence et de réinsertion sociale (CHU / CHRS) et 1 gymnase, situés dans les arrondissements : Paris Centre, 13ème, 18ème, et 19ème.

Afin d'accompagner ces évolutions, de soutenir le développement des interventions auprès des gardes à domicile ainsi que dans les structures d'insertion tout en continuant les actions auprès des assistant-e-s maternel-le-s, je vous propose de maintenir le soutien à l'action par une subvention de 71 020 € (comme en 2024).

- DDCT : Lectures partagées avec les familles des quartiers Buisson St. Louis et Grange aux Belles (10e)

L'association souhaite créer des moments privilégiés et festifs de plein air autour de la lecture :
Au printemps et durant les mois d'été, les lectrices de l'association et partenaires du quartier proposent des jeux, des lectures individualisées dans le quartier Grange aux Belles et dans le jardin de la rue du Chalet. Les familles sont encouragées à se rendre à la bibliothèque du quartier pour prolonger les lectures et emprunter les livres appréciés.

- DDCT : Lectures partagées avec les familles des quartiers Michelet et Rosa Parks (19e)

Afin de rompre l'isolement de certaines familles du quartier Michelet, l'association mettra en place au sein du square Curial des activités d'éveil visant à soutenir les parents gardant leur jeune enfant à domicile. En outre, elle mettra en place des actions spécifiques en faveur des familles vulnérables, éloignées de la lecture. Des actions culturelles pour tous seront également proposées dans l'espace public, afin de créer des liens entre les habitants.

L'association participera également à la dynamique menée sur le quartier Rosa Parks et notamment via le collectif de la Rue aux enfants pour animer l'espace public sur le boulevard Macdonald afin de proposer des lectures aux familles et de les informer sur les bibliothèques et ressources culturelles les plus proches. Les actions sur Rosa Parks permettront de désenclaver les publics de Michelet et Rosa Parks en les faisant circuler d'un quartier à l'autre.

- DDCT : Lectures pour tous dans le quartier Danube - Marseillaise (19e)

Ce projet répond au besoin de renforcer la place du livre et de la lecture auprès des familles habitant le quartier mais aussi au soutien des parents qui accompagnent leurs enfants dans la lecture.

Durant le printemps et l'été, les lectrices de l'association et les bibliothécaires du secteur (Janssen et Crimée) proposeront des lectures dans le jardin Hérold et lors de temps forts avec les écoles du quartier Marseillaise et les partenaires associatifs investis sur les questions d'accès à la lecture.

En automne – hiver, des goûters lectures se mettront en place au sein d'un EVS porté par l'association A l'adresse du jeu du quartier Danube, en fin d'après-midi, afin de permettre aux parents de participer aux lectures avec leurs enfants. Comme dans le jardin, il s'agira de proposer des temps de lecture individualisée.

- DDCT : Lectures pour tous avec les familles des quartiers Chevaleret Bédier (13e)

L'association souhaite mettre en place des ateliers lectures dans l'espace public, lors des événements de quartier comme les Terrasses d'été à Chevaleret et Bédier en fête où elle installe des tapis, coussins, une tente et met à disposition du jeunes public (petite enfance, enfance) des livres et bandes dessinées. Ces événements seront réalisés en partenariat avec les centres sociaux Chevaleret et Toussarégo et les partenaires des événements (notamment le CPA Oudiné et le collectif Bédier en fête).

L'association développe aussi des ateliers de lecture pour les tous petits en partenariat avec la PMI du quartier Chevaleret et le réseau d'assistantes maternelles.

Compte tenu de l'impact positif de ces actions auprès des enfants et des familles parisiennes, je vous propose de m'autoriser à signer l'avenant n°2 à la convention pluriannuelle 2023-2025 avec l'association « L.I.R.E, le Livre pour l'Insertion et le Refus de l'Exclusion », et d'attribuer, au titre de l'exercice 2025, une subvention d'un montant global de 177 020 € selon la répartition suivante :

- 92 000 € au titre de la DSP pour les actions dans les centres de PMI,
- 71 020 € au titre de la DFPE pour les actions de lecture et formation dans les R.P.E. et auprès des publics éloignés du livre,
- 14 000 € au titre de la DDCT / SPV (1 500 € pour des lectures partagées dans le 10e, 3 500 € pour des lectures pour tous dans le 19e Danube, 5 000 € pour des lectures partagées dans le 19e Michelet Rosa Parks et 4 000 € pour des lectures pour tous dans le 13e Chevaleret Bédier).

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir délibérer.

La Maire de Paris

2025 DU 117 Cession de 2 lots de copropriété 60, rue Raymond Losserand (14e) à la Foncière Paris Commerces.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la décision d'expropriation des 18, 20, 22 et 23 Octobre 1928 et le jugement d'expropriation du 30 mars 1928

Vu l'offre d'acquisition de la Foncière Paris Commerces en date du 22 mai 2025 ;

Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris en date du 23 mai 2025 ;

Vu l'avis du Conseil du Patrimoine, lors de sa séance du 28 mai 2025 ;

Vu le projet en délibération en date du , par lequel Mme la Maire de Paris propose de donner son accord pour céder à la Foncière Paris Commerces les lots de copropriété n° 1 et n°4 dépendant de l'immeuble sis 60 rue Raymond Losserand (14e) aux conditions validées par le Conseil du Patrimoine le 28 mai 2025 ;

Vu l'avis de Mme le Maire du 14e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du Conseil d'arrondissement en date du ;

Considérant que la Ville de Paris est propriétaire des lots n°1 et n°4 dépendant de l'immeuble sis 60, rue Raymond Losserand (14e) pour les avoir acquis en 1928 ;

Considérant que les lots n° 1 et 4 de cet immeuble sont vacants ;

Considérant que la Ville de Paris n'a pas intérêt à maintenir dans son patrimoine ces lots situés dans une copropriété qui n'est plus concernée par un quelconque projet municipal ;

Considérant que la cession à la Foncière Paris Commerces s'inscrit dans le cadre de la politique de soutien au commerce de proximité et préserve la destination du commerce bénéficiant d'une protection renforcée « Protection du commerce et de l'artisanat » au titre du PLU bioclimatique ;

Sur le rapport présenté par Mme Lamia EL AARAJE au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'acte de vente au profit de la Foncière Paris Commerces des lots de copropriété n°1 et n°4 dépendant de l'immeuble sis 60, rue Raymond Losserand (14e) au prix de 660 000 € hors taxes et hors droits, payables comptant à la signature dudit acte.

La vente aura lieu en l'état et sans démarche ni travaux préalables.

Article 2 : Tous les frais, droits et honoraires auxquels pourra donner lieu la réalisation des ventes seront à la charge de l'acquéreur. Les contributions et taxes de toute nature auxquelles les biens cédés sont et pourront être assujettis seront acquittées par l'acquéreur, à compter de la signature des contrats de vente à intervenir.

Article 3 : Est autorisée la signature par la Maire de Paris de tous les actes nécessaires à la réalisation de cette opération, notamment pour la constitution de toute servitude éventuellement nécessaire .

Article 4 : La recette d'un montant de 660.000 € sera constatée au budget de la Ville de Paris (exercice 2025 et/ou suivants).

Article 5 : La sortie des biens du patrimoine et la différence sur réalisation seront constatées par écriture d'ordre conformément aux règles comptables en vigueur.

Article 6 : La présente délibération est transmise à M. le Préfet de la Région d'Île-de-France, Préfet de Paris, et publiée au Portail des publications administratives de la Ville de Paris. Elle sera affichée à l'Hôtel de Ville de Paris.

Direction de l'Urbanisme
Service de l'Action Foncière

2025 DU 117 Cession de 2 lots de copropriété 60, rue Raymond Losserand (14e) à la Foncière Paris Commerces.

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Paris est propriétaire de 2 lots de copropriété vacants dans l'immeuble situé 60, rue Raymond Losserand à Paris 14ème, sur la parcelle cadastrée 14-DO-56.

La copropriété du 60, rue Raymond Losserand est constituée d'un immeuble de logements en R+6 avec un local commercial sur rue et des celliers en rez-de-chaussée.

Dans le cadre de la construction des stations de métro *Pernety* et *Porte de Vanves*, la Ville de Paris a acquis, par décision d'expropriation des 18, 20, 22 et 23 Octobre 1928 et par jugement d'expropriation du 30 Mars 1928, plusieurs immeubles sur les rues de Vanves (aujourd'hui rue Raymond Losserand), de Niepce et de Pernety, dont celui situé 60, rue Raymond Losserand (Paris 14ème).

En 1971, la Ville de Paris a souhaité mettre cet immeuble sous statut de copropriété afin de céder les lots d'habitation et le cellier attaché à chacun d'eux. Ces derniers ont été vendus par adjudication en 1999. La Ville de Paris est demeurée propriétaire des lots n°1 et n°4 correspondant respectivement à un local commercial et à un cellier. Occupés par la SARL MPC14 (papeterie) jusqu'en juillet 2023, ces locaux sont vacants depuis leur libération en août 2023.

- Le local commercial correspond au lot n°1, d'une superficie d'environ 114 m², est situé en rez-de-chaussée et il composé d'une boutique de 87,86 m², d'un bureau-atelier de 23,04 m² et de toilettes de 3 m². Le local dispose d'un accès direct depuis la rue et d'un accès commun à la copropriété donnant sur le hall de l'immeuble d'habitation. L'ensemble est dans un état moyen. Des travaux de mise aux normes accessibilité et sécurité incendie sont à prévoir.
- Le cellier correspondant au lot n°4, également situé au rez-de-chaussée, représente environ 2 m², et il est en bon état.

Dans le cadre de la politique de soutien au commerce de proximité, il est proposé une vente ces lots à la Foncière Paris Commerces afin de sanctuariser la

destination commerce de ce local au regard de la « Protection du commerce et de l'artisanat » inscrite au PLU bioclimatique.

La Foncière réalisera les travaux nécessaires à sa remise en état et commercialisera le local à un loyer attractif pour développer une activité commerciale ou de service utile aux habitants du quartier. Elle conservera la propriété du local et en assurera la gestion à long terme.

La Foncière Paris Commerces achètera les lots en l'état, sans condition suspensive d'obtention de financement et sans démarche préalable, ni travaux à la charge de la Ville de Paris.

Par avis en date du 23 mai 2025, le Service Local du Domaine de Paris a estimé la valeur vénale des lots n°1 et n°4 à 680 000 € hors taxes et hors droit avec une marge de 5%.

L'offre financière faite par la Foncière Paris Commerces d'un montant de 660.000 € HT HD tient compte de la valeur locative après réhabilitation du local, de l'estimation du coût des travaux de réhabilitation évalués à 111.700 € HT, et des frais liés à l'acquisition.

Lors de sa séance du 28 mai 2025, le Conseil du Patrimoine a émis un avis favorable à la vente des lots n°1 et n°4 au prix de 660.000 €.

Il est ainsi proposé au Conseil de Paris de donner son accord pour la vente à la Foncière Paris Commerces des lots 1 et 4, aux conditions financières mentionnées ci-dessus.

Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir délibérer.

La Maire de Paris

Direction des affaires juridiques
Service du droit privé et de l'accès au droit
Mission de l'accès au droit

2025 DAJ 2 : Subvention et avenant n°2 à la convention pluriannuelle (296 750 €) pour l'organisation de consultations gratuites d'avocats en mairies d'arrondissement avec l'Ordre des avocats au Barreau de Paris et la Caisse des règlements pécuniaires des avocats de Paris

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel la Ville de Paris représentée par Madame la Maire de Paris propose la signature de l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle de subvention pour l'organisation de consultations gratuites d'avocats en mairies d'arrondissement avec l'Ordre des avocats au Barreau de Paris et la Caisse des règlements pécuniaires des avocats de Paris et ainsi l'attribution d'une subvention à l'Ordre des avocats au Barreau de Paris ;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Madame Olivia POLSKI au nom de la 1ère Commission ;

Délibère

Article 1 : La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant n°2 à la convention pluriannuelle de subvention pour l'organisation de consultations gratuites d'avocats en mairies d'arrondissement avec l'Ordre des avocats au Barreau de Paris et la Caisse des règlements pécuniaires des avocats de Paris (ci-après la CARPA).

Article 2 : Une subvention de 296 750 euros (deux cent quatre-vingt-seize mille sept cent cinquante euros) est attribuée à l'Ordre des avocats au Barreau de Paris – Maison des Avocats – Cours des Avocats – CS 64111 – 75833 Paris Cedex 17; subvention qui sera versée à la CARPA.

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2025 sous réserve de la décision de financement.

Direction des affaires juridiques
Service du droit privé et de l'accès au droit
Mission de l'accès au droit

2025 DAJ 2 : Subvention et avenant n°2 (296 750 €) à la convention pluriannuelle pour l'organisation de consultations gratuites d'avocats en mairies d'arrondissement avec l'Ordre des avocats au Barreau de Paris et la Caisse des règlements pécuniaires des avocats de Paris

PROJET DE DELIBERATION
EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Paris entretient des liens forts, une relation de confiance et un partenariat historique avec l'Ordre des avocats au Barreau de Paris. La politique d'accès au droit permet aux Parisiennes et aux Parisiens, particulièrement ceux qui en sont les plus éloigné(e)s, de bénéficier de conseils juridiques gratuits et confidentiels.

La convention pluriannuelle de subvention pour l'organisation de consultations gratuites d'avocat en mairies d'arrondissement, signée le 11 avril 2023 entre la Ville de Paris, l'Ordre des avocats au Barreau de Paris et la Caisse des règlements pécuniaires des avocats de Paris, et adoptée par délibération du Conseil de Paris en date des 14, 15, 16 et 17 mars 2023, prévoit en son article 2 qu'un avenant sera délibéré en Conseil de Paris chaque année pour fixer le montant de la subvention accordée au Barreau de Paris déterminant le nombre de permanences à réaliser en mairies d'arrondissement .

Le présent projet de délibération a ainsi pour objet la signature de l'avenant n°2 à la convention pluriannuelle de subvention fixant le montant de la subvention accordée au Barreau de Paris et déterminant le nombre de permanences à réaliser en mairies d'arrondissement en 2025 .

Le dispositif de consultations gratuites d'avocats en mairies d'arrondissement a été institué par une délibération du Conseil de Paris du 2 mai 1977. Depuis 2007, la Direction des affaires juridiques assure le suivi et le fonctionnement de cette offre aux Parisiens.

Des consultations d'avocats gratuites sont proposées chaque semaine aux usagers dans l'ensemble des mairies d'arrondissement de Paris. Les consultations ont une durée de 3 heures, elles sont en mesure d'accueillir neuf rendez-vous au plus, sur la base théorique de vingt minutes par consultation.

Depuis 2017, l'offre de consultations a évolué afin de mieux répondre aux besoins des usagers. Des consultations spécialisées en droit du travail, droit du logement et droit de la famille sont désormais proposées dans une dizaine de mairies. La répartition des permanences spécialisées est faite sur demande des mairies qui disposent d'un volume de permanences suffisant pour le permettre.

Les mairies d'arrondissement veillent à offrir les meilleures conditions logistiques pour le bon déroulement de ces consultations. Les usagers peuvent également, depuis fin 2020, s'inscrire directement en ligne sur une plateforme dédiée, ou par téléphone au 3975.

En 2024, les permanences ont permis à plus de 10 000 personnes de bénéficier des conseils juridiques gratuits d'un avocat du Barreau de Paris. L'offre de permanences a couvert la période des JOP et s'est élargie à cet effet au droit pénal, au droit des étrangers et au droit des victimes de violences sexuelles et sexistes.

En 2024, la ville s'est engagée à soutenir financièrement la réalisation des 1728 permanences d'avocats en mairies d'arrondissement par le versement d'une subvention de 296 750 euros.

Pour 2025, l'Ordre des avocats au Barreau de Paris s'engage à renouveler l'affectation d'avocats généralistes et spécialisés et à assurer, comme habituellement, 1728 permanences gratuites d'avocats réparties sur l'ensemble des mairies d'arrondissement.

Je vous prie donc de m'autoriser :

- à signer l'avenant n°2 à la convention pluriannuelle de subvention avec l'Ordre des avocats au Barreau de Paris et la Caisse des règlements pécuniaires des avocats de Paris pour l'organisation de consultations gratuites d'avocats en mairies d'arrondissement ;

- et ainsi à attribuer à l'Ordre des avocats au Barreau de Paris une subvention de 296 750 € (deux cent quatre-vingt-seize mille sept cent cinquante euros) qui sera imputée au budget municipal de fonctionnement de l'exercice 2025.

Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir en délibérer.

La Maire de Paris

2025 DSOL 51 – Subventions d'investissement (108 706,09 €) pour l'aménagement et/ou l'embellissement d'espaces de repos dédiés aux personnels au sein des EHPAD Annie Girardot (13ème), Antoine Portail (6ème), Cousin de Méricourt (Cachan), Furtado Heine (14ème), Foyer des Israélites réfugiés (F.I.R) (16ème), François 1er (Villers-Cotterêts), Huguette Valsecchi (15ème), La Muette (12ème)

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet de délibération **n°2025 DSOL 51** en date du par lequel la Maire de Paris propose d'approuver la participation de la Ville de Paris au financement de l'aménagement et/ou l'embellissement d'espaces de repos dédiés aux personnels au sein des EHPAD Annie Girardot (13ème), Antoine Portail (6ème), Cousin de Méricourt (Cachan),
Furtado Heine (14ème), Foyer des Israélites réfugiés (F.I.R) (16ème), François 1er (Villers-Cotterêts), Huguette Valsecchi (15ème), La Muette (12ème)

Vu l'avis du Conseil du 6ème arrondissement en date du

Vu l'avis du Conseil du 12ème arrondissement en date du

Vu l'avis du Conseil du 13ème arrondissement en date du

Vu l'avis du Conseil du 14ème arrondissement en date du

Vu l'avis du Conseil du 15ème arrondissement en date du

Vu l'avis du Conseil du 16ème arrondissement en date du

Sur le rapport présenté par Mme Véronique LEVIEUX de la 4ème Commission ;

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec le Centre d'Action Sociale de la ville de Paris une convention d'investissement dont le texte est joint à la présente délibération pour l'achat de 5 fauteuils relaxants et d'un vélo d'appartement pour l'EHPAD Annie Girardot, 10 rue Annie Girardot, 75013 Paris.

Article 2 : Une subvention d'investissement d'un montant de **14 177,99 euros TTC** est attribuée au Centre d'Action Sociale de la ville de Paris pour le financement de cette opération

Article 3 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec le Centre d'Action Sociale de la ville de Paris une convention d'investissement dont le texte est joint à la présente délibération pour le financement du programme de rénovation et d'aménagement de la salle détente du personnel de l'EHPAD Cousin de Méricourt, 15 avenue Cousin de Méricourt,
94230 Cachan .

Article 4 : Une subvention d'investissement d'un montant de **14 948,10 euros TTC** est attribuée au Centre d'Action Sociale de la ville de Paris pour le financement de cette opération -

Article 5 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec le Centre d'Action Sociale de la ville de Paris une convention d'investissement dont le texte est joint à la présente délibération pour le financement du programme d'aménagement de la salle de repos du personnel de l'EHPAD François 1er, 6 rue de la Pléiade, 02600 Villers-Cotterêts .

Article 6 : Une subvention d'investissement d'un montant de **13 035,12 euros TTC** est attribuée au Centre d'Action Sociale de la ville de Paris pour le financement de cette opération -

Article 7 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec le Centre d'Action Sociale de la ville de Paris une convention d'investissement dont le texte est joint à la présente délibération pour le financement du programme d'aménagement de la salle de repos du personnel de l'EHPAD Furtado Heine, 5 rue Jacquier, 75014 Paris.

Article 8 : Une subvention d'investissement d'un montant de **17 871,62 euros TTC** est attribuée au Centre d'Action Sociale de la ville de Paris pour le financement de cette opération.

Article 9 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec le Centre d'Action Sociale de la ville de Paris une convention d'investissement dont le texte est joint à la présente délibération pour le financement de l'aménagement de la salle de repos de l'EHPAD Huguette Valsecchi, 14 place Mère Marie Skobtsov, 75015 Paris .

Article 10 : Une subvention d'investissement d'un montant de **1 261,98€ euros TTC** est attribuée au Centre d'Action Sociale de la ville de Paris pour le financement de cette opération.

Article 11 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec le Foyer des Israélites réfugiés (F.I.R) une convention d'investissement dont le texte est joint à la présente délibération pour le financement du programme d'aménagement de la salle de pause du personnel de l'EHPAD du « FIR », sis 5 rue de Varize, 75016 Paris.

Article 12 : Une subvention d'investissement d'un montant de **11 286,78 euros TTC** est attribuée au « FIR » pour le financement de cette opération.

Article 13 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Fondation des Diaconnesses de Reuilly une convention d'investissement dont le texte est joint à la présente délibération pour le financement du programme de rénovation de la salle de repos du personnel de l'EHPAD La Muette, 43 rue Bauchat , 75012 Paris.

Article 14 : Une subvention d'investissement d'un montant de **19 179,00 euros TTC** est attribuée à la Fondation des Diaconnesses de Reuilly pour le financement de cette opération.

Article 15 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Monsieur Vincent une convention d'investissement dont le texte est joint à la présente délibération pour le financement du programme de création d'une salle de repos du personnel de l'EHPAD Antoine Portail, 88 rue du Cherche Midi , 75006 Paris.

Article 16 : Une subvention d'investissement d'un montant de **16 945,50 euros TTC** est attribuée à l'association Monsieur Vincent pour le financement de cette opération.

Article 17 : Les versements seront effectués en **une fois** sur l'exercice 2025 pour les **8 opérations concernées** .

Article 18 : La dépense correspondante sera inscrite au budget de la Ville de Paris pour l'exercice 2025, sous réserve de la décision de financement.

VILLE DE PARIS

Direction des Solidarités

2025 DSOL 51 – Subventions d'investissement (108 706,09 euros) pour l'aménagement et/ou l'embellissement d'espaces de repos dédiés aux personnels au sein de 8 EHPAD **.**

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

L'amélioration de la qualité de Vie au travail (Q.V.T) pour les professionnels d'établissements sociaux et médico-sociaux accueillant des personnes âgées dépendantes fait partie des orientations du Schéma Séniors à Paris 2022-2026**.** Les conditions matérielles de travail constituent des facteurs clé permettant de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie au travail. En effet, l'accès par les professionnels à des lieux et des temps propices au repos et au-bien-être sont de nature à favoriser la qualité du service rendu et ainsi à contribuer à la bientraitance des résidents. Dans un contexte de déficit d'attractivité, avec des environnements de travail marqués par les risques psychosociaux, la collectivité parisienne entend promouvoir des valeurs de bien être au travail pour les structures prenant en charge les personnes âgées.

À ce titre, la Ville de Paris a lancé en 2025 un appel à candidatures (A.A.C) auprès des Petites Unités de Vie (P.U.V) et des Établissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendante (E.H.P.A.D) parisiens, 100% habilités à l'aide sociale légale . Cet AAC a pour objet d'accompagner ces établissements dans le financement de leurs projets d'investissement pour l'aménagement et/ou l'embellissement d'espaces de repos dédiés à leur personnel et d'améliorer ainsi leurs conditions de travail.

Dans le cadre de cet A.A.C, chaque projet retenu peut se voir accorder par la Ville de Paris une subvention d'investissement, **d'un montant maximal de 20 000€ (montant plafond).**

Les dépenses éligibles concernent :

- Le mobilier, l'équipement…

  Et/ou

- Les travaux d'aménagement intérieurs des locaux concernés.

Et sont exclus du champ de ce financement :

- -Les prestations de services à destination du personnel ou des résidents et leurs familles.

- -Les projets portant sur des locaux à destination **uniquement** des résidents ou de leurs familles.

Après dépôt des dossiers de candidature par les Organismes Gestionnaires, le 28 avril 2025,
et examen des dossiers par les services de la Ville de Paris, huit projets ont été retenus. Ces projets concernent les établissements médico-sociaux pour personnes âgées suivants :

- L'EHPAD Annie Girardot, situé au 10 rue Annie Girardot, 75013 Paris, géré par le Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris,
- L'EHPAD Cousin de Méricourt, situé au 15 avenue Cousin de Méricourt, 94230 Cachan, géré par le Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris,
- L'EHPAD François 1er, situé au 6 rue de la Pléiade, 02600 Villers-Cotterêts, géré par le Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris,
- L'EHPAD Furtado Heine, situé au 5 rue Jacquier, 75014 Paris, géré par le Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris,
- L'EHPAD Huguette Valsecchi, situé au 14 place Mère Marie Skobtsov, 75015 Paris, géré par le Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris,
- L'EHPAD géré par l'association du Foyer des Israélites Réfugiés (F.I.R) situé au 5 rue de Varize, 75016 Paris,
- L'EHPAD La Muette, situé au 43 rue du sergent Bauchat, 75012 Paris, géré par la Fondation des Diaconnesses de Reuilly,
- L'EHPAD Antoine Portail, situé au 88 rue du Cherche Midi, 75006 Paris, géré par l'association Monsieur Vincent

Le présent projet a pour objet de vous soumettre les conditions de ces différentes réalisations et du soutien financier à l'investissement accordé par la Ville de Paris, pour chacune de ces opérations.

I - PRESENTATION DES DIFFERENTS PROGRAMMES :

Les différents programmes sont détaillés dans la fiche technique ci-jointe.

Les principales caractéristiques de ces programmes sont les suivantes :

ETABLISSEMENT	Descriptif précis du projet
EHPAD Annie Girardot	**Acquisition de 5 fauteuils relaxant et massant, d'un vélo d'appartement :** Les fauteuils sont installés dans la salle des personnels (1) et dans les postes de soins (4). Le vélo d'appartement est situé dans le pôle administratif

EHPAD Cousin de Méricourt	**Rénovation et aménagement de la salle de détente du personnel de l'EHPAD** comprenant des travaux de peinture, l'achat de deux fauteuils massant, une enceinte Bluetooth et un réfrigérateur.
EHPAD François 1er	**Aménagements intérieur et extérieur de l'espace de repos du personnel situé au rez-de-chaussée de l'établissement :** achat de chauffeuses, d'une banquette, de tables, de chaises, de jardinières
EHPAD Furtado Heine	**Aménagement de la salle de repos du personnel** comprenant l'achat de fauteuils, tables, fauteuils massant.
EHPAD Huguette Valsecchi	**Aménagement de la salle de repos du personnel** comprenant deux fauteuils souples de repos, des tables et des chaises.
EHPAD du FIR	**Finalisation de l'aménagement de la salle de repos suite à la rénovation de 2024 grâce à la subvention QVT de la ville de Paris**
EHPAD la Muette	**Rénovation de la salle de repos du personnel** comprenant la réfection des portes, plafond, sol, installation de cloison
EHPAD Antoine Portail	**Création d'une salle de repos en sous-sol** comprenant la réfection des sols et des murs (revêtements, faux-plafonds, peintures). Projet d'aménagement financé par l'Agence Régionale de Santé.

II - FINANCEMENT DES PROGRAMMES :

Le coût total de ces 8 opérations est évalué **108 706,09 € TTC** avec une participation globale de la Ville de Paris à hauteur de **108 706,09 € TTC,** soit la totalité du montant des dépenses **.**

Le plan de financement prévisionnel s'établirait pour chaque établissement de la façon suivante :

DEPENSES (en euros) TTC		RECETTES (en euros) TTC		
		Subvention DSOL (Ville de Paris) [1]	Trésorerie (fonds propres de l'établissement)	**Total recettes**
EHPAD Annie Girardot	**14 177,99**	14 177,99	/	**14 177,99**
EHPAD Cousin de Méricourt	**14 948,10**	14 948,10	/	**14 948,10**
EHPAD François 1er	**13 035,12**	13 035,12	/	**13 035,12**
EHPAD Furtado Heine	**17 871,62**	17 871,62	/	**17 871,62**
EHPAD Huguette Valsecchi	**1 261,98**	1 261,98	/	**1 261,98**
EHPAD du FIR	**11 286,78**	11 286,78	/	**11 286,78**
EHPAD la Muette	**19 179,00**	19 179,00	/	**19 179,00**
EHPAD Antoine Portail	**16 945,50**	16 945,50	/	**16 945,50**
Total	**108 706,09**	108 706,09		**108 706,09**

Je vous propose en conséquence de bien vouloir m'autoriser à signer une convention, avec chacun, des 8 établissements mentionnés dans la présente délibération afin de leur attribuer une subvention d'investissement d'un montant total de **108 706,09 € TTC** au titre de la participation de la Ville de Paris au financement des programmes précités et selon les modalités suivantes :

- Un versement d'un montant de **14 177,99 € TTC** pour l'EHPAD Annie Girardot sera effectué en 2025, à la signature de la présente convention avec le Centre d'Action Sociale de la ville de Paris ;

- Un versement d'un montant de **14 948,10 € TTC** pour l'EHPAD Cousin de Méricourt sera effectué en 2025, à la signature de la présente convention avec le Centre d'Action Sociale de la ville de Paris ;

- Un versement d'un montant de **13 035,12 € TTC** pour l'EHPAD François 1er sera effectué en 2025, à la signature de la présente convention avec le Centre d'Action Sociale de la ville de Paris ;

- Un versement d'un montant de **17 871,62 € TTC** pour l'EHPAD Furtado Heine sera effectué en 2025, à la signature de la présente convention avec le Centre d'Action Sociale de la ville de Paris ;

- Un versement d'un montant **1 261,98 € TTC** pour l'EHPAD Huguette Valsecchi sera effectué en 2025, à la signature de la présente convention avec le Centre d'Action Sociale de la ville de Paris ;

- Un versement d'un montant de **11 286,78 € TTC** pour l'EHPAD du FIR sera effectué en 2025, à la signature de la présente convention avec l'association du Foyer des Israélites Réfugiés ;

- Un versement d'un montant de **19 179,00 € TTC** pour l'EHPAD de la Muette sera effectué en 2025, à la signature de la présente convention avec la Fondation des Diaconnesses de Reuilly ;

1 Dans le cadre de cet A.A.C, chaque projet retenu peut se voir accorder par la Ville de Paris une subvention d'investissement, **d'un montant maximal de 20 000€ (montant plafond)** .

- Un versement d'un montant de **16 945, 50 € TTC** pour l'EHPAD Antoine Portail sera effectué en 2025, à la signature de la présente convention avec l'association Monsieur Vincent ;

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir délibérer.

La Maire de Paris

2025 DSOL 55 : Subventions (97 000 €) à onze associations, 2 conventions et un avenant pour leurs actions de prévention en direction des seniors, l'accès aux loisirs et le soutien aux aidants.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2511-13 et suivants ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel Madame la Maire de Paris propose la signature de deux conventions annuelles d'objectifs avec les associations E-seniors (11e) et l'association Autonomie Paris Saint-Jacques (6e) et un avenant avec l'association 13 Avenir (13e) ;

Vu le projet de délibération **2025 DSOL 55** en date du par lequel Madame la Maire de Paris, propose l'attribution d'un financement aux associations Galipettes (Paris Centre), Asserap (7e), Sport 7 (7e), E-seniors (11e), 13 Avenir (13e), Le Foyer Saint Laurent (10e), Club Saint Denys au Marais (Paris Centre),Œuvre de Secours aux Enfants (10e), GAG (87350 Panazol), Autonomie Paris Saint-Jacques (6e), Les Transmetteurs (14e) en faveur de leurs actions de soutien aux seniors isolés au titre de l'année 2025 ;

Vu l'avis du Conseil de l'arrondissement Paris Centre en date du
Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du

Sur le rapport présenté par Madame Véronique LEVIEUX au nom de la 4ème Commission ;

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs avec l'association « E-seniors » (11e)

Article 2 : Une subvention de fonctionnement de 5 000 euros est attribuée à l'association « E-seniors » (ParisAsso 915 – dossier 2025_00551)

Article 3 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs avec l'association « Autonomie Paris Saint-Jacques » (6e)

Article 4 : Une subvention de fonctionnement de 40 000 euros est attribuée à l'association « Autonomie Paris Saint-Jacques » (6e) (ParisAsso 82241 – dossier 2025_10043)

Article 5 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association « 13 Avenir » (13e)

Article 6 : Une subvention de fonctionnement de 23 000 euros est attribuée à l'association « 13 Avenir » (ParisAsso 188 600 – dossier 2025_02625)

Article 7 : Une subvention de fonctionnement de 8 000 euros est attribuée à l'association « Les Transmetteurs » (X e) (ParisAsso 34001 – dossier 2025_09937)

Article 8 : Une subvention de fonctionnement de 1 500 euros est attribuée à l'association « Galipettes » (Paris Centre) (ParisAsso 193 769–dossier 2025_03943)

Article 9 : Une subvention de fonctionnement de 3 000 euros est attribuée à l'« Association pour l'encouragement des retraités à l'animation physique (ASSERAP) » (7e) (ParisAsso 2 001 – dossier 2025_00812)

Article 10 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 7 000 euros est attribuée à l'association « Sport 7 » (7e) (ParisAsso 17 371 – dossier 2025_05127)

Article 11 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 2 000 euros est attribuée à l'association « Le Foyer Saint-Laurent » (10e) (ParisAsso 20 570 – dossier 2025_00901)

Article 12 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1 500 euros est attribuée à l'association « Club Saint Denys au Marais » (Paris Centre) (ParisAsso 5 441 – dossier 2025_03919)

Article 13 : Une subvention de fonctionnement de 2 500 euros est attribuée à l'association « Œuvre de Secours aux Enfants » (10e), (ParisAsso 8 022– dossier 2025_06589)

Article 14 : Une subvention de fonctionnement de 3 500 euros est attribuée à l'association « Groupement national des Animateurs en gérontologie, gériatrie, structures et services pour personnes âgées (G.A.G) »
(87350 Panazol), (ParisAsso 188 842 – dossier 2025_00532)

Article 15 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris 2025 et exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

DIRECTION DES SOLIDARITÉS
SOUS-DIRECTION DE L'AUTONOMIE

2025 DSOL 55 : Subventions (97 000 €) à onze associations, 2 conventions et un avenant pour leurs actions de prévention en direction des seniors, l'accès aux loisirs et le soutien aux aidants.

PROJET DE DELIBÉRATION

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Afin d'anticiper l'apparition des premières fragilités et lutter contre l'isolement social, facteur de vulnérabilité et de perte d'autonomie, la collectivité parisienne soutient les initiatives d'associations visant à mieux faire connaître aux seniors les offres culturelles, de loisirs, et de prévention de proximité, et à leur en faciliter l'accès. Le présent projet de délibération a pour objet d'accorder une subvention de fonctionnement à onze associations qui, par la pluralité de leurs activités, proposent une offre culturelle et de loisirs adaptée aux aspirations des aînés, y compris dans le soutient aux aidants.

Dans le prolongement des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, des associations renforcent leur offre d'activités physiques proposées à leurs publics séniors. L'association **Galipettes** maintient à un tarif abordable un cours de gymnastique adaptée pour les seniors LGBTQ+ dans deux arrondissements parisiens : les 11e et 18e arrondissements. L'association **ASSERAP** (Association pour l'encouragement des retraités à l'animation physique) (7e) projette l'animation d'un troisième cours de Gymnastique Douce sur Chaise. Ce cours permet d'accueillir un public fragile éloigné de la pratique sportive pour des raisons d'âge et d'inaptitude physique à certains mouvements. Également implantée dans le 7e arrondissement, l'association **Sports 7** propose et anime une trentaine d'activités sportives. Elle organise tout au long de l'année diverses manifestations culturelles et sportives, fêtes et compétitions. En 2023, elle accueillait environ 300 seniors.

Sur le volet numérique, un accompagnement sera proposé par l'association **E-seniors** (11e) sous forme d'ateliers informatiques pour favoriser la maîtrise de certains outils numériques (smartphone, tablette, ordinateur) et de maintenir un lien social au quotidien. Ces ateliers, qui complèteront l'offre d'accompagnement au numérique financée par la Conférence des Financeurs, auront aussi pour vocation à apporter un soutien supplémentaire à des séniors en difficultés dans la réalisation de leurs démarches administratives. Les lieux d'intervention seront diversifiés (MVAC, centre social, clubs seniors, Centres Paris Anim') et essaiment sur l'ensemble du territoire parisien.

Une expérimentation de référents isolement territoriaux est en cours pour développer des actions de lien social et articuler les offres proposées aux seniors isolés. Dans le 13ème arrondissement, ce projet est porté par l'association **13 Avenir**. Elle prévoit ainsi de développer des actions d'aller-vers à destination des seniors isolés, encore inconnus des institutions et des associations du territoire,

notamment à travers une campagne de porte-à-porte au sein d'îlots identifiés. Le projet entend également informer, orienter et soutenir les seniors du territoire grâce à une permanence d'aide aux démarches au sein du Comptoir Patay, lieu ressource ouvert à tous les seniors. Les deux autres porteurs de référents isolement seront financés par la Conférence des financeurs.

D'autres associations contribuent également à renforcer le lien social de proximité, en organisant des animations culturelles et de loisir régulières et diversifiées. Ces acteurs contribuent largement à la richesse de l'offre parisienne, à l'image du **Foyer Saint-Laurent** (10e) ou du **Club Saint Denys au Marais** (3e). L'association **Œuvre de Secours aux Enfants** (10e) mène aussi des actions en direction des seniors, visant à rompre leur solitude et à garantir leur inclusion : elle proposera cette année un séjour ouvert aux séniors fréquentant ses différents locaux.

L'association **Groupement national des Animateurs en gérontologie, gériatrie, structures et services pour personnes âgées (G.A.G)** propose à l'ensemble des structures ou associations pour personnes âgées du territoire parisien un accès à la plate-forme « Culture à Vie », qui regroupe de très nombreux supports d'activités ou de projets mis en ligne (plus de 1300) permettant de diversifier les animations proposées par les équipes d'animations en résidences ou EHPAD par exemple. Ce groupement dispose par ailleurs d'une représentation territoriale (Paris et proche banlieue), qui se réunit régulièrement, et permet aux équipes d'animation volontaires de partager des bonnes pratiques, évoquer des enjeux entre pairs, ou encore animer un réseau de prêt de matériels entre établissements.

L'une des missions de l'association **Autonomie Paris Saint Jacques** est de soutenir les aidants. L'association propose un programme d'accompagnements individuels (psychologue, sophrologue, coach en nutrition, avocate, médecin, professeur de Pilates) adapté aux besoins des aidants suite à une évaluation globale à domicile. Ce projet permet à l'aidant de s'inscrire dans un véritable parcours d'accompagnement avec prise en compte de ses besoins et de ceux de son proche, de rompre l'isolement en recréant une vie sociale, d'éviter l'épuisement et d'apporter des conseils, du soutien et du réconfort.

L'association **Les Transmetteurs (14e)** accompagne la Ville de Paris en mettant à la disposition des équipes de la DSOL des médecins pour les appuyer dans la mise en œuvre du Plan Canicule, du Plan d'Urgence Hivernale et lors d'événements occasionnels nécessitant des compétences médicales .
Elle s'engage par ailleurs auprès des seniors en organisant des ateliers de prévention santé (Formation aux gestes de premiers secours, détection des AVC, nutrition, addictologie (alcool, drogue, cigarette), perte d'autonomie générale, ou encore sexualité des séniors). Cet engagement s'incarnera, cette année, via des partenariats avec des acteurs locaux (Fondation Maison des Champs pour son projet « Carrefour des Solidarités » et Paris Habitat dans le cadre de l'accompagnement des seniors de la résidence Indochine Sérurier).

Compte-tenu de la qualité des actions proposées et de leurs objectifs, je vous propose de signer une convention avec l'association E-senior (11e) et Autonomie

Paris Saint Jacques (6e) et un avenant avec l'association 13 Avenir, et d'attribuer au titre de 2025 les subventions suivantes :

Galipettes	1 500 €
Asserap	3 000 €
Sport 7	7 000 €
E-seniors	5 000 €
13 Avenir	23 000 €
Le Foyer Saint Laurent	2 000 €
Club Saint Denys au Marais	1 500 €
Œuvre de Secours aux Enfants	2 500 €
GAG	3 500 €
Autonomie Paris Saint Jacques	40 000 €
Les Transmetteurs	8 000 €

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en délibérer.

La Maire de Paris

2025 DSOL 94 : Subventions (95 000 euros) à 7 associations et convention ou avenant à convention avec 5 d'entre elles, pour leurs actions de loisirs adaptés pour des personnes en situation de handicap et de répit pour les familles

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-1, L. 2511-14 et suivants ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération **2025 DSOL 94** en date du 1er au 4 juillet 2025 par lequel Madame la Maire de Paris propose d'attribuer des subventions pour un montant total de 95 000 euros à 7 associations pour leurs actions de loisirs adaptés en direction des personnes en situation de handicap et de répit pour les familles ;

Vu l'Avis du Conseil du 10e arrondissement en date du..... ;

Vu l'Avis du Conseil du 12e arrondissement en date du..... ;

Vu l'Avis du Conseil du 13e arrondissement en date du..... ;

Vu l'Avis du Conseil du 14e arrondissement en date du..... ;

Vu l'Avis du Conseil du 19e arrondissement en date du..... ;

Sur le rapport présenté par Madame Lamia EL AARAJE au nom de la 5e commission ;

Délibère

Article 1 : Approuve la subvention d'un montant de 35 000 euros et autorise Madame la Maire de Paris à signer la convention pluriannuelle d'objectifs 2025-2027, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association **ADAPEILA - LOISIRS PLURIEL de PARIS 13**, Paris asso 207458, dossier 2025_11490 pour l'année 2025.

Article 2 : Approuve la subvention d'un montant de 35 000 euros et autorise Madame la Maire de Paris à signer la convention pluriannuelle d'objectifs 2025-2027, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association **ADAPEILA - LOISIRS PLURIEL PARIS 19**, Paris asso 207458, dossier 2025_11489 pour l'année 2025.

Article 3 : Approuve la subvention d'un montant de 10 000 euros, attribuée à l'association **J'IMAGINERAIS** , Paris asso 84641, dossier 2025_05741, pour l'année 2025.

Article 4 : Approuve la subvention d'un montant de 5 000 euros et autorise Madame la Maire de Paris à signer l'avenant 1 à la convention pluriannuelle d'objectifs 2024-2026 dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association **ACCESSIJEUX,** Paris asso 183607, dossier 2025_06727, pour l'année 2025.

Article 5 : Approuve la subvention d'un montant de 5 000 euros et autorise Madame la Maire de Paris à signer l'avenant 1 à la convention pluriannuelle d'objectifs 2024-2026 dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association **FLORIMONT** , Paris asso 12706, dossier 2025_03023, pour l'année 2025.

Article 6 : Approuve la subvention d'un montant de 3 000 euros, et autorise Madame la Maire de Paris à signer la convention annuelle d'objectifs 2025 dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association **CAFEZOIDE** , Paris asso 14445, dossier 2025_06135, pour l'année 2025.

Article 7 : Approuve la subvention de 2 000 euros attribuée à l'association **IRIMI VIVACE,** Paris asso 802, dossier 2025_06108, pour l'année 2025.

Article 8 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget de l'année 2025 de la Ville de Paris et des années suivantes sous réserve de la décision de financement.

2025 DSOL 94 : Subventions (95 000 euros) à 7 associations et convention ou avenant à convention avec 5 d'entre elles, pour leurs actions de loisirs adaptés pour des personnes en situation de handicap et de répit pour les familles

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Dans le cadre de la politique parisienne en direction des personnes handicapées et pour l'accessibilité universelle, la collectivité parisienne encourage les initiatives associatives favorisant l'accès aux loisirs, qui favorisent l'épanouissement personnel et le lien social. La Ville de Paris, conformément à la Convention internationale des droits des personnes handicapées, prend toutes mesures appropriées pour que les personnes handicapées puissent participer, sur la base de l'égalité avec les autres, aux activités récréatives et de loisirs.

Le présent projet de délibération a pour objet, dans le cadre défini ci-dessus, de vous proposer d'accorder des subventions pour un montant total de 95 000 euros à 7 associations.

En 2025, l'association **Loisirs Pluriel de Paris 13** a fusionné avec l'association **ADAPEILA** (ADAPEI Loire Atlantique), association parentale créée en 1955 visant à défendre et promouvoir les droits des personnes en situation de handicap et leur famille. Loisirs Pluriel Paris 13 est un établissement de l'ADAPEILA qui a pour but de promouvoir l'accès aux loisirs des enfants et adolescents en situation de handicap, en privilégiant le partage d'activités avec des enfants sans handicap. Depuis 2004, elle gère un accueil de loisirs sans hébergement, accueillant à parité des enfants en situation de handicap et des enfants sans handicap, âgés de 3 à 13 ans, le mercredi après-midi et lors des vacances scolaires. Cet accueil de loisirs pour enfants (jusqu'à 13 ans), installé au 5 rue Yeo Thomas (13e), est soutenu par la DASCO. Depuis 2021, l'association propose également un service « Loisirs Pluriel Ados 13 ». Il accueille des jeunes âgés de 13 à 18 ans, en situation de handicap ou non, sur un même lieu de loisirs le samedi en période scolaire, une semaine pendant la période des petites vacances scolaires et trois semaines lors des vacances estivales. Il permet de favoriser la rencontre entre les adolescents, au travers de jeux, d'activités et de sorties communes. Pour chaque journée d'ouverture, le groupe est composé de 10 jeunes (ce qui permet de prendre en compte les besoins de chacun et de proposer des activités ouvertes sur l'extérieur) encadrés par des professionnels qualifiés (taux d'encadrement établi en fonction des

besoins d'accompagnement de chaque jeune). Le service « Loisirs Pluriel Ados 13 » a accueilli 26 adolescents en situation de handicap.
Une subvention de 35 000 euros est proposée pour soutenir ce projet.

De la même façon que pour Loisirs Pluriel de Paris 13, l'association **Loisirs Pluriel Paris 19** a fusionné avec l'association **ADAPEILA** (ADAPEI Loire Atlantique). Loisirs Pluriel Paris 19 est un établissement de l'ADAPEILA qui vise à favoriser l'accès aux loisirs des enfants et adolescents en situation de handicap, en privilégiant la mixité des publics accueillis. Les situations de handicap des enfants accueillis relèvent de l'autisme, de troubles du comportement, des handicaps moteur, mental, sensoriels ou du polyhandicap.
L'association a d'abord ouvert un Centre de loisirs pour enfants âgés de 3 à 13 ans dans le 19e arrondissement au 149 boulevard Macdonald. Ce centre est soutenu par la DASCO. L'association a ensuite souhaité développer, en 2011, un projet intitulé « Service Loisirs Pluriel Ados » visant à proposer aux jeunes en situation de handicap une offre de loisirs et d'activités diversifiées sous la forme d'accueil extra-scolaire. Ce service « Loisirs Pluriel Ados » situé 58 rue Archereau dans le 19e arrondissement, est ouvert le samedi et pendant les vacances scolaires et permet l'accueil d'adolescents lourdement handicapés. Le service « Loisirs Pluriel Ados » fonctionne sur les bases suivantes : la responsabilité du pôle est confiée à une éducatrice spécialisée ; le taux d'encadrement est renforcé ; la rencontre et le partage d'activités avec des jeunes sans handicap de leur âge est privilégié. Le service « Loisirs Pluriel Ados » a accueilli 27 adolescents en situation de handicap .
Une subvention de 35 000 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **J'Imaginerais,** située dans le 10e arrondissement, propose des activités culturelles et de loisirs à des enfants et adolescents avec autisme ou autres troubles envahissants du développement. L'association organise ses activités principalement le samedi et pendant les vacances. Son objectif est d'offrir un moment de bien-être aux enfants et de leur permettre d'accéder à l'art et la culture. Chaque journée est consacrée à une thématique différente : danse, photo, musique, arts plastiques... Des ateliers pratiques d'éveil et de découverte sont mis en place le matin, et l'après-midi est consacrée à des sorties culturelles ou sportives. Des rencontres avec des artistes sont proposées régulièrement aux jeunes fréquentant l'association. Pour les familles ces journées sont des moments de répit très appréciés. Six jeunes, maximum, sont accueillis par journée, encadrés par des animateurs bénévoles expérimentés. Le fonctionnement en « 1 pour 1 » permet de favoriser une prise en charge adaptée à chacun en toute sécurité. L'association a augmenté son activité de façon significative ces dernières années. Elle a organisé 41 journées d'activité le samedi, 4 journées exceptionnelles (2 journées au Futuroscope, 1 journée à Deauville, et 1 journée au Havre) et 18 journées de vacances (mini-séjours), soit une soixantaine de journées d'activité au total, correspondant à plus de 280 prises en charge (5 jeunes par journée en moyenne). L'association a également organisé 2 temps annuels collectifs, réunissant les équipes, les

jeunes et les familles, en juin et en décembre. Pour 2025, elle prévoit d'accueillir 45 jeunes et d'organiser plus de 130 journées d'activité.
Une subvention de 10 000 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **ACCESSIJEUX** a pour but de favoriser le lien social en permettant aux jeux d'être accessibles et adaptés aux personnes en situation de handicap visuel. L'association compte 150 adhérents. Depuis 2017, elle gère la ludothèque située au 39 rue Baron Le Roy (12 e), équipée de plus de 350 jeux adaptés en braille, relief et gros caractères sur les 1300 jeux du catalogue. En 2024, l'association a eu l'opportunité de déménager dans un local de 330 m² au 15 boulevard Carnot dans le quartier de la Porte de Vincennes dans le 12 e arrondissement. Ces locaux, beaucoup plus grands, permettront de développer de nombreux projets. Toutes les actions habituelles d'ACCESSIJEUX y seront développées et de nouvelles actions en faveur des personnes en situation de handicap vont voir le jour comme le lancement d'un nouvel espace dédié à la petite enfance et l'accompagnement de la parentalité dans le cas où il y a une situation de handicap dans la famille, et un tout nouvel espace numérique disposant de matériels et jeux vidéo accessibles à tous. L'association souhaite accueillir un public mixte de personnes en situation de handicap ou non. Sa spécificité fait d'elle la ludothèque la plus accessible de France pour les personnes déficientes visuelles. Elle accueille également différentes structures en charge de personnes en situation de handicap : personnes cérébro-lésées, personnes polyhandicapées, troubles psychiques... Grâce au déménagement, elle estime pouvoir atteindre 1 200 bénéficiaires.

Par ailleurs, l'association anime une ludothèque en plein air « ludomouv'citoyenne ». Elle gère et anime la boutique proposant une centaine de jeux adaptés. A ce jour ce sont 150 structures à travers la France qui se sont équipées auprès de l'association. Enfin elle organise des ateliers de sensibilisation au handicap visuel par l'intermédiaire du jeu (découverte du jeu à « l'aveugle », initiation au braille et technique de guidage, défi ludique dans une pièce plongée dans le noir).
Une subvention de 5 000 euros est proposée pour soutenir ce projet.

Depuis 15 ans, l'association **FLORIMONT** propose une offre multiple en un lieu unique, l'Espace Maindron, espace de 450 m² adapté aux personnes à mobilité réduite. Elle propose des activités culturelles, sportives, de loisirs, numériques... Comme elle a déjà pu le mettre en pratique pour d'autres types de publics en mal de loisirs (séniors, jeunes), l'association souhaite compléter ses projets afin que les personnes en situation de handicap trouvent auprès d'elle du personnel formé, ouvert et attentif à répondre à l'ensemble de leurs besoins ou à défaut de les orienter vers les entités appropriées. Déjà aujourd'hui, Florimont reçoit des personnes en situation de handicap à titre individuel et collectif, et a noué des relations avec des associations œuvrant dans le domaine du handicap : Accessi'Jeux, Loisirs Pluriel, Valentin Haüy, Femmes pour le dire, femmes pour agir, Personimages, Culture Relax, Notre Dame de Joy, le Foyer Sainte Geneviève, la Maison de Solenn... L'ambition de Florimont est de mettre à

disposition une offre multi-activités à l'image de la polyvalence de ses actions, élargir le nombre de publics et d'associations du domaine du handicap, organiser l'accueil et l'encadrement nécessaires pour correspondre aux besoins des utilisateurs et lancer de nouvelles actions en propre, en s'appuyant des professionnels formés. Pour cela, elle souhaite poursuivre l'adaptation des locaux et la sensibilisation des équipes et bénéficiaires, en travaillant la mixité des publics ; élargir les publics en situation de handicap en particulier pour le ludique et le sport santé avec une éducatrice APA ; organiser des événements autour du handicap ; rendre la communication plus accessible et mieux valoriser l'accessibilité des activités aux différents types de handicap.
Une subvention de 5 000 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **CAFÉZOÏDE**, situé dans le 19e arrondissement, a pour but de créer un environnement favorable a` l'expression, l'épanouissement de l'enfant, le respect de sa personne, de son histoire, de ses droits et de sa liberté en ouvrant un café a`leur disposition. En 2021, l'association fonde « La Main dans le chapeau », projet permettant aux enfants en situation de handicap de jouer, grandir, s'épanouir au même titre que tous les enfants, sans cloisonnement « Handicap / Sans Handicap ». Du mercredi au dimanche, familles et enfants en situation de handicap ou non, peuvent se retrouver pour jouer, se rencontrer, parler, observer son enfant dans un autre lieu que la maison, se poser et se reposer sur et avec l'équipe dédiée. Lieu « du vivre ensemble », l'aménagement du Cafézoïde permet de proposer diverses activités (peinture, dessin, collage, découpages) dans un environnement prétexte aux expérimentations (espace bébé, tapis, coussins, cabane où se cacher, petit escalier à grimper...). Le projet s'appuie sur la formation de l'équipe, pour un accueil adapté aux enfants en situation de handicap. L'association souhaite faire appel à un stagiaire éducateur spécialisé pour développer l'accueil et les animations. Le projet prévoit la création d'un espace sensoriel libre, et la mise en place d'une mallette d'animation à destination des enfants en situation de handicap (jouets sensoriels, instruments de lumières, support d'ateliers sur les émotions...). Il propose également un accompagnement pour les parents des enfants en situation de handicap, avec, notamment, des groupes de parole une fois par mois. L'association a noué des partenariats avec différentes structures d'accueil des enfants en situation de handicap : IME Belleville, Loisirs Pluriel, Silence des justes, Hôpital de jour Vacola. Ces structures utilisent le Cafézoïde comme outil pédagogique et comme lieu de vie.
Une subvention de 3 000 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **Irimi Vivace** met en place des ateliers musique avec des enfants en situation de handicap accueillis en structures médico-sociales. Des groupes de 2 à 4 musiciens se rendent chaque mois dans des centres de Paris et de région parisienne. 7 musiciens professionnels travaillent en alternance dans les ateliers musicaux organisés par l'association dans les structures médico-sociales partenaires. A Paris, l'association intervient à l'Institut Médico-Éducatif Suzanne Cordes, situé 10 rue Jacques Louvel Tessier dans le 10e arrondissement, géré par l'association ARERAM. Les

jeunes et leurs éducateurs peuvent également se rendre dans le local parisien situé 163 rue de Belleville dans le 19e arrondissement, qui permet un changement de cadre et la possibilité d'enregistrer le travail de l'année et d'en faire profiter les familles. Par ailleurs, chaque année, la fête de l'association a lieu à Paris et réunit les adhérents, les chanteurs en situation de handicap et les familles. Cette rencontre est l'occasion pour les bénéficiaires de se produire en public après un an de préparation lors des ateliers. Elle est également l'occasion de faire se rencontrer les familles, et de favoriser les échanges avec les personnels encadrants. 36 jeunes et adultes en situation de handicap bénéficient de ces ateliers musicaux.
Une subvention de 2 000 euros est proposée pour soutenir ce projet.

Compte tenu de l'intérêt des dispositifs présentés en direction des personnes en situation de handicap, je vous propose d'attribuer des subventions pour un montant total de 95 000 euros pour l'année 2025 aux 7 associations suivantes, et de signer une convention ou un avenant avec 5 d'entre elles :

- ADAPEILA Loisirs Pluriel de Paris 13 : 35 000 euros dans le cadre d'une convention pluriannuelle ;
- ADAPEILA Loisirs Pluriel de Paris 19 : 35 000 euros dans le cadre d'une convention pluriannuelle ;
- J'Imaginerais : 10 000 euros ;
- Accessijeux : 5 000 euros dans le cadre de l'avenant 1 à la convention pluriannuelle ;
- Florimont : 5 000 euros dans le cadre de l'avenant 1 à la convention pluriannuelle ;
- Cafézoïde : 3 000 euros dans le cadre d'une convention annuelle ;
- Irimi Vivace : 2 000 euros.

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir délibérer.

La Mairie de Paris

2025 DSOL 107 : Subventions (100 000 euros) à 25 associations et convention ou avenant avec 5 d'entre elles, pour leurs actions dans le cadre du Mois Parisien du Handicap 2025

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération **2025 DSOL 107** en date du 1er au 4 juillet 2025 par lequel Madame la Maire de Paris propose d'attribuer une subvention à 25 associations pour leurs actions dans le cadre du Mois Parisien du Handicap ;

Vu l'Avis du Conseil de Paris Centre en date du..... ;

Vu l'Avis du Conseil du 10e arrondissement en date du..... ;

Vu l'Avis du Conseil du 11e arrondissement en date du..... ;

Vu l'Avis du Conseil du 14e arrondissement en date du ..... ;

Vu l'Avis du Conseil du 18e arrondissement en date du..... ;

Vu l'Avis du Conseil du 19e arrondissement en date du..... ;

Vu l'Avis du Conseil du 20e arrondissement en date du..... ;

Sur le rapport présenté par Mme Lamia EL AARAJE, au nom de la 5e commission ;

Délibère

Article 1 : Approuve la subvention d'un montant de 20 000 euros, et autorise Madame la Maire de Paris à signer une convention annuelle, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'**Association du Théâtre musical de Paris** (Théâtre du Châtelet), pour l'année 2025. Paris asso 20 477 ; dossier 2025_10232.
SIRET 31669616000019

Article 2 : Approuve la subvention d'un montant de 6 000 euros, et autorise Madame la Maire de Paris à signer une convention annuelle, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association **Accès Culture** , pour l'année 2025. Paris asso 3301 ; dossier 2025_09458.
SIRET 39902393900021

Article 3 : Approuve la subvention d'un montant de 2 000 euros attribuée à l'association **Acoeurvoix** , pour l'année 2025. Paris asso 49221 ; dossier 2025_08255.
SIRET 48349320100022

Article 4 : Approuve la subvention d'un montant de 3 500 euros attribuée à l'association **Ailleurs connaître** , pour l'année 2025. Paris asso 206299 ; dossier 2025_07366.
SIRET 48281743400020

Article 5 : Approuve la subvention d'un montant de 1 500 euros attribuée à l'association **Apertura** , pour l'année 2025. Paris asso 187531 ; dossier 2025_08215.
SIRET 82277459200015

Article 6 : Approuve la subvention d'un montant de 2 500 euros attribuée à l'association **Apparente** , pour l'année 2025. Paris asso 203107 ; dossier 2025_09361.
SIRET 91839649000016

Article 7 : Approuve la subvention d'un montant de 2 800 euros attribuée à l'association **ARERAM** , pour l'année 2025. Paris asso 17808 ; dossier 2025_09318.
SIRET 77567825300318

Article 8 : Approuve la subvention d'un montant de 3 000 euros attribuée à l'association **Bien Hêtre** , pour l'année 2025. Paris asso 196960 ; dossier 2025_09166.
SIRET 82797633300019

Article 9 : Approuve la subvention d'un montant de 9 000 euros attribuée à l'association **Bramante teatro** , pour l'année 2025. Paris asso 197899 ; dossier 2025_09605.
SIRET 88757874800022

Article 10 : Approuve la subvention d'un montant de 2 000 euros attribuée à l'association **Cercle Chevalier d'Assas** , pour l'année 2025. Paris asso 224 ; dossier 2025_09390.
SIRET 43409086600030

Article 11 : Approuve la subvention d'un montant de 2 000 euros attribuée à l'association **Clubhouse France** , pour l'année 2025. Paris asso 20297 ; dossier 2025_09400.
SIRET 52438736200014

Article 12 : Approuve la subvention d'un montant de 1 000 euros, et autorise Madame la Maire de Paris à signer une convention annuelle, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association **Compagnie A Force de Rêver** , pour l'année 2025. Paris asso 12025 ; dossier 2025_09571.
SIRET 38937771400040

Article 13 : Approuve la subvention d'un montant de 4 000 euros attribuée à l'association **Compagnie Air de Danse** , pour l'année 2025. Paris asso 183752 ; dossier 2025_00896.
SIRET 522288801500024

Article 14 : Approuve la subvention d'un montant de 2 500 euros attribuée à l'association **Constrictor** , pour l'année 2025. Paris asso 107201 ; dossier 2025_04081.
SIRET 53093975000028

Article 15 : Approuve la subvention d'un montant de 5 000 euros attribuée à l'association **L'éloquence de la différence** , pour l'année 2025. Paris asso 201184 ; dossier 2025_ 08945.
SIRET 91156259300010

Article 16 : Approuve la subvention d'un montant de 7 000 euros attribuée à l'**Association Festival International du Film sur le Handicap** , pour l'année 2025. Paris asso 202539 ; dossier 2025_04182.
SIRET 81270784200017

Article 17 : Approuve la subvention d'un montant de 1 200 euros attribuée à l'association **Juste & utile** , pour l'année 2025. Paris asso 200489 ; dossier 2025_09561.
SIRET 90875867500015

Article 18 : Approuve la subvention d'un montant de 2 000 euros attribuée à l'association **La Fabrique de la danse** , pour l'année 2025. Paris asso 187977 ; dossier 2025_09383.
SIRET 82440307500032

Article 19 : Approuve la subvention d'un montant de 5 000 euros, et autorise Madame la Maire de Paris à signer une convention annuelle, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association **La Table Ouverte** , pour l'année 2025. Paris asso 11025 ; dossier 2025_09341.
SIRET 52100558700022

Article 20 : Approuve la subvention d'un montant de 1 400 euros attribuée à l'association **Laure Volpato Arts au diapason** , pour l'année 2025. Paris asso 187373 ; dossier 2025 09362.
SIRET 53802805100018

Article 21 : Approuve la subvention d'un montant de 5 500 euros attribuée à l'association **Les chemins de la danse** , pour l'année 2025. Paris asso 43841 ; dossier 2025_09133.
SIRET 52836818600029

Article 22 : Approuve la subvention d'un montant de 3 000 euros attribuée à l'association **Maison de la Conversation** , pour l'année 2025. Paris asso 197064 ; dossier 2025_09384.
SIRET 89203455400014

Article 23 : Approuve la subvention d'un montant de 4 500 euros attribuée à l'association **Mode & Handicap c'est possible** , pour l'année 2025. Paris asso 761 ; dossier 2025_09398.
SIRET 48136755500010

Article 24 : Approuve la subvention d'un montant de 1 800 euros, et autorise Madame la Maire de Paris à signer l'avenant 1 à la convention pluriannuelle d'objectifs 2025-2027, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association **Personimages** , pour l'année 2025. Paris asso 5721 ; dossier 2025_09379.
SIRET 33164751100046

Article 25 : Approuve la subvention d'un montant de 1 800 euros attribuée à l'association **Retour d'image** , pour l'année 2025. Paris asso 23601 ; dossier 2025_09432.
SIRET 45371321600019

Article 26 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget de l'année 2025 de la Ville de Paris et des années suivantes sous réserve de la décision de financement.

2025 DSOL 107 : Subventions (100 000 euros) à 25 associations et convention ou avenant avec 5 d'entre elles, pour leurs actions dans le cadre du Mois Parisien du Handicap 2025

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Le Mois Parisien du Handicap offre chaque année un mois de visibilité, d'échange et de partage autour du handicap, autour d'évènements culturels, sportifs, festifs, de conférences ou de débats. La mobilisation des arrondissements parisiens, par les mairies, les associations, les conseils locaux du handicap, les établissements culturels ou scolaires et bien d'autres acteurs locaux, permet d'organiser des évènements dans toute la capitale, et de mettre la lumière sur les actions quotidiennes qui existent sur ces sujets.

La 16e édition du Mois Parisien du Handicap se tiendra durant tout le mois de juin 2025. Cette nouvelle édition proposera de mettre en avant les actions de sensibilisation, de loisirs, sportives, avec un focus particulier cette année sur les actions artistiques et culturelles, qui valorisent la représentativité et la contribution d'artistes en situation de handicap, au travers de nombreux événements participatifs et accessibles.

En ouverture du Mois Parisien du Handicap 2025, l'association du Théâtre Musical de Paris - Théâtre du Châtelet organisera un événement participatif et festif le 7 juin, Place de la Bastille : le spectacle « Sous Influence » de la compagnie Shonen, concert DJ-set participatif préparé dans le cadre d'ateliers en amont, réunira plus de 200 complices, qui inviteront le public à danser pendant la performance.

Ces événements sont organisés avec l'appui de différents partenaires, en lien avec les mairies d'arrondissement : associations, médiathèques, musées, conseils locaux du handicap... Les associations parisiennes participent activement à la dynamique du Mois Parisien du Handicap, et se mobilisent pour proposer des actions à la fois innovantes et conviviales.

Le présent projet de délibération a pour objet de proposer l'attribution de subventions pour un montant total de 100 000 euros à 25 associations qui se mobilisent lors de cet événement.

L'association du **Théâtre Musical de Paris** - Théâtre du Châtelet a pour but d'assurer la création et le fonctionnement d'un théâtre municipal consacré à la conception, la production, la diffusion et l'accueil de spectacles musicaux et/ou chorégraphiques sous toutes leurs formes.
Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap et de Nuit Blanche, l'association propose l'organisation de la soirée de lancement du Mois Parisien du Handicap 2025 sur la place de la Bastille le 7 juin de 20h à 23h : un événement participatif, dans l'esprit festif de Nuit Blanche.

Elle propose la création du spectacle « Sous Influence » de la compagnie Shonen adapté à la thématique du handicap. Il s'agit d'un concert DJ-set participatif préparé dans le cadre d'ateliers dans les semaines précédentes : 6 danseurs/danseuses de la compagnie enseigneront les gestes et chorégraphies à 200 complices, qui les transmettront à leur tour au public pendant la performance, en suivant des signaux lumineux simples et les indications coordonnées du chorégraphe. Une subvention de 20 000 euros est proposée pour ce projet.

L'association **Accès Culture** a pour but de permettre l'accessibilité au spectacle vivant à des personnes en situation de handicap sensoriel (visuel et auditif) par le biais d'aides techniques (audiodescription, adaptation en langue des signes française, médiation et ateliers adaptés...).
Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap, l'association propose neuf promenades culturelles et historiques aux personnes aveugles, malvoyantes, malentendantes et sourdes, locutrices de la LSF, permettant d'aller à la découverte du patrimoine parisien. Ces sorties, d'une durée de 1h30 ou 2h, allient visites culturelles et promenades descriptives. L'association propose une sortie dans un parc ou jardin, un monument emblématique et/ou une page d'histoire (Parc Georges Brassens, Quartier du Temple, Buttes Chaumont, Jardin du Luxembourg, Palais Galliera et Palais de Tokyo). Chacune des visites sera ouverte à 20 participants
Une subvention de 6 000 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **Acoeurvoix** a pour but de promouvoir le chant choral et la chanson à Paris, en France et à l'étranger par l'organisation de concerts, de festivals, de tournées, de stages, de manifestations diverses, par la production d'œuvres numériques et par la publication d'ouvrages sur la thématique de la voix et du chant. Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap et de Nuit Blanche 2025, l'association organise un concert « des Voix dans la Nuit », le 7 juin 2025, à l'église des Blancs Manteaux (Paris Centre). Ce concert, qui réunit de jeunes autistes et des jeunes des conservatoires d'arrondissements parisiens, permet de valoriser un programme d'œuvres vocales accompagnées au piano. Il se déroule de

20h30 à 2 heures du matin. Il réunit près de 400 spectateurs pour faire découvrir la diversité au travers de répertoires classiques et lyriques. Des jeunes autistes des IME franciliens chantant l'opéra Carmen de Bizet, le cœur d'Air France chantant des œuvres françaises du 19e siècle seront, entre autres, au programme du concert. Une subvention de 2 000 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **Ailleurs Connaître** a pour but de promouvoir les arts du monde entier et toutes actions connexes susceptibles de développer la connaissance de civilisations et cultures traditionnelles. Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap , l'association propose de créer une nouvelle version de la pièce « Les Remarquables ». Cette pièce n'a pas été conçue pour être jouée sur une scène, mais dans des espaces mettant en valeur la marche des interprètes. A travers cette production chorégraphique, 10 artistes professionnels aux corps atypiques démontrent que le handicap permet de souligner la singularité de chaque individu via la création artistique. Pour le MPH, il est proposé de jouer à l'intérieur d'une gare, pour danser au milieu des voyageurs de la gare déambulant ou pressés d'attraper un train, dans les espaces où circulent toutes sortes d'objets roulants (valises, poussettes, chariots, wagons). Des représentations des Remarquables se joueront dans l'enceinte de la Gare du Nord dans le 10e arrondissement le 26 juin 2025.
Une subvention de 3 500 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **Apertura** développe des projets artistiques, photographiques, et des projets culturels, auprès de publics qui n'y ont pas accès ordinairement, notamment des enfants, jeunes adultes, personnes en situation de handicap. Le but est de favoriser le lien social, le vivre-ensemble, l'ouverture à l'autre, la mixité sociale et culturelle, et le partage.
Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap , tout au long du mois de juin, l'association organise un parcours artistique invitant à explorer la perception de l'autre à travers le dessin et la photographie, grâce à quatre ateliers ludiques et créatifs de 2 heures, en vue de l'exposition finale « Portait à Deux » qui se tiendra dans le 19e arrondissement.
Une subvention de 1 500 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **Apparente** a pour but de promouvoir la création artistique collective de personnes en situation de handicap physique et/ou mental, de précarité, d'isolement ou toute personne sensible à cette démarche par le biais de spectacles vivants, de rencontres et résidences artistiques, d'ateliers et de stages.
Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap, l'association propose, en partenariat avec la compagnie de danse Les Chemins de la danse et l'association Septembre Indien, une journée de festival réunissant des concerts, des spectacles de danse et une représentation théâtrale « C'est l'histoire de moi-même très heureux qui saute dans un rêve ». Tout au long de la journée, des stands seront tenus par les différents partenaires

associatifs et institutionnels. Ce festival se déroulera le dimanche 15 juin, Place Maurice Chevalier dans le 20e arrondissement.
Une subvention de 2 500 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **ARERAM** s'adresse aux personnes en situation de handicap ou en difficulté socioprofessionnelle. Elle a pour but le développement de l'autonomie, la socialisation, l'éducation des enfants et adolescents, et la formation, l'insertion sociale et professionnelle des adultes, notamment en créant et gérant des établissements et services.
Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap, l'association, qui gère l'ESAT RAILLON, propose de valoriser les projets mis en œuvre par les travailleurs en situation de handicap de l'ESAT, par la projection de vidéos, la présentation de scènes de théâtre forum, la réalisation d'une émission de radio en direct... Environ 200 personnes bénéficieront des dispositifs, dont 80 personnes en situation de handicap. L'évènement aura lieu le 6 juin 2025 dans un espace culturel du 19e arrondissement.
Une subvention de 2 800 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **Bien Hêtre** a pour but de sensibiliser et démystifier le handicap auprès des jeunes parisiens (écoles, collèges, lycées, étudiants, centre de loisirs, maisons des associations...) afin de changer le regard et le comportement à l'égard des personnes en situation de handicap.
Dans le cadre du Mois Parisien du handicap , l'association souhaite mettre en place deux journées de sensibilisation au handicap dans le 18e et le 19e arrondissements. Cette sensibilisation portera notamment sur les handicaps sensoriels avec les ateliers suivants : initiation au braille et lecture dans le noir, initiation et jeux de rôles en langue des signes.
Une subvention de 3 000 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **Bramante Teatro** a pour but la création, la production et la diffusion de spectacles vivants, animations artistiques et productions audiovisuelles par le biais de trois axes de création : face à la maladie (spectacle-choral), face aux sciences (spectacle sur le thématique de la gravité) et face à la différence (spectacle sur l'autisme).
Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap, l'association propose, en tant que membre du Conseil Local Handicap Paris Centre, plusieurs activités autour du handicap : déambulation culturelle dans le quartier du Marais historique en fauteuils roulants poussés par des rollers ; sensibilisation à la loi de 2005 sur l'accessibilité des personnes en situation de handicap ; exposition de plusieurs artistes ; et toute une programmation d'ateliers adaptés (poésie, peinture, danse, tressage, sophrologie, sport...).
Un lieu de restauration est prévu toute la journée. L'événement se déroulera le 15 juin 2025, notamment au Jardin Arnaud Beltrame dans la Caserne des Minimes (Paris Centre). Une centaine de bénévoles sera mobilisée.
Une subvention de 9 000 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **Cercle Chevaliers d'Assas** a pour but la pratique de l'épée en loisir ou en compétition. Depuis maintenant 15 ans, le club accueille chaque semaine de jeunes autistes âgés de 10 à 22 ans, au Gymnase Chaumont-Lepage dans le 19e arrondissement.
Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap , le club organise, dans le 19e arrondissement, une rencontre sportive « Tous en Piste » intégrant de jeunes autistes aux licenciés. L'opération permet aussi la mixité intergénérationnelle. L'objectif est de permettre aux jeunes de prendre confiance en eux, d'améliorer la motricité, la concentration, la coordination, leur perception de l'environnement et d'être en relation avec l'autre. Trois ateliers sont organisés (cible électronique, parcours d'agilité et assauts en piste par équipe) et chaque équipe est constituée de trois jeunes autistes, de deux enfants et de deux adultes du club. Après les ateliers et la remise de récompenses, un buffet sera organisé.
Une subvention de 2 000 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **CLUBHOUSE FRANCE** a pour but d'accompagner vers le rétablissement 400 personnes concernées par un trouble psychique (bipolarité, schizophrénie, dépression...), afin de rompre l'isolement, favoriser l'insertion sociale et professionnelle et faire changer les regards sur la santé mentale.
Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap, l'association propose des ateliers créatifs animés par des membres ayant des compétences artistiques et l'organisation de l'exposition « Brisons les tabous et les préjugés en santé mentale » au sein du Clubhouse de Paris, situé 7 rue de Lunéville dans le 19e arrondissement, le 12 juin 2025. A l'issu du MPH, cette exposition a vocation à devenir itinérante, plusieurs organismes ayant manifesté leur intérêt pour l'accueillir.
Une subvention de 2 000 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **Compagnie à force de rêver** a pour but de développer des relations actives entre des artistes de tous domaines artistiques afin de produire, concevoir, réaliser et diffuser tous spectacles, créations, et manifestations.
Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap , l'association propose une représentation d'un spectacle théâtral porté par une troupe mixte incluant des jeunes en situation de handicap, suivie d'une rencontre-débat. Cet échange sera l'occasion d'aborder le travail des participant.e.s, en partageant des expériences, des enjeux et des pistes concrètes pour réfléchir à la mixité dans les pratiques artistiques. Cet événement aura lieu le 22 juin au Conservatoire Darius Milhaud dans le 14e arrondissement. Un livre rassemblant les témoignages écrits de l'expérience de chacun sera également présenté le 25 juin au Théâtre de la Cité internationale dans le 14e arrondissement.
Une subvention de 1 000 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **Compagnie Air de danse** a pour but de créer, enseigner et diffuser des spectacles vivants, à travers le cirque, le théâtre, les arts

plastiques, la danse, afin de rassembler des publics divers. Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap , l'association propose au gymnase Ronsard (18e) des ateliers artistiques divers ouverts aux personnes en situation de handicap et à leurs familles. C'est une journée en immersion totale où les artistes polyvalents de la compagnie, amateurs et bénévoles collaborent ensemble pour la création d'une pièce à présenter à la fin de la journée (à partir d'une thématique donnée, une réécriture, des éléments scénographiques, musicaux...).
L'association propose également à destination des habitants du quartier Moskova dans le gymnase Poissonniers (18e) des ateliers artistiques autour du cirque et de la danse verticale dans le but d'accompagner les habitants et les familles dans un projet d'accès aux loisirs et à la culture. Un spectacle collectif est présenté à la fin de la journée avec des artistes amateurs et professionnels. Une subvention de 4 000 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **Constrictor** a pour objet de promouvoir les arts cinématographiques et photographiques au travers d'activités d'initiation, d'enseignement et de création dans ces arts.
En 2025, dans le cadre du Mois Parisien du Handicap , l'association poursuit son projet « Présence ». Ce projet est un atelier photographique avec les personnes en situation de handicap du Centre d'Accueil de Jour de l'association Cap'devant dans le 19e arrondissement. Les participants, qui ont souhaité se consacrer à la photo de portrait et d'intimité, présentent leurs premières réalisations au public lors du Mois Parisien du Handicap.
Une subvention de 2 500 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **L'Eloquence de la Différence** a pour but d'aider les personnes en situation de handicap à mieux vivre leurs différences en favorisant l'acceptation et le dépassement de soi. Dans le cadre de cet accompagnement global, l'association développe une formation sur les fondamentaux de la prise de parole et de l'acceptation de soi, des ateliers pratiques, des restitutions (chaque bénéficiaire doit écrire différents textes, qui seront ensuite présentés à un jury de formateurs). A la fin du programme, une finale ouverte au public est organisée. L'association propose d'accompagner 8 à 12 personnes pour chacun des six types de handicap ciblés (autisme, surdité, déficience visuelle, trisomie 21, maladies psychiques et bégaiement). Cet accompagnement comprend, entre autres, 18h de formation et d'ateliers sur la prise de parole en public, l'argumentation, le langage corporel et la gestion du stress, ainsi que des ateliers pratiques, la mise en situation et la restitution devant un jury.
La finale aura lieu dans le cadre du Mois Parisien du Handicap , le 17 juin 2025 au Théâtre Mogador (9e). Une subvention de 5 000 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **Festival International du film sur le Handicap** diffuse de manière décentralisée sur l'ensemble du territoire national des

sélections de films et courts-métrages qui ont été présentés, et pour certains récompensés, lors du Festival International du Film sur les Handicaps (FIFH) qui se déroule en février à Lyon.
Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap, l'association présente, en partenariat avec la Mairie du 20e arrondissement, une sélection de 11 courts-métrages qui s'adressent aux collégiens et au grand public. L'association prévoit une projection grand public lors de la soirée d'ouverture le 10 juin 2025 au Théâtre ouvert (20e), et 3 séances suivies d'un échange avec les élèves pour le public scolaire les 11, 12 et 13 juin 2025 au Carré de Baudouin (20e).
Une subvention de 7 000 euros est proposée pour ce projet.

L'association **Juste & Utile** propose un accueil et une activité à des personnes en situation de handicap. Pour cela, l'association dispose d'une ressourcerie permettant de collecter tout type d'objets, de déchets ou d'encombrants afin de les trier, de les remettre en état, de les revendre ou de les recycler. Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap, l'association propose l'organisation de 4 ateliers créatifs d'art plastique autour d'une couleur et de ses nuances. Les participants seront invités à créer des paysages imaginaires (ville, mer, champs de fleurs, ciels...) sous forme de mosaïques de papiers colorés, au cœur d'une même couleur et de ses nuances, tout en rythmant des mots évocateurs des couleurs. L'évènement aura lieu à la Ressourcerie située Place des Fêtes (19e). Une subvention de 1 200 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **La Fabrique de la Danse** a pour objet de promouvoir l'échange et le partage des individus autour d'une passion qui leur est commune : celle de l'art chorégraphique.
Pour le Mois Parisien du Handicap, la Fabrique de la Danse propose une programmation sensorielle afin de faire voir la danse différemment. Cette programmation sera proposée dans différents lieux de Paris : Mairie du 14e arrondissement, Association Valentin Haüy (19e), Médiathèque Marguerite Duras (20e).
Un groupe de souffleurs et souffleuses pourront « souffler » le spectacle aux personnes non-voyantes et aux personnes qui vivent l'expérience les yeux bandés. Une subvention de 2 000 euros est proposée pour ce projet.

L'association **La Table Ouverte** qui a pour but d'aider les populations confrontées à des problèmes de précarité et d'exclusion, gère un restaurant et une épicerie associatifs.
Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap, l'association organise le 22 juin après-midi au square Bashung dans le 18e arrondissement, des ateliers de contes pour enfants, d'improvisation théâtrale adaptée, de yoga, de maquillage, de sophrologie, de massages et de sports adaptés afin de sensibiliser au handicap et au vivre ensemble. Des distributions de cadeaux et un goûter solidaire seront proposés. La demi-journée sera jalonnée d'évènements musicaux, dans une ambiance interactive et intergénérationnelle, en partenariat avec des associations dans le champ

du handicap (ASALP…). Une subvention de 5 000 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **Laure Volpato Arts au diapason** a pour but d'organiser des activités artistiques sous forme de spectacles vivants. Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap, l'association présentera, dans le 18e arrondissement, divers concerts, conférences et contes musicaux où plusieurs artistes en scène (dont Laure VOLPATO, violoncelliste et percussions et Françoise SEINI, danseuse, comédienne, conteuse), feront vivre théâtralement quelques fables de La Fontaine par le récit, la musique, la danse et les percussions. Les fables seront choisies pour intéresser particulièrement les plus petits et les enfants en situation de handicap ; les participants seront invités à illustrer eux-mêmes une fable avec des petites percussions. Le but est essentiellement d'intégrer les enfants, avec ou sans handicap, dans une démarche participative à ce spectacle qu'ils vont eux-mêmes contribuer à illustrer.
Une subvention de 1 400 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **Les chemins de la danse** a pour but de promouvoir pour tous des activités d'expression artistique, corporelle et culturelle favorisant le développement personnel et le lien social, par le biais d'ateliers de danse et de médiation culturelle à destination de personnes de tous âges, en situation d'exclusion ou en difficulté du fait de leur situation socio-professionnelle, d'un handicap ou d'une maladie. Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap, l'association participe à l'organisation d'un événement conçu comme une fête de quartier, alliant danse et musique, avec comme point d'orgue la performance « sHommeS XY » et un bal contemporain intergénérationnel. L'évènement se déroule le 15 juin 2025, Place Maurice Chevalier (20e).
Une subvention de 5 500 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **Maison de la conversation** a pour objet le développement du lien social, l'éducation à la citoyenneté, grâce à la création de dispositifs de dialogue, d'écoute et de créativité entre communautés basé sur la capacité des individus à s'engager dans un collectif.
Elle propose notamment des actions visant à s'exercer à mieux argumenter et écouter, se forger un esprit critique, améliorer la prise de parole en public, (ré)apprendre à s'informer…
Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap, l'association propose le 5 juillet une journée d'actions à la Maison de la Conversation, dans le 18e arrondissement, en invitant le public à s'interroger sur la place de l'art et de la culture dans le monde du handicap au travers de sept ateliers (initiation à la langue des signes, cours de danse adaptée, ateliers artistiques, bibliothèque vivante).
Une subvention de 3 000 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **Mode & Handicap c'est possible** a pour but l'organisation de défilés de mode pour les personnes en situation de handicap, la création de vêtements adaptés pour personnes en situation

de handicap, l'aide et la promotion de nouveaux créateurs (salons, défilés…).
Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap, l'association propose de présenter un défilé de mode où les créations vestimentaires seront portées par des mannequins avec ou sans handicap, dan l'objectif de changer le regard porté sur le handicap. Ce défilé de mode vise à valoriser les personnes en situation de handicap à travers une approche artistique, esthétique et humaine. Le projet met en lumière des mannequins avec ou sans handicap, portant des créations originales, élégantes et fonctionnelles. Ce défilé se déroulera à la Mairie du 19e arrondissement, en présence du public, d'acteurs associatifs, institutionnels et des médias.
Une subvention de 4 500 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **Personimages** a pour but d'offrir aux personnes en situation de handicap, des possibilités d'expression dans le domaine de la création artistique (arts graphiques, sculpture, musique, expression corporelle et théâtrale, artisanat d'art), pour leur donner une meilleure qualité de vie et favoriser leur intégration dans la société.
Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap , l'association propose plusieurs événements dans le 14e arrondissement, en partenariat avec le Centre culturel et social Didot. Le samedi 14 juin, la MPPA Broussais accueillera des spectacles d'arts-vivants (danse, théâtre et chant) de 14h à 16h30, présentés par des participants en situation de handicap accueillis dans les ateliers ; ainsi qu'une exposition de tableaux réalisés dans les ateliers d'art-plastique, qui restera en place pendant 15 jours. L'association organise également une exposition de tableaux du fonds pictural de Personimages, reproduits sur des bâches accrochées sur les grilles de deux sites du 14e.
Une subvention de 1 800 euros est proposée pour soutenir ce projet.

L'association **Retour d'image** anime un centre de ressources « cinéma et handicap » mettant en œuvre différentes actions pour développer l'accessibilité du cinéma à tous les handicaps (programmation de festivals de cinéma accessibles ; actions pédagogiques et formations ; documentation sur l'accessibilité au cinéma ; audiodescriptions et sous-titrages…).
Dans le cadre du Mois Parisien du Handicap , l'association propose, dans le 11e arrondissement, un projet de cinéma en deux temps :
- Un atelier d'éducation à l'image avec des jeunes parisiens en situation de handicap, en partenariat avec une structure éducative ou médico-sociale de l'arrondissement. Cet atelier aboutira à une création audiovisuelle ;
- Une ciné-rencontre inédite à la Mairie du 11e, avec projection d'un ou plusieurs films en version audiodécrite et en version sous-titrée, une sensibilisation à l'accessibilité et un échange autour de la représentation du handicap. En introduction de cette séance, sera présentée la création réalisée par les jeunes participants de l'atelier.
Une subvention de 1 800 euros est proposée pour soutenir ce projet.

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, qui participent activement à la dynamique du Mois Parisien du Handicap et qui s'inscrivent dans les objectifs de la politique parisienne en matière de handicap et d'accessibilité universelle, je vous propose d'approuver l'attribution de subventions pour un montant total de 100 000 euros, répartis entre 25 associations au titre de l'année 2025 :

- Association du Théâtre musical de Paris (Théâtre du Châtelet) : 20 000 euros ;
- Accès Culture : 6 000 euros ;
- Acoeurvoix : 2 000 euros ;
- Ailleurs connaître : 3 500 euros ;
- APERTURA : 1 500 euros ;
- APPARENTE : 2 500 euros ;
- ARERAM : 2 800 euros ;
- Bien Hêtre : 3 000 euros ;
- Bramante Téatro : 9 000 euros ;
- Cercle Chevalier d'Assas : 2 000 euros ;
- Clubhouse France : 2 000 euros ;
- Compagnie A force de rêver : 1 000 euros ;
- Compagnie Air de danse : 4 000 euros ;
- Constrictor : 2 500 euros ;
- Association l'Eloquence de la différence : 5 000 euros ;
- Association Festival International du Film sur le Handicap : 7 000 euros ;
- Juste et utile : 1 200 €
- La Fabrique de la danse : 2 000 euros ;
- La table ouverte : 5 000 euros ;
- Association Laure Volpato Arts au diapason : 1 400 € ;
- Les Chemins de la danse : 5 500 euros ;
- Maison de la conversation : 3 000 € ;
- Mode & handicap c'est possible : 4 500 euros ;
- Personimages : 1 800 euros ;
- Retour d'image : 1 800 euros.

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir délibérer.

La Maire de Paris

2025 DSOL 110 : Subventions (440 000 euros) et conventions à 26 associations pour leurs actions favorisant l'inclusion numérique.

Le Conseil de Paris

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13, L 2511-14 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération en date du mardi 1er, mercredi 2, jeudi 3 et vendredi 4 juillet 2025 par lequel Madame la Maire de Paris propose l'attribution de financements à 28 associations pour soutenir des actions favorisant l'inclusion numérique dans un cadre conventionnel ;

Vu l'avis du Conseil d'arrondissement de Paris Centre en date du…….. ;

Vu l'avis du Conseil du 10ème arrondissement en date du…….. …..;

Vu l'avis du Conseil du 11ème arrondissement en date du …….. ….;

Vu l'avis du Conseil du 12ème arrondissement en date du …….. ….;

Vu l'avis du Conseil du 13ème arrondissement en date du ……;

Vu l'avis du Conseil du 14ème arrondissement en date du …….. …;

Vu l'avis du Conseil du 15ème arrondissement en date du …… ;
;
Vu l'avis du Conseil du 16ème arrondissement en date du …….... ;
;
Vu l'avis du Conseil du 17ème arrondissement en date du …… ;
;
Vu l'avis du Conseil du 18ème arrondissement en date du …… ;
;
Vu l'avis du Conseil du 19ème arrondissement en date du……;

Vu l'avis du Conseil du 20ème arrondissement en date du..... ;

Sur le rapport présenté par Madame Léa FILOCHE au nom de la 4e Commission

Délibère

Article 1 : Une subvention de 90.000 euros est attribuée à l'Association Science Technologie Société – ASTS (12948) ayant son siège social au 54 avenue Edison à Paris 13ème pour son action d'inclusion numérique (2025_08147). Conformément à la convention pluriannuelle signée entre la Ville de Paris et l'association le 3 novembre 2022.

Article 2 : Une subvention de 50.000 euros est attribuée à l'association AGECA (6662) ayant son siège social au 177 rue de Charonne à Paris 11ème pour son action d'inclusion numérique (2025_06609) . Conformément à la convention pluriannuelle signée entre la Ville de Paris et l'association le 24 octobre 2022.

Article 3 : Une subvention de 40.000 euros est attribuée à l'association des Loisirs Résidentiels des Mariniers – LOREM (18650) ayant son siège social au 4 rue des Mariniers à Paris 14ème pour son action d'inclusion numérique (2025_04120). Conformément à la convention pluriannuelle signée entre la Ville de Paris et l'association le 25 octobre 2022.

Article 4 : Une subvention de 35.000 euros est attribuée à l'association L'Éternel Solidaire (189232) ayant son siège social au 1 rue de la Solidarité à Paris 19ème pour son action d'inclusion numérique (2025_05223). Conformément à la convention pluriannuelle signée entre la Ville de Paris et l'association le 25 octobre 2022.

Article 5 : Une subvention de 25.000 euros est attribuée à l'association Florimont (12706) ayant son siège social 5/9 place Marcel Paul à Paris 14ème pour son action d'inclusion numérique (2025_07844). Conformément à la convention pluriannuelle signée entre la Ville de Paris et l'association le 3 novembre 2022.

Article 6 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association AOCSA La 20ème CHAISE (16203) ayant son siège social au 38 rue des Amandiers à Paris 20ème pour son action d'inclusion numérique (2025_08275). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 30 000 euros.

Article 7 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle avec l'Association PIMM'S de Paris (49501) ayant son siege social au 181 avenue Daumesnil à Paris 12ème pour son action d'inclusion numérique (2025_07853). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 30 000 euros .

Article 8 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association Emmaüs Connect , Fondateur Abbé Pierre (158021) ayant son siège social au 69 - 71 rue Archereau à Paris 19ème pour son action d'inclusion numérique (2025_03828). La subvention de la Ville de Paris est fixée à 40 000 euros.

Article 9 : Une subvention d'un montant de 15 000 € est attribuée à l'association Espace 19 (246) ayant son siège social au 251 rue de Crimée à Paris 19ème pour son action d'inclusion numérique (2025_03354).

Article 10 : Une subvention d'un montant de 15 000 € est attribuée à l'association Foyer de Grenelle-centre social (20822) ayant son siège social au 17 rue de L'Avre pour son action d'inclusion numérique (2025_04748).

Article 11 : Une subvention d'un montant de 11 000 € est attribuée à l'association Les Jardins numériques (13732) ayant son siège social au 2 rue Wilfrid Laurier à Paris 14ème pour son action d'inclusion numérique (2025_08105).

Article 12 : Une subvention d'un montant de 11 000 € est attribuée à l'association HALAYE (184696) ayant son siège social au 15 passage Ramey à Paris 18ème pour son action d'inclusion numérique (2025_11021).

Article 13 : Une subvention d'un montant de 9 000 € est attribuée à l'association ANTANAK (183663) ayant son siège social au 18 rue Bernard Dimey à Paris 18ème pour son action d'inclusion numérique (2025_00519).
Article 14 : Une subvention d'un montant de 9 000 € est attribuée à l'association Salle Saint-Bruno (12109) ayant son siège social au 9 rue Saint Bruno à Paris 18ème pour son action d'inclusion numérique (2025_10522).

Article 15 : Une subvention d'un montant de 5 000 € est attribuée à l'association Franco Chinoise Pierre Ducerf (523) ayant son siège social au 29 rue Michel Le Comte à Paris Centre pour son action d'inclusion numérique (2025_05392).

Article 16 : Une subvention d'un montant de 5 000 € est attribuée à l'association Chinois de France Français de Chine (19009) ayant son siège social au 45 rue de Tourtille à Paris 20ème pour son action d'inclusion numérique (2025_11018).

Article 17 : Une subvention d'un montant de 5 000 € est attribuée à l'association Belleville Citoyenne (19230) ayant son siège social au 18 rue de Bisson à Paris 20ème pour son action d'inclusion numérique (2025_10904).

Article 18 : Une subvention d'un montant de 4 000 € est attribuée à l'association Cosmos Arts (186602) ayant son siège social au 181 avenue Daumesnil - MVAC à Paris 12ème pour son action d'inclusion numérique (2025_06842).

Article 19 : Une subvention d'un montant de 4 000 € est attribuée à l'association Slashfit (186990) ayant son siège social au 74 rue de la Chapelle à Paris 18ème pour son action d'inclusion numérique (2025_10976).

Article 20 : Une subvention d'un montant de 1 000 € est attribuée à l'association Colombbus (13326) ayant son siège social au 10 rue du Terrage à Paris 10ème pour son action d'inclusion numérique (2025_10929).

Article 21 : Une subvention d'un montant de 1 000 € est attribuée à l'association Cyber Écrivain Public (191321) ayant son siège social au 33 boulevard Sérurier à Paris 19ème pour son action d'inclusion numérique (2025_10920).

Article 22 : Une subvention d'un montant de 1 000 € est attribuée à l'association Accueil Laghouat (7626) ayant son siège social au 2 rue Richomme à Paris 18ème pour son action d'inclusion numérique (2025_10921).

Article 23 : Une subvention d'un montant de 1 000 € est attribuée à l'association Acture (203452) ayant son siège social au 9 bis impasse Milord à Paris 18ème pour son action d'inclusion numérique (2025_10922).

Article 24 : Une subvention d'un montant de 1 000 € est attribuée à l'Association pour l'insertion des jeunes -A.P.I. J (19201) ayant son siège à la Cité des Cosmonautes à Saint-Denis, 93200 pour son action d'inclusion numérique (2025_10923).

Article 25 : Une subvention d'un montant de 1 000 € est attribuée à l'association La Bonne Equipe (198149) ayant son siège au 11 Villa Frédéric Mistral **à** Paris 11ème pour son action d'inclusion numérique (2025_10926).

Article 26 : Une subvention d'un montant de 1 000 € est attribuée à l'association Le Moulin (16410) ayant son siège au 23 bis rue du Moulin à Paris 14ème pour son action d'inclusion numérique (2025_109267).

Article 27 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2025 et exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

Direction des Solidarités

Sous Direction de l'Insertion et de la Lutte contre l'Exclusion
Service de la Lutte contre l'Exclusion

2025 DSOL 110 : Subventions (440 000 euros) et conventions à 26 associations pour leurs actions favorisant l'inclusion numérique.

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

L'inclusion numérique est devenue un enjeu social et politique majeur. Dans un monde qui favorise de plus en plus la dématérialisation, il apparait en effet nécessaire de permettre aux personnes les plus éloignées d'accéder aux outils et de les maîtriser. Cette maîtrise des usages numériques est indispensable, notamment pour la réalisation des formalités administratives et l'accès aux services publics, alors même que 16 millions de personnes en France (soit 31% de la population) se disent éloignées du numérique.

Pour répondre à ces défis, la Ville de Paris a élaboré dès 2016 une Stratégie Parisienne pour l'Inclusion Numérique (SPIN), en partenariat avec la CAF, Pôle Emploi, la CPAM et la Mission Locale. Cette démarche visait à permettre à tou·te·s les Parisien·ne·s d'avoir accès aux outils numériques et un usage autonome de ces outils, quels que soient leurs besoins : démarches administratives (déclaration d'impôts, déclaration de ressources CAF, inscription et actualisation mensuelle Pôle Emploi), recherche d'emploi, achat en ligne, communication avec les proches, lien social …

Fin 2022, un nouveau volet de la SPIN a été signé par l'ensemble des premiers signataires auxquels se sont ajoutés : la Maison Départementale pour les Personnes Handicapées, La Poste et Orange. Cette nouvelle stratégie élargit l'éventail des actions pour mieux tenir compte des transformations de notre société, permettre à chaque parisien.ne d'être pleinement inséré.e et d'exercer sa pleine citoyenneté.

La SPIN s'articule avec différents dispositifs, plans d'actions, schémas de politiques publiques qui concourent à l'insertion des Parisien·nes sur le plan de la lutte contre l'exclusion (Pacte de lutte contre l'exclusion), du handicap (Stratégie parisienne handicap et accessibilité), de l'insertion par l'emploi (Plan Parisien d'Insertion par l'Emploi), de l'isolement (schéma Seniors), etc.

Elle se décline ainsi en 5 engagements (viser l'autonomie numérique, faciliter l'accessibilité aux services publics, éduquer au numérique et prévenir les risques, développer l'accès à l'équipement et à la connexion et développer les services d'inclusion numérique de proximité) et en 10 objectifs opérationnels. Elle s'adresse à tou·tes les parisien·nes rencontrant des difficultés avec l'environnement

numérique (hommes, femmes, séniors, parents, enfants, jeunes, étudiants, en recherche d'emploi, salariés, réfugiés, en situation de handicap, etc.) qu'ils ou elles connaissent ou non des difficultés sociales mais avec une attention particulière aux publics en difficulté sociale pour lesquels un manque d'inclusion numérique constituerait un risque supplémentaire d'exclusion. Enfin, elle vise également tous les aidants numériques (salariés, agents, services civiques, conseillers numériques ou bénévoles) qui accompagnent d'une manière ou d'une autre les publics éloignés du numérique.

Mis en place depuis 2017 et animés par les Espaces parisiens des solidarités, les 6 réseaux locaux d'acteurs de l'inclusion numérique poursuivent leur action essentielle auprès des acteurs de terrain, en lien avec les Mairies d'arrondissement, afin de diffuser des informations, partager des ressources, faire connaître les offres de services pour une meilleure orientation des publics, déployer et coordonner des actions et développer des projets.

En 2025, grâce cette dynamique territoriale, un deuxième temps fort parisien « Mon enfant et les écrans : bien vivre le numérique en famille », organisé dans le cadre de la SPIN, avec un co-pilotage entre la DFPE et la DSOL s'est tenu du 13 au 22 mai, permettant de sensibiliser les participants aux risques numériques et de les conseiller pour mieux réguler en famille les temps d'écran et leurs contenus.

Depuis cinq ans, une trentaine de structures en moyenne ont pu être soutenues financièrement par la Ville chaque année.

En 2024, le financement de 25 associations pour leurs actions d'inclusion numérique a permis :

- d'accompagner 10 794 personnes dans leurs démarches administratives en ligne ;
- de former 3 183 personnes débutantes en informatique ou souhaitant se perfectionner ;
- d'accueillir 5 363 personnes pour accéder librement à un ordinateur ;
- de former 180 aidants numériques ;
- d'acculturer et de sensibiliser 1007 parents et enfants au numérique et aux risques liés aux mauvais usages.

Afin de consolider cette dynamique, il convient en 2025 de reconduire les financements :

- pour 5 associations structurantes (Espaces Publics Numériques) de l'inclusion numérique au travers de leurs conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO) 2023-2025. Celles-ci permettront de soutenir durablement les actions menées par ces associations dans la lutte contre les fractures numériques, notamment en matière d'accompagnement des publics à la maîtrise des outils et à la réalisation des démarches administratives en ligne, d'accès aux matériels informatiques, d'éducation au numérique, d'e-parentalité et de prévention des risques ;
- pour 14 associations déjà financées en 2024 au regard de leur bilan et en priorisant les projets de formations, d'accompagnements dans la réalisation des démarches administratives.
- pour 3 associations ayant répondu à l'appel à projets Politique de la Ville, déjà financées en 2024.

De nouveaux projets seront financés cette année :

- 4 projets issus de l'appel à projets Politique de la Ville.

Ainsi, pour répondre aux enjeux de la SPIN et consolider le maillage territorial de l'offre d'inclusion numérique, il est proposé de soutenir les 26 associations ci-dessous (dont 5 avec une CPO) avec les financements suivants pour un montant total de 440 000 € pour la collectivité parisienne.

Ces financements correspondent aux actions proposées par ces associations pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025. Ce soutien financier vient compléter l'offre des centres sociaux. Pôle Emploi, partenaire de la Stratégie d'inclusion numérique.

Nom de l'associations	Numéro dossier	Arrondissement	Montant 2025 proposé	CPO 2023-2025
ASTS	2025_08147	13e 20e	90 000 €	CPO
AGECA	2025_06609	11e	50 000 €	CPO
LOREM	2025_04120	14e	40 000 €	CPO
ETERNEL SOLIDAIRE	2025_05223	19e	35 000 €	CPO
FLORIMONT	2025_07844	14e	25 000 €	CPO
EMMAÜS CONNECT	2025_03828	Centre/13e/19e	40 000 €	
PIMMS	2025_07853	11e-14e-18e-19e-20e	30 000 €	
AOCSA LA 20e CHAISE	2025_08275	20e	30 000 €	
FOYER DE GRENELLE	2025_04748	15e	15 000 €	
ESPACE 19	2025_03354	19e	15 000 €	
LES JARDINS NUMERIQUES	2025_08105	12e - 13e - 14e - 15e	11 000 €	
ANTANAK	2025_00519	18e	9 000 €	
SALLE SAINT BRUNO	2025_10522	18e	9 000 €	
HALAYE	2025_11021	18e	11 000 €	
ASSOCIATION BELLEVILLE CITOYENNE	2025_10904	20e	5 000 €	
ASSOCIATION FRANCO CHINOISE PIERRE DUCERF	2025_05392	3e	5 000 €	
CHINOIS DE FRANCE FRANÇAIS DE CHINE (CFFC)	2025_11018	20e	5 000 €	
COSMOS ARTS	2025_06842	12e	4 000 €	
SLASHFIT	2025_10976	13e	4 000 €	
ACTURE	2025_10922	17e – 18e	1 000 €	
ACCUEIL LAGHOUAT	2025_10921	18e	1 000 €	
ASSOCIATION POUR L'INSERTION DES JEUNES (A.P.I.J)	2025_10923	20e	1 000 €	
COLOMBBUS	2025_10929	10e	1 000 €	
CYBER ECRIVAIN PUBLIC	2025_10920	19e	1 000 €	
LA BONNE EQUIPE PARIS	2025_10926	15e	1 000 €	
LE MOULIN	2025_10927	14e	1 000 €	
Total			**440 000 €**	

Vous trouverez en complément d'information les fiches détaillées relatives à ces associations.

Je vous propose, par le présent projet, d'accorder notre soutien à 26 associations pour leurs actions d'inclusion numérique.

Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir délibérer.

La Maire de Paris

2025 DU 153 Dénomination rue Jacques Perrin (14e).

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet en délibération en date du par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer la dénomination " rue Jacques Perrin " à une emprise à Paris (14e) ;

Vu le plan annexé à l'exposé des motifs de la présente délibération ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e commission,

Délibère :

Article 1 : La dénomination " rue Jacques Perrin " est attribuée au tronçon de la rue Saillard, commençant rue Mouton-Duvernet et allée Françoise d'Eaubonne et finissant rue Brézin à Paris (14e).

Article 2 : Il est dérogé à la délibération du Conseil Municipal en date du 23 décembre 1932, modifiée par la délibération du 9 décembre 1938, portant nouvelle réglementation relative à la dénomination des voies de Paris.

Direction de l'Urbanisme
Service de l'Action Foncière

2025 DU 153 Dénomination rue Jacques Perrin (14e).

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Lors de sa séance des 21, 22, 23, 24 et 25 mai 2024, le Conseil de Paris a émis le vœu qu'un hommage soit rendu au comédien, producteur et cinéaste Jacques Perrin. Il vous est aujourd'hui proposé d'honorer sa mémoire en attribuant son nom à une emprise du 14ème arrondissement.

Jacques, André Perrin Simonet naît le 13 juillet 1941 à Paris (14e).

Issu du milieu du théâtre, il fait, dès son plus jeune âge, une apparition dans les *Portes de la nuit* (1946) de Marcel Carné. A quinze ans, il joue un petit rôle dans *César et Cléopâtre* de Bernard Shaw sur la scène du théâtre Sarah Bernhardt. En 1958, il entre au Conservatoire National d'Art Dramatique.

De 1957 à 2023, Jacques Perrin tourne dans plus de quatre-vingt films, notamment : *La fille à la valise* (1961) de Valerio Zurlini, *Compartiment tueurs* (1965) de Costa-Gavras, *La 317ème section* (1965) de Pierre Schoendoerffer, *Les Demoiselles de Rochefort* (1967) de Jacques Demy, *Peau d'Âne* (1970) de Jacques Demy, *Le Crabe-Tambour* (1977) de Pierre Schoendoerffer, *Cinema Paradiso* (1989) de Giuseppe Tornatore, *Le Pacte des loups* (2001) de Christophe Gans, *Les Choristes* (2004) de Christophe Barratier, *Goliath* (2022) de Frédéric Tellier.

Dans les années 1970, il fonde sa société de production. Plusieurs de ses films sont récompensés : *Z* (1969) de Costa Gavras, *Section Spéciale* (1974) de Costa Gavras, *La victoire en chantant* (1976) de Jean-Jacques Annaud, *Le Désert des Tartares* (1976) de Valerio Zurlini.

Engagé pour la sauvegarde de la planète, Jacques Perrin coproduit ou réalise des films documentaires dont des projets ambitieux comme *Microcosmos : Le Peuple de l'herbe* (1996), *Le Peuple migrateur* (2001), *Océans* (2009), *Les Saisons* (2015).

Sa carrière lui vaut de nombreuses distinctions en tant qu'acteur, réalisateur ou producteur : Coupe Volpi du meilleur acteur à la Mostra de Venise (1966), César du meilleur producteur pour Microcosmos (1997), Peintre officiel de la Marine (nommé en 2014), membre de l'Académie des Beaux-Arts (élu en 2019).

Jacques Perrin décède le 21 avril 2022 à Paris (17e). Il est inhumé au cimetière du Père-Lachaise.

Jacques Perrin était aussi Commandeur de la Légion d'Honneur (Décret du 25 mars 2016), Commandeur de l'Ordre National du Mérite et Chevalier des Arts et Lettres.

La Commission de dénomination des voies, places, espaces verts, équipements municipaux et des hommages publics qui s'est réunie le 5 février 2025 a émis un avis favorable sur ce projet d'hommage.

Si vous en êtes d'accord, la dénomination " rue Jacques Perrin " sera attribuée au tronçon de la rue Saillard, commençant rue Mouton-Duvernet et allée Françoise d'Eaubonne et finissant rue Brézin à Paris (14e), conformément au plan annexé au présent exposé des motifs en dérogation à la règle qui prévoit que le nom d'une personnalité ne peut être attribué à une voie publique de Paris que cinq ans au plus tôt après son décès.

Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir en délibérer.

La Maire de Paris

LOCALISATION

2025 DAC 184 Subventions (47.500 euros) à douze formations chorales, une fédération musicale et une troupe de comédie musicale et signatures de 14 conventions.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel madame la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer des conventions relatives au versement d'une subvention au titre de l'année 2025 avec les associations Aria de Paris (15e), CRL 10 (10e), Les chanteurs de Saint Eustache (Paris Centre), Chœur des Polysons (19e et 20e), Chœur du Marais et Ensemble vocal du Marais (Paris Centre), Chœur d'Oratorio de Paris (6e), Chœur et Orchestre Symphonique de Paris (11e et 14e), Groupe vocal Pro Homine (5e), Sotto Voce (Paris Centre), Les Chœurs d'enfants de Saint Christophe de Javel (15e), Chœur Stella Maris CSM (Paris Centre), Ensemble vocal O Trente (16e), Fédération musicale de Paris et Something musical ;

Vu l'avis du conseil de Paris Centre en date du ;
Vu l'avis du conseil du 5e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 6e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 12e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 16e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par madame Carine Rolland au nom de la 2e commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement de 1.500 euros au titre de 2025 est attribuée à l'association Aria de Paris, 8, rue Houdart de Lamotte 75015 Paris. Paris Asso : 2025_03965 ; 48201 ;
SIRET : 53511360900015

Article 2 : Une subvention de fonctionnement de 7.000 euros au titre de 2025 est attribuée à l'association CRL10, 206 quai de Valmy 75010 Paris. Paris Asso : 2025_06852 ; 470 ;
SIRET : 31742600500052

Article 3 : Une subvention de fonctionnement de 3.000 euros au titre de 2025 est attribuée à l'association Les chanteurs de Saint Eustache, 2, impasse Saint Eustache, 75001 Paris. Paris Asso : 2025_05706 ; 52685.
SIRET : 39172628800015

Article 4 : Une subvention de fonctionnement de 2.000 euros au titre de 2025 est attribuée à l'association Le Chœur des Polysons, 11, rue Rebeval, 75019 Paris. Paris Asso : 2025_03113 ; 4483.
SIRET : 41290762800033

Article 5 : Une subvention de fonctionnement de 2.000 euros au titre de 2025 est attribuée à l'association Chœur du Marais et Ensemble vocal du Marais, 7, rue Vésale, 75005 Paris. Paris Asso : 2025_03262 ; 26001.
SIRET : 49253866500026

Article 6 : Une subvention de fonctionnement de 5.000 euros au titre de 2025 est attribuée à l'association Chœur d'Oratorio de Paris, 58, rue Madame, 75006 Paris. Paris Asso : 2025_05261 ; 20444. SIRET : 38073942500060

Article 7 : Une subvention de fonctionnement de 3.000 euros au titre de 2025 est attribuée à l'association Chœur et Orchestre Symphonique de Paris, 8, rue du Général Renault, 75011 Paris. Paris Asso : 2025_04790 ; 34361.
SIRET : 40132247400024

Article 8 : Une subvention de fonctionnement de 4.000 euros au titre de 2025 est attribuée à l'association Groupe vocal Pro Homine, 3, passage Perreur, 75020 Paris. Paris Asso : 2025_04645 ; 26961.
SIRET : 48803227700045

Article 9 : Une subvention de fonctionnement de 2.000 euros au titre de 2025 est attribuée à l'association Sotto Voce, 1, avenue François Mauriac, Maison des associations, 94000 Créteil. Paris Asso : 2025_05155 ; 51043.
SIRET : 40920971500021

Article 10 : Une subvention de fonctionnement de 3.000 euros au titre de 2025 est attribuée à l'association Les Chœurs d'enfants de Saint Christophe de Javel, 28, rue de la Convention, 75015 Paris. Paris Asso : 2025_00844 ; 18469.
SIRET : 42938631100014

Article 11 : Une subvention de fonctionnement de 1.000 euros au titre de 2025 est attribuée à l'association Chœur Stella Maris CSM, 11, rue de Valenciennes, 75010 Paris. Paris Asso : 2025_04957 ; 42041.
SIRET : 44032824300074

Article 12 : Une subvention de fonctionnement de 2.000 euros au titre de 2025 est attribuée à l'association O30 (Ensemble Vocal O Trente), 196 B, avenue de Versailles, 75016 Paris. Paris Asso : 2025_03456 ; 34781.
SIRET : 49406028800011

Article 13 : Une subvention de fonctionnement de 10.000 euros au titre de 2025 est attribuée à l'association Fédération musicale de Paris, 22, rue Deparcieux, Maison des associations, 75014 Paris. Paris Asso : 2025_04378 ; 28002.
SIRET : 53539036300021

Article 14 : Une subvention de fonctionnement de 2.000 euros au titre de 2025 est attribuée à l'association Something Musical, 12 rue Moreau, 75012 Paris. Paris Asso : 2025_04561 ; 188944.
SIRET : 82961106000023

Article 15 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer les 14 conventions jointes en annexe à cette délibération.

Article 16 : La dépense correspondante, soit 47.500 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2025 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES

2025 DAC 184 Subventions (47.500 euros) à douze formations chorales, une fédération musicale et une troupe de comédie musicale et signatures de 14 conventions.

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de la politique culturelle municipale en faveur des enseignements artistiques, la Ville de Paris apporte son soutien à quatorze associations encourageant la pratique du chant choral et de la musique, dont un festival et une association en faveur de la création de spectacles de comédies musicales.

L'association **Aria de Paris**, créée en 1998, a enrichi son expérience avec plusieurs chefs de chœur successifs. Elle a changé de direction artistique en 2018 avec Grégoire Michaud, afin de donner une place à la jeune génération en parallèle de la volonté du chœur de diversifier son répertoire. Elle compte 50 chanteur s. En 2024, le chœur a donné trois concerts dont un caritatif en faveur des enfants victimes de la guerre. Il a réuni 500 personnes. L'association a programmé pour sa saison 2025 des œuvres de Puccini mais également un concert de jazz en juin. Comme chaque année, Aria de Paris cherche à travailler avec d'autres chœurs.

Créé en 1966, le **CRL 10** (Club Recherche et Loisirs du 10e arrondissement) a pour objet principal d'organiser et de promouvoir des activités répondant aux aspirations de la population parisienne, dans un but pédagogique, social et culturel. Par une délégation de service public, le CRL 10 gère quatre centres d'animation du 10e arrondissement : Jean Verdier, Château Landon, La Grange aux Belles et l'Espace Jemmapes. Parmi ses activités, le CRL 10 organise les Rencontres Chorales de Paris avec le festival « Voix sur berges ». Cette manifestation, soutenue par la Société Française des Chefs de chœurs, participe activement à la promotion du chant collectif amateur. Elle permet aux Parisiens d'entendre gratuitement une sélection de chorales de qualité et à celles-ci d'échanger leurs expériences. L'édition 2024 du festival Voix sur berges, le 25 juin, a réuni 160 chorales parisiennes, soit 4 600 chanteurs, faisant la promotion de l'art choral et animant le 10ème arrondissement pour 30 000 spectateurs, le long du canal Saint Martin et au jardin Villemin. Comme chaque année, un final réunissant les différentes associations participantes a été l'occasion d'un grand concert choral pour lequel le CRL 10 commande une création musicale.

La subvention octroyée finance le festival « Voix sur berges », dont la 30ème édition aura lieu le 29 juin 2025. Il sera déployé sur 21 sites musicaux. Chacune des 200 chorales inscrites disposera de 40 minutes de prestation. Le grand final, travail conjoint de plusieurs chœurs, prendra place devant l'espace Jemmapes.

L'association **Les chanteurs de Saint Eustache**, chœur créé en 1945, compte aujourd'hui 42 choristes, soit un niveau équivalent à celui d'avant la crise sanitaire, grâce à des efforts réalisés par le chœur. En 2023-2024, l'association a participé au festival Luminescence. Ce spectacle son & lumières a attiré près de 30 000 spectateurs et a donné lieu à 54 représentations du chœur. En février 2024, à l'occasion des 800 ans de l'église Saint-Eustache, un *Te deum* de Lully a été chanté par le chœur avec la Maîtrise de Notre-Dame devant 2000 personnes.
Pour fêter les 80 ans de cet ensemble vocal, un concert de prestige, la Messe en si mineur de J.S. Bach sera produite en partenariat avec 20 musiciens dont 5 solistes en juin 2025.

Le **Chœur des Polysons**, créé en 1997 par Elisabeth Trigo, est composé d'une cinquantaine d'enfants. Situé à Belleville, il reçoit des élèves des 19ème et 20ème arrondissements. Les plus jeunes apprennent à chanter dans le chœur préparatoire et intègrent, après 2 ou 3 ans, un chœur où ils abordent un large répertoire de la chanson française. Le chœur se produit lors de manifestations officielles, d'évènements de proximité ainsi que sur de grandes scènes parisiennes. La tarification prend en compte le quotient familial. L'année 2024 s'est ouverte par la cantate des J.O. en partenariat avec la Philharmonie. L'opéra participatif « La Cenerentola » au théâtre des Champs Élysées a rencontré également du succès. Outre le festival Voix sur Berges, une demande d'échanges a amené le chœur à une tournée en Chine filmée et enregistrée. Cet échange avait débuté dès janvier 2024 par un concert au Grand Rex devant l'ambassadeur de Chine et une soirée évènement à l'occasion du 60ème anniversaire des relations franco-chinoises au Palais Brongniart en présence du Ministre de la culture et du Tourisme chinois. Le chœur est actif en Ile-de-France où il travaille régulièrement avec d'autres associations à Montreuil et à Saint-Denis.

L'association **Chœur du Marais et Ensemble vocal du Marais**, créée en 1975, rassemble 38 choristes autour de la musique sacrée. L'association met en valeur la confrontation des sensibilités musicales et poétiques de différents pays et époques par l'exercice d'un répertoire varié. En 2024, le chœur a donné de grandes représentations, avec des musiciens, d'une œuvre de Honegger, *Le Roi David*. Le chœur a pour volonté de toucher différents publics, par exemple en ouvrant au public l'atelier du lundi. En 2022-23, le chœur a poursuivi son travail sur *Le Roi David* et intégré à son répertoire des œuvres de Poulenc, dont les représentations dans des lieux variés sont plus aisées à mettre en place. Pour 2025, le chœur prépare des concerts des Cantates de J.S Bach et Telemann.

L'association **Chœur d'Oratorio de Paris**, créée en 1989, fait appel à un répertoire classique, à des œuvres romantiques et du XXe siècle. Le chœur joue régulièrement avec des orchestres professionnels et des chefs réputés dans des coproductions. Aussi, l'association distribue des invitations à destination d'un public défavorisé. Elle compte aujourd'hui 60 choristes, 10 chanteurs solistes et 25 musiciens. Deux partenariats avec d'autres chœurs permettent un travail sur un large répertoire. La programmation 2024 a été orientée vers l'actualité parisienne des Jeux Olympiques, notamment une participation à la création de la Philharmonie « cantate 2024 » et la poursuite du cycle baroque démarré en 2023.

L'association **Chœur et Orchestre Symphonique de Paris** (COSP) réunit 65 choristes et une centaine d'intervenants externes, musiciens ou chanteurs solistes. En 2023-2024, le COSP a présenté les concerts suivants : le *Requiem* de Fauré, le *Stabat Mater* de Szymanowski et de la fantaisie sur un thème de Thomas Tallis de R.Vaughan Williams. La programmation de 2025 s'articulera autour d'œuvres comme : trois cantates de la fin du 19ème siècle ou bien « le chant du destin » de Brahms. Cette même saison, l'association projette de faire une tournée aux Antilles en partenariat avec des chœurs d'opéra dans les cathédrales de Basse-Terre, Pointe à Pitre ou Le Moule, avec de nombreuses formations amateures locales invitées. Chaque choriste assumera ses frais de déplacements.

L'association **Groupe vocal Pro Homine** mêle depuis 1998 les répertoires sacré et profane du XVIe siècle à nos jours. Elle compte aujourd'hui 65 membres. La poursuite des travaux avec Laurent Couson compositeur de musique contemporaine, pour la suite de son *Requiem XIX*, a été réalisée en 2024. Cette même fin d'année l'association a produit un concert Igor Stravinsky / Gabriel Fauré, avec la *Symphonie des Psaumes* de Stravinsky et le *Requiem* de Fauré. La réalisation de ces deux concerts permet au groupe vocal d'envisager une programmation équivalente pour 2025 mêlant une œuvre incontournable, Messa di Gloria de Giacomo Puccini, et un programme sud-américain dans un style musical et des rythmes très différents, le Misatango de Martin Palmeri.

Sotto Voce est un chœur d'enfants créé en 1992. L'association rassemble une centaine d'enfants dans trois chœurs, un préparatoire pour les 8-10 ans (47 élèves), un pour les 10-17 ans (51 élèves) et un pour les garçons de 15-20 ans (7 élèves). Les trois chœurs sont également formés au théâtre et à l'expression corporelle. Scott Alan Prouty, directeur artistique, veille à la variété du répertoire qui comprend du chant classique, du chant grégorien, de la comédie musicale, du jazz et de la musique contemporaine. Les répétitions ont lieu au théâtre du Châtelet et à l'Opéra Bastille. En 2023-2024, une dizaine de concerts a été réalisée, dans des lieux variés, tels au théâtre du Châtelet ou à la Mairie de Paris Centre pour les vœux du Maire. La saison 2024 a surtout été marquée par le projet « Broadway à Puteaux ». Les choristes bénéficient de deux stages par an.

Les **Chœurs d'enfants de Saint Christophe de Javel**, créés en 1958, rassemblent une centaine de choristes. Ils offrent à des enfants, adolescents et jeunes adultes, une éducation au chant choral à travers l'étude du répertoire sacré. Les répétitions sont complétées par des cours de technique vocale et par deux stages. L'effectif est de l'ordre de 40 élèves. La saison 2023-2024 a commencé par un concert de rentrée des œuvres de Fauré, Duruflé et Elgar. Il s'agissait du dernier concert du chef de chœur Louis le Gal, remplacé par Rogatien Despaigne, chef de choeur des petits chanteurs de Saint-Charles à Versailles, et étudiant au PSPBB. Il est également assisté de Gisèle Delgoulet. De multiples concerts ont été donnés sur un large répertoire, aussi bien en tournées, qu'en radiodiffusion auprès de France culture.

L'association **Chœur Stella Maris CSM**, créée en 2001, est formée de jeunes actifs et d'étudiants dont le répertoire est principalement celui de la musique chorale *a cappella* des XXe et XXIe siècles. En mêlant technique vocale et travail corporel, les membres souhaitent intéresser un public plus large. Le chœur cherche continuellement à sortir du format habituel du concert choral et propose souvent des actions dans des lieux inhabituels, à la rencontre d'autres publics et d'autres sonorités. En 2022-2023, le chœur a participé à la Nuit Blanche lors d'un concert donné à Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux. Quatre concerts d'*Ivan le Terrible* de Prokofiev en collaboration avec l'orchestre national d'Ile de France, dont un à la Philharmonie de Paris, ont également eu lieu. Pour les 20 ans de l'association, le chœur a commandé une œuvre au compositeur Thierry Machuel pour un concert anniversaire.
En 2023-2024, l'association a fait un échange avec un chœur estonien. Il a donné lieu à un documentaire sur son travail artistique. Pour la saison 2025, l'association programme un concert dédié à l'imaginaire du langage avec un inventaire a capella très diversifié.

L'association **O30 (Ensemble vocal O Trente)**, créée en 2006, aborde un répertoire qui s'étend de la musique romantique aux créations contemporaines. Elle participe à des festivals, notamment celui de La

Chaise-Dieu (Haute-Loire). O Trente bénéficie d'un partenariat pédagogique avec la classe préparatoire publique aux écoles supérieures d'art Les Arcades (Issy-les-Moulineaux). Elle compte aujourd'hui 35 chanteurs et chanteuses. L'année 2022 a vu l'arrivée d'un nouveau chef de chœur, Louis Gal, qui a proposé un programme de musiques norvégiennes avec solistes et violon ainsi qu'un concert autour des œuvres de Bach. L'association a notamment participé à un concert caritatif dont les recettes ont été versées à une association œuvrant auprès des mères en difficulté. Le travail a été poursuivi avec deux concerts, *Santiago*, musique contemporaine, et *Brahms, Bruckner, Wolf*, musique romantique allemande avec instruments. Le chœur a aussi participé à un concert anniversaire *Disney 100 ans* à la Défense Arena. En 2024, la programmation a été l'occasion d'un travail sur la *Passion selon Saint-Jean* de Bach et les *Musiques du XXème siècle* de Daniel-Lesur. La recherche de l'excellence fédère les amateurs du chœur sollicité par de nombreux jeunes professionnels.

Fondée en 1903 à l'initiative de la Ville de Paris, la **Fédération musicale de Paris** contribue à l'animation musicale des espaces verts de la capitale. Elle regroupe plus de mille musiciens amateurs au sein de 25 formations, dont 2 orchestres symphoniques, 2 chorales, 1 orchestre à plectres, 8 orchestres d'harmonie, 3 ensembles de cuivres, 5 orchestres de jazz, 1 orchestre d'accordéons, 1 orchestre de variétés et 4 écoles de musique. En 2024, un festival de musique jeux olympiques 1924-2024 s'est tenu à l'Espace des Blancs Manteaux et a mis en perspective les contrastes et rapprochements musicaux de ces deux époques. Suite au succès de cette manifestation, la fédération souhaite réitérer l'organisation d'un festival pour 2025, outre sa participation à Kiosques en Fêtes.

Créée en 2017, l'association **Something Musical** a pour mission de créer des comédies musicales. Elle est constituée d'une troupe d'une trentaine d'amateurs qui montent et produisent les spectacles. Les thématiques abordées lors des représentations ambitionnent de dénoncer les inégalités et discriminations. La troupe s'est produite en 2021 et 2022 à la MPAA (Broussais et Saint-Germain). Les répétitions ont également eu lieu à la MPAA.
La troupe recrute par casting ses membres, dont certains sont en voie de professionnalisation.
Au-delà des répétitions et du spectacle final, l'association organise des ateliers gratuits d'initiation à la comédie musicale à destination des jeunes dans les Centres Paris Anim. Il s'agit d'ateliers artistiques (chant, danse, comédie musicale) afin de favoriser la pratique artistique amateur, en particulier dans des zones prioritaires. De même, l'association pilote des ateliers scolaires à la MPAA à destination des collégiens.
Pour la saison 2025, Something Musical proposera la préproduction de Shrek, une comédie musicale pleine de fantaisie qui aborde l'acceptation de soi et l'amitié.
L'organisation de rencontres entre différentes troupes de comédie musicale à Paris est aussi prévue, afin de créer des synergies et de favoriser l'entraide entre diverses troupes amatrices.

Afin de permettre à ces quatorze associations de pouvoir poursuivre leurs activités en faveur du développement de la connaissance et de la pratique amateur, je vous propose d'attribuer au titre de l'année 2025 :

- à l'association Aria de Paris une subvention de 1.500 euros ;
- à l'association CRL10, une subvention de 7.000 euros ;
- à l'association Les chanteurs de Saint-Eustache une subvention de 3.000 euros ;
- à l'association Le chœur des Polysons une subvention de 2.000 euros ;
- à l'association Chœur du Marais et Ensemble vocal du Marais une subvention de 2.000 euros ;
- à l'association chœur d'Oratorio de Paris une subvention de 5.000 euros ;
- à l'association Chœur et Orchestre Symphonique de Paris une subvention de 3.000 euros ;
- à l'association Groupe vocal Pro Homine une subvention de 4.000 euros ;
- à l'association Sotto voce une subvention de 2.000 euros ;
- à l'association Les chœurs d'enfants de Saint Christophe de Javel une subvention de 3.000 euros ;
- à l'association Chœur Stella Maris une subvention de 1.000 euros ;
- à l'association Ensemble vocal O Trente une subvention de 2.000 euros ;
- à l'association Fédération musicale de Paris une subvention de 10.000 euros ;
- à l'association Something musical une subvention de 2.000 euros.

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en délibérer et m'autoriser à signer les 14 conventions jointes en annexe de cette délibération.

La Maire de Paris

2025 DAC 299 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Jean-Luc Lagarce au 15, rue Didot à Paris 14e.

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2511-1 et suivants ;

Vu la délibération du 5 mars 1979 réglementant les hommages rendus par la Ville ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel madame la Maire de Paris soumet à son approbation l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Jean-Luc Lagarce au 15, rue Didot à Paris 14e ;

Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par madame Laurence Patrice, au nom de la 2e commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la proposition de Madame la Maire de Paris tendant à l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Jean-Luc Lagarce au 15, rue Didot à Paris 14e.

Article 2 : Le texte de la plaque est : « À la mémoire de Jean-Luc Lagarce 1957-1995 auteur, comédien, metteur en scène et directeur de troupe qui vécut à cette adresse »

Article 3 : La dépense correspondante, estimée à 1.500 euros, sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercices 2025 et suivants, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

Direction des Affaires Culturelles

2025 DAC 299 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Jean-Luc Lagarce au 15, rue Didot à Paris 14e.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

EXPOSÉ DES MOTIFS

La Ville de Paris souhaite rendre hommage à Jean-Luc Lagarce, auteur, metteur en scène et directeur de compagnie de théâtre.

Jean, Luc, Serge (dit Jean-Luc) Lagarce naît le 14 février 1957 à Héricourt (Haute-Saône). Il passe son enfance à Valentigney (Doubs), où ses parents sont ouvriers au sein des usines Peugeot. En 1975, à 18 ans, son baccalauréat en poche, il s'installe à Besançon, s'inscrit à la faculté de philosophie et au conservatoire d'art dramatique de la ville. Bientôt, avec quelques élèves du conservatoire, il fonde le théâtre de la Roulotte, une compagnie amateure dont le nom rend hommage à Jean Vilar. En parallèle, Jean-Luc travaille à un mémoire universitaire sur le thème « Théâtre et pouvoir en Occident ». Quelques années plus tard, il abandonne ses études pour se consacrer entièrement au théâtre. Sa compagnie devient professionnelle en 1981.

La Roulotte est basée à Besançon, mais comme son nom l'indique, elle n'a pas de lieu fixe, à l'exception d'un bureau. Elle est hébergée, le temps d'un spectacle, dans les théâtres de la ville. Tandis qu'elle est progressivement subventionnée (par les collectivités locales, et bientôt par le ministère de la Culture), Jean-Luc Lagarce mène une double vie d'auteur et de metteur en scène. Il écrit plus d'une vingtaine de pièces et met en scène de nombreux spectacles, alternant entre le répertoire classique et ses propres créations originales.

Après de nombreuses allées et venues entre les théâtres parisiens et ceux de l'est de la France pour y présenter ses spectacles, Jean-Luc Lagarce s'installe définitivement à Paris à la fin des années 1980. Toutefois, les pièces qu'il met en scène remportent davantage de succès que celles qu'il écrit. C'est également à cette période qu'il apprend être séropositif. Cette nouvelle transparait désormais dans ses textes qui traitent de la mort, de la disparition et de la famille.

En 1990, après avoir remporté le prix Léonard de Vinci, il obtient une bourse qui lui permet de faire une retraite de trois mois à Berlin, au cours de laquelle il écrit *Juste la fin du monde*. La pièce qui raconte un fils venu rendre visite à sa famille, après douze années d'absence, pour annoncer sa maladie et sa mort prochaine, est d'abord mal aimée du public. Jean-Luc Lagarce en donne alors une version plus aboutie à travers *Le pays lointain*, qu'il termine quelques jours à peine avant de mourir. Le 30 septembre 1995, à l'âge de 38 ans, Jean-Luc Lagarce décède du sida, laissant derrière lui une œuvre à la fois riche et complexe.

Depuis la disparition de Jean-Luc Lagarce, sa notoriété n'a cessé de croître. Ainsi, est-il considéré aujourd'hui comme l'un des plus grands auteurs et metteurs en scène contemporains. Traduits en vingt-cinq langues, ses textes figurent au répertoire de la Comédie Française et sont joués dans de nombreux pays – notamment *Juste la fin du monde* que le réalisateur, metteur en scène et acteur québécois, Xavier Dolan, a adapté au cinéma en 2016.
Afin d'honorer la mémoire de Jean-Luc Lagarce, il est proposé qu'une plaque commémorative soit apposée au 15, rue Didot (Paris 14e) – dont le texte sera le suivant :
À LA MÉMOIRE DE
JEAN-LUC LAGARCE
1957-1995
AUTEUR, COMÉDIEN
METTEUR EN SCÈNE ET

DIRECTEUR DE TROUPE
QUI VÉCUT À CETTE ADRESSE

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en délibérer.

La Maire de Paris

2025 DAC 371 Subventions (15.500 euros) à 11 associations au titre d'une partie du fonds d'animation locale culture (FAL CULTURE) attribué au 14e arrondissement et signature d'une convention avec la Fondation Jeunesse Feu Vert- Fondation R. Steindecker

Le Conseil de Paris

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel madame la Maire de Paris lui propose l'attribution de subventions de fonctionnement à 11 associations et la signature d'une convention ;

Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Carine Rolland au nom de la 2e commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.500 euros est attribuée sur proposition de la mairie du 14e arrondissement, à l'association **Art sous X**, 56 rue d'Alésia 75014 Paris, pour son projet « Égalités Hommes Femmes : L'ère de la masculinité hégémonique touche-t-elle à sa fin ? »
Paris Asso 185052 ; 2025_10517 ; SIRET : 81512816000018

Article 2 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 2.000 euros est attribuée sur proposition de la mairie du 14e arrondissement, à l'association **Garidell14** , 3 place de Séoul 75014 Paris, pour son projet « Exposition collective d'art urbain Les violettes du Montparnasse et events féministe »
Paris Asso 184027 ; 2025_10338 ; SIRET : 81061815700020

Article 3 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.000 euros est attribuée sur proposition de la mairie du 14e arrondissement, à l'association **Glass art & design Paris** , 25 rue Lantiez 75017 Paris, pour son projet « organisation du Salon du verre PARIS14 - 1ère édition »
Paris Asso 199466 ; 2025_10674 ; SIRET : 90451666300013

Article 4 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 2.000 euros est attribuée sur proposition de la mairie du 14e arrondissement, à l'association **HF Ile-De-France** , 9 rue de Vaugirard - la Cite Audacieuse HF Ile de France - 75006 Paris, pour son projet « Organisation de la journée du Matrimoine HF Île-de-France ».
Paris Asso 41762 ; 2025_09742 ; SIRET : 53179886600038

Article 5 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 2.000 euros est attribuée sur proposition de la mairie du 14e arrondissement, à la **Fondation Jeunesse Feu vert- Fondation R. Steindecker** , 34 rue de Picpus 75012 Paris, pour son projet de théâtre intergénérationnel.
Paris Asso 226 ; 2025_11130 ; SIRET : 77569810300311

Article 6 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.000 euros est attribuée sur proposition de la mairie du 14e arrondissement, à l'association **La petite musique bleue** , 11 rue Caillaux - MVAC du 13e - Bal n° 82 75013 Paris, pour son projet d'exposition et sa programmation culturelle
Paris Asso 196290 ; 2025_11309 ; SIRET : 88426059700023

Article 7 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.000 euros est attribuée sur proposition de la mairie du 14e arrondissement, à l'association **Label Gouine*** , 16 Passage Thiéré 75011 Paris, pour son projet « Organisation de l'exposition collective à la galerie du Montparnasse dans le cadre du Festival des Fiertés 2025 » Paris Asso 201972 ; 2025_10439 ; SIRET : 92416460100016

Article 8 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 2.000 euros est attribuée sur proposition de la mairie du 14e arrondissement, à l'association **Les Aliennes** , 8 rue du Général Renault - 75011 Paris, pour son projet d'organisation de cinq événements variés pour mettre en avant les femmes lors de ce mois de l'égalité autour de la littérature, la musique, le théâtre et l'univers du podcast.
Paris Asso 187980 ; 2025_09055 ; SIRET : 82359887500032

Article 9 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.000 euros est attribuée sur proposition de la mairie du 14e arrondissement, à l'association **Paris 14, Territoire de cinéma** , 22 rue Deparcieux, 75014 Paris, pour son projet « 8ème Festival et réalisation d'un Film sur le 14ème, territoire de cinéma ».
Paris Asso 190158 ; 2025_09223 ; SIRET : 83479403400019

Article 10 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.000 euros est attribuée sur proposition de la mairie du 14e arrondissement, à l'association **Pièces à emporter** , 124 rue Compans 75019 Paris, pour son projet
« spectacles lieux non dédiés Paris14 ».
Paris Asso 186219 ; 2025_10675 ; SIRET : 81773556600017

Article 11 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 1.000 euros est attribuée sur proposition de la mairie du 14e arrondissement, à l'association **Umoja Program** , 83 avenue d'Italie 75013 Paris, pour son projet d'exposition photographique Female Gaze dans le cadre du mois de l'égalité à la galerie Montparnasse.
Paris Asso 203534 ; 2025_10038 ; SIRET : 93411125300019

Article 12 : La dépense totale correspondante, d'un montant de 15.500 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2025 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

VILLE DE PARIS

Direction des Affaires Culturelles

2025 DAC 371 Subventions (15.500 euros) à 11 associations au titre d'une partie du fonds d'animation locale culture (FAL CULTURE) attribué au 14e arrondissement et signature d'une convention avec la Fondation Jeunesse Feu Vert- Fondation R. Steindecker

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de l'acte 2 de la territorialisation, la maire de Paris a souhaité la création d'un fonds d'animation locale culture. Il vise à concourir à l'animation locale dans un arrondissement, à impulser le développement de nouveaux projets culturels au cœur des quartiers et à favoriser l'expérimentation de nouvelles actions et à répondre aux besoins des arrondissements et de leurs acteurs.

Au titre du fonds d'animation locale culture (FAL CULTURE), sur demande de la Maire du 14e arrondissement, je vous propose d'attribuer une subvention aux associations suivantes au titre de l'année 2025 :

- 1.500 euros à l'association **Art sousX Paris 14** pour son projet « Égalités Hommes Femmes : L'ère de la masculinité hégémonique touche-t-elle à sa fin ? »
- 2.000 euros à l'association **Garidell14** pour son projet « Exposition collective d'art urbain Les violettes du Montparnasse et events féministes »
- 1.000 euros à l'association **Glass Art & Design Paris** pour l'organisation du Salon du verre PARIS14 - 1ère édition
- 2.000 euros à l'association **HF Ile-de-France** pour son projet Journées du Matrimoine
- 2.000 euros à la fondation **Jeunesse Feu Vert** pour son projet de théâtre intergénérationnel.
- 1.000 euros à l'association **La Petite Musique Bleue** pour son exposition et sa programmation culturelle
- 1.000 euros à l'association **Label Gouine*** pour l'organisation de l'exposition collective à la galerie du Montparnasse dans le cadre du Festival des Fiertés 2025 Paris
- 2.000 euros à l'association **Les Aliennes** pour l'organisation de cinq événements variés pour mettre en avant les femmes lors de ce mois de l'égalité autour de la littérature, la musique, le théâtre et l'univers du podcast.
- 1.000 euros à l'association **Paris 14, Territoire de Cinéma** pour « 8ème Festival et réalisation d'un Film sur le 14ème, territoire de cinéma »
- 1.000 euros à l'association **Pieces à Emporter** pour son projet « spectacles lieux non dédiés Paris14 »
- 1.000 euros à l'association **Umoja Program** pour son exposition photographique Female Gaze dans le cadre du mois de l'égalité à la galerie Montparnasse

Les fiches techniques jointes en annexe présentent de façon plus détaillés les organismes, les projets et les budgets prévisionnels afférents.

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en délibérer et de m'autoriser également à signer la convention annexée au présent projet.

La Maire de Paris

2025 DPMP 4 - Subventions (50.500 euros) et conventions avec 22 associations et une SCOP dans le cadre de la politique parisienne de prévention de la délinquance dans les quartiers populaires et de la politique de la ville.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date des 1, 2, 3 et 4 juillet 2025 par lequel la Ville de Paris représentée par Madame la Maire de Paris propose l'attribution de subventions à 22 associations parisiennes et une SCOP œuvrant pour la Politique de la Ville et la signature de conventions ;

Vu la délibération 2024 DDCT 65, par laquelle Madame la Maire de Paris a signé le contrat de ville parisien 2024-2030 ;

Vu la délibération 2024 DDCT 100, par laquelle Madame la Maire de Paris a adopté la carte parisienne des quartiers populaires 2024-2030 ;

Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement, en date du juin 2025 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement, en date du juin 2025 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement, en date du juin 2025 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement, en date du juin 2025 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement, en date du juin 2025 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement, en date du juin 2025 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement, en date du juin 2025 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement, en date du juin 2025 ;

Vu le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN au nom de la 3ème commission ;

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 1.500 euros est attribuée à l'association 13 pour Tous, 4, place de la Vénétie 75013 Paris (N° Paris Asso 19943) pour le projet « InterYouv » 13e (dossier n° 2025_10251).

Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs avec l'Association
13 pour Tous.

Article 3 : Une subvention de 4.500 euros est attribuée à l'Association de Prévention Spécialisée et d'Accompagnements des Jeunes (APSAJ), 76, rue Philippe de Girard 75018 Paris (N° Paris Asso 16122), pour les projets suivants :

- Projet 1 : « J'aime mon quartier » 18e (dossier n° 2025_10270) : 1.500 euros
- Projet 2 : « JUPITER » 18e et 19e (dossier n° 2025_10269) : 3.000 euros

Article 4 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs avec l'Association de Prévention Spécialisée et d'Accompagnements des Jeunes (APSAJ).

Article 5 : Une subvention de 3.000 euros est attribuée à l'Association Belleville Citoyenne, 18, rue Bisson 75020 Paris (N° Paris Asso 19230), pour les projets suivants :

- Projet 1 : « Rimes et Rythme : atelier de composition musicale, d'expression artistique et préparation à la scène » 20e (dossier n° 2025_10275) : 1.500 euros
- Projet 2 : « InfoXXBéton : ateliers de créations multimédias » 20e (dossier n° 2025_10276) : 1.500 euros

Article 6 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs avec l'Association Belleville Citoyenne.

Article 7 : Une subvention de 1.000 euros est attribuée à l'association Compagnie à force de rêver, 35, rue Mary Beyssere 92170 Vanves (N° Paris Asso 12025) pour le projet « L'art de désarmer par la parole : un cycle d'initiation à l'éloquence et au débat » 14e (dossier n° 2025_10254).

Article 8 : Une subvention de 2.800 euros est attribuée à l'Association Des Cris des villes, 23 rue du Docteur Potain Chez La Fabrik Coopérative 75019 PARIS (N° Paris Asso 196554), pour les projets suivants :

- Projet 1 : « Quartier de cœur – Acte 2 » 19e (dossier n° 2025_10271) : 1.300 euros
- Projet 2 : « BAM et La radio des Amandiers - Un pôle médias pour le quartier des Amandiers » 20e (dossier n° 2025_10277) : 1.500 euros

Article 9 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs avec l'Association Des Cris des villes.

Article 10 : Une subvention de 2.000 euros est attribuée à l'association Dixlesic and Co, 22, rue Deparcieux MVAC 14 – BL 92 - 75014 Paris (N° Paris Asso 41841) pour le projet « MANIFESTES des Collèges : RDV INTER-G aux Institutions » 14e (dossier n° 2025_10255).

Article 11 : Une subvention de 1.500 euros est attribuée à l'association École des Arts de la Scène - Les Petits Riens, 5-7 quai du Lot 75019 Paris (N° Paris Asso 19464) pour le projet « Enseignement artistique autour des Valeurs de la Répu - blique "Chemin de la Mémoire, Chemin vers l'espoir » 19e (dossier n° 2025_10273).

Article 12 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs avec l'Association École des Arts de la Scène - Les Petits Riens.

Article 13 : Une subvention de 1.000 euros est attribuée à l'association Etoile et Compagnie, 22 rue Deparcieux – MVAC 14 75014 Paris (N° Paris Asso 163841) pour le projet « Interroger et accompagner les adolescents du QPV Didot-Vanves

sur les principes de la Laïcité avec le théâtre-Forum » 14e (dossier n° 2025_10257).

Article 14 : Une subvention de 1.500 euros est attribuée à l'association HUSTLE PARIS – HP 1 rue Sophie Germain 4 Étage 75014 Paris (N° Paris Asso 195673) pour le projet « Action Jeunes » 14e (dossier 2025_10258).

Article 15 : Une subvention de 1.150 euros est attribuée à l'association Jeune et Engagé 33, rue de Malleville 95880 Enghien-Les-Bains (N° Paris Asso 197709) pour le projet « AAP 2024 - Parents citoyens engagés à la barre » 17e (dossier 2025_10267).

Article 16 : Une subvention de 1.000 euros est attribuée à l'association La Compa-gnie à l'Affût 5, place de la Vénétie 75013 Paris (N° Paris Asso 9519) pour le projet « Les jeunes font société - le théâtre forum : outil d'émancipation et de lien social » 14e (dossier 2025_10260).

Article 17 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs avec l'Association La Compagnie à l'Affût.

Article 18 : Une subvention de 1.500 euros est attribuée à l'association Le Moulin 23Bis, rue du Moulin de la Vierge 75014 Paris (N° Paris Asso 16410) pour le projet « E-Sports Paris-Sud 2025 » 14e (dossier 2025_10262).

Article 19 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs avec l'Association Le Moulin.

Article 20 : Une subvention de 4.000 euros est attribuée à l'association Le Picoulet Mission Populaire XIe 59, rue de la Fontaine au Roi 75011 Paris (N° Paris Asso 8561) pour le projet « CS- Éducation Populaire au service des jeunes et coordina-tion VVV » 11e (dossier 2025_01484).

Article 21 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs avec l'Association Le Picoulet Mission Populaire XIe.

Article 22 : Une subvention de 3.500 euros est attribuée à l'association LES FRI-PONS 18, rue Ramus – MVAC 20 - Boite 88 - 75020 Paris (N° Paris Asso 186551) pour les projets suivants :

- Projet 1 : « Ateliers de reportages numériques au collège Pierre Mendès France » 20e (dossier n° 2025_10278) : 2.000 euros
- Projet 2 : « CLVR – la radio des Portes du 20e » 20e (dossier n° 2025_10279) : 1.500 euros

Article 23 : Une subvention de 1.500 euros est attribuée à l'association Les Mères en place 1, rue des Bois 75019 Paris (N° Paris Asso 82781) pour le projet « Lien social 2025 : Favoriser les lien et l'entraide entre les familles de la place des Fêtes » 19e (dossier 2025_10326).

Article 24 : Une subvention de 3.000 euros est attribuée à la SCOP ACP LA MANU-FACTURE CHANSON 124, avenue de la République 75011 Paris (N° Paris Asso 181331) pour les projets suivants :

- Projet 1 : « FAR ELEVEN DISTRICT » 11e (dossier n° 2025_10249) : 2.000 euros
- Projet 2 : « Comité de programmation et technique « Mon été à Belleville » » 11e (dossier n° 2025_10031) : 1.000 euros

Article 25 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs avec la SCOP ACP LA MANUFACTURE CHANSON.

Article 26 : Une subvention de 1.000 euros est attribuée à l'association MÉDUZ 36, avenue de Flandre 75019 Paris (N° Paris Asso 200780) pour le projet « Professionnel.le.s et jeunes mobilisé.e.s contre la prostitution infantile » 11e (dossier 2025_10325).

Article 27 : Une subvention de 1.050 euros est attribuée à l'association PASSERELLES 17, REGIE DE QUARTIER DU 17EME NORD EST 190, avenue de Clichy 75017 Paris (N° Paris Asso 12485) pour le projet « Mesures de remobilisation et orientation des collégiens des collèges Balzac et Mallarmé » 17e (dossier 2025_10268).

Article 28 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs avec l'association PASSERELLES 17, REGIE DE QUARTIER DU 17EME NORD EST.

Article 29 : Une subvention de 1.500 euros est attribuée à l'association QUARTIERS DU MONDE 2 /4 square du Nouveau Belleville 75020 Paris (N° Paris Asso 19878) pour le projet « Se mobiliser pour l'égalité ! » 20e (dossier 2025_10280).

Article 30 : Une subvention de 2.500 euros est attribuée à l'association RIQUET ELITES 15ter rue Curial 75019 Paris (N° Paris Asso 191262) pour le projet « Sport Famille » 19e (dossier 2025_10274).

Article 31 : Une subvention de 7.000 euros est attribuée à l'association TATANE 28, rue de l'Orillon 75011 Paris (N° Paris Asso 185433) pour les projets suivants :
- Projet 1 : « CITIZEN FOOT « BELLEVILLE » (11e) : programme annuel « football, lien social et fête de quartier » 11e (dossier n° 2025_10250) : 5.000 euros
- Projet 2 : « Tatane - 14ème Arrondissement » 14e (dossier n° 2025_10263) : 2.000 euros

Article 32 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs avec l'Association TATANE.

Article 33 : Une subvention de 1.500 euros est attribuée à l'association TKF SCHOOL 48, rue de Vouille 75015 Paris (N° Paris Asso 193883) pour le projet « Hip-hop socio-culturel QPV PXV » 15e (dossier 2025_10264).

Article 34 : Une subvention de 1.500 euros est attribuée à l'association TONNERRE DE SINGE 76, avenue Pasteur - Appartement 53 - 93100 Montreuil (N° Paris Asso 199535) pour le projet « 93 Vies saison 4 » 13e (dossier 2025_10253).

Article 35 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2025, sous réserve de la décision de financement.

Direction de la Police Municipale et de la Prévention
Sous-Direction de la prévention, de la médiation et des personnes vulnérables

2025 DPMP 4 - Subventions (50.500 euros) et conventions avec 22 associations et une SCOP dans le cadre de la politique parisienne de prévention de la délinquance dans les quartiers populaires et de la politique de la ville.

PROJET DE DELIBERATION
EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Paris s'est dotée d'un Pacte parisien pour les quartiers populaires pour la période 2024-2030, qui traduit l'ambition de la Ville à « faire plus, faire mieux et faire ensemble » et apporter des réponses concrètes dans chacun des 35 quartiers populaires qui ont été identifiés à partir de 12 indicateurs de vulnérabilité comme nécessitant une intervention renforcée des pouvoirs publics.

De plus, le nouveau contrat de ville (2024-2030) co-piloté avec la Préfecture et signé avec différents partenaires constitue le volet partenarial de cette politique afin de mettre en œuvre et soutenir des actions concourant à l'amélioration des conditions de vie des habitantes et des habitants des quartiers politique de la ville, dont la liste de ces derniers est fixée par le décret ministériel n° 2023-1314 du 28 décembre 2023.

Enfin, les actions de prévention de la délinquance figurent parmi les priorités du Contrat Parisien de Prévention et de Sécurité (CPPS) qui représente le volet prévention/sécurité du Contrat de Ville. Centrées sur les Parisiennes et Parisiens âgés de 11 à 25 ans, elles visent à la fois à renforcer le lien social, à tranquilliser l'espace public mais également à faciliter l'insertion et sécuriser les parcours des jeunes susceptibles de commettre des actes de délinquance ou déjà connus de la justice.

Dans le cadre de l'appel à projets politique de la Ville 2025, plusieurs projets sont apparus comme relevant du champ de la prévention de la délinquance et de l'occupation positive de l'espace public. Deux critères principaux ont été retenus : l'importance des phénomènes de délinquance dans la zone géographique où se déroule l'action et/ou le fait que les jeunes bénéficiaires soient connus des services judiciaires.

Plusieurs projets, sélectionnés par la Direction de la Police Municipale et de la Prévention, en lien étroit avec les équipes de développement local et les mairies d'arrondissement, vous sont aujourd'hui proposés et permettent, d'une part de tenir compte de la modification récente de la géographie prioritaire et d'autre part de poursuivre le soutien d'arrondissements qui perdent les subventions de l'État.

Ainsi cette année, neuf nouveaux projets sont proposés, à titre d'exemple :

Dans le 13e arrondissement, l'association 13 pour tous propose le projet « InterYouv » qui a pour but d'organiser des sessions d'interviews réalisées par des jeunes adolescents avec d'anciens délinquants, anciens membres du banditisme et anciens détenus. L'objectif principal est de permettre aux jeunes de comprendre les réalités et les conséquences négatives du monde de la rue, en leur montrant qu'il n'y a rien à y gagner.

Dans le 15e arrondissement, l'association TKF School propose aux jeunes, l'opportunité de se soustraire aux difficultés quotidiennes en consacrant leur temps à des ateliers de Hip-Hop, activité porteuse de de cohésion sociale, qui favorise la rencontre de jeunes de différents quartiers du 15e. Ce projet permettra ainsi de désamorcer les tensions et de déconstruire les rivalités infondées entre jeunes.

Dans le 18e arrondissement, l'association de prévention spécialisée et d'accompagnement des jeunes (APSAJ) propose aux jeunes de s'investir dans le projet « j'aime mon quartier », action d'embellissement et de collecte/ramassage d'encombrants qui permet de développer un comportement citoyen et un sentiment d'appartenance positif au bénéfice de leur quartier.

Au total, la Direction de la Police Municipale et de la Prévention propose de soutenir à hauteur de 50.500 euros 23 structures partenaires.

Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la ville de l'exercice 2025, sous réserve de la décision de financement.

Il est également demandé à votre assemblée d'autoriser la Maire de Paris à signer avec onze associations une convention annuelle d'objectifs.

Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir en délibérer.

La Maire de Paris

2025 DAE 22 Conventions, avenant à convention et subventions (451 000€) à 18 organismes portant des projets économiques en faveur d'une alimentation durable et solidaire

Le Conseil de Paris

Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et en particulier son article 10 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L121-1 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et les suivants, L1511-2 et les suivants, L1511-3 et les suivants, et les articles L2224-13 et les suivants ; Vu l'article L3211-1 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L541-1 et les suivants

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

Vu la convention en date du 8 août 2022 passée entre la Région Ile-de-France et la Ville de Paris autorisant la Ville de Paris à attribuer des aides notamment sur le fondement du régime d'aide « aide aux projets à utilité sociale » ;

Vu le règlement d'intervention pour l'aide aux projets à utilité sociale adopté par le Conseil Régional d'Ile-de-France dans sa délibération n° CR 2017-14 en date du 6 juillet 2017 ;

Vu le règlement de la Commission n°2023/2381 du 13 décembre 2023 relatif aux aides « de minimis » ;

Vu le règlement de la Commission n°2023/2832 du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis octroyées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général

Vu le projet de délibération en date du 2025, par lequel Madame la Maire de Paris lui propose d'accorder des subventions de fonctionnement et d'investissement à 17 structures et de l'autoriser à signer des conventions avec 16 d'entre elles et un avenant à convention,

Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Mme Audrey PULVAR au nom de la 8ème commission ;

Délibère :

Article 1: Madame la Maire de Paris est autorisée à signer des conventions et un avenant à convention, dont les textes sont joints à la présente délibération, entre la Ville de Paris et chacune des structures suivantes :
Altermarché (SAS, agréée Entreprise d'Insertion)
Better Call Bread (SARL, entreprise de l'économie sociale et solidaire)
Bonne Table (SAS, agréée Entreprise d'Insertion)
Coop 14 (SCIC)
Cop1 Solidarités Étudiantes (Association)
Costa (SARL, agréée entreprise solidaire d'utilité sociale)
Ecotable (SAS, agréée entreprise solidaire d'utilité sociale)
Émile et Rosa (Association)
Emmaüs Solidarité (Association)
Ernest Circuit Court Restauration (SAS, entreprise de l'économie sociale et solidaire)
La Compagnie du 20e (Association)
Laiterie La Chapelle (SAS, agréée entreprise solidaire d'utilité sociale)
Le Ci'Ney 18 (SAS, entreprise de l'économie sociale et solidaire)
Le Producteur local Paris 20 (SCIC)
Les Glaneuses (SARL, agréée entreprise solidaire d'utilité sociale)
Les Petites Cantines Paris (Association)
Quasimodo (SAS, entreprise de l'économie sociale et solidaire)
Val Bio Ile de France (Association)

Article 2: Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20.000 euros est attribuée à la SAS *Altermarché*, sise 15 place de Rimini 94100 Saint-Maur-Des-Fossés (n° PARIS SUBVENTIONS 206492 /n° de dossier 2025_07636)

Article 3: Une subvention de fonctionnement d'un montant de 10.000 euros est attribuée à la SCIC *Coop 14*, sise 70 boulevard Jourdan 75014 Paris (n° PARIS SUBVENTIONS 198429 / n° de dossier 2025_08380)

Article 4: Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20.000 euros est attribuée à l'association *COP1 Solidarités Étudiantes*, sise 12 place du Panthéon 75005 Paris (n° PARIS SUBVENTIONS 197079 / n° de dossier 2025_07942)

Article 5: Une subvention de fonctionnement d'un montant de 11.000 euros est attribuée à l'EURL *Costa*, sise 127 rue de Crimée 75019 Paris (n° PARIS SUBVENTIONS 197813 / n° de dossier 2025_08437)

Article 6: Une subvention de fonctionnement d'un montant de 13.000 euros est attribuée à la SAS *Ecotable*, sise 80 rue des Haies 75020 Paris (n° PARIS SUBVENTIONS 195540 / n° de dossier 2025_08388)

Article 7: Une subvention de fonctionnement d'un montant de 6.000 euros est attribuée à l'association *Émile et Rosa*, sise 154 boulevard MacDonald 75019 Paris (n° PARIS SUBVENTIONS 199444 / n° de dossier 2025_07427)

Article 8: Une subvention de fonctionnement d'un montant de 10.000 euros est attribuée à l'associatio*n Emmaüs Solidarité,* sise 32 rue des Bourdonnais 75001 Paris (n° PARIS SUBVENTIONS 24921 / n° de dossier 2025_08332)

Article 9: Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20.000 euros est attribuée à la SAS *Ernest Circuit Court Restauration,* sise 22 rue André Karman 93300 Aubervilliers (n° PARIS SUBVENTIONS 202715 / n° de dossier 2025_09945)

Article 10: Une subvention de fonctionnement d'un montant de 10.000 euros est attribuée à l'association *La Compagnie du 20E,* sise 60 rue des Frères Flavien 75020 Paris (n° PARIS SUBVENTIONS 201884 / n° de dossier 2025_08218)

Article 11: Une subvention de fonctionnement d'un montant de 10.000 euros est attribuée à la SAS *Laiterie La Chapelle,* sise 72 rue Philippe de Girard 75018 Paris (n° PARIS SUBVENTIONS 200357 / n° de dossier 2025_08504)

Article 12: Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20.000 euros est attribuée à la SCIC *Le Producteur local Paris 20,* sise 168-170 boulevard de Charonne 75020 Paris (n° PARIS SUBVENTIONS 192915 / n° de dossier 2025_07768)

Article 13: Une subvention de fonctionnement d'un montant de 10.000 euros est attribuée à la SARL *Les Glaneuses,* sise 18 boulevard Voltaire 75011 Paris (n° PARIS SUBVENTIONS 199982 / n° de dossier 2025_08339)

Article 14: Une subvention de fonctionnement d'un montant de 15.000 euros est attribuée à l'association *Les Petites Cantines Paris,* sise 94 boulevard Vincent Auriol 75013 Paris (n° PARIS SUBVENTIONS 195600 / n° de dossier 2025_06219)

Article 15: Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20.000 euros est attribuée à la SAS *Quasimodo,* sise 229 rue Saint Honoré 75001 Paris (n° PARIS SUBVENTIONS 206633 / n° de dossier 2025_08429)

Article 16: Une subvention d'investissement d'un montant de 56.000 euros est attribuée à la SAS *Altermarché ,* sise 15 place de Rimini 94100 Saint-Maur-Des-Fossés (n° PARIS SUBVENTIONS 206492 /n° de dossier 2025_09796)

Article 17: Une subvention d'investissement d'un montant de 40.000 euros est attribuée à la SARL *Better Call Bread,* sise 3 avenue Secrétan 75019 Paris (n° PARIS SUBVENTIONS 206759 / n° de dossier 2025_08464)

Article 18: Une subvention d'investissement d'un montant de 80.000 euros est attribuée à la SAS *Bonne Table ,* sise 31 boulevard Marguerite de Rochechouard 75009 Paris (n° PARIS SUBVENTIONS 203323 / n° de dossier 2025_08512)

Article 19: Une subvention d'investissement d'un montant de 3.000 euros est attribuée à la SCIC *Coop 14,* sise 70 boulevard Jourdan 75014 Paris (n° PARIS SUBVENTIONS 198429 / n° de dossier 2025_09800)

Article 20: Une subvention d'investissement d'un montant de 9.000 euros est attribuée à la SAS *Laiterie La Chapelle,* sise 72 rue Philippe de Girard 75018 Paris (n° PARIS SUBVENTIONS 200357 / n° de dossier 2025_09980)

Article 21: Une subvention d'investissement d'un montant de 18.000 euros est attribuée à la SAS *Quasimodo,* sise 229 rue Saint Honoré 75001 Paris, (n° PARIS SUBVENTIONS 206633 / n° de dossier 2025_09981)

Article 22: Une subvention d'investissement d'un montant de 50.000 euros est attribuée à l'association
Val Bio Ile de France , sise 92 rue des Bordes 94430 Chennevières-Sur-Marne (n° PARIS SUBVENTIONS 204215 / n° de dossier 2025_08176)

Article 23: Les dépenses de fonctionnement correspondantes (articles 2 à 15) seront imputées au budget de fonctionnement 2025 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

Article 24: Les dépenses d'investissement correspondantes (articles 16 à 22) seront imputées au budget d'investissement 2025 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

Article 25: Madame la Maire de Paris est autorisée à signer avec la SAS Le Ci'Ney 18, sise 142 rue de Clignancourt, 75018 PARIS, un avenant à la convention de subvention d'investissement signée le 7 juin 2024.

Article 26: Madame la Maire de Paris est autorisée à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DIRECTION DE L'ATTRACTIVITÉ ET DE L'EMPLOI

2025 DAE 22 Conventions, avenant à convention et subventions (451 000€) à 18 organismes portant des projets économiques en faveur d'une alimentation durable et solidaire

PROJET DE DELIBERATION
Exposé des motifs

Madame, Monsieur,

Une étude publiée en 2024 par le Secours Catholique, le réseau des CIVAM [1], Solidarité Paysans et la Fédération Française des Diabétiques [2] met en lumière les coûts sociétaux et environnementaux du système agricole et alimentaire dominant. En amont de la filière, les intrants chimiques sont responsables de l'abandon de 437 captages d'eau potable entre 2010 et 2021 en raison de pollutions aux nitrates et pesticides, et le taux de pauvreté dans le monde agricole est plus élevé que dans le reste de la société. En aval, les consommateurs sont fortement affectés par un système favorisant les aliments de mauvaise qualité et ultra transformés : le taux de diabète dans la population a augmenté de 160% en 20 ans. La récente période inflationniste a par ailleurs mis en exergue les inégalités dans l'accès à une alimentation de qualité. On estime à huit millions le nombre de Français en insécurité alimentaire, et entre deux et quatre millions de personnes dépendent de l'aide alimentaire pour se nourrir.

Les français sont globalement conscients de ces enjeux, puisque selon le baromètre de l'Agence bio 2024, 63 % des Français se déclarent inquiets quant aux effets de l'alimentation sur la santé. L'impact de l'alimentation sur la santé est d'ailleurs largement reconnu par les consommateurs : plus de sept Français sur 10 estiment que les produits bio sont meilleurs pour la santé et pour les enfants. Ils sont aussi largement convaincus des bénéfices environnementaux des produits biologiques : huit Français sur 10 reconnaissent que l'agriculture biologique contribue à préserver l'environnement, les sols et les ressources en eau, et favorise la biodiversité.

Après deux décennies de forte croissance pour le marché de l'alimentation durable, depuis 2020 on a observé une baisse conséquente de la consommation

[1] Centres d'Initiative pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu Rural

[2] *L'injuste prix de notre alimentation – quels coûts pour la société et la planète* ? – Programme ensemble bien vivre, bien manger du Secours Catholique - Caritas France - septembre 2024.

en aliment bio, avec une diminution de 6% du chiffre d'affaires entre 2020 et 2023, alors même que la consommation avait augmenté de 50% entre 2017 et 2020. Malgré une légère reprise constatée fin 2024 pour la distribution en magasins spécialisés, cette conjoncture a entrainé des fermetures d'activités et déstabilisé l'ensemble de la filière agricole et alimentaire durable, freinant en amont le rythme des conversions des fermes biologiques et mettant en péril nombre de petites exploitations agricoles parmi les plus respectueuses de l'environnement.

L'Agence Bio rappelle que le prix reste de loin le premier frein à l'augmentation de la consommation de produits bio. L'enjeu pour les commerces d'alimentation durable est donc de proposer une offre la plus accessible et la plus inclusive possible, tout en garantissant une juste rémunération des producteurs. D'après le rapport *L'injuste prix de notre alimentation* , sur 100 euros dépensés par le consommateur en grande et moyenne distribution, seulement sept euros rémunèrent les producteurs agricoles.

Avec l'appel à projets « Alimentation Durable et Solidaire », la Ville de Paris participe au développement d'un maillage de commerces, de lieux de transformation et de restaurants d'alimentation durable sur son territoire, garantissant des débouchés pour les agriculteurs et l'accès à une alimentation saine et de qualité pour toutes et tous, en soutenant en particulier les projets qui visent à rendre ces aliments financièrement abordables pour le plus grand nombre.

La cinquième édition de cet appel à projets a été lancée en décembre 2024, afin d'aider, à travers des subventions de fonctionnement ou d'investissement, aux structures de l'économie sociale et solidaire (associations, coopératives, sociétés commerciales d'utilité sociale) développant ces initiatives.

Un jury, présidé par Audrey Pulvar et constitué notamment d'élus, de représentants de l'administration parisienne, de la Banque des Territoires, de Paris Initiatives Entreprises et du GIE Paris Commerce, s'est réuni le 29 avril 2025, afin d'examiner les projets candidats à la première session de l'appel à projets annuel, clos le 10 février 2025. Cet examen s'est opéré au regard, notamment, de l'impact des projets, aux plans environnemental (origine et type des produits alimentaires, démarche d'économie circulaire…) et social (création d'emplois, équité dans la chaîne de valeur, accessibilité financière des produits, implantation en quartiers populaires…).

La présente délibération propose l'attribution de subventions pour un montant total de 180 000 euros en fonctionnement et 256 000 euros en investissement à 16 structures dans le cadre de cet appel à projets « Alimentation Durable et Solidaire ». Elle propose également l'attribution d'une subvention de 15 000 euros en fonctionnement à l'association Les Petites Cantines et la signature d'un avenant à la convention signée en 2024 avec la SAS de l'économie sociale et solidaire Le Ciney'18.

Distribution d'alimentation durable, vrac et en circuits courts

La SCIC COOP 14 a ouvert en 2022 un supermarché coopératif dans un local de 177m² appartenant à la RIVP et situé au 70 boulevard Jourdan dans le **14e arrondissement.** L'offre proposée en magasin est à 95% issue de l'agriculture biologique. Les clients coopérateurs participent bénévolement au fonctionnement du magasin à hauteur de trois heures par mois, ce modèle d'autogestion permet de limiter les charges et donc de proposer des produits de qualité à des prix plus accessibles pour les consommateurs et plus justes pour les producteurs. Tous les publics peuvent rejoindre la coopérative en investissant 100 euros pour l'achat de 10 parts (les bénéficiaires des minimas sociaux et les étudiants peuvent n'acheter qu'une seule part, pour 10 euros). Les parts sont remboursables à tout membre qui souhaite sortir de la coopérative. La Coop 14 compte actuellement plus de 300 coopérateurs. La subvention de fonctionnement sollicitée doit lui permettre de sécuriser l'équilibre économique de son activité en 2025, avec un objectif de parvenir à s'autofinancer dès 2026. La subvention d'investissement demandée financera en partie l'achat d'une vitrine réfrigérée supplémentaire et la mise à jour du logiciel de caisse.

Je vous propose de lui attribuer une subvention de fonctionnement de 10 000 € et une subvention d'investissement de 3 000€, correspondant à 40% des dépenses d'investissement éligibles, et de m'autoriser à signer la convention jointe en annexe.

La SARL Costa créée en 2021, agréée Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale (ESUS), est située au 125 rue de Crimée dans le **19e arrondissement** dans un local de la RIVP. Cette société gère l'épicerie La Cale qui vend des produits en circuit court, issus de producteurs situés majoritairement à moins de 250 km de Paris. Les produits sont biologiques et locaux, vendus en vrac ou consignés. L'épicerie a déjà pu bénéficier les années passées de subventions de la Ville en investissement, notamment pour contribuer à l'installation d'un espace café avec petite restauration au sein de l'épicerie, et en fonctionnement, pour participer au maintien et développement de son activité. Avec un chiffre d'affaires en croissance de 20% en 2024, la structure démontre sa capacité à développer son activité et à se rapprocher de son point d'équilibre économique. La subvention de fonctionnement sollicitée doit permettre à la structure de sécuriser cet équilibre en 2025, avec un objectif de parvenir à s'autofinancer en 2026.

Je vous propose de lui attribuer une subvention de fonctionnement de 11 000 € et de m'autoriser à signer la convention jointe en annexe.

La SCIC Le Producteur Local est installée depuis 2019 au 168 boulevard Charonne, dans un local de la RIVP, dans le **20e arrondissement** . Il s'agit de la première épicerie coopérative de producteurs et artisans locaux d'Ile-de-France, situés en moyenne à moins de 60 km de Paris. Les recettes des ventes sont reversées en intégralité aux producteurs, qui payent ensuite une quote-part pour les charges de fonctionnement du magasin. Après une baisse importante de fréquentation en 2021 et 2022, et la perte de certains coopérateurs ayant arrêté leur activité, le Producteur Local a réussi à remobiliser près de 50 producteurs

au sein de la coopérative depuis 2023 et à développer une nouvelle gamme de produits pour augmenter l'offre en magasin. Les efforts commencent à porter leurs fruits, et la coopérative enregistre un rebond de la consommation avec une croissance de son chiffre d'affaires de 8% en 2024, pour atteindre 480 000€. Ce dernier reste cependant insuffisant pour couvrir l'ensemble des charges de la structure, dont la principale est le loyer. La coopérative sollicite donc une subvention de fonctionnement afin d'équilibrer l'exercice économique du magasin en 2025.

Je vous propose de lui attribuer une subvention de fonctionnement de 20 000 € et de m'autoriser à signer la convention jointe en annexe.

Créée en 2020, l'épicerie **Les Glaneuses,** SAS agréée ESUS, située au 18 boulevard Voltaire dans le **11e arrondissement,** dans un local de la RIVP, propose une offre d'alimentation durable vendue exclusivement en vrac ou dans des contenants réutilisables et/ou consignés. L'alimentaire représente 70% du chiffre d'affaires de la structure. Une très large majorité des produits sont issus de l'agriculture biologique (environ 95%) et de nombreux producteurs et fabricants locaux sont mis en avant. La subvention de fonctionnement sollicitée permettra de sécuriser l'équilibre d'exploitation en 2025 et doit également permettre aux gérantes de recruter et de se libérer du temps afin d'étudier un projet d'ouverture d'une deuxième boutique en 2026.

Je vous propose de lui attribuer une subvention de fonctionnement de 10 000 € et de m'autoriser à signer la convention jointe en annexe.

Quasimodo , est une SAS de l'économie sociale et solidaire qui distribue, depuis la fin 2024, des paniers de fruits et légumes antigaspi 100% bio. La structure est en cours d'installation dans un local de 146m², géré par Viparis et situé Porte de Champerret dans le **17e arrondissement** . Les produits proposés sont récupérés uniquement auprès d'agriculteurs situés en Ile de France, en direct ou via la Coop Bio IDF. Les clients de l'entreprise passent ensuite commande sur le site internet de la marque puis choisissent l'un des 30 points relais de distribution partenaire dans Paris pour récupérer leur panier. Actuellement, un seul jour de livraison est possible mais l'objectif est de rapidement passer à deux jours par semaine. Via un système d'abonnement flexible, deux offres de paniers, à la composition ajustable, sont disponibles : un panier de 3 à 4kg pour 16€, et un panier de 7 à 8kg pour 29€. La livraison du dernier kilomètre se fait en vélos cargo avec la coopérative les Cargonautes. Les paniers sont distribués dans des sacs en tissus consignés. L'entreprise sollicite une subvention de fonctionnement pour participer à l'amorçage du projet, et une subvention d'investissement pour participer au financement des équipements nécessaires à l'installation dans ce nouveau local

Je vous propose de lui attribuer une subvention de fonctionnement de 20 000 € et une subvention d'investissement de 18 000€, correspondant à 58% des

dépenses d'investissement éligibles, et de m'autoriser à signer la convention jointe en annexe.

L'association Val bio Ile-de-France, gère un chantier d'insertion en maraîchage biologique sur un site de huit hectares, avec 28 salariés en insertion et neuf emplois permanents. L'association fait partie du réseau « Jardins de Cocagne », qui regroupe 110 ateliers d'insertion en agriculture biologique en France. L'association anime une coopération entre six différents ACI de ce réseau, situés à moins de 250 km de Paris, pour mutualiser leurs productions et moyens logistiques afin d'approvisionner la capitale. Elle met notamment à disposition un bâti de 1 000m² pouvant accueillir les activités de logistique et la préparation des commandes. Une subvention de fonctionnement attribuée dans le cadre de l'appel à projets alimentation durable et solidaire 2024 a contribué au financement de la mise en place de la coopération entre les différents ACI partenaires. Cette première phase a permis de valider l'intérêt de l'offre sur le territoire : au premier trimestre 2025, 12 points de dépôts différents avaient été ouverts, des partenaires du champ social ont été sollicités pour mettre en œuvre des programmes paniers solidaires, et une convention avec la Banque Alimentaire a été établie pour fournir plus de 30 tonnes de légumes par an. Au global, Val bio IDF se fixe un objectif de 20 000 à 25 000 paniers distribués sur la capitale sur l'année 2025. Pour permettre l'accroissement de l'activité, l'association sollicite une subvention d'investissement pour aménager son entrepôt (installation d'une mezzanine) et acheter deux véhicules électriques pour augmenter le nombre de tournées de livraison sur Paris.

Je vous propose de lui attribuer une subvention d'investissement de 50 000 € correspondant à 53% du budget d'investissement du projet et de m'autoriser à signer la convention jointe en annexe.

Restauration durable

L'entreprise d'insertion **Altermarché** vient de reprendre l'exploitation du restaurant « La Belle Gabrielle », au sein du Pavillon de la Tunisie situé dans le jardin d'agronomie tropicale du Bois de Vincennes dans le **12e arrondissement** et propriété de la Ville de Paris. L'entreprise propose une cuisine 100% bio, locale, fait maison et de saison. Le gérant s'approvisionne principalement en circuit court, auprès de la Coop Bio IDF ou bien de l'atelier chantier d'insertion Val Bio Ile-de-France. La structure emploie 10 personnes dont cinq salariés en insertion. Une tarification différenciée est pratiquée avec un ticket moyen de 6€ pour les étudiants, 12€ pour les résidents et 22€ pour le grand public. En plus de proposer une offre de restauration sur place, Altermarché développe un service de traiteur avec des tarifs qui vont de 9€ à 40€ par personne en fonction des demandes. La Belle Gabrielle est également privatisable pour des évènements. La diversité de ces activités doit permettre d'équilibrer le modèle économique de l'entreprise. La subvention d'investissement sollicitée participera au financement des équipements et des travaux nécessaires à l'aménagement du lieu selon les modalités voulues par Altermarché. La subvention de

fonctionnement sécurisera le besoin de trésorerie de la structure pour la première année d'exploitation du restaurant.

Je vous propose de lui attribuer une subvention de fonctionnement de 20 000 € et une subvention d'investissement de 56 000€, correspondant à 63% des dépenses d'investissement éligibles, et de m'autoriser à signer la convention jointe en annexe.

Bonne Table est une entreprise d'insertion créée en 2023. Après un premier restaurant ouvert en mars 2024 dans le 8ème arrondissement, et avant son installation estivale dans le parc Rives de Seine, la structure vient d'ouvrir en avril 2025 un deuxième restaurant situé au 43 rue Godot de Mauroy dans le **9e arrondissement,** dans un local de 35m² appartenant à un bailleur privé. Contrairement au premier, ce nouvel établissement ne proposera que de la vente à emporter, très prisée dans ce quartier de bureaux. Actuellement, la structure dénombre quatre salariés en insertion dans son premier établissement ; ce nouveau local doit permettre la création de six postes supplémentaires, dont quatre en insertion. Les tarifs de l'établissement sont accessibles, avec l'ensemble des plats à 12,90€ et le reste de l'offre entre 2,50€ et 3,90€. La très grande majorité des approvisionnements est française et 50% de l'offre est issue d'une agriculture durable (produits biologiques, label rouge, MSC pêche durable). Une grande attention est également portée sur la saisonnalité des recettes. La subvention d'investissement sollicitée doit participer au financement de l'achat du matériel de cuisine et à la réalisation des travaux.

Je vous propose de lui attribuer une subvention d'investissement de 80 000€, correspondant à 59% des dépenses d'investissement éligibles, et de m'autoriser à signer la convention jointe en annexe.

L'association COP1-Solidarités Étudiantes a pour premier but de porter assistance aux jeunes, étudiantes et étudiants. En octobre 2024, l'association a ouvert au 1 place Alice Guy dans le **14ème arrondissement** , au sein d'un local RIVP en pied d'immeuble d'une résidence étudiante, une cantine solidaire intitulée « La Cop1ne ». Les étudiants et jeunes de moins de 26 ans y bénéficient d'une formule entrée-plat / plat-dessert à 3 € (5 € pour le repas complet), et le grand public a accès à une formule à 10 € (14 € pour le repas complet). 140 couverts sont servis par jour, dont 65% pour les jeunes et étudiants. La Cop1ne est ouverte midi et soir du mardi au samedi, avec un menu unique végétarien, cuisiné sur place à partir de produits locaux et durables. Lieu de vie, de rencontre et de culture, la cantine est aussi un lieu de distribution alimentaire, point d'accès aux droits, lieu de réalisation d'ateliers entre bénévoles et bénéficiaires (cours de cuisine, jeux de société…) et de concerts. La subvention sollicitée vise à soutenir le projet en amorçage en contribuant aux coûts fixes de la première année complète d'exploitation de la cantine.

Je vous propose de lui attribuer une subvention de fonctionnement de 20 000 € et de m'autoriser à signer la convention jointe en annexe.

Ernest circuit-court restauration, SAS de l'économie sociale et solidaire, a ouvert en 2023 son premier établissement de restauration, "Chez Ernest", situé dans un local RIVP dans le **19e arrondissement** de Paris. La cuisine proposée par le restaurant est faite maison, de saison et confectionnée majoritairement à partir de produits issus de l'agriculture biologique et cultivés localement. Cette ouverture a permis la création de 12 emplois. En parallèle de ses engagements sur la durabilité de son offre alimentaire, la société Ernest met en place de nombreuses actions pour rendre accessible cette alimentation : la distribution hebdomadaire gratuite de 600 repas confectionnés par des bénévoles pour des personnes en situation de précarité, et la distribution de 120 colis d'aide alimentaire par semaine. En outre, une dizaine de repas sont offerts quotidiennement sur site par le restaurant. Pour sa première année d'exploitation complète, le restaurant a atteint un chiffre d'affaires prometteur de 562 000€, mais qui ne permet pas encore à l'établissement d'atteindre son équilibre d'exploitation.

Je vous propose de lui attribuer une subvention de fonctionnement de 20 000 € et de m'autoriser à signer la convention jointe en annexe.

L'entreprise à but d'emploi **La Compagnie du 20e** a ouvert en mai 2025, une cafétéria solidaire au rez-de-chaussée du tiers lieu de la Résidence Albin Peyron de la Fondation Armée du Salut, au 60 rue des Frères Flavien, dans le **20e arrondissement** . Cette résidence accueille 335 personnes au sein de trois services : un Centre Provisoire d'Hébergement (CPH) dédié aux bénéficiaires de la protection internationale, un Centre d'Hébergement d'Urgence (CHU) pour les personnes sans abri, et une pension de famille. L'aménagement de l'espace de restauration, d'une surface de 500m² a fait l'objet d'une subvention de 450 000€ dans le cadre du budget participatif (2023 DAE 26). La cafeteria vise à proposer une alimentation saine et durable pour toutes et tous. Elle est ainsi accessible aux résidents du tiers lieu en situation de forte précarité, aux associations, mais aussi aux habitants, aux salariés et aux étudiants travaillant dans ce quartier peu pourvu en offre de café et de lieux de restauration. Au démarrage, il est prévu que soient servis 60 repas par jour le midi. L'approvisionnement sera basé sur la collecte d'invendus (via Atypique, l'ANDES, les jardins de Cocagne et Saveurs en partage) et sur un approvisionnement durable (via la Coop Bio IDF). L'objectif est d'avoir un minimum de 50% de produits issus de l'agriculture biologique dans la composition de la carte. Une première subvention de fonctionnement de 10 000€ a été attribuée à la structure en 2023 pour préfigurer la mise en place de ce projet (2023 DAE 16). Une subvention de fonctionnement est sollicitée cette année afin d'accompagner le lancement du projet et sécuriser l'équilibre économique de cette première année d'exploitation.

Je vous propose de lui attribuer une subvention de fonctionnement de 10 000 € et de m'autoriser à signer la convention jointe en annexe.

Transformation alimentaire durable

Suite à l'ouverture en 2023 d'une première boulangerie sous l'enseigne "Demain" située au 133 rue Saint Maur dans le 11e arrondissement, les fondateurs de la SAS Breaking Bread ont ouvert en avril 2025 une seconde boulangerie, avec cette fois la **SAS Better Call Bread,** entreprise de l'économie sociale et solidaire. Ce nouveau point de vente est situé au 3 Avenue Secrétan, dans le **19e arrondissement** de Paris, dans un local appartenant à un bailleur privé. Le concept des boulangeries "Demain" est de récupérer gratuitement les invendus d'une vingtaine de boulangeries parisiennes afin de les commercialiser à moitié prix dans leurs établissements. Les structures partenaires fabriquent exclusivement leurs produits avec du levain et utilisent en partie des produits labelisés bio. Après un premier exercice comptable à l'équilibre pour la première boulangerie, cette nouvelle boutique a pour objectif de consolider le modèle existant et d'augmenter l'impact du projet avec un nombre croissant d'invendus sauvés : l'ambition est de valoriser au total 775 000 invendus d'ici 2027. La structure réussit à revendre 90% des denrées récupérées. L'objectif des prochains mois est de valoriser également les 10 % restants, en broyant ces invendus pour les réintégrer à des recettes de pain et de gâteaux. La subvention d'investissement sollicitée doit participer au financement des travaux et des équipements nécessaires à l'aménagement de cette deuxième boulangerie.

Je vous propose de lui attribuer une subvention d'investissement de 40 000€, correspondant à 21% des dépenses d'investissement éligibles, et de m'autoriser à signer la convention jointe en annexe.

L'entreprise à but emploi **Émile et Rosa** a été retenue en juin 2022 pour mener l'expérimentation du projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) dans le quartier populaire Rosa Parks dans le **19e arrondissement** . La structure propose principalement des services aux habitants et aux entreprises du quartier. L'EBE gère également un café solidaire situé dans un local de 98m² de la RIVP, au 208 boulevard Macdonald. Une petite offre de restauration préparée à partir d'invendus alimentaires est proposée sur place. En complément de cette offre, la structure souhaite lancer une production de jus 100% bio. Ces boissons seront vendues directement aux consommateurs dans la cantine du BM Café et sur un stand au marché Rosa Parks mais également aux entreprises et aux restaurateurs du quartier. La subvention de fonctionnement sollicitée doit permettre à l'EBE de finaliser les tests en laboratoire pour garantir une DLC optimale des produits, financer une partie des ressources humaines nécessaires au lancement du projet et au développement commercial et marketing de la marque.

Je vous propose de lui attribuer une subvention de fonctionnement de 6 000 € et de m'autoriser à signer la convention jointe en annexe.

Emmaüs Solidarité est une association nationale proposant des solutions d'hébergement et d'insertion à 6 000 personnes et familles en grande difficulté sociale chaque jour. Depuis 2019, Emmaüs Solidarité a mis en place une activité de ramasse d'invendus alimentaires dans des supermarchés et épiceries

parisiennes, dans le cadre du dispositif premières heures. Équipés de vélos-cargo, les participants collectent les produits qui sont ensuite redistribués dans les centres d'hébergement de l'association, et parfois transformés lors d'ateliers animés par les équipes éducatives. Dans le prolongement de cette activité, l'association s'est installée au 2 rue de l'Argonne dans le **19e arrondissement** afin d'y installer un outil de transformation professionnel dans le cadre d'un nouvel atelier chantier d'insertion (ACI). L'objectif est de commercialiser sous la marque ÜNI•ES, des confitures et des biscuits confectionnés à partir des invendus récupérés dans des épiceries, des supermarchés et sur les marchés parisiens. L'association espère ainsi valoriser à terme environ cinq tonnes de produits alimentaires invendus par an, et créer 10 postes en insertion. Pour mener à bien ce projet, Emmaüs solidarité a bénéficié en 2022 d'une subvention d'investissement de 160 000€ (2022 DAE 92). Suite à un changement de localisation et des retards dans la mise en œuvre des travaux, l'activité de production vient d'être lancée en juin 2025. L'association sollicite une subvention de fonctionnement afin de participer au financement du lancement de l'activité (développement commercial, réalisation du stock de lancement).

Je vous propose de lui attribuer une subvention de fonctionnement de 10 000 € et de m'autoriser à signer la convention jointe en annexe.

Créée en 2018, **la SAS laiterie La Chapelle** , agréée ESUS, située au 72 rue Philippe de Girard dans le **18e arrondissement** de Paris, commercialise des produits laitiers confectionnés sur place à partir de lait produit localement et acheté en circuit-court à une exploitation agricole. Ce modèle permet de garantir une juste rémunération du producteur partenaire tout en proposant des tarifs de vente qui restent accessibles. L'offre est proposée uniquement en vrac ou dans des pots en verre consignés, en partenariat avec Uzaje. La laiterie accueille également régulièrement des groupes scolaires pour des visites gratuites. Le projet a été soutenu par la Ville de Paris ces dernières années via des subventions d'investissement (84 000€ au total). La subvention de fonctionnement sollicitée doit permettre à la laiterie de développer une gamme de produits confectionnés à partir de lait de chèvre et ainsi diversifier son offre. La subvention d'investissement demandée permettra de financer l'installation d'un nouveau système de ventilation permettant d'évacuer la chaleur et d'en récupérer une partie pour chauffer l'eau nécessaire à la production des fromages et ainsi permettre une production énergétiquement plus sobre.

Je vous propose de lui attribuer une subvention de fonctionnement de 10 000 € et une subvention d'investissement de 9 000€, correspondant à 74% des dépenses d'investissement éligibles, et de m'autoriser à signer la convention jointe en annexe.

Accompagnement des structures de l'alimentation durable

Écotable est une SAS créée en 2017, agréée ESUS , qui propose des services visant à réduire l'impact environnemental des entreprises du secteur de la restauration. Aujourd'hui, 480 établissements en France dont 192 à Paris

bénéficient de cet accompagnement, qui leur permet d'évaluer leur impact environnemental, d'identifier des leviers d'amélioration et de communiquer leurs engagements, à travers deux indicateurs de performance : le Resto-Score, pour la transparence des pratiques, et le Label Écotable pour valoriser les démarches les plus abouties. En 2024, une subvention a été attribuée à l'entreprise dans le cadre de l'appel à projets alimentation durable et solidaire afin de financer à hauteur de 80% l'abonnement annuel de 25 restaurants parisiens. Pour être pertinent et apporter des résultats durables dans le temps, un accompagnement sur trois années est recommandé. Les restaurateurs sélectionnés sont actuellement en cours d'accompagnement depuis le début de l'année, il s'agit d'établissements de restauration situés dans les **1er** (Scilicet), **4e** (B.Better et la buvette de l'académie du climat), **5e** (Pane Vivo), **10e** (Sezono, Pidè et Distrito Francés), **11e** (Tout Day), **12e** (Facette), **13e** (Factorielle 52, Les Petites Cantines et la Cantine de la Cité du Refuge), **14e** (Le Moulin à Café, la Cantine des arbustes et Slow), **17e** (Very French Beans), **19e** (Chez Ernest), **20e** (La Gueule Enfarinée et la Pâtisserie Mélilot) arrondissements et de traiteurs (La Table du Récho, Refugee Food et Original Green) avec une activité sur l'ensemble de Paris. L'action permettra d'améliorer la durabilité d'environ 330 000 repas vendus aux Parisiens chaque année. La subvention de fonctionnement sollicitée cette année a pour objectif de financer à hauteur de 50% la deuxième année d'accompagnement des restaurants sélectionnés.

Je vous propose de lui attribuer une subvention de fonctionnement de 13 000 € et de m'autoriser à signer la convention jointe en annexe.

En complément des actions retenues dans le cadre de la première session de cet appel à projets, je vous propose également de soutenir le projet des Petites Cantines détaillé ci-dessous.

Les Petites Cantines est une association créée en 2020, qui a ouvert un restaurant de quartier à prix libre en novembre 2021, au 94 Boulevard Vincent Auriol, dans le **13e arrondissement** , dans un local de Paris Habitat, sur le modèle des « petites cantines » développé dans plusieurs villes de France depuis 2015. Sa mission est de créer un lieu de vie, de rencontre et d'échange à partir du repas. Les salariés de l'association et plusieurs bénévoles préparent dans la cuisine équipée de façon professionnelle, un repas unique à prix libre servi dans la salle de restauration pouvant accueillir près de 35 couverts. L'approvisionnement se veut au maximum durable, c'est-à-dire via des producteurs locaux, en privilégiant les repas végétariens, les produits de saison et issus de l'agriculture biologique. L'année dernière, environ 360 services ont été effectués sur 46 semaines d'ouvertures. Au total, ce sont plus de 6 000 repas qui ont été servis aux convives de la cantine à un prix moyen de 12€. En 2024, la Ville de Paris a signé une convention pluri annuelle d'objectifs de trois ans avec la structure afin de soutenir la pérennisation de son activité à prix libre (2024 DAE 19). C'est dans ce cadre que l'association sollicite une subvention pour participer au financement des frais de fonctionnement en 2025.

Je vous propose de lui attribuer une subvention de fonctionnement de 15 000 € et de m'autoriser à signer la convention jointe en annexe.

En complément des subventions qu'il vous a été suggéré d'attribuer, je vous propose également de m'autoriser à signer un avenant à la convention signée le 7 juin 2024 entre la Ville de Paris et la SAS de l'économie sociale et solidaire Le Ciney'18, modifiant les modalités de versement de la subvention d'investissement de 120 000€ attribuée dans le cadre de la délibération 2024 DAE 18 Le Ciney, avec une avance de 70% et un solde intermédiaire de 25% afin de permettre à la structure d'avoir les fonds nécessaires pour réaliser la suite des travaux présentés. Le projet du Ciney 18 est un tiers-lieu mêlant activités culturelles, insertion sociale et alimentation durable dans un local Paris Habitat de plus de 1 500m² situé au 126, 128 boulevard Ney.

Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir en délibérer.

La Maire de Paris

2025 DAE 25 – Subvention (680 000 €) et convention avec la RIVP pour la réhabilitation de l'hôtel d'activités Chevaleret et pour l'accueil et la pérennisation d'activités alimentaires durables

Le Conseil de Paris

Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et en particulier son article 10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 1511-3 et L 2511-1 ;

Vu la note méthodologique CGET/DGE « Le financement des actions collectives et/ou des actions individualisées en faveur d'entreprises » du 19 juillet 2016 validée par les autorités européennes ;

Vu la communication de la Commission publiée au JOUE du 19 juillet 2016, et notamment son point 195 ;

Vu le règlement (CE) n° 2023/2831 de la Commission du 13 Décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) aux aides *de minimis* ;

Vu le règlement (CE) n° 2023/2832 de la Commission du 13 Décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* pour les services d'intérêt économique général (SIEG) ;

Vu la décision d'exemption de notification 2012/21/UE du 20 décembre 2011 relative aux compensations accordées à certaines entreprises chargées de la gestion de SIEG ;

Vu le projet de délibération en date du par lequel Madame la Maire de Paris lui propose d'accorder une subvention d'investissement à la RIVP pour la réalisation d'un projet immobilier et de l'autoriser à signer la convention afférente ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement, en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement, en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement, en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement, en date du ;

Sur le rapport présenté par Mme Audrey Pulvar au nom de la 8e Commission ;

Délibère :

Article 1 : Le projet de la Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP) de réhabilitation de l'hôtel d'activités Chevaleret-Louise Weiss, sis 37-41 rue Louise Weiss dans le 13e arrondissement, est désigné lauréat de l'appel à projets

immobiliers pour « Des lieux de collecte, transformation, production, vente et logistique pour une économie solidaire et engagée à Paris ».

Article 2 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer une convention, dont le projet est joint à la présente délibération, relative à ce projet avec la RIVP.

Article 3 : Une subvention de 680 000 euros est attribuée à la RIVP, dont le siège social est situé au 13 avenue Porte d'Italie – 75013 Paris (PARIS SUBVENTIONS n° 183555/dossier 2025_09412).

Article 4 : La dépense correspondante (article 3) sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2025 et exercices suivants, si besoin, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

DIRECTION DE L'ATTRACTIVITÉ ET DE L'EMPLOI

2025 DAE 25 Subvention (680 000 €) et convention avec la RIVP pour la réhabilitation de l'hôtel d'activités Chevaleret et pour l'accueil et la pérennisation d'activités alimentaires durables

PROJET DE DELIBERATION
Exposé des motifs

Madame, Monsieur,

Ces dernières décennies, la globalisation des chaînes de valeur a conduit à une mise à distance sans précédent entre lieux de consommation et lieux de production. De nombreux territoires connaissent un fort recul de la production et des emplois liés à la fabrication ; de plus, ce phénomène a induit de nombreuses externalités négatives, au premier lieu desquelles des impacts environnementaux délétères, et un risque accru de vulnérabilité aux changements globaux. Depuis plus de 10 ans, la Ville de Paris s'est efforcée de mettre en place un écosystème favorable à la création d'activité, notamment productive et de transformation. Elle a en particulier souhaité concentrer ses efforts et sa politique d'accompagnement vers les entrepreneurs et entrepreneuses du changement, créateurs d'effets utiles aux plans social et environnemental. C'est notamment le cas des acteurs de l'alimentation durable, qui assurent la logistique, la transformation et la vente de produits alimentaires durables, issus de l'agriculture biologique, locale et en circuit court.

Un besoin de soutien de la puissance publique est d'autant plus prégnant pour ce secteur que depuis 2020 on observe une baisse conséquente de la consommation en aliments bio, avec une chute de -6% entre 2020 et 2023, alors même que la consommation avait augmenté de 50% entre 2017 et 2020. Malgré une légère reprise constatée fin 2024 pour la distribution spécialisée, cette conjoncture a entrainé des fermetures d'activités et déstabilisé l'ensemble de la filière agricole et alimentaire durable, freinant en amont le rythme des conversions des fermes biologiques et mettant en péril nombre de petites exploitations agricoles parmi les plus respectueuses de l'environnement. L'Agence Bio rappelle que le prix reste de loin le premier frein à l'augmentation de la consommation de produits bio. L'enjeu pour les commerces d'alimentation durable est donc de proposer une offre saine et de qualité,

qui soit la plus accessible et la plus inclusive possible, tout en garantissant une juste rémunération des producteurs.

Du fait de cet engagement socio-environnemental, ces acteurs dégagent structurellement des marges faibles, ils sont donc plus fortement soumis à la pression foncière et peinent à trouver à Paris des locaux en adéquation avec leurs besoins, tant en termes de typologie que de niveau de loyer.

Pour répondre à cet enjeu, la Ville de Paris entend veiller à conserver ou développer des espaces répondant aux besoins et spécificités de ces projets. Dans ce contexte, elle a lancé en décembre 2024 un appel à projets qui s'adresse aux professionnels de l'immobilier et vise à sélectionner des projets d'acquisition, construction, rénovation ou réhabilitation de bâtiments pour développer des lieux de collecte, transformation, production, vente et logistique pour une économie durable, circulaire, solidaire et engagée à Paris.

La première vague de cet appel à projets s'est close le 29 mars 2025 ; une seule candidature a été reçue, présentée par la Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP), et qu'il vous est proposé de retenir et de subventionner au regard des critères de sélection de l'appel à projets.

La RIVP, société d'économie mixte (SEM) au capital de plus de 33 millions d'euros détenu en majorité par la Ville de Paris, est un acteur majeur de l'habitat social (62 000 logements sociaux) et de l'immobilier d'activité (3 200 locaux professionnels représentant près de 180 000 m²). Elle a présenté un projet d'appui à l'accueil et au maintien de structures de l'alimentation durable à Paris, concernant des activités productives, à travers la réhabilitation de l'hôtel d'activité Chevaleret- Louise Weiss, lieu de production, ainsi que, corollairement, des lieux de distributions d'aliments durables, à loyers adaptés.

La RIVP entame le projet de rénovation, notamment énergétique, de l'hôtel d'activités Chevaleret – Louise Weiss, situé au 37-41 rue Louise Weiss dans le 13e arrondissement. Ce bâtiment, d'une surface utile de 4 300 m², va connaître dans les trois prochaines années d'importants travaux, visant notamment à améliorer sa performance énergétique (-67% de consommation visée) et son accessibilité pour les personnes à mobilité réduite. Ils incluent entre autres une rénovation des façades, un remplacement des menuiseries, l'isolation des planchers, la réfection des étanchéités, l'installation de convecteurs à chaleur douce et de VMC double flux. Ces travaux, dont les études sont en cours, doivent être mis en œuvre par la RIVP avant fin 2026, pour une livraison au 2e trimestre 2028.

Au sein de ce site, 20% des surfaces sont aujourd'hui occupées par des acteurs de la production alimentaire artisanale ou durable, mais aussi de l'économie sociale et solidaire. On y trouve : La Maison du petit four, qui grâce à son savoir-faire et ses valeurs détient les labels « entreprise du

patrimoine vivant » et « fabriqué à Paris » ; Chambelland, qui produit des pains bio et des pâtisseries sans Gluten ; Maison Aleph, qui crée des produits d'exception sans colorants ni arômes artificiels, ni conservateurs, et vend sa production dans deux boutiques à Paris ; l'ESAT de la Bièvre, qui produit chaque jour ouvré des repas à destination de ses salariés mais aussi des occupants de l'hôtel d'activité qui le souhaitent ; et le Bonbon Français, qui conditionne sur place des confiseries naturelles et fabriqués artisanalement en France.

La réhabilitation qui va s'engager va permettre de consolider et développer cette capacité d'accueil d'activités de production alimentaire, grâce notamment à la mise en place d'extractions et de ventilations renforcées.

La RIVP sollicite une subvention de 680 000 euros afin de contribuer aux travaux de rénovation de cet hôtel d'activités, correspondant à 8 % du budget global, estimé à 8,35 millions d'euros.

Outre cette aide à des activités productives dans le 13e, et dans un souci de complémentarité entre des lieux de production et des lieux de distribution, la RIVP propose de soutenir la pérennisation de commerces et restaurants durables dans huit cellules commerciales réparties dans quatre arrondissements, en y proposant, sur une durée d'au moins six ans, des loyers adaptés aux modèles économiques fragiles de l'alimentation durable. Les commerces concernés sont :

- le 168 boulevard Charonne dans le 20e, occupée depuis 2019 par Le Producteur Local, coopérative de producteurs proposant la vente de produits agricoles et artisanaux locaux, installée depuis 2019. Le loyer sera proposé à 170 €/m²/an HC-HT ;
- le 4 impasse de Joinville dans le 19e, occupé depuis 2023 par le restaurant Chez Ernest, qui propose une offre alimentaire faite maison et confectionnée majoritairement à partir de produits issus de l'agriculture biologique et cultivés localement, conjuguée à de nombreuses actions d'aide alimentaire. Le loyer sera proposé à 155 €/m²/an HC-HT ;
- le 74 rue de Clisson dans le 13e, occupé depuis 2022 par la boulangerie en insertion Farinez-vous. Le loyer sera proposé à 250 €/m²/an HC-HT ;
- le 47 rue Saint-Blaise dans le 20e, occupé par Pribon, qui a repris début 2025 l'activité de Kelbongoo, à savoir la vente de produits locaux et en circuit court. Le loyer sera proposé à 200 €/m²/an HC-HT ;
- le 9 rue Armand Carrel dans le 19e, occupé par Les Marmites Volantes, restaurateur pionnier du zéro déchet. Le loyer sera proposé à 300 €/m²/an HC-HT ;
- le 127 rue de Crimée dans le 19e, occupé depuis 2022 par La Laiterie de Paris, qui fabrique des yaourts et fromages à partir du lait de deux exploitations bio de Normandie, vendu en direct aux

particuliers et aux restaurateurs. Le loyer sera proposé à 200 €/m²/an HC-HT ;

- le 25 rue de Crimée dans le 19e , occupé depuis 2021 par l'épicerie la Cale, qui vend des produits biologiques et locaux, en vrac ou consignés. Le loyer sera proposé à 200 €/m²/an HC-HT ;
- le 2 place Moro Giafferi dans le 14e, occupé depuis 2019 par l'épicerie Entre pots, proposant des produits biologiques vendus en vrac. Le loyer sera proposé à 200 €/m²/an HC-HT.

Considérant l'intérêt public local de ce projet, je vous propose d'attribuer à la RIVP une subvention de 680 000 euros et de m'autoriser à signer la convention afférente dont le texte est joint à la présente délibération.

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en délibérer.

La Maire de Paris

2025 DEVE 67 Subvention (130.000 euros) à 15 associations (16 projets) pour leurs actions de sensibilisation à une alimentation durable et d'accompagnement vers une plus grande démocratie alimentaire.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles 2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération, en date du 2025, par lequel Madame la Maire de Paris lui propose d'approuver le versement de subventions de la Ville de Paris à 15 associations pour leurs actions de sensibilisation à une alimentation durable et d'accompagnement vers une plus grande démocratie alimentaire et la signature de convention de financement avec 11 de ces associations ;

Vu la convention pluriannuelle de fonctionnement entre la Ville de Paris et l'association L'école comestible jointe à la présente délibération ;

Vu l'avenant à la convention annuelle de fonctionnement entre la Ville de Paris et l'association Food Sweet Food jointe à la présente délibération ;

Vu les conventions annuelles de fonctionnement entre la Ville de Paris et Bokawa, ASTS, Clichés urbains, Espace 19, La Fondation de l'Armée du Salut, La Petite Rockette, Solidaya, We love green, jointes à la présente délibération ;

Vu l'avenant à la convention pluriannuelle de fonctionnement entre la Ville de Paris et l'association Florimont ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Mme Audrey PULVAR au nom de la 8ème Commission et Mme Léa FILOCHE au nom de la 4ème Commission ;

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 25.000 euros (en fonctionnement) est attribuée à l'association L'école comestible, dont le siège social est situé 12 rue de Saint-Maur, 75011 PARIS, pour un projet intitulé « Aide à la sensibilisation alimentaire, sociale et solidaire dans les écoles et lieux écocitoyens » dans les 11e, 12e, 13e, 14e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements - Paris Asso n° 2025_04714 (CPO 2025-2027)

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs correspondant au projet mentionné.

Article 2 : Une subvention de 15.000 euros en fonctionnement est attribuée à l'association Food Sweet Food, dont le siège social est situé 26 rue Monsieur Le Prince, 75006 Paris, pour un projet intitulé « La Cantine des Arbustes - Tiers lieu de l'aide alimentaire » dans le 14e arrondissement - Paris Asso n° 2025_03641

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention annuelle d'objectifs correspondant au projet mentionné.

Article 3 : Une subvention de 5.000 euros en fonctionnement est attribuée à l'association La Communauté écoutable , dont le siège social est situé 37 bis rue de Montreuil, 75011 Paris, pour un projet intitulé « Solidarité et plaidoyer » - Paris Asso n° 2025_05501.

Article 4 : Une subvention de 3 000 euros (en fonctionnement) est attribuée à l'association Bokawa, dont le siège social est situé 94 boulevard Sérurier, 75019 PARIS, pour un projet intitulé « Mois de la transition alimentaire chez Bokawa » dans le 19e arrondissement - Paris Asso n° 2025_03363.

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs correspondant au projet mentionné.

Article 5 : Une subvention de 15 000 euros (en fonctionnement) est attribuée à l'association Bokawa, dont le siège social est situé 94 boulevard Sérurier, 75019 PARIS, pour un projet intitulé « Programme alimentation saine chez Bokawa » dans le 19e arrondissment - Paris Asso n° 2025_03398.

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs correspondant au projet mentionné.

Article 6 : Une subvention de 7 000 euros (en fonctionnement) est attribuée à l'association Florimont , dont le siège social est situé 5-9 place Marcel Paul, 75014 PARIS, pour un projet intitulé « Manger mieux pour vivre mieux – 2025 » dans le 14e arrondissement - Paris Asso n° 2025_03681.

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs correspondant au projet mentionné.

Article 7 : Une subvention de 4 000 euros (en fonctionnement) est attribuée à l'association Science Technologie et société (ASTS), dont le siège social est situé

54 avenue Edison, 75013 PARIS, pour un projet intitulé « Miam 2050 ! » - Paris Asso n° 2025_05184.

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs correspondant au projet mentionné.

Article 8 : Une subvention de 9 000 euros (en fonctionnement) est attribuée Café associatif Pernety, dont le siège social est situé 8 rue Sainte-Léonie, 75014 PARIS, pour un projet intitulé « Ancrer la démarche de développement durable au Moulin à café » dans le 14e arrondissement - Paris Asso n° 2025_03345.

Article 9 : Une subvention de 2 000 euros (en fonctionnement) est attribuée à l'association Café Sawa, dont le siège social est situé 125 rue du Chemin Vert, 75011 PARIS, pour un projet intitulé « Parcours d'ateliers cuisine » dans le 18e arrondissement - Paris Asso n° 2025_06821.

Article 10 : Une subvention de 4 000 euros (en fonctionnement) est attribuée à l'association Clichés urbains, dont le siège social est situé 69 avenue de Flandre, 75019 PARIS, pour un projet intitulé « Alimage (transition alimentaire et éducation populaire par l'image) » - Paris Asso n° 2025_04462.

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs correspondant au projet mentionné.

Article 11 : Une subvention de 9 000 euros (en fonctionnement) est attribuée à l'association Espace 19, dont le siège social est situé 6 rue Henri Verneuil, 75019 PARIS, pour un projet intitulé « Pour une alimentation de qualité accessible au plus grand nombre » dans le 19e arrondissement - Paris Asso n° 2025_05163.

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs correspondant au projet mentionné.

Article 12 : Une subvention de 7 000 euros (en fonctionnement) est attribuée à La Fondation de l'Armée du Salut – Palais de la Femme, dont le siège social est situé 94 rue de Charonne, 75011 PARIS, pour un projet intitulé « Cuisines partagées du Palais de la femme » dans les 10e, 11e, 12e, 19e et 20e arrondissements - Paris Asso n° 2025_05388.

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs correspondant au projet mentionné.

Article 13 : Une subvention de 7 000 euros (en fonctionnement) est attribuée à l'association La Petite Rockette, dont le siège social est situé 125 rue du Chemin Vert, 75011 PARIS, pour un projet intitulé « 2025 - La Trockette - Sensibilisation à l'alimentation durable » dans les 11e et 20e arrondissements - Paris Asso n° 2025_03579.

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs correspondant au projet mentionné.

Article 14 : Une subvention de 8 000 euros (en fonctionnement) est attribuée à l'association Solidaya, dont le siège social est situé 14 rue du Moulin des Prés, 75013 PARIS, pour un projet intitulé « Programme de prévention dédié à

l’alimentation sous forme d'ateliers culinaires avec un chef » dans le 13e arrondissement - Paris Asso n° 2025_02655.

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d’objectifs correspondant au projet mentionné.

Article 15 : Une subvention de 3 000 euros (en fonctionnement) est attribuée à l’association Tendance 19, dont le siège social est situé 123-125 avenue Jean Jaurès, 75019 PARIS, pour un projet intitulé « Aller vers une Alimentation plus durable et anti gaspi » dans le 19e arrondissement - Paris Asso n° 2025_05369.

Article 16 : Une subvention de 7 000 euros (en fonctionnement) est attribuée à l’association We Love Green, dont le siège social est situé 42 rue du Faubourg Poissonnière, 75010 PARIS, pour un projet intitulé « Alimentation durable - Festival We Love Green 2025 » dans le 12e arrondissement - Paris Asso n° 2025_06465.

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d’objectifs correspondant au projet mentionné.

Article 17 : Les dépenses correspondantes sont imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l’exercice 2025.

Direction des Espaces Verts et de l'Environnement

2025 DEVE 67 - Subvention (130.000 euros) à 15 associations (16 projets) pour leurs actions de sensibilisation à une alimentation durable et d'accompagnement vers une plus grande démocratie alimentaire.

PROJET DE DELIBERATION
EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Le 3 mai 2018, votre assemblée a adopté la Stratégie de Paris pour une alimentation durable qui dote la capitale d'une politique alimentaire transversale ambitieuse pour que l'alimentation consommée à Paris soit saine, respectueuse de l'environnement et accessible à toutes et à tous. Cette stratégie, labellisée Projet Alimentaire Territorial (PAT) de niveau 1 en 2021 et de niveau 2 en 2024 par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, offre un cadre structurant aux actions sectorielles déjà engagées ou à venir et à la mobilisation des acteurs du territoire.

La Ville a aussi des objectifs ambitieux pour accompagner la restauration collective municipale dans la réalisation des objectifs du Plan Alimentation Durable 2022-2027. Voté à l'unanimité lors du Conseil de Paris en mai 2022, ce Plan vise une restauration 100 % durable : à horizon 2027, 75 % des produits issus de l'agriculture biologique et 50 % des produits locaux (cultivés et transformés à moins de 250 km de Paris). La Ville est par ailleurs membre fondateur de l'association AgriParis Seine qui a pour objet de contribuer à la structuration des filières agricoles et alimentaires durables, courtes, de proximité et circulaires bénéficiant simultanément aux zones urbaines denses du Bassin parisien et aux territoires ruraux acteurs de cette transition agro-écologique.

La réussite de cette politique publique en faveur de l'alimentation et de l'agriculture durables passe par la mobilisation de l'ensemble des acteurs du territoire parisien. C'est pourquoi, Paris soutient les initiatives, portées par les associations, les Parisiennes et les Parisiens, qui répondent aux enjeux agricoles et alimentaires, notamment en faveur des plus jeunes, des seniors, ou encore des foyers modestes. Elles concernent l'accessibilité de toutes et tous à une alimentation durable, la découverte, l'apprentissage et la sensibilisation à une alimentation durable ainsi que la lutte contre le gaspillage alimentaire sur l'ensemble du territoire parisien, avec une attention particulière portée aux jeunes publics et aux quartiers populaires.

Après examen de leurs demandes, je soumets à votre assemblée l'attribution de subventions à 15 associations (16 projets). Ces projets relatifs aux enjeux alimentaires et/ou agricoles parisiens ont pour objectif de sensibiliser à une alimentation durable chaque Parisienne et chaque Parisien quels que soient sa situation ou son âge.

- **L'école comestible pour son projet « Aide à la sensibilisation alimentaire, sociale et solidaire dans les écoles et lieux écocitoyens » dans les 11e, 12e, 13e, 14e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissement (25.000 euros) – Paris Asso n° 2025_04714 – CPO 2025-2027.**

L'association propose des ateliers pédagogiques - culinaires et potagers - autour d'une alimentation saine, locale, simple, bonne et accessible. Le programme qu'elle développe s'inscrit dans le projet de chaque école maternelle ou élémentaire suivant un parcours de la graine au compost. Pour chaque école participante, l'association anime 4 à 6 ateliers thématiques par classe et par an sur des temps scolaires ou sur des temps de pause méridienne : 4 ateliers culinaires, 2 ateliers jardinage au potager et en plus une sortie chez un artisan ou dans une ferme à la rencontre des producteurs bio d'Île-de-France et/ou des ateliers parents-enfants sur le temps extra-scolaire. Les thématiques abordées sont en lien avec les apprentissages définis dans les programmes scolaires : saisonnalité, de la graine au légume, le végétal, les graines, la lutte contre le gaspillage alimentaire, la découverte des sens et des goûts. L'association s'appuie sur des kits et supports pédagogiques en constante adaptation. Elle privilégie l'apprentissage par le « faire ensemble » avec des ateliers théoriques et pratiques qui passent par l'observation, la manipulation, le partage des savoirs, l'expérimentation et l'exploration des sens.

En 2023-2024, l’association a réalisé près de 240 ateliers, impliquant 50 classes et 15 écoles des 11e, 12e, 13e, 18e, 19e et 20e arrondissements. En tout, 1 350 élèves ont bénéficié d’un programme complet au sein des écoles. Pour l’année scolaire 2024-2025, L’école comestible souhaite reconduire le même projet et développer ses actions dans d’autres écoles des 11e, 14e et 17e arrondissements et toucher ainsi un plus grand nombre d’élèves.

L’association développe en parallèle un accompagnement des équipes éducatives pour les aider dans leur autonomisation à mener ces types d’ateliers auprès des élèves. Des temps de formation sont aussi proposés aux équipes d’animateurs et animatrices périscolaires sur le temps de pause méridienne ainsi qu’aux personnels de cantine afin de valoriser leur travail quotidien et de faciliter les liens et échanges autour d’ateliers thématiques (anti-gaspi, épices et aromates, saisonnalité etc.). Ainsi formées, les équipes peuvent à leur tour accompagner les élèves vers une alimentation durable et joyeuse. Ce travail, qui associe les équipes scolaires, périscolaires, le personnel de restauration et les élèves, a aussi pour objectif de leur faire découvrir une alimentation saine et savoureuse à partir de fruits et légumes variés, durables, frais et de saison. L’association est également attentive à la végétalisation de l’assiette et à la lutte contre le gaspillage alimentaire à l’école.

L’école comestible est par ailleurs présente à l’Académie du Climat où elle propose des ateliers pluri-hebdomadaires de cuisine et de sensibilisation et est investie dans les actions de plaidoyer en faveur d’une alimentation durable pour toutes et tous.

- **Food Sweet Food pour son projet “La Cantine des Arbustes - Tiers lieu de l'aide alimentaire” dans le 14e arrondissement (15.000 euros) – Paris Asso n° 2025_03641**

L’association Food Sweet Food œuvre pour une alimentation juste, durable et diversifiée, pour toutes et tous. Elle porte notamment depuis 2022 le restaurant solidaire La Cantine des Arbustes, situé Porte de Vanves, dans le 14e arrondissement. Cet espace propose une cantine solidaire, une cuisine partagée et des ateliers de cuisine. La cantine est ouverte du lundi au vendredi et sert 100 à 130 repas par jour avec des tarifs différenciés selon les ressources ou situation des personnes. Ce lieu emploie des personnes réfugiées, favorisant leur insertion socio-professionnelle et la diversité culturelle des recettes. Pour élaborer les menus, l’association s’inscrit dans une démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire en valorisant des invendus de qualité, en soutenant des filières locales ainsi que l’agriculture biologique ou durable. L’association est attentive à l’équilibre des plats et à la diversification des fruits et légumes proposés dans les menus, tout en sensibilisant les personnes accueillies à la réduction de la part carnée dans l’alimentation. Elle expérimente aussi l’utilisation de contenants réemployables pour limiter l’usage des plastiques des plats à emporter. La cuisine, ainsi que son matériel et des denrées alimentaires, sont par ailleurs mises à disposition de familles hébergées en hôtel social à raison de 30 créneaux par semaine. Food Sweet Food accueille également des ateliers de cuisine participatifs gratuits, une à deux fois par mois (environ 6 participants·e·s par atelier), pour sensibiliser des personnes, souvent hébergées à l’hôtel, à une alimentation de saison, durable et équilibrée, et proposer des solutions pour cuisiner avec peu de place et peu d’ustensiles.
Ce projet a reçu le soutien du Conseil de Paris du mois d’avril (2025 DSOL 26). Il vous est proposé d’apporter un soutien complémentaire pour appuyer la démarche durable du projet ainsi que les ateliers de sensibilisation.

- **La Communauté écotable pour son projet “Solidarité et plaidoyer” (5.000 euros) – Paris Asso n° 2025_05501**

La Communauté écotable se donne pour mission de faire progresser collectivement l’alimentation durable en France, grâce à un réseau de professionnel·le·s engagé·e·s. L’association, fondée en 2019, est organisée en trois pôles : animation, solidarité et plaidoyer. Elle met en œuvre des événements participatifs et des actions de solidarité pour rendre l’alimentation durable accessible à toutes et tous. Elle organise notamment des ateliers de cuisine pour les enfants au Rosa Bonheur dans le 19e arrondissement et des distributions de repas “les cantines solidaires” auprès de publics étudiants précaires. L’association propose également depuis 2024 l’évènement *Les Coudes sur la Table*. L’édition 2025 s’inscrit dans le cadre du *Festival du mieux manger* et aura lieu Place Baudoyer, devant l’Académie du Climat. Lors de cette fête, environ 400 repas végétariens et de saison sont servis, dont un tiers à des personnes bénéficiaires de l’aide alimentaire, invitées par des associations partenaires (Refugee Food, La Cloche, Cop’1, Tirelires d’avenir, La Chorba…). Le déjeuner est à prix libre, pour favoriser la mixité des publics, et les préparations alimentaires non utilisées sont données puis redistribuées par l’association Utopia 56. Un Speed Dating associatif animé par Ernest, un atelier de cuisine à mille mains, durant lequel le grand public est invité à préparer des raviolis, ainsi que de nombreuses autres animations sont organisés lors de cette journée festive.

- **Association Bokawa, pour son projet « Mois de la transition alimentaire chez Bokawa » dans le 19e arrondissement (3.000 euros) – Paris Asso n° 2025_03363.**

Bokawa est un lieu de vie situé dans le quartier Danube, dans le 19e arrondissement, composé d'une épicerie zéro déchet et d'un café associatif où prennent place des évènements, ateliers et conférences autour de l'environnement, construites avec les habitant·e·s du quartier et plusieurs associations.
L'association reconduit son événement annuel intitulé le « Mois de la transition alimentaire », avec au programme : un cours de cuisine (environ 10 personnes), deux dégustations avec des producteur·ice·s, une projection documentaire sur l'alimentation durable, une activité du type Fresque de l'alimentation et un atelier cuisine avec la nouvelle Cuisine Mobile du Quartier Danube-Solidarité-Marseillaise. Le mois est clôturé par la Fête de la soupe. En 2024, cet événement a rassemblé environ 350 personnes : personnes âgées isolées, jeunes, habitant·e·s de ce quartier prioritaire. Les participant·e·s sont invité·e·s à proposer une soupe à base d'invendus alimentaires. Ce temps festif et convivial est organisé en lien avec le centre Paris anim' Solidarité Angèle Mercier et les partenaires associatifs, dont une association de diététicien·ne·s. Dans la continuité de cet événement, l'association propose un « programme alimentation saine » d'un an à environ 140 personnes, ponctué d'ateliers cuisine, de présentations, de dégustations et de visites de fermes.

- **Association Bokawa, pour son « Programme alimentation saine chez Bokawa » dans le 19e arrondissement (15.000 euros) – Paris Asso n° 2025_03398.**

L'association Bokawa renouvelle son programme "Boka'table" initié en 2022 d'accompagnement à une alimentation saine et durable dans le quartier Danube Solidarité Marseillaise, en le faisant évoluer, pour répondre aux mieux aux besoins des habitant·e·s. Les personnes participantes sont en effet très intéressées à suivre un accompagnement avec des spécialistes de la nutrition, à avoir accès à des produits alimentaires sains à moindre coût et à créer du lien social à travers le partage de recettes. Le programme se déroule de septembre 2024 à juillet 2025. Il accueille 20 familles, dont la majorité se trouve en situation de précarité, avec la capacité de cuisiner. Les participant·e·s sont souvent orienté·e·s par le centre social et culturel Danube ou d'autres prescripteurs public (CAF, Paris Habitat, etc). L'objectif est de sensibiliser parents et enfants à une alimentation saine et savoureuse, cuisinée maison (moins transformée) et à une consommation responsable, respectueuse de l'environnement. L'année est ainsi ponctuée d'ateliers de cuisines axés sur la santé, la transmission et la durabilité. Entre chaque atelier, les participant·e·s sont invité·e·s à réaliser des recettes à la maison à partir des paniers vendus de façon hebdomadaire par l'épicerie Bokawa au tiers de leur valeur (environ 5 euros pour une famille de 4 personnes). Les denrées proposées sont majoritairement bio, durables, locales et de saison. Le programme est aussi ponctué de sorties chez les producteur·ice·s francilien·ne·s, de séances de consultations auprès de nutritionnistes, et de repas partagés. L'animation des ateliers est assurée en partenariat avec les associations De mon assiette à notre planète et Graine et Noyau. L'approche diététique-nutrition est accompagnée par une diététicienne.

- **Association Florimont, pour son projet « Manger mieux pour vivre mieux » dans le 14e arrondissement (7.000 euros) – Paris Asso n° 2025_03681.**

L'association met en place trois types d'actions : la sensibilisation d'un large public, l'animation d'un réseau d'acteurs et de consommateurs de proximité et la mise en place des outils et actions d'accompagnement des habitant.e.s vers un changement d'habitudes en termes d'achats et de consommation. L'objectif est aussi de mettre en valeur les producteurs, artisans et commerçants du quartier qui proposent des produits locaux, biologiques et durables. En 2024, les ateliers réalisés autour de la farine, des semis de printemps, des promenades Moineaux, le banquet des pains, le stand sur le marché et les animations ludiques ont touché plus de 900 adultes et enfants, dont des personnes en situation de handicap. En 2025, Florimont reconduit ses actions de sensibilisation avec :

- la diffusion du travail de recensement des ressources locales, notamment à l'occasion des permanences sur le stand d'information du marché Brune. Plusieurs activités seront déployées sur ce stand : des conseils en matière de consommation avec une attention particulière sur les produits de saison, les labels, la réduction du gaspillage alimentaire, des animations interactives, des enquêtes pour recueillir les habitudes alimentaires et les attentes des habitant.e.s en matière d'alimentation.

- des promenades et des ateliers avec des agriculteurs urbains, des artisans et des commerçants afin de faire prendre conscience de l'impact écologique des modes de production et de consommation alimentaires.

- des ateliers de dégustation avec des aliments locaux et de saison, des jeux, des activités de fabrication de pain et de réalisation de semis avec les enfants dans des écoles et des centres de loisirs.

- le Banquet des pains qui réunira comme les années précédentes environ 300 habitant.e.s, boulangers et experts du pain et des céréales autour d'ateliers de fabrication, des dégustations, des échanges et des présentations de projets locaux comme le four des Thermopyles.

- deux sessions de la Fresque de l'alimentation, l'une pour les professionnels du quartier et l'autre pour le grand public dans le cadre du Festival du Mieux Manger.

Florimont souhaite également développer de nouveaux événements : un temps inter-associatif pour promouvoir l'histoire des pains dans la continuité du banquet ainsi qu'un cycle d'ateliers autour de la nutrition pour les publics accueillis par l'association.

Florimont est par ailleurs très impliquée dans l'expérimentation en cours d'un système de sécurité sociale de l'alimentation dans le 14e arrondissement.

- **Association Science Technologie et société (ASTS) pour son projet « Miam 2050 ! » (4.000 euros) – Paris Asso n° 2025_05184.**

L'association reconduit ses animations en proposant en 2025 d'organiser 15 ateliers d'1h30 ou de 2 heures en milieu scolaire (classes élémentaires, collèges et lycées parisiens). Ce sont plus de 400 élèves touchés. À partir des photographies de l'exposition réalisée par Peter Menzel et Faith d'Aluisio « Hungry Planet - Ce que mange le monde », les animateurs et animatrices de l'association invitent les élèves à identifier « qui mange quoi », ce qui constitue le point de départ des discussions. Ces images ont pour objectif de déconstruire des préjugés alimentaires et de faire se questionner les participant·e·s sur la diversité et la représentation des cultures alimentaires à travers le monde. Ils sont amenés à réfléchir à l'impact de l'alimentation animale et végétale, des emballages alimentaires, à l'impact écologique de l'alimentation humaine sur l'environnement et la biodiversité. Ponctué d'apports scientifiques amenés par les médiateurs et médiatrices de l'association, deux groupes débattent et argumentent pour défendre un type d'alimentation (réel ou fictif) à horizon 2050 en proposant des leviers actionnables pour favoriser une alimentation durable.

- **Café associatif Pernety – Le Moulin à café, pour son projet « Ancrer la démarche de développement durable au Moulin à café » situé dans le 14e arrondissement (9.000 euros) – Paris Asso n° 2025_03345.**

Le Moulin à café sert environ 60 repas par jour (environ 14 000 par an) à tarifs solidaires (soupe à 3 euros et plat chaud à partir de 9,5 euros) aux adhérent·e·s de l'association, aux habitant·e·s des quartiers populaires autour de la Porte de Vanves et de la Cité de l'Eure. L'association propose aussi des dons de plats et soupes via leur partenaire associatif La Cloche ainsi que des soupes, plats et cafés suspendus. Le café dispose également d'un frigo solidaire. Pour préparer les repas, dont près de la moitié sont végétariens, l'association augmente la part de ses approvisionnements auprès d'acteurs locaux ou d'enseignes biologiques en privilégiant les produits frais, bio/durables, de saison et en circuits locaux et/ou courts, voire en direct avec des producteurs (environ 60% en 2025). Le reste de son approvisionnement est issu de grossistes bio. Elle accueille aussi toutes les semaines une AMAP et reçoit des invendus des boulangeries du quartier. Pour les boissons sans alcool, le Café Pernety s'approvisionne directement auprès de producteurs bio d'Île-de-France et souhaite en produire certaines pour diminuer les contenants en verre (objectif de 20 % en 2025 et 50 % en 2026). Le café sensibilise aussi ses bénéficiaires à réduire la part carnée dans leurs repas. Cette sensibilisation à une alimentation durable et de qualité touche environ 1 000 adhérentes et adhérents chaque année. En effet, le café poursuit une programmation de conférences-débats thématiques animées par des producteurs ou étudiants engagés dans le secteur de l'alimentation durable, de projections de films, de fresques et d'ateliers participatifs.

Afin de lutter contre le gaspillage alimentaire, l'équipe du Moulin à café encourage les personnes à adapter la taille des portions demandées. Les déchets végétaux sont compostés. Par ailleurs, les contenants personnels sont les bienvenus pour la vente à emporter afin de réduire les déchets non-alimentaires. L'association a également supprimé les contenants plastiques jetables lors de ses événements hors les murs.

- **Café Sawa pour son projet « Parcours d'ateliers cuisine » dans le 18e arrondissement (2 000 euros) – Paris Asso n° 2025_06821.**

L'association, qui facilite l'inclusion sociale, culturelle et linguistique de personnes primo-arrivantes et/ou en situation d'exil, prévoit d'organiser un atelier mensuel d'éducation culinaire pour 10-12 personnes en prenant en compte la situation de précarité socio-économique et/ou alimentaire des personnes participantes. Les connaissances et pratiques culinaires mettent en œuvre une cuisine simple, nutritive et équilibrée, peu onéreuse et facilement reproductible avec un matériel limité. Les ateliers abordent une cuisine durable, locale, variée, anti-gaspi (revalorisation des invendus alimentaires) et végétale pour apprendre à cuisiner à partir de produits frais et de saison. Chaque atelier est consacré à une thématique définie avec le.la chef·fe intervenant·e : pâtisserie allégée en sucre et en matière grasse, recettes à moins de 2 euros, recettes anti-gaspi, fruits et légumes de saison, fabrication de pain, cuisine du monde, goûter équilibré, cuisine végétale, zéro cuisson, recette express, pâtes fraîches, pain etc. Les ateliers se déroulent dans la cuisine de l'épicerie et hors les murs chez des partenaires associatifs. L'association s'approvisionne en produits bio autant que possible et auprès de boulangeries de quartier et de la BAPIF (libre-service). Les quelques achats sont réalisés le plus possible en circuits courts. L'association est aussi partenaire du dispositif d'approvisionnement en fruits, légumes et légumineuses durables piloté par la Fondation de l'Armée du Salut.

Ces ateliers permettent de toucher un public plus large, sans distinction de situation, de favoriser les échanges interculturels et de lutter contre l'isolement. L'association dispense aussi une formation certifiante pour des personnes titulaires d'une autorisation de travail. Café Sawa produit par ailleurs 150 repas pour l'aide alimentaire et a inauguré en mars 2025 son épicerie à multi tarifications.

- **Clichés urbains pour son projet « Alimage (transition alimentaire et éducation populaire par l'image) » (4.000 euros) – Paris Asso n° 2025_04462.**

Clichés urbains est une association d'éducation populaire qui porte des activités d'enseignements ludiques, innovants et citoyens en lien avec la photographie et l'image au sens large. Elle déploie ces animations artistiques participatives auprès de jeunes publics (à partir de 7 ans) notamment dans le quartier populaire situé à Stalingrad Riquet dans le 19e arrondissement. Parmi elles, Alimage est un programme gratuit et ouvert à toutes et tous autour de l'alimentation saine, locale et décarbonée. En 2024, une dizaine d'ateliers a réuni 36 jeunes qui ont participé directement au projet touchant par extension jusqu'à 240 personnes (familles, proches). L'association utilise la photographie pour sensibiliser les jeunes ainsi que les agriculteurs·rices et le grand public à l'enjeu de l'accessibilité à une alimentation durable dans les quartiers populaires. Les jeunes sont invités à réaliser des portraits et interviews d'agriculteurs·rices engagé·e·s qu'ils valorisent lors d'une exposition de photos présentée dans le quartier des Orgues de Flandre. En 2025, l'exposition abordera la question de la démocratie alimentaire et sera affichée en plein air avant de circuler dans un second temps dans des structures socio-culturelles du 19e arrondissement. Les productions sont nourries de rencontres avec des producteurs locaux pratiquant une agriculture durable, qui fournissent pour certains des paniers gratuits de denrées bio, locales et de saison aux familles des participant·e·s. Celles-ci sont également invitées à participer à des ateliers de cuisine intergénérationnelle. Les jeunes sont aussi incités à prendre part au défi photo « biodiversité » qui permet d'identifier et de documenter les espèces comestibles présentes dans leur environnement immédiat. En 2025, l'association souhaite poursuivre cette action en proposant en complément des ateliers participatifs avec création de panneaux signalétiques et de matériels pédagogiques.

- **Espace 19 pour son projet « Pour une alimentation de qualité accessible au plus grand nombre » dans le 19e arrondissement (9.000 €) – Paris Asso n° 2025_05163.**

Espace 19 accompagne le Collectif O'Bons légumes, composé d'un groupe d'habitants et adhérents du centre social, dans la structuration d'un groupement d'achat de produits alimentaires à prix accessibles, durables, de préférence issus de l'agriculture biologique, du commerce équitable, des circuits courts et assurant une juste rémunération des producteurs partenaires. Pour mettre en œuvre ce projet, la référente famille du centre social et les habitants volontaires se sont formés et ont mené depuis 2020 plusieurs réunions de réflexions, des recherches, ventes-tests, rencontres et cueillettes.

Au cours de l'année 2024, six ventes de produits bio, en circuit court et locaux ont été organisées auprès des habitants du 19e arrondissement et plus particulièrement du quartier Stalingrad-Riquet. Trois tarifs sont proposés : solidaire, normal et soutien pour favoriser

l’accessibilité financière et la mixité des publics. Chaque vente touche 30 à 40 foyers et est accompagnée d’un atelier-cuisine santé. L’atelier animé par la médiatrice socioculturelle de l’association est destiné à une vingtaine de personnes, majoritairement des femmes. Le collectif, accompagné dans son autonomisation, gère les ventes et devient ambassadeur du projet auprès d’autres acteurs associatifs et institutionnels. Avec les ventes et les actions de communication hors les murs (partenariat avec Veni verdi par exemple), le projet sensibilise directement et indirectement entre 200 et 300 personnes à une alimentation plus durable, choisie et accessible.

En 2025, Espace 19 poursuit l’accompagnement du collectif et souhaite accentuer la sensibilisation et la mobilisation des habitant·e·s autour de l’alimentation et des problématiques de santé liées. Pour cela, l’association prévoit d’organiser différents événements : ateliers de cuisine, cueillettes, ciné-débat, jeux, rencontres avec des agriculteurs urbains du quartier. Malgré la multi-tarification des ventes, certains foyers peinent à accéder aux ventes. Espace 19 propose donc de se rapprocher d’autres associations telles que VRAC pour proposer des alternatives toujours plus accessibles ou des paniers de légumes à prix symboliques pour les familles en situation de plus grande précarité.

Espace 19 a déjà constaté une évolution des pratiques alimentaires chez les participant·e·s au dispositif et est très attentive à toucher de nombreux habitantes et habitants du quartier, toute génération confondue, autour des questions familiales, d’accès au droit, de santé et de démocratie alimentaire.

- **Fondation de l’Armée du Salut – Palais de la Femme, pour son projet « Cuisines partagées du Palais de la femme » dans les 10e, 11e, 12e, 19e et 20e arrondissements (7.000 euros) – Paris Asso n° 2025_05388.**

Les cuisines partagées du Palais de la Femme accueillent chaque mois des familles hébergées dans des hôtels sociaux situés à proximité de ses locaux, à raison de 4 créneaux de 3 heures du mardi au vendredi. Complémentaires des temps d’accueil, des ateliers de cuisine sont organisés pour 6 à 10 adultes et enfants par atelier. Ceux-ci sont réalisés en partenariat avec d’autres associations comme Toques en stock toutes les 2 semaines et Cook trotteur une fois par mois. Les ateliers se déroulent en même temps que les créneaux de cuisine ou sur des temps dédiés afin de faire découvrir certains légumes et de sensibiliser les ménages à l’utilisation de produits de saison, à une alimentation saine et équilibrée, anti-gaspi et à une consommation écoresponsable.

Le Palais de la Femme compte 2 dispositifs fixes dans le 11e arrondissement. Ces deux lieux accueillent des ménages du 11e et des arrondissements proches. Le Palais de la Femme a aussi mis en place en 2021 un camion-cuisine itinérant afin de favoriser l’accès à une alimentation diversifiée et de qualité à des ménages plus éloignés avec une capacité d’accueil de 3 personnes en simultané. Avec ces 3 dispositifs, 115 personnes sont accueillies et ont accès à une cuisine tout en bénéficiant de denrées alimentaires tels que des produits frais et variés. Les fruits et légumes sont issus du dispositif d’approvisionnement en denrées durables de la Fondation de l’Armée du Salut ou transmis par des partenaires spécialisés dans la récupération afin de lutter contre le gaspillage alimentaire. Le Palais de la Femme met également à disposition quelques denrées sèches avec une volonté de fournir des produits durables. Depuis l’ouverture du dispositif en 2020, plus de 830 passages par an ont été réalisés et plus de 8 300 repas ont été préparés.

- **La Petite Rockette pour son projet « La Trockette - Sensibilisation à l'alimentation durable » dans les 11e et 20e arrondissement (7.000 euros) – Paris Asso n° 2025_03579.**

La Petite Rockette développe des activités relatives à l’environnement, l’action sociale, la solidarité et l’éducation populaire, encourageant des pratiques éco-citoyennes pour améliorer la qualité de vie des habitant·e·s du 11e. La ressourcerie et café-atelier associatif La Trockette, une des antennes de l’association, propose notamment un service de restauration avec chaque midi 40 à 50 couverts (environ 9 500 par an) et une petite offre apéritive le soir, le tout préparé avec l’équipe de bénévoles à partir de denrées récupérées auprès de commerçants du quartier (Biocoop, épicerie le Zingam, boulangerie bio etc., soit l’équivalent de 10 à 12 tonnes par an) et de quelques producteurs en direct. Une attention particulière est portée à l’approvisionnement acheminé à pied ou en vélo-cargo : le plus durable possible, de saison et anti-gaspi. Quelques paniers sont aussi donnés par l’AMAP accueillie dans leur local. Les repas sont accessibles à toutes et tous grâce à une tarification modulée (grand public, adhérents, bénévoles, public en situation de précarité). Le café et le thé sont à prix libre. Les surplus de récupération sont redistribués gratuitement ; les déchets organiques sont compostés.

L’association développe aussi des actions de sensibilisation grand public. Les démarches de sensibilisation s’incarnent lors la préparation des repas auprès du réseau de 150 bénévoles, des ateliers hebdomadaires d'éveil sensoriel et culinaire anti-gaspi “Les Petites pommes déter” destinés aux enfants (7-12 ans), d’ateliers mensuels de cuisine durable pour les adolescent·e·s, un atelier trimestriel pour les personnes résidant en hôtels sociaux, les soirées “Resto solidaire” lors desquelles la cuisine est prêtée à des associations d’aide alimentaire, ou “Resto dont vous êtes le/la cuisto” pour les habitant·e·s. Quelques ateliers tout public sont aussi réalisés hors les murs pour les habitant·e·s des quartiers populaires avoisinants. Ces actions sont complétées par la sensibilisation des commerçants du quartier lors de ses collectes anti-gaspi et solidaires. La Petite Rockette prévoit aussi de diffuser dans tous ses lieux un fanzine trimestriel regroupant des conseils et recettes anti-gaspi à destination du grand public.

- **Solidaya pour son projet « Programme de prévention dédié à l’alimentation sous forme d'ateliers culinaires avec un chef » dans le 13e arrondissement (8.000 euros) – Paris Asso n° 2025_02655.**

L’épicerie sociale et solidaire Solidaya poursuit son programme de prévention dédié à l’alimentation. Il comprend 1 à 2 demi-journées de formation théorique et pratique dédiées à une dizaine de bénévoles qui pourront à leur tour sensibiliser à une alimentation variée, équilibrée et durable le public accueilli à l’épicerie. Ces bénévoles auront à leur disposition une boîte à outils contenant des photos prises des ateliers, des fiches recettes, des idées de menus et des astuces culinaires mettant en avant une cuisine faite-maison, équilibrée, antigaspi et adaptée à des petits budgets.

Le programme prévoit également 4 à 6 ateliers de cuisine destinés à environ 60 à 70 personnes fréquentant l’épicerie, dont des étudiant·e·s, soit 10 à 12 personnes par atelier accompagnées de bénévoles formés et de 2 animateurs et animatrices partenaires (chef·fe cuisine, diététicien.ne ou médecin). Ces ateliers de deux heures se déroulent dans une cuisine située à proximité de l’épicerie et sont suivis d’un déjeuner partagé. Les plats sont équilibrés, facilement reproductibles - les plats et fiches recettes sont ensuite mises à disposition du public - et confectionnés à partir des produits de l’épicerie afin de favoriser l'accès à ces repas aux personnes en situation de précarité alimentaire. L’épicerie sociale et solidaire est très attentive à ses approvisionnements, notamment en fruits et légumes frais, bio ou durables dont une partie provient du dispositif de la Croix-Rouge insertion soutenu par la Ville. Solidaya a d’ailleurs constaté une hausse sensible de l’utilisation des produits frais par les participant·e·s également usagers·ères de l’épicerie. Lors de ces temps conviviaux, une attention particulière est aussi portée à la lutte contre le gaspillage alimentaire (gestion des stocks, astuces pour ne pas jeter etc.).

- **Tendance 19 pour son projet « Aller vers une Alimentation plus durable et anti-gaspi » dans le 19e arrondissement (3.000 euros) – Paris Asso n° 2025_05369.**

Les actions de Tendance 19 portent sur le réemploi, la création et l’alimentation et visent à démocratiser des réflexes de consommation durable et de pouvoir d’agir auprès des populations qui en sont éloignées. En 2024, l’association a organisé 9 ateliers “cuisine et épicerie créative” gratuits avec pour objectif de promouvoir des aliments locaux, de saison et durables tout en sensibilisant à la réduction du gaspillage alimentaire. Les participant·e·s apprennent ou transmettent des recettes antigaspi, des techniques de conservation des aliments, d’utilisation de différentes épices et développent leur créativité. Ces ateliers touchent directement environ 140 personnes (des adultes, des jeunes de 12 à 30 ans et des enfants) dont une large majorité réside dans les quartiers populaires du 19e autour de Laumière et du canal. Ils sont animés sous forme d’atelier/conférence interactive et abordent notamment les problématiques du gaspillage alimentaire. Les ateliers se déroulent dans les locaux de l’association et hors les murs afin de sensibiliser un public plus large et d’augmenter l’impact des actions portées. Pour les réaliser, l’association s’approvisionne auprès de commerçants du quartier avec une attention particulière aux produits bio et/ou durables. Les recettes sont adaptées en fonction des produits à disposition, des idées des participant·e·s et des possibilités de végétalisation des plats. En 2025, l’association souhaite reconduire ces ateliers mensuels en distribuant en plus des kits d’épicerie (avec quelques épices locales, des fiches recettes et des astuces pour valoriser les produits) et en instaurant des défis culinaires pour encourager les participant.e.s à mettre en pratique les techniques apprises lors des ateliers.

- **We love green pour son « Alimentation durable – Festival We Love Green » dans le 12e arrondissement (7.000 euros) – Paris Asso n° 2025_06465.**

Depuis 2011, l’association We Love Green organise le festival éponyme dans la capitale. Cette manifestation conjugue l’organisation d’un festival musical, l’éco-responsabilité et la sensibilisation au respect de l’environnement.
En matière de restauration des festivaliers et festivalières, l’association prévoit une offre de restauration durable et accessible au plus grand nombre. Tous les restaurateurs et restauratrices retenu·e·s s’engagent à respecter un cahier des charges comprenant des produits locaux, des produits de saison, bio/durables, une offre en circuit-court, la lutte contre le gaspillage alimentaire et enfin le tri et la valorisation des déchets. Le festival met l’accent sur une offre 100 % végétarienne proposée par l’ensemble des restaurants et est particulièrement attentif à leurs bilans carbones, en lien avec Bon pour le climat. Cette année, le dispositif de vaisselle 100 % réutilisable consignée est étendu à l’ensemble des restaurants présents sur le festival. We Love Green veille aussi à réduire le gaspillage alimentaire (adaptation des portions selon les besoins des publics et des stocks) ainsi qu’à trier et à valoriser les déchets (suppression des feuilles d’aluminium et des plastiques, tri des biodéchets). Les repas invendus sont redistribués à des associations d’aide alimentaire.
Enfin, les équipes du festival accompagnent et sensibilisent les restaurateurs et restauratrices sélectionné·e·s à travers un outil d’aide à l’élaboration de recettes végétariennes, un audit Écotable, un calcul de poids carbone des repas par Bon Pour Le Climat et un workshop. Une conférence autour de l’alimentation durable pourrait également être proposée sur la scène Green’up lors de l’édition 2025 du festival.

Pour verser ces subventions dont le montant total est de 130 000 euros, il vous est proposé d’approuver des conventions de financement ou avenants à des conventions de financement :

- la convention pluriannuelle d’objectif avec l’association l’école comestible
- l’avenant à la convention avec l’association Food sweet food,
- la convention avec l’association Bokawa,
- l’avenant à la convention avec l’association Florimont,
- la convention avec l’association Science technologie et société,
- la convention avec l’association Clichés urbains,
- la convention avec l’association Espace 19,
- la convention avec la Fondation armée du Salut,
- la convention avec l’association La petite Rockette,
- la convention avec l’association Solidaya
- la convention avec l’association We love Green.

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en délibérer et de m’autoriser à signer les conventions et avenants jointes au présent projet de délibération.

La Maire de Paris

2025 DAE 8 – BPP – Conventions, subventions de fonctionnement et d'investissement (475 000 euros) en faveur de l'économie circulaire

Le Conseil de Paris

Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et en particulier ses articles 9-1, 10, 10-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L1511-2, L1511-3, L2511-1, L2512-1 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

Vu la convention en date du 8 août 2022 passée entre la Région Ile-de-France et la Ville de Paris autorisant la Ville de Paris à attribuer des aides notamment sur le fondement du régime d'aide « aide aux projets à utilité sociale » ;

Vu le règlement d'intervention pour l'aide aux projets à utilité sociale adopté par le Conseil Régional d'Ile-de-France dans sa délibération n° CR 2017-141 en date du 6 juillet 2017 ;

Vu le règlement (UE) 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

Vu le règlement « de minimis SIEG » n°2023/2832 du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;

Vu le projet de délibération en date du 2025, par lequel Madame la Maire de Paris propose d'accorder des subventions à quatre structures et de l'autoriser à signer une convention avec l'ensemble de ces structures ;

Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 11e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 14e arrondissement en date du
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 18e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 19e arrondissement en date du ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 20e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par M. Florentin LETISSIER, au nom de la 1ere Commission ;
Sur le rapport présenté par Mme Anouch TORANIAN au nom de la 7e Commission ;

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer les conventions, dont les textes sont joints à la présente délibération, entre la Ville de Paris et les structures suivantes :

Carton Plein 75 (association)
Extramuros l'association (association)
Les Meubles Circulaires (EURL)
Une Autre Mode est Possible UAMEP (association)

Article 2 : Une subvention de fonctionnement de 35 000 euros est attribuée à l'association *Une Autre Mode est Possible* domiciliée 15 rue Brézin 75 014 Paris (PARIS SUBVENTIONS n° 194259 / dossier 2025_09260) au titre de l'exercice 2025.

Article 3 : Une subvention d'investissement de 125 000 euros est attribuée à l'association *Carton Plein*, domiciliée 132 rue des Poissonniers 75 018 Paris (PARIS SUBVENTIONS n° 156081 / dossier 2025_08343) au titre de l'exercice 2025.

Article 4 : Une subvention d'investissement de 300 000 euros est attribuée à l'association *Extramuros l'association*, domiciliée 156 rue Ménilmontant 75 020 Paris (PARIS SUBVENTIONS n° 15247 / dossier 2025_09700) au titre de l'exercice 2025.

Article 5 : Une subvention d'investissement de 15 000 euros est attribuée à l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL) *Les Meubles Circulaires* domiciliée 46 rue René Boulanger 75 010 Paris (PARIS SUBVENTIONS n° 206794 / dossier 2025_08769) au titre de l'exercice 2025.

Article 6 : La dépense de fonctionnement correspondante (article 2) de 35 000 euros sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2025, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

Article 7 : La dépense d'investissement correspondante (articles 3 à 5) de 440 000 euros sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2025 et suivants, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

DIRECTION DE L'ATTRACTIVITÉ ET DE L'EMPLOI

2025 DAE 8 – Budget Participatif – Conventions, subventions de fonctionnement et d'investissement (475 000 euros) en faveur de l'économie circulaire

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSÉ DES MOTIFS

La Ville de Paris bénéficie d'un dynamisme exceptionnel en matière de création d'entreprises. Depuis plus de 10 ans, elle s'est efforcée de mettre en place un écosystème favorable à la création d'activité, à l'émergence d'innovations, au changement d'échelle des projets économiques porteurs. Elle a souhaité concentrer ses efforts et sa politique d'accompagnement vers les entrepreneuses et entrepreneurs de la transition écologique et solidaire, avec pour ambition de faire de Paris la capitale de l'économie sociale, solidaire et durable. C'est ainsi qu'elle apporte un soutien choisi aux structures de l'économie sociale et solidaire installées sur son territoire et recherche un maillage toujours plus dense de ces lieux et entreprises engagés au bénéfice de ses habitants. Ces porteurs de projets sont indispensables à l'émergence d'un modèle sociétal soutenable, respectueux des générations futures, et tenant compte de la finitude des ressources planétaires.

C'est en particulier le cas des acteurs de l'économie circulaire, qui développent des modèles économiques sobres en ressources et créateurs d'emplois non délocalisables. Bon nombre d'entre eux choisissent de conjuguer écologie et justice sociale, et agissent en faveur de l'inclusion des publics fragiles, en prenant notamment la forme de structures d'insertion par l'activité économique (SIAE). Offrant à leurs salariés des parcours d'insertion vers les métiers engagés de demain, ils maximisent leurs chances d'insertion dans l'emploi tout en participant à la nécessaire transition écologique de l'économie parisienne.

Dégageant structurellement des marges faibles, ces acteurs pâtissent du manque de lucrativité au cœur même de leurs modèles pour financer leurs développements – professionnalisation, modernisation ou essaimage – pourtant indispensables à la croissance de leur impact sociétal. La Ville choisit de les soutenir pour permettre cette expansion. En ciblant l'amorçage de leurs nouveaux projets ou les investissements nécessaires à leur changement d'échelle, les subventions de la Ville ont un effet levier fort sur leurs activités et, en résultante, sur la multiplication de leurs impacts socio-environnementaux.

Convaincus par les vertus de leurs modèles, les Parisiennes et les Parisiens se sont d'ailleurs mobilisés en leur faveur à de nombreuses reprises à travers leurs votes au Budget Participatif : en atteste, à l'échelle de tout Paris, le projet « Moins de déchets, plus de récup' à Paris » lauréat de l'édition 2023, puis, en 2024, dans le

11e arrondissement, le projet « Promouvoir l'économie circulaire et la réduction des déchets ».

Dans l'optique de mener à bien ces projets soutenus par ses habitants, tout en participant à l'essor des structures de l'économie circulaire et solidaire contribuant à sa transition durable, la Ville de Paris entend subventionner, à travers cette délibération, quatre projets d'économie circulaire.

Carton Plein 75 (18e) est une association loi 1901, agréée atelier chantier d'insertion (ACI) et subventionnée au titre du dispositif premières heures (DPH), spécialisée dans le réemploi de cartons (200 tonnes collectées en 2024) et la cyclo-logistique. Elle détient également à 100% une SAS entreprise d'insertion (EI) opérant cette seconde activité. Experte sur le premier kilomètre à vélo, Carton Plein 75 propose des services bas carbone, de la collecte au compostage, au réemploi ou encore au recyclage de déchets. L'association compte 50 à 60 personnes accompagnées représentant 16 ETP en insertion et cinq ETP premières heures ainsi que 15 ETP permanents, dont neuf fonctions supports mutualisées avec l'EI.
Alors que la loi AGEC sur la généralisation du tri des biodéchets est entrée en vigueur au 1er janvier 2024, les habitants du 11e arrondissement ont choisi comme lauréat du Budget Participatif le projet de Carton Plein 75, visant à mettre en œuvre une cyclo-logistique des biodéchets et du compost. L'association, qui avait commencé son projet à moyens humains et matériels constants (remorques non adaptées à la nature des gisements - odeur, poids, etc.) a d'ores-et-déjà pu collecter 94 tonnes de biodéchets en 2024. Son projet pour 2025 est de poursuivre cette activité de collecte et transport des biodéchets avec du matériel approprié, tout en rendant la chaîne de valeur autour de la gestion de ce flux la plus écologique possible, à travers la consolidation d'une filière de proximité pour l'approvisionnement de broyat (déchets verts) ou des matières sèches (broyat de cagettes ou carton) nécessaires à la confection du compost. Cette nouvelle filière sera un support d'activités pour la trentaine de personnes en insertion sur les activités de cyclo-logistiques de son ACI (huit ETP) et de son EI (13 ETP) et donnera lieu à la création d'un poste de de mécanicien.ne cycles pour entretenir la flotte. Elle devrait permettre de collecter 115 tonnes de bio-déchets en 2025. Elle représentera, par ailleurs, une opportunité de débouchés pour les autres activités de la structure avec notamment l'utilisation de la paillette de carton comme matière sèche.
Carton Plein 75 sollicite la Ville de Paris à hauteur de 125 000 euros en investissement (80% du coût du projet évalué à 165 000 euros), pour l'acquisition de vélos, remorques et équipements de protection individuelle (EPI) adaptés à la collecte des biodéchets, ainsi que de l'outillage pour assurer l'entretien du matériel roulant (pied électrique, etc.).
Avec ce projet de cyclo-logistique, support d'insertion socio-professionnelle de publics fragiles, au profit du vivant et de l'économie circulaire, l'association propose un service économique innovant, à impact écologique et social fort, d'intérêt général. Considérant son intérêt au regard des politiques municipales en faveur de l'économie circulaire et de l'insertion des publics éloignés de l'emploi, je vous propose de m'autoriser à signer la convention de subvention d'équipements jointe en annexe, et d'attribuer 125 000 euros de subvention d'investissement, au titre du projet « Promouvoir l'économie circulaire et la réduction des déchets », lauréat de l'édition 2024 du Budget Participatif, dans le 11e arrondissement.

Extramuros l'association (20e) est une menuiserie solidaire, écologique et sociale, créée en 2005, et installée dans des locaux Paris Habitat de la rue de Ménilmontant depuis 2012 (450 m² cumulés). Elle y réalise des activités d'éducation populaire sous forme de chantiers éducatifs, d'ateliers participatifs ou de bricothèque (891 participants en 2024). Elle est également reconnue organisme de formation (OF) à la menuiserie en économie circulaire et forme jusqu'à 30

personnes annuellement. L'association se voit dans l'obligation de quitter ses locaux (hors local de son OF) d'ici le mois d'août 2025.
Pour préserver ses activités de solidarité tout en développant une nouvelle activité innovante, Extramuros prévoit d'emménager au sein de 900m² du R-1 du Wikivillage (surface totale : 1277m²), rue Srebrenica (20e), aux côtés des coopératives LAO architecture et Mobilier (377m²). Elle souhaite y regrouper l'ensemble des activités du collectif Extramuros (association, OF et entreprise d'insertion -EI- gennevilloise) ainsi que développer une nouvelle activité de réemploi de cagettes de fruits et légumes des marchés parisiens en matériaux exploitables pour la menuiserie (confection de plans de travail et mobiliers). La structure anticipe 20 créations d'emplois à terme sur le site (en plus des 22 à ce jour dans l'association et l'EI), et le réemploi de plus de 100 tonnes de bois annuellement (contre 50 tonnes à ce jour).
Lors de sa séance d'avril 2025, le Conseil de Paris a voté une subvention aux travaux de la SCI Wikivillage à hauteur de 1 450 000 euros dans l'optique de permettre l'achèvement de ce projet immobilier, incluant des surfaces à loyers modérés, avec une progressivité sur les sept premières années d'implantation du lieu, soit le temps nécessaire à la montée en charge et au changement d'échelle des activités du collectif, sans laquelle il aurait été impossible à l'association de projeter un futur parisien.
Afin de faire des 1277 m² du Wikivillage un lieu de référence en matière de fabrication en réemploi à Paris, vitrine exemplaire des métiers de la menuiserie et de l'aménagement circulaires et solidaires, l'association sollicite la Ville de Paris à hauteur de 300 000 euros (30% du coût total du projet) pour concourir à l'acquisition de machines et outil de menuiserie ainsi qu'au financement d'une partie des travaux d'aménagement (coût total des investissements : 988 000 euros).
Considérant l'intérêt de ce projet au regard des politiques municipales en faveur de l'économie circulaire et de l'insertion des publics éloignés de l'emploi, je vous propose de lui accorder une subvention d'investissement de 300 000 euros, au titre du projet « Moins de déchets, plus de récup' à Paris » lauréat de l'édition 2023 du Budget Participatif, et de m'autoriser à signer la convention afférente.

Les Meubles Circulaires (10e) est une EURL agréée Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale (ESUS), qui répare, reconditionne et réemploie du mobilier à destination de particuliers, qu'elle livre à vélo dans Paris. Initialement plateforme en ligne d'intermédiation entre particuliers (similaire à un Leboncoin du meuble), sur laquelle la structure réalise une marge en vendant une prestation de livraison à domicile, la société reconditonne et vend désormais, également, son propre stock de meubles, à partir de collectes auprès de particuliers et de son partenaire smartback. Elle propose, enfin, un service de réparation de mobilier à la demande. En 2024, la structure a donné une seconde vie à 500 meubles et permis d'éviter ainsi l'équivalent de 19 tonnes d'émissions de CO2.
Suite à l'arrivée à échéance du bail de son précédent local au 115 rue de Turenne (3e), Les Meubles Circulaires a trouvé un nouveau commerce (47m²) dans le parc de Paris Habitat, au 32 rue Rébeval (19e), affichant un niveau de loyer plus adapté à son modèle économique. Dans ce nouveau lieu, la structure envisage de continuer à développer son activité afin d'augmenter la quantité de meubles revalorisés à 700 en 2026 (après une année 2025 stable du fait du déménagement) puis 1800 en 2027, grâce aux recrutements de deux nouveaux salariés au cours des deux prochaines années. Malgré un changement

d'arrondissement, la structure prévoit une croissance ambitieuse de son chiffre d'affaires (+ 50% en 2026 et + 70% en 2027) qu'elle explique par la croissance des possibilités de collecte auprès de particuliers dans sa nouvelle zone de chalandise. Les Meubles Circulaires sollicite le soutien de la Ville de Paris afin de mener à bien les travaux de mise en état de son nouveau local (plafond, plomberie, enduit, peinture, etc.). Considérant l'intérêt de ce projet au regard des politiques municipales en faveur de l'économie circulaire, et de l'économie sociale et solidaire, je vous propose de m'autoriser à signer la convention en annexe, et d'attribuer à ce projet une subvention d'investissement de 15 000 euros (soit 68% du budget global : 22 000 euros), au titre du projet « Moins de déchets, plus de récup' à Paris » lauréat de l'édition 2023 du Budget Participatif.

L'association **Une Autre Mode Est Possible** (UAMEP,14e), créée en 2017, a pour objet de fédérer et animer en collectif de création artistique et solidaire, les entrepreneurs, acteurs indépendants, et designers textile, au service de la transition écologique, de l'économie circulaire et de la cohésion sociale dans le textile. Elle a pour cœur d'action la mode et le design responsable et vise à mettre en valeur d'autres manières de créer, produire, distribuer, consommer, communiquer auprès du grand public. Pour cela, elle mène des actions de sensibilisation aux changements de pratiques dans l'univers du textile et de la mode pour répondre aux objectifs de développement durable définis par l'ONU, avec notamment l'organisation de deux temps forts chaque année : la semaine des autres modes, depuis 2021, et le festival des réparations, depuis 2023.
Les 16 et 17 mai 2025, l'association a donc pu organiser, puis animer, au sein du Palais de la femme (11e), la troisième édition du Festival des réparations qui visait à sensibiliser le public à la réparation de vêtements à travers une programmation gratuite proposant une trentaine d'ateliers, de démonstrations, deux expositions, une friperie ou encore des tables rondes. 500 participants étaient attendus pour ce festival qui visait tout particulièrement l'écosystème textile du 11e arrondissement, UAMEP s'étant positionné en tant que chef de file de la filière textile sur le territoire, dans le cadre de la démarche de « quartier circulaire » soutenue par la mairie d'arrondissement. L'association organisera également, en octobre, la cinquième édition de la semaine des autres modes, placée cette année sous le signe de la mer et de notre lien au vivant. 4000 visiteurs sont espérés pour cette édition 2025 (vs plus de 1300 en 2024). Semaine de sensibilisation à destination de l'écosystème de la mode (artisans, créateurs, écoles, etc.) et du grand public, prévoyant une programmation variée et multisites (défilé de créateurs engagés, tables rondes, ateliers participatifs), elle vise à interpeller sur les enjeux de la surconsommation textile et à mettre en lumière les alternatives vertueuses pour accompagner les changements de comportement de consommation.
Afin de financer ces actions, l'association sollicite le soutien de la Ville de Paris. Considérant l'intérêt de ce projet au regard des politiques municipales en faveur de l'économie circulaire, je vous propose de m'autoriser à signer la convention jointe en annexe, et d'attribuer une subvention de fonctionnement de 35 000 euros au projet, au titre de l'exercice 2025.

Je vous prie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en délibérer.

La Maire de Paris

2025 DPE 29 Subventions (52.100 €), conventions avec 5 associations lauréates de l'appel à projets « Compostage de proximité 2025 » et signature d'un avenant.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L3411-1 et suivants ;

Vu le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) de la Ville de Paris 2024-2030 ;

Vu le projet de délibération en date du 2025 par lequel Madame la Maire de Paris propose d'attribuer 6 subventions d'un montant total de 52 100 euros aux structures : L'Accueillette du 9e (Paris Centre, 9e, 10e, 12e et 18e), Jardin Truillot (11e), M.U (18e), Ric Rac (19e), Céleste (20e), Zéro Waste Paris (5e, 6e, 7e, 13e, 14e, 15e) et de lui autoriser à signer les conventions passées avec ces structures.

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre, en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement, en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement, en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement, en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement, en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement, en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement, en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement, en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement, en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement, en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement, en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement, en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement, en date du ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement, en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur Antoine GUILLOU au nom de la 8e

commission ;

Délibère :

Article 1 : Madame la Maire de Paris est autorisée à signer 5 conventions annuelles d'objectifs avec les associations L'accueillette du 9e (Paris Centre, 9e, 10e, 12e et 18e), Jardin Truillot (11e), Ric Rac (19e), Céleste (20e) et Zéro Waste Paris (5e, 6e, 7e, 13e, 14e, 15e) dont les textes sont joints à la présente délibération, et un avenant à la convention pluriannuelle avec l'association M.U (18e).

Article 2 : Une subvention d'un montant de 5.000 euros est attribuée à l'association Jardin Truillot (numéro PARIS ASSOS 187540 , numéro de dossier 2025_09181)

Article 3 : Une subvention de 5 000 euros est attribuée à l'association Ric Rac (numéro Paris Asso 194174, numéro de dossiers 2025_09213)

Article 4 : Une subvention de 4 600 euros est attribuée à l'association Céleste (numéro Paris Asso 199007, numéro de dossier 2025_09214)

Article 5 : Une subvention d'un montant de 6.500 euros est attribuée à l'association Zéro Waste Paris (numéro PARIS ASSOS 190396, numéro de dossier 2025_09141)

Article 6 : Une subvention d'un montant de 25.000 euros est attribuée à l'association L'Accueillette du 9e (numéro PARIS ASSOS 190030, numéro de dossier 2025_09212)

Article 7 : Une subvention de 6 000 euros est attribuée à l'association M.U (numéro Paris Asso 13685, numéro de dossier 2025_06632)

Article 8 : Les dépenses correspondantes (52 100 euros) seront imputées sur le budget de fonctionnement de l'année 2025 de la Ville de Paris sous réserve de la décision de financement.

Direction de la Propreté et de l'Eau

2025 DPE 29 Subventions (52 100 €), conventions avec 5 associations lauréates de l'appel à projets « Compostage de proximité 2025 » et signature d'un avenant.

PROJET DE DÉLIBÉRATION
EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de son nouveau Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA), adopté au Conseil de Paris de décembre 2024, la Ville de Paris prévoit de poursuivre l'accompagnement au compostage de proximité des déchets alimentaires produits sur son territoire.

Depuis 2010, la Direction de la Propreté et de l'Eau déploie et accompagne les projets de compostage de proximité initiés et animés par des collectifs d'habitants, des équipements publics ou des associations. Ces dispositifs ont été complétés en 2017 par le lombri-compostage individuel. La fourniture de matériel, les visites de suivi ainsi que les formations sont proposées gratuitement.
Au total, 1 149 sites de compostage ont ainsi pu être installés depuis 2010 et sont répartis de la manière suivante : 657 dans des copropriétés, 377 dans des structures éducatives, 115 dans des établissements publics ou institutionnels et 80 composteurs de quartier installés sur l'espace public de 14 arrondissements. A cela s'ajoutent 9 730 de lombricomposteurs individuels distribués dans les Mairies d'arrondissement volontaires. La quantité de déchets alimentaires déviés et valorisés par le biais de ces différentes pratiques est estimée à environ 2 000 tonnes par an.

Cette dynamique de développement du compostage de proximité a permis l'ouverture, en avril 2025, d'un nouveau lieu ressource pour l'ensemble des gestionnaires de site : la maison du Jardinage et du Compostage au parc de Bercy (12e).

Si le compostage s'est développé avec succès, les résultats des 4 dernières années ont mis en lumière le besoin de renforcer l'animation et la mise en réseau des gestionnaires de sites car le partage des connaissances et la mise en commun d'idées et de bonnes pratiques permet de renforcer les dynamiques et la mobilisation des participants. Des initiatives locales de mise en réseau ont ainsi d'ores et déjà été vu le jour et ont fait leurs preuves en permettant de dynamiser des sites dont la pérennité était menacée.

Pour renforcer la mise en réseau et permettre, ainsi, d'accroître la pérennité des sites, la Ville de Paris a publié en février 2025, un appel à projets sur le compostage de proximité centré sur l'animation et la mise en réseaux de ces acteurs.

L'objectif est ainsi de mobiliser les acteurs associatifs parisiens sur la pérennisation des sites déjà installés en soutenant les initiatives permettant de trouver des solutions locales et de faire vivre des réseaux de référents de sites à l'échelle d'un ou plusieurs arrondissements.

Douze candidatures ont été déposées et soumises pour avis aux Mairies d'arrondissement concernées. Cinq projets ont ensuite été retenus de manière à couvrir l'ensemble des arrondissements. Dans ce cadre, il vous est proposé de subventionner, par le biais de conventions d'objectifs, ces cinq associations lauréates.

En complément de cet appel à projet, il est également proposé de signer l'avenant de la 3e année de la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association M.U pour l'animation du composteur de quartier de la gare des mines (18e).

Il est à noter que quatre de ces structures œuvrent au sein des quartiers relevant de la politique de la ville parisienne, pour un montant de subvention de 47 100 euros (90% du total).

L'Accueillette du 9e – Paris Centre, 9e, 10e, 12e et 18e arrondissements

Soutenue dans le cadre de l'appel à projets compostage 2021, l'association a développé ces dernières années 12 composteries de quartier et initié la mise en réseau des acteurs locaux du compostage dans les 9e, 10e et 18e arrondissements. Le recrutement d'un maitre composteur a permis de rechercher, former et accompagner de nombreux bénévoles, d'animer des groupes via les réseaux sociaux de référents et un site internet dédié à l'activité des « artisans composteurs ».

Le projet proposé est centré sur le renforcement des réseaux 9e, 10e et 18e arrondissements et la création de deux nouveaux réseaux à Paris Centre et dans le 12e arrondissement. Il est prévu d'organiser 20 événements locaux avec les 60 référents des 12 composteries, et 5 assises des déchets rassemblant l'ensemble des référents et acteurs ayant un lien avec le compostage (détenteurs de permis de végétaliser, agriculture urbaine, commerces…) en concertation avec les partenaires et élus locaux. En outre, l'association poursuit l'animation et l'entretien de l'ensemble des composteries, prévoit de créer une base de données partagée sur le compostage et de tester un système de bac de compostage innovant mis à disposition par son partenaire « Caetera ».

Afin de soutenir l'action de l'association, je vous propose d'attribuer à L'Accueillette du 9e, via la signature d'une convention annuelle d'objectifs, une subvention de fonctionnement d'un montant de 25000 euros pour l'exercice 2025.

Jardin Truillot – 11e arrondissement

Le réseau « compost 11 », créé en 2021 dans le 11e arrondissement, réunit mensuellement des référents de sites de compostage, habitants et associations de l'arrondissement, afin de partager des retours d'expériences, faire remonter des difficultés, organiser ou relayer des événements et des visites de sites, ou lancer des expérimentations.

Pour 2025, l'association du jardin Truillot va animer le réseau et propose de renforcer et développer le réseau d'acteurs du 11e arrondissement en élaborant des outils adaptés et en renforçant l'accompagnement de proximité. Le projet comprend 6 objectifs : animer mensuellement le réseau « Compost11 », accompagner les sites de compostage existants et en développer de nouveaux, créer de nouveaux outils de communication, lancer une campagne de sensibilisation auprès des plus jeunes et poursuivre les expérimentations autour du compostage (écorces de cacao, bacs en bois brûlé…).

Afin de soutenir l'action de l'association, je vous propose d'attribuer au jardin Truillot, via la signature d'une convention annuelle d'objectifs, une subvention de fonctionnement d'un montant de 5000 euros pour l'exercice 2025.

M.U – 18e arrondissement

Le jardin de la gare des Mines, situé dans le quartier de la Porte d'Aubervilliers, est géré par l'association « M.U ». Il promeut le développement de pratiques expérimentales écologiques et sociales en alliant activités de compostage de quartier et de jardinage partagé. Le composteur mis en place lors de l'appel à projet compostage 2021 est utilisé par 53 foyers, le restaurant d'Activ'18, l'association Coucou Crew et le collectif M.U, ce qui a permis de détourner 8,4 tonnes de biodéchets en 2024. Les 13 ateliers et animations menées en 2024 ont sensibilisé 121 habitants et 51 élèves de 4 écoles. L'association a réalisé 66 permanences pour contrôler les apports, ainsi, la qualité du tri est très bonne et la majorité du compost a pu être utilisé dans le jardin et le reste donné aux participants. Ce composteur de quartier fournit du broyat à d'autres sites de compostage et participe activement aux événements organisés par le réseau des acteurs du 18e.

En 2025, les actions visent à amplifier la sensibilisation au compostage et les rencontres pour susciter de nouvelles participations. L'association contribuera aux activités du Réseau Compos18 notamment dans le cadre des événements ou pour mutualiser du matériel et partager des connaissances.

Afin de soutenir l'action de l'association, je vous propose d'attribuer à M.U, via la signature d'un avenant à la convention pluri-annuelle d'objectifs, une subvention de fonctionnement d'un montant de 6000 euros pour l'exercice 2025.

Ric Rac – 19e arrondissement

L'association anime 2 composteurs de quartier, l'un dans une résidence Paris Habitat au 127, rue de l'Ourcq, à proximité de l'épicerie solidaire « La courte échelle » qu'elle accompagne, l'autre, installé plus récemment dans le cadre de l'appel à projet compostage 2021, dans un hôtel industriel de la RIVP, « Métropole 19 » à l'angle de la rue Radiguet ; site faisant également l'objet d'un projet d'agriculture urbaine. En 2024 elle a réalisé 30 animations en pied d'immeuble dans les quartiers Pont de Flandre, Flandre Aubervilliers et Rosa Parks, ce qui a permis d'impliquer une trentaine de nouveaux usagers volontaires dans son dispositif.

Dans le cadre de cet appel à projet l'association prévoit d'organiser 40 sessions de sensibilisation au compostage dans l'arrondissement, dans les conseils de quartier,

sur les marchés et dans les écoles. Elle propose de mettre en réseau les acteurs locaux impliqués dans le compostage, les jardins partagés et l'agriculture urbaine, via des groupes de discussion en ligne, des visites et des réunions. Enfin, un programme éducatif sera élaboré pour promouvoir le compostage dans les écoles et du matériel innovant devrait être testé en collaboration avec le Fab'lab et la menuiserie de Métropole 19.

Afin de soutenir l'action de l'association, je vous propose d'attribuer à Ric Rac, via la signature d'une convention annuelle d'objectifs, une subvention de fonctionnement d'un montant de 5000 euros pour l'exercice 2025.

Céleste – 20e arrondissement

L'association est soutenue par la DEVE pour gérer une micro-ferme pédagogique dans le square Louis Lumière 20e. Le site comprend, une pépinière de quartier, des espaces de culture et un poulailler. Lors de l'appel à projet « compostage 2021 » l'association a bénéficié d'un accompagnement et du matériel adéquat pour mettre en place et animer un composteur de quartier dans le square. Elle assure depuis des permanences deux fois par semaine pour accueillir les habitants et contrôler la qualité des apports de déchets alimentaires. Le site compte 48 participants et détourne environ 1,2 tonnes de déchets par an.

L'objectif du projet proposé est de mettre en lien les sites de compostage partenaires et les habitants du quartier politique de la Ville « Les portes du 20e ». Pour cela, l'association prévoit des actions de sensibilisation devant trois écoles, l'animation d'ateliers sur site auprès de ces écoles et l'organisation d'une fête de restitution avec les animateurs et les parents. Des animations mensuelles sur le compost auront également lieu sur le square et 4 marches exploratoires seront organisées pour faire découvrir aux habitants les solutions de compostage dans l'arrondissement. Enfin, l'animation de réseau sera mise en œuvre via la rédaction d'une lettre mensuelle et la création de groupes WhatsApp dédiés.

Afin de soutenir l'action de l'association, je vous propose d'attribuer à Céleste, via la signature d'une convention annuelle d'objectifs, une subvention de fonctionnement d'un montant de 4600 euros pour l'exercice 2025.

Zero Waste Paris - 5e, 6e, 7e, 13e, 14e, 15e arrondissements

L'association propose de redynamiser les sites de compostage de proximité à partir d'une approche reposant sur trois objectifs. Le premier est la réalisation de 8 animations sur site, en présence des référents, ainsi que des activités de jardinage à partir de compost mûr. Le deuxième est de faire monter en compétences les gestionnaires de sites en proposant deux formations pour animer et mobiliser des habitants. Le troisième se fait en collaboration avec l'association « Jardins et Compagnie » pour proposer des quatre événements-rencontres thématiques, dans le but de renforcer l'engagement des gestionnaires de site et leur permettre d'exprimer leurs difficultés, leurs réussites et leurs besoins.

Afin de soutenir l'action de l'association, je vous propose d'attribuer à Zero Waste Paris, via la signature d'une convention annuelle d'objectifs, une subvention de fonctionnement d'un montant de 6500 euros pour l'exercice 2025.

Dans ce contexte, je vous propose d'attribuer les subventions à ces 6 structures, pour un montant total de 52 100 euros, et vous prie de bien vouloir m'autoriser à signer les conventions jointes à la présente délibération. Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget général de fonctionnement 2025 de la Ville de Paris sous réserve de la décision de financement.

Je vous prie de bien vouloir délibérer.

La Maire de Paris

2025 DVD 49 Exploitation de vélos à assistance électrique en libre-service sans station d'attache - Signature des conventions d'occupation du domaine public avec les trois attributaires

Le Conseil de Paris,

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités comportant des dispositions relatives à l'autopartage dans le code des transports ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L2122-1-3 4° ;

Vu le Code des Transports, et notamment l'article L. 1231-17

Vu le projet de délibération en date du .....2025 par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer une convention d'occupation du domaine public avec les trois attributaires de l'appel à candidatures pour l'exploitation d'une flotte de vélos à assistance électrique en libre-service sans station d'attache à Paris ;

Vu l'avis du conseil de Paris Centre en date du ;

Vu l'avis du conseil du 5e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 6e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 7e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 8e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 9e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 12e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 13e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du ;

Vu l'avis du conseil du 16e arrondissement en date du ;

Vu l’avis du conseil du 17e arrondissement en date du ;

Vu l’avis du conseil du 18e arrondissement en date du ;

Vu l’avis du conseil du 19e arrondissement en date du ;

Vu l’avis du conseil du 20e arrondissement en date du ;

Sur le rapport présenté par Monsieur David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Maire de Paris est autorisée à signer la convention d’occupation du domaine public relative à l’exploitation d’une flotte de vélos à assistance électrique en libre-service sans station d’attache à Paris avec la société Voi Technology, qui est l’un des trois attributaires de l’appel à candidatures correspondant . Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à signer la convention d’occupation du domaine public relative à l’exploitation d’une flotte de vélos à assistance électrique en libre-service sans station d’attache à Paris avec la société Lime, qui est l’un des trois attributaires de l’appel à candidatures correspondant . Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 3 : La Maire de Paris est autorisée à signer la convention d’occupation du domaine public relative à l’exploitation d’une flotte de vélos à assistance électrique en libre-service sans station d’attache à Paris avec la société Dott, qui est l’un des trois attributaires de l’appel à candidatures correspondant . Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 4 : Les recettes correspondantes seront constatées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercices 2026 et ultérieurs.

VILLE DE PARIS

Direction de la Voirie et Déplacements

2025 DVD 49 Exploitation de vélos à assistance électrique en libre-service sans station d'attache - Signature des conventions d'occupation du domaine public avec les trois attributaires

PROJET DE DELIBERATION

EXPOSE DES MOTIFS

Mes chers collègues,

Les nouvelles solutions de mobilité partagée en libre-service et sans station d'attache d'initiative privée rejoignent l'action de la Ville de Paris en matière d'amélioration de la qualité de l'air et de transition vers des modes de transports moins polluants, puisqu'elles permettent le développement de la part modale des mobilités actives et électriques.

L'article L. 1231-17 du code des transports, issu de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) de 2019, prévoit par ailleurs que l'exercice, par les opérateurs concernés, d'une activité de location de véhicules en libre-service sans station d'attache constitue une occupation du domaine public et est soumis à ce titre à la délivrance préalable, par l'autorité compétente gestionnaire de la voirie publique, de titres d'occupation temporaire du domaine public routier, assortis du paiement d'une redevance annuelle.

À ce jour, deux sociétés Lime et Dott proposent déjà des flottes des vélos à assistance électrique en libre-service dans Paris, sur la base du règlement relatif à la délivrance des titres d'occupation aux opérateurs de cycles partagés en libre-service sans station d'attache publié en 2021.

Avec l'augmentation de l'usage du vélo, facilité par les politiques ambitieuses de promotion de ce mode de déplacement dans la capitale, plusieurs opérateurs ont déclaré à la Ville leur ambition de déployer une offre.

Cependant l'espace public ne peut pas accueillir la totalité des opérateurs intéressés. Dans cette situation, la législation prévoit qu'une procédure de sélection préalable doit être organisée afin que l'autorité compétente limite le nombre d'autorisations d'occupation et d'utilisation du domaine public en vue d'une exploitation économique.

La Ville de Paris a donc décidé de lancer une procédure de sélection, sous la forme d'un appel à candidatures, à l'issue de laquelle le règlement de 2021 sera abrogé.

Nous avons également revu la stratégie de stationnement de ces vélos dans nos rues. En plus des « zones de remisage » (ZPR) dédiées, nous continuerons

d'autoriser le stationnement sur les arceaux vélos que nous déployons massivement dans Paris. Auparavant un certain nombre de vélos étaient autorisés à se stationner sur un linéaire de 100 mètres de voirie. Cette méthode était difficilement contrôlable par les services de la ville et était un trop gros désagrément pour les cyclistes qui souhaitaient se garer dans les arceaux. Désormais, c'est en fonction de la capacité d'accueil des arceaux vélos que les opérateurs pourront autoriser le stationnement de leurs engins. Plus les arceaux sont nombreux sur un emplacement, plus ces derniers pourront mettre de vélos. Nous n'autoriserons pas le stationnement des vélos privés en libre-service sur les petits arceaux.

Objectifs de l'appel à candidatures :

Par cet appel à candidatures, la Ville de Paris cherche à satisfaire les cinq grands objectifs suivants :

- ✓ Limiter le nombre d'opérateurs de VAE en libre-service sans station d'attache.
- ✓ Limiter le nombre de VAE en libre-service sans station d'attache sur l'espace public parisien et optimiser leur usage pour répondre à la demande des Parisiennes et des Parisiens pour ce type de service.
- ✓ Encourager les opérateurs à développer une politique ferme de prévention du risque routier et de respect du Code de la Rue et à s'orienter vers des modèles plus accessibles et plus respectueux de l'environnement
- ✓ Garantir un déploiement équilibré et mieux partager l'offre de stationnement pour les vélos sur l'espace public
- ✓ Donner de la visibilité et des perspectives stables aux opérateurs

Le dossier de consultation des entreprises prévoit ainsi de sélectionner 3 opérateurs sur une durée de 4 ans pour l'exploitation d'un minimum de 3 000 vélos et un maximum de 6 000 vélos par opérateur, soit entre 9 000 et 18 000 vélos au total tous opérateurs confondus, le maximum pouvant toutefois être augmenté pour répondre à la demande, sous réserve de preuves de la saturation des flottes déployées.

Il prévoit de plus une redevance minimale garantie par engin de 25 €/engin/an.

Calendrier et résultats de la procédure

La date de remise des candidatures était fixée au 31 juillet 2024.

11 dossiers ont été déposés. 2 candidats n'ont pas apporté l'ensemble des éléments demandés au dossier de candidature et ont donc été écartés.

1 candidat a présenté une offre incomplète sans fournir la totalité des éléments exigés et son offre n'a pas été analysée.

8 opérateurs ayant remis un dossier de candidature régulier présentent les capacités économiques, financières, professionnelles et techniques pour exécuter les prestations concernées.

Les offres initiales ont été analysées et jugées sur la base des critères suivants :

- ✓ Critère n°1 (pondéré à 30 %) : partage de l'espace public et sécurité des usagers :
  - Sécurité routière
  - Actions et moyens technologiques proposés pour assurer le respect des règles de circulation et de stationnement applicables sur le territoire parisien

- ✓ Critère n° 2 (pondéré à 30 %) : offre financière :
  - Mécanisme de redevance proposé par le candidat, apprécié au regard du montant de la redevance minimale garantie par engin et du (ou des) taux de redevance variable proposé(s)
  - Viabilité économique et financière de l'offre, appréciée au regard de la crédibilité des hypothèses retenues, et la solidité du plan d'affaires prévisionnel proposé par le candidat.

- ✓ Critère n°3 (pondéré à 20 %) : responsabilité environnementale :
  - Stratégie de décarbonation des consommations énergétiques nécessaires à l'activité du candidat
  - Utilisation de matière recyclées/réutilisées pour la fabrication d'un vélo et d'une batterie ainsi que le recyclage/réemploi en fin de vie

- ✓ Critère n°4 (pondéré à 20 %) : disponibilité de l'offre, accessibilité et genre :
  - Équilibre territorial et disponibilité des offres
  - Accessibilité (PMR, sénior)
  - Genre.

Du fait de la nécessité de disposer de précisions sur les différentes offres, un tour de négociations a été mené avec les 8 candidats du 4 au 12 novembre 2024. Les candidats ont ensuite été invités à remettre leur offre finale pour le 7 janvier 2025. Les 8 candidats ont remis une offre finale.

Les offres finales remises par 2 candidats ne répondaient pas aux conditions requises en vue d'une sélection et ont été écartées.

Les offres finales de 6 candidats ont fait l'objet d'une analyse sur la base des critères mentionnés précédemment.

Après analyse des offres finales, les 3 candidats suivants ont été retenus :
- ✓ Voi Technology (87 points obtenus),
- ✓ Lime (84,5 points obtenus),
- ✓ Dott (68,5 points obtenus).

Voici les principaux éléments qui ont conduit à classer ces 3 candidats comme les mieux-disant.

I - Propositions de la société Voi Technology après négociations :

1 – Critère 1 : Partage de l'espace public et sécurité des usagers

Un élément d'analyse « Sécurité routière » jugé satisfaisant

- ✓ Vérification d'identité pour répondre aux besoins d'une clientèle diversifiée, internationale,

- ✓ Un partenariat stratégique avec la Poste pour la maintenance des vélos dans l'espace public,
- ✓ Des vérifications régulières des sièges enfants dans le cadre de la maintenance et de la sécurité des équipements.

Un élément d'analyse « Actions et moyens technologiques proposés pour assurer le respect des règles de circulation et de stationnement applicable sur le territoire parisien » jugés très satisfaisant

- ✓ Fonctionnalité de guidage privilégiant les aménagements cyclables,
- ✓ Affichage dans l'application de photos des places autorisées et de leur niveau de saturation,
- ✓ Guidage vers un stationnement alternatif en cas de saturation,
- ✓ Précision de la géolocalisation certifiée par un organisme tiers et renforcée par un scan vidéo obligatoire des environs à la fin de la course,
- ✓ Engagements sur des délais d'intervention compris entre 30min et 6h, avec priorité aux secteurs tendus,
- ✓ Partenariat avec La Poste pour couvrir plus largement le territoire parisien.

2 – Critère 2 : Offre financière

Un élément d'analyse « Mécanisme de la redevance » jugé satisfaisant

- ✓ Une redevance minimale garantie élevée : 166,67 €/engin/an,
- ✓ Un mécanisme de redevance variable reposant sur des taux de réversion progressifs corrects par seuil de chiffre d'affaires hors taxes réalisé sur le périmètre du contrat (CA HT) :
  - 5% pour la part de chiffre d'affaires inférieure à 10 M€,
  - 10% pour la part de chiffre d'affaires comprise entre 10 et 13 M€,
  - 18% pour la part de chiffre d'affaires supérieure à 13 M€.
- ✓ Sur la durée du contrat, sur la base des projections de chiffres d'affaires du candidat, le montant total de redevance versé à la Ville est estimé par le candidat à 9 363 k€, dont 4 000 k€ de redevance minimale garantie. La part de redevance minimale garantie représente donc 43% de la projection de redevance totale, ce qui est assez peu sécurisant pour la Ville. Le taux de redevance totale sur chiffre d'affaires sur le contrat s'élève à 11% du chiffre d'affaires projeté par le candidat.

Un élément d'analyse « Viabilité économique » jugé très satisfaisant

- ✓ Projections de chiffre d'affaires relativement ambitieuses, mais hypothèses globalement crédibilisées,
- ✓ Charges d'exploitation bien dimensionnées,
- ✓ Niveau de marge nette qui confère une marge de manœuvre importante en cas de moins bonne performance,
- ✓ Plan de financement clair avec des éléments crédibles.

3 – Critère 3 : Responsabilité environnementale

Un élément d'analyse « Stratégie de décarbonation des consommations énergétiques nécessaires à l'activité du candidat » jugés très satisfaisant :

- ✓ 100% d'électricité renouvelable (bâtiments et recharge des batteries),

- ✓ Moyens logistiques bas carbone (utilitaires électriques ou VAE),
- ✓ Objectifs de réduction des émissions de GES chiffrés de manière précise et détaillée,
- ✓ Stratégie de décarbonation complète : plusieurs secteurs de l'activité (employés, clients, numérique, déchets, etc.).

Un élément d'analyse « Utilisation de matières recyclées/réutilisées pour la fabrication d'un vélo et d'une batterie ainsi que le recyclage/réemploi en fin de vie » jugé très satisfaisant :

- ✓ Utilisation importante de matériaux recyclés dans la composition des vélos et des batteries.
- ✓ Matériaux composant les vélos et les batteries en fin de vie recyclés dans une large mesure au sein d'une filière déjà identifiée,
- ✓ De nombreuses solutions autres que le recyclage ou l'utilisation de matières recyclées proposées pour réduire l'impact matière de l'activité.

4 – Critère 4 : Disponibilité de l'offre, accessibilité et genre

Un élément d'analyse « Équilibre territorial et disponibilité des offres » jugé moyennement satisfaisant

- ✓ 4 indicateurs sur 6 satisfaisants : superficie opérationnelle convenable, 6 000 VAE, un taux de disponibilité optimal et des vélos disponibles à une distance satisfaisante sur la totalité du territoire
- ✓ Des audits par l'étude des données sur les 6 indicateurs,
- ✓ Transmission des audits à la Ville au moins chaque trimestre,

mais

- ✓ une stratégie de déploiement présentée de manière moyennement satisfaisante en lien avec les indicateurs proposés et le contexte parisien, une absence d'audit de terrain sur l'ensemble des indicateurs
- ✓ des délais moyennement satisfaisants pour rééquilibrer des zones saturées ou récupérer des vélos hors service.

Un élément d'analyse « Accessibilité » jugé très satisfaisant

- ✓ Conception à visée universelle intégrant la stabilité et l'ergonomie des vélos,
- ✓ Modalités de prises en main et formations prises en compte avec des initiations conçues pour des utilisateurs âgés et des PMR,
- ✓ Parcours numérique accessible via l'application et le site web avec l'intégration du widget « AccessiBe »,
- ✓ Assistance 24/24 par téléphone, en personne dans le « store »,
- ✓ Travail avec des associations pour identifier les besoins des personnes en situation d'handicap,
- ✓ Animations dans des réseaux séniors (clubs séniors des CASVP),
- ✓ Différentes solutions pour le paiement et l'accès aux différents forfaits : collaboration avec les équipes de La Poste, paiements en espèce dans le « store » du candidat.

Un élément d'analyse « Genre » jugé très satisfaisant

- ✓ Deux modèles dont un plus léger, cadre bas, selle adaptée (découpe anatomique pour soulager la pression des zones périnéales), siège pour enfant,

- ✓ Formations par des associations spécialisées : prise en main du vélo, d'autodéfense,
- ✓ Fonctionnalités technologiques pour accroitre le sentiment de sécurité : partage de localisation, proposition d'itinéraires sécurisés (éclairés, artères principales), parking d'urgence (de 22h-6h), bouton SOS,
- ✓ Campagne de communication, partenariats avec des associations féministes, collaboration avec des influenceuses par des enquêtes menées.

II - Propositions de la société Lime après négociations :

1 – Critère 1 : Partage de l'espace public et sécurité des usagers

Un élément d'analyse « Sécurité routière » jugé satisfaisant

- ✓ Une collaboration avec La Poste pour la maintenance des vélos dans l'espace public et le passage des tests du code de la route,
- ✓ Vélo biplace conforme au Code de la Route.

Un élément d'analyse « Actions et moyens technologiques proposés pour assurer le respect des règles de circulation et de stationnement applicable sur le territoire parisien » jugé très satisfaisant

- ✓ Fonctionnalité de guidage privilégiant les aménagements cyclables et les places sans arceau,
- ✓ Tutoriel avant chaque trajet, communication spécifique pour les visiteurs et nouveaux utilisateurs,
- ✓ Affichage dans l'application de photos des places autorisées et de leur niveau de saturation,
- ✓ Précision de la géolocalisation renforcée par un scan vidéo obligatoire des environs à la fin de la course,
- ✓ Contrôle qualité mensuel de l'open data, protocole spécifique pour gérer les informations liées aux chantiers,
- ✓ Délais d'intervention d'1h30 pour les vélos mal garés, partenariat avec La Poste pour compléter les équipes terrain sur certaines tâches,
- ✓ Sanctions des utilisateurs dès la 1ère infraction,
- ✓ Évaluation annuelle du respect du stationnement réalisée par un organisme tiers,
- ✓ Enquêtes de perception auprès des non-utilisateurs pour mettre en place des actions d'amélioration.

2 - Offre financière

Un élément d'analyse « Mécanisme de la redevance » jugé très satisfaisant

- ✓ Une redevance minimale garantie très élevée : 435 €/engin/an,
- ✓ Un mécanisme de redevance variable reposant sur des taux de réversion progressifs élevés par seuil de chiffre d'affaires hors taxes réalisé sur le périmètre du contrat (CA HT) :
  - 10% pour la part de chiffre d'affaires inférieure à 6 M€,
  - 12% pour la part de chiffre d'affaires comprise entre 6 et 12 M€,
  - 14% pour la part de chiffre d'affaires comprise entre 12 et 18 M€,
  - 16% pour la part de chiffre d'affaires comprise entre 18 et 24 M€,
  - 18% pour la part de chiffre d'affaires comprise entre 24 et 30 M€,

- 20% pour la part de chiffre d'affaires supérieure à 30 M€.

✓ Sur la durée du contrat, sur la base des projections de chiffres d'affaires du candidat, le montant total de redevance versé à la Ville est estimé par le candidat à 15 667 k€, dont 10 440 k€ de redevance minimale garantie (RMG). La part de RMG représente 67% de la projection de redevance totale, ce qui est sécurisant pour la Ville. Le taux de redevance moyen sur chiffre d'affaires sur le contrat s'élève à 14% du chiffre d'affaires projeté par le candidat.

Un élément d'analyse « Viabilité économique » jugé moyennement satisfaisant :
✓ Projections de chiffre d'affaires ambitieuses, mais hypothèses justifiées,
✓ Charges d'exploitation globalement cohérentes bien que dans la moyenne basse pour les charges de personnel,
✓ Importantes refacturations vers la maison-mère,
✓ Niveau de marge nette qui ne confère pas de marge de manœuvre en cas de moins bonne performance,
✓ Plan de financement pas totalement explicité ni crédibilisé, en dépit d'un cash-flow positif attestant de la solidité du plan d'affaires.

3 – Critère 3 : Responsabilité environnementale

Un élément d'analyse « Stratégie de décarbonation des consommations énergétiques nécessaires à l'activité du candidat » jugé très satisfaisant :
✓ 100% d'électricité renouvelable (bâtiments et recharge des batteries),
✓ Moyens logistiques bas carbone (utilitaires électriques ou VAE),
✓ Objectifs de réduction des émissions de GES chiffrés de manière précise et détaillée,
✓ Stratégie de décarbonation complète, sur plusieurs secteurs de l'activité (employés, clients, numérique, déchets, etc.).

Un élément d'analyse « Utilisation de matières recyclées/réutilisées pour la fabrication d'un vélo et d'une batterie ainsi que le recyclage/réemploi en fin de vie » jugé très satisfaisant :
✓ Utilisation importante de matériaux recyclés dans la composition des vélos et des batteries,
✓ Matériaux composant les vélos et les batteries en fin de vie recyclés dans une large mesure au sein d'une filière déjà identifiée,
✓ De nombreuses solutions autres que le recyclage ou l'utilisation de matières recyclées proposées pour réduire l'impact matière de l'activité.

4 – Critère 4 : Disponibilité de l'offre, accessibilité et genre

Un élément d'analyse « Équilibre territorial et disponibilités des offres » jugé très satisfaisant
✓ 6 indicateurs sur 6 sont satisfaisants : une superficie opérationnelle convenable, 6 000 VAE, un taux de disponibilité optimal, des vélos disponibles à une distance satisfaisante sur la totalité du territoire, des délais maximums très satisfaisants pour rééquilibrer une zone saturée et récupérer des VAE non opérationnels ou HS de 4h,
✓ Des stratégies de déploiement et de régulation très satisfaisantes,

- ✓ Des audits par l'étude des données sur les 6 indicateurs avec une transmission à la Ville au moins chaque mois,
- ✓ Des audits de terrain réalisés sur les 6 indicateurs avec une transmission à la Ville au moins chaque trimestre.

Un élément d'analyse « Accessibilité » jugé satisfaisant

- ✓ Conception à visée universelle intégrant la stabilité et l'ergonomie,
- ✓ Modalités de prises en main et formations prises en compte par stage de remise en selle gratuit destiné aux PMR et aux seniors (séparément) chaque trimestre avec kits de sécurité distribués,
- ✓ Parcours numérique accessible via l'application et le site internet certifiés WCAG 2.1, utilisation du FALC (facile à lire et à comprendre),
- ✓ Assistance par téléphone 24h/24h,
- ✓ Collaboration avec les résidences seniors de la Ville, start-up qui propose la mise en relation entre de jeunes étudiants (« compagnons ») et des seniors, pour lutter contre leur isolement social,
- ✓ Enquêtes pour comprendre les habitudes et besoins de mobilité des seniors et PMR,
- ✓ Des moyens de paiements divers mais sans prise en compte de paiement en espèces.

Un élément d'analyse « Genre » jugé très satisfaisant

- ✓ Gamme variée avec un cadre bas, un modèle de vélo plus léger, un siège pour enfant et un siège pour passager,
- ✓ Formations en présentiel et stages de remise en selle dédiés aux femmes éloignées de la pratique avec des associations spécialisées,
- ✓ Fonctionnalités permettant de faire une pause de location, partager la localisation avec un contact de confiance, faire le choix d'un itinéraire protégé,
- ✓ Campagnes de communication en partenariat avec des associations féministes, organisation d'une parade, enquête annuelle qualitative.

III - Propositions de la société Dott après négociations, au regard des différents critères d'analyse :

1 – Critère 1 : Partage de l'espace public et sécurité des usagers

Un élément d'analyse « Sécurité routière » jugé moyennement satisfaisant

- ✓ Vélos conçus pour assurer la sécurité, au niveau des arêtes, saillies et câbles,
- ✓ Une « École des nouvelles mobilités », adaptée à la réglementation de la Ville de Paris et au Code de la Rue.

mais

- ✓ Vérification de l'identité imprécise sur l'âge minimum des usagers,
- ✓ Vérification du port du casque pour les enfants de <12 ans transportés non mentionnée,
- ✓ Formations à la sécurité routière auprès des équipes peu détaillées.

Un élément d'analyse « Actions et moyens technologiques proposés pour assurer le respect des règles de circulation et de stationnement applicable sur le territoire parisien » jugé satisfaisant

- ✓ Affichage du niveau de saturation des places et guidage vers un stationnement alternatif le cas échéant,

- ✓ Sanctions systématiques en cas d'abandon sur une place saturée,
- ✓ Audit annuel de la conformité du stationnement réalisé par un organisme tiers,
- ✓ Partenariat avec une application spécialisée pour faire remonter les signalements de véhicules gênants,

  mais
- ✓ Pas d'engagement sur la marge spatiale maximale tolérée autour des places de stationnement pour pallier les imprécisions de la géolocalisation.

2 - Offre financière : une offre satisfaisante

Un élément d'analyse Mécanisme de la redevance jugé moyennement satisfaisant

- ✓ Une redevance minimale garantie peu élevée : 74 €/engin/an,
- ✓ Un mécanisme de redevance variable reposant sur des taux de réversion progressifs mais faibles par seuil de chiffre d'affaires hors taxes réalisé sur le périmètre du contrat (CA HT) :
  - 3,5% pour la part de chiffre d'affaires inférieure à 8 M€,
  - 4,5% pour la part de chiffre d'affaires comprise entre 8 et 16 M€,
  - 6% pour la part de chiffre d'affaires comprise entre 16 et 20 M€,
  - 17% pour la part de chiffre d'affaires supérieure à 20 M€,
- ✓ Sur la durée du contrat, sur la base des projections de chiffres d'affaires du candidat, le montant total de redevance versé à la Ville est estimé à 4 660 k€, dont 1 776 k€ de redevance minimale garantie. La part de RMG représente 38% de la projection de redevance totale, ce qui est peu sécurisant pour la Ville. Le taux de redevance moyen sur chiffre d'affaires sur le contrat s'élève à 5% du chiffre d'affaires projeté par le candidat.

Un élément d'analyse « Viabilité économique » jugé très satisfaisant :

- ✓ Projections de chiffre d'affaires ambitieuses, mais hypothèses globalement crédibilisées,
- ✓ Charges d'exploitation globalement bien dimensionnées,
- ✓ Niveau de marge nette qui confère une marge de manœuvre élevée en cas de moins bonne performance,
- ✓ Plan de financement clair avec des éléments crédibles.

3 – Critère 3 : Responsabilité environnementale

Un élément d'analyse « Stratégie de décarbonation des consommations énergétiques nécessaires à l'activité du candidat » jugé très satisfaisant :

- ✓ 100% d'électricité renouvelable à terme (bâtiments et recharge des batteries),
- ✓ Moyens logistiques bas carbone (utilitaires électriques/bioéthanol ou VAE),
- ✓ Objectifs de réduction des émissions de GES chiffrés et détaillés
- ✓ Une stratégie de décarbonation complète.

Un élément d'analyse « Utilisation de matières recyclées/réutilisées pour la fabrication d'un vélo et d'une batterie ainsi que le recyclage/réemploi en fin de vie » jugé satisfaisant :

- ✓ Un niveau satisfaisant de matières recyclées dans les vélos et/ou les batteries,
- ✓ Les matériaux composant les vélos et les batteries en fin de vie recyclés dans une large mesure au sein d'une filière déjà identifiée,

- ✓ Quelques solutions sont proposées autres que le recyclage pour réduire l'impact matière.

4 – Critère 4 : Disponibilité de l'offre, accessibilité et genre

Un élément d'analyse « Équilibre territorial et disponibilités des offres » jugé moyennement satisfaisant

- ✓ 5 indicateurs sur 6 satisfaisants : une superficie opérationnelle convenable, 6 000 VAE, un taux de disponibilité optimal, des vélos disponibles à une distance satisfaisante sur la totalité du territoire, un délai maximum satisfaisant pour rééquilibrer une zone saturée,
- ✓ Des audits par l'étude des données sur les 6 indicateurs,
- ✓ La Transmission des résultats à la Ville au moins chaque trimestre,
- ✓ Une Stratégie de déploiement et de régulation satisfaisante,

mais

- ✓ Des délais moyennement satisfaisants pour récupérer les vélos non opérationnels ou HS,
- ✓ Des audits terrain réalisés uniquement sur 3 indicateurs.

Un élément d'analyse « Accessibilité » jugé satisfaisant

- ✓ Conception à visée universelle intégrant la stabilité et l'ergonomie des vélos,
- ✓ Parcours numérique accessible via des supports tenants compte du daltonisme et de la dyslexie, conformité de l'application aux normes WCAG 2 d'accessibilité,
- ✓ Assistance humaine par téléphone 24/24, formation des équipes pour l'aide aux séniors et PMR, accueil sur RDV dans le centre opérationnel cyclo-logistique (1er arrondissement) et dans les bureaux du candidat dans (9e),
- ✓ Actions de communication avec le tissu associatif des personnes en situation d'handicap et au sein des Clubs séniors.

Un élément d'analyse « Genre » jugé très satisfaisant

- ✓ Selle adaptée pour soulager le périnée, cadre abaissé, vélo avec siège enfant,
- ✓ Actions destinées aux femmes éloignées de la pratique du vélo, dont des sessions de formation encadrées par des animatrices,
- ✓ Travail avec des associations reconnues pour actions en faveur des publics en difficulté et formations organisées avec des associations spécialisées,
- ✓ Fonctionnalités technologiques : choix de l'itinéraire en fonction des aménagements cyclables ou de l'éclairage,
- ✓ Campagne de communication, partenariat avec des associations féministes et des influenceuses.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir m'autoriser à signer les trois conventions d'occupation du domaine public relatives à l'exploitation d'une flotte de vélos à assistance électrique en libre-service sans station d'attache à Paris avec les sociétés Voi Technology, Lime et Dott, qui sont les trois attributaires de l'appel à candidatures correspondant.

Les textes de ces conventions sont joints à la présente délibération. Le rapport d'attribution des offres et les annexes des conventions, qui comportent des

informations confidentielles et couvertes par le secret des affaires, sont consultables à l'Hôtel de Ville sur simple demande auprès de la Direction de la Voirie et des Déplacements à l'adresse email suivante : dvd-spv-consultations.contrats@paris.fr .

Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir en délibérer.

La Maire de Paris

V14 2025 16

Conseil d'Arrondissement du 17 juin 2025

Vœu présenté par Carine Petit, Amine Bouabbas et les élu.e.s de la majorité municipale pour la reconnaissance officielle des massacres de Sétif, Guelma et Kherrata du 8 mai 1945 comme crimes d'État

Le 8 mai 1945, alors que la France célébrait la victoire sur le nazisme, une tragédie se déroulait dans les départements algériens sous domination française. À Sétif, Guelma et Kherrata, des manifestations pacifiques organisées par des Algériens pour célébrer la victoire à laquelle leurs pairs ont largement contribué en libérant l'Italie et la Provence des forces de l'Axe, et pour exprimer leurs aspirations à l'égalité, à la liberté et à la reconnaissance de leurs droits furent brutalement réprimées par les autorités coloniales françaises.

Ces manifestations, initialement autorisées, furent rapidement perçues comme une menace par l'administration coloniale en raison de la présence de drapeaux algériens et de slogans indépendantistes. À Sétif, l'intervention violente des forces de l'ordre, qui tirèrent sur les manifestants, déclencha une série d'émeutes et de répressions sanglantes.

La répression qui s'ensuivit fut d'une ampleur et d'une brutalité inouïes. L'armée française, appuyée par des milices de colons, mena une campagne de représailles contre la population algérienne, utilisant des bombardements aériens, des tirs d'artillerie navale et des exécutions sommaires. Des villages entiers furent détruits, et des milliers de civils furent massacrés.

Les historiens estiment que le nombre de victimes algériennes se situe entre 15 000 et 45 000, et 103 victimes Européennes, tandis que les autorités françaises de l'époque ont longtemps minimisé ces chiffres. Ces massacres, perpétrés sous l'autorité directe de l'État français, impliquant l'armée, la police, la gendarmerie et des milices de colons, constituent de ce fait des crimes d'État.

Malgré certaines avancées, la France n'a pas encore reconnu officiellement sa responsabilité pleine et entière dans ces événements tragiques. Le devoir de mémoire est essentiel pour construire une société juste, apaisée et consciente de son histoire, et il est de la responsabilité des institutions locales de contribuer à cette reconnaissance.

Le Conseil du 14e d'arrondissement émet le vœu :

- Que la Maire de Paris demande à l'État de reconnaître officiellement les massacres de Sétif, Guelma et Kherrata du 8 mai 1945 comme des crimes d'État, perpétrés sous l'autorité directe des institutions françaises.

- Appelle le Président de la République à présenter ses regrets profonds et officiels au nom de la France aux familles des victimes et au peuple algérien pour ces crimes.

- Demande en conséquence qu'une commémoration de ces évènements soit organisée en France chaque 8 mai, conjointement avec celle marquant la fin de la 2ème Guerre mondiale en Europe, en ajoutant les noms de toutes les victimes de ces massacres (autochtones comme

allochtones) à la liste des morts de la 2ème Guerre mondiale mais aussi les intégrant dans une liste des victimes de la colonisation française qui sera nouvellement constituée.

- Demande l'ouverture complète et sans restriction de toutes les archives relatives à ces événements, afin de permettre aux historiens et aux citoyens d'accéder à la vérité historique, notamment sous l'égide de la Commission algéro-française chargée du travail de mémoire.

- Que ces événements soient intégrés de manière approfondie dans les programmes scolaires, afin d'éduquer les jeunes générations sur cette page sombre de l'histoire franco-algérienne.

- Que la Ville de Paris puisse soutenir et promouvoir les initiatives visant à promouvoir la mémoire de ces événements, notamment à travers des expositions, des conférences, des projections de documentaires et des partenariats avec des institutions culturelles et éducatives, en particulier à destination de la jeunesse.

V14 2025 17

Conseil d'Arrondissement du 17 juin 2025

Vœu présenté par Catherine Chevalier et les élu.e.s du groupe Paris en Commun - Socialistes, communistes et citoyens pour la reconnaissance de l'État palestinien et contre toute forme de racisme

Considérant que le droit à l'autodétermination des peuples est un principe fondamental du droit international inscrit dans la Charte des Nations Unies,

Considérant les résolutions successives de l'ONU appelant à la création d'un État palestinien aux côtés d'Israël, notamment la résolution 181 (1947) et la résolution 242 (1967),

Considérant que plus de 140 États membres de l'ONU ont reconnu l'État palestinien à ce jour,

Considérant la résolution votée par l'Assemblée Nationale le 2 décembre 2014 demandant au Gouvernement de reconnaitre l'Etat palestinien,

Considérant le vote de la France au Conseil de sécurité de l'ONU le 18 avril 2024 en faveur de l'adhésion pleine et entière à l'ONU d'un Etat palestinien,

Considérant que la France, comme d'autres pays européens, n'a toujours pas officiellement reconnu l'État palestinien malgré les engagements et promesses exprimés par plusieurs gouvernements successifs, le dernier en date étant notre président Emmanuel Macron.

Considérant que l'absence de reconnaissance officielle participe à une situation d'injustice persistante et alimente un système de domination et d'occupation contraire aux principes du droit international,

Considérant que le traitement inégal des droits des Palestinien·nes est un facteur d'exclusion et d'humiliation, et qu'il s'inscrit dans une logique de racisme systémique dénoncée par de nombreuses organisations internationales des droits humains,

Considérant que la lutte contre le racisme, sous toutes ses formes, ne peut être dissociée des luttes contre le colonialisme, l'apartheid et toutes les formes de domination fondées sur l'identité, l'origine ou la religion.

Considérant enfin que la reconnaissance de l'État palestinien est un acte politique fort, porteur d'espoir pour une paix juste et durable au Proche-Orient, fondée sur l'égalité des droits et la fin de l'occupation illégale par Israël, de territoires appartenant aux palestiniens.

Le Conseil du 14e d'arrondissement émet le vœu :

- Que la Ville de Paris interpelle le chef de l'Etat pour que **la France reconnaisse officiellement l'État palestinien**.

- Que cette reconnaissance soit accompagnée d'un **engagement renforcé contre toutes les formes de racisme et d'antisémitisme**.

- Que les collectivités locales puissent exprimer leur solidarité avec le peuple palestinien par des actions concrètes (jumelages, coopération décentralisée, soutien aux ONG humanitaires ou culturelles).

- Que le gouvernement français œuvre pour **le respect du droit international**, du droit humanitaire international, pour la fin de l'occupation et la protection des droits fondamentaux des Palestinien·nes.

- Que soit réaffirmée **l'opposition de la majorité municipale à toute instrumentalisation du racisme**, y compris dans le débat sur la solidarité internationale.

V14 2025 18

Conseil d'Arrondissement du 17 juin 2025

Vœu présenté par Catherine Chevalier et les élu.e.s du groupe Paris en Commun - Socialistes, communistes et citoyens relatif à la privatisation des transports franciliens et à l'organisation d'une concertation régionale

Considérant la décision d'Île-de-France Mobilités (IDFM), présidée par Valérie Pécresse, d'ouvrir à la concurrence l'ensemble du réseau de transports publics franciliens conformément au règlement européen n°1370/2007, entraînant la fin des contrats de gestion de la RATP (fin 2024 pour les bus) et de la SNCF (progressivement jusqu'en 2039 pour les lignes de RER) ;

Considérant que cette privatisation a déjà commencé avec la mise en appel d'offres des 25 réseaux de bus exploités par la RATP dans Paris et la petite couronne, dont la première vague a été attribuée à des opérateurs privés (notamment Keolis et Transdev) en 2023 et 2024, entraînant des perturbations, grèves, et désorganisation constatée dès les premières semaines d'exploitation ;

Considérant que la Ville de Paris s'était déjà exprimée contre cette privatisation, notamment à travers un vœu adopté en novembre 2021 à l'initiative des élus communistes, qui demandait un moratoire sur l'ouverture à la concurrence du réseau de bus de la RATP ;

Considérant qu'en janvier 2023, plus de 250 élus franciliens – dont la maire de Paris Anne Hidalgo – ont signé une lettre ouverte à la Première ministre appelant à l'abandon du processus de privatisation des transports, en raison de ses conséquences dramatiques prévisibles : désorganisation du service, détérioration des conditions de travail, et menace sur la cohésion sociale et territoriale ;

Considérant que les effets de cette politique sont aujourd'hui visibles : multiplication des incidents sur des lignes reprises par des opérateurs privés, tels que les lignes de bus du secteur Grand Orly-Seine Bièvre (ex-RATP 3), dégradation des conditions de travail signalée par les syndicats, désynchronisation des horaires et opacité accrue dans la gestion des réseaux ;

Considérant qu'aucune évaluation sérieuse ni aucune consultation citoyenne n'a été organisée, alors même que cette transformation engage un choix de société majeur, opposant la logique de rentabilité à celle du service public et de l'intérêt général ;

Le Conseil du 14e arrondissement émet le vœu de :

- **Réaffirmer l'opposition ferme de notre arrondissement à la privatisation du réseau de transports franciliens**, notamment en réclamant l'arrêt immédiat du processus d'ouverture à la concurrence du réseau RATP et des lignes de RER.

- Demander qu'une **consultation régionale** soit organisée en 2025, afin que les Franciliennes et Franciliens puissent se prononcer sur l'avenir de leur réseau de transport public, conformément aux principes démocratiques et à l'importance du sujet.

- **Exiger que la Région Île-de-France et IDFM suspendent tous les appels d'offres en cours et gèlent les procédures de passation des marchés** tant que cette consultation n'aura pas eu lieu.

- Appeler la Maire de Paris à relayer ce vœu auprès d'Île-de-France Mobilités, du Conseil régional et du Gouvernement, et à **prendre toutes les mesures nécessaires pour défendre un modèle de transport public solidaire, intégré et non soumis à des intérêts privés**.